

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2007  
ACTIVITEITENVERSLAG 2007

## REEKS QUIS CUSTODIET IPSOS CUSTODES?

### Quis custodiet ipsos custodes?

*Quis custodiet ipsos custodes?* is een publicatiereeks die een bijdrage wil leveren tot het bevorderen van een geïnformeerde discussie over de werking, de bevoegdheden en de controle op de inlichtingendiensten en op het inlichtingenwerk. In deze reeks worden o.m. wetenschappelijke studies, de activiteitenverslagen van het Vast Comité I en verslagboeken van colloquia opgenomen.

### Redactie

Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, Wetstraat 52, 1040 Brussel (02 286 29 88).

### Reeds verschenen in deze reeks

- 1) Van Daele, D. en Vangeebergen, B., *Inlichtingendiensten en strafprocedure in Nederland, Duitsland en Frankrijk*, 2006, 166 p.
- 2) Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, *Activiteitenverslag 2006, 2007*, 147 p.
- 3) Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, *Activiteitenverslag 2007, 2008*, 87 p.

### Quis custodiet ipsos custodes?

*Quis custodiet ipsos custodes ?* est une série de publications qui a pour objectif de stimuler une discussion approfondie quant au fonctionnement, aux compétences et au contrôle des services de renseignements et du travail de renseignements. Dans cette série on trouvera e.a. repris des études scientifiques, les rapports annuels du Comité permanent R et des rapports de colloques.

### Rédaction

Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité, rue de la Loi 52, 1040 Bruxelles (02 286 29 88).

### Déjà paru dans cette série

- 1) Van Daele, D. et Vangeebergen, B., *Inlichtingendiensten en strafprocedure in Nederland, Duitsland en Frankrijk*, 2006, 166 p.
- 2) Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité, *Rapport d'activités 2006, 2007*, 143 p.
- 3) Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité, *Rapport d'activités 2007, 2008*, 85 p.

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2007

Comité permanent de contrôle des  
services de renseignements et de sécurité



Comité permanent de contrôle des services de renseignements  
et de sécurité



intersentia

Antwerpen – Oxford

Le présent *Rapport d'activités 2007* fut approuvé par le Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité lors de la réunion du 11 avril 2008.

(soussignés)

Guy Rapaille, président

Gérald Vande Walle, conseiller

Peter De Smet, conseiller

Wouter De Ridder, greffier

Rapport d'activités 2007

Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité

© 2008 Intersentia

Antwerpen – Oxford

<http://www.intersentia.be>

ISBN 978-90-5095-810-3

D/2008/7849/55

NUR 823

Tous droits réservés. Sous réserve d'exceptions explicitement prévues par la loi, aucun élément de cette publication ne peut être reproduit, stocké dans une base de données automatisée ou publié, de quelque manière que ce soit, sans l'autorisation expresse préalable des éditeurs.



Table des matières

	II.2.1.2.5.	Le contrôle des sites Web extrémistes . . . . .	17
	II.2.1.2.6.	Le contrôle des «centres de propagande». . . . .	18
	II.2.1.2.7.	Le suivi du prosélytisme islamiste dans les prisons . . . . .	18
	II.2.1.2.8.	Le suivi de plusieurs événements spécifiques. . . . .	18
	II.2.1.2.9.	Le suivi de la menace terroriste islamiste . . . . .	19
	II.2.1.2.10.	Le suivi du recrutement des volontaires pour le <i>jihād</i> et le suivi des déplacements en provenance et vers des zones sensibles . . . . .	19
II.2.2.		Le suivi de l'islamisme radical par le SGRS . . . . .	21
	II.2.2.1.	Généralités . . . . .	21
	II.2.2.2.	Les différents domaines . . . . .	22
	II.2.2.2.1.	Le suivi de l'islamisme radical à l'étranger . . . . .	22
	II.2.2.2.2.	Le suivi des ONG islamiques. . . . .	23
	II.2.2.2.3.	Le phénomène du «repli communautaire» . . . . .	23
	II.2.2.2.4.	Le contrôle des imams et des groupes islamistes radicaux en Belgique. . . . .	23
	II.2.2.2.5.	Le suivi de quelques événements spécifiques. . . . .	24
	II.2.2.2.6.	Le suivi de la menace terroriste islamiste . . . . .	24
	II.2.2.2.7.	Le suivi des déplacements de personnes vers des zones sensibles . . . . .	24
	II.2.2.2.8.	Le contrôle des chaînes de télévision et de radio radicales. . . . .	25
II.2.3.		La collaboration entre les différents services compétents. . . . .	25
	II.2.3.1.	La collaboration entre le SGRS et la Sûreté de l'État. . . . .	25
	II.2.3.2.	La collaboration entre les services de renseignement et la police fédérale . . . . .	26
	II.2.3.3.	La collaboration entre les services de renseignement et l'OCAM . . . . .	26
	II.2.3.4.	La collaboration entre les services de renseignement belges et étrangers . . . . .	27
II.2.4.		Conclusions . . . . .	27

II.3.	Les processus d'informations au sein de la Sûreté de l'État. ....	29
II.4.	Le rôle du SGRS dans le cadre de la sécurité militaire .....	30
II.5.	Plainte relative à une procédure d'avancement au sein de la Sûreté de l'État. ....	31
II.6.	Plainte émanant d'un membre du personnel de la Sûreté de l'État ...	32
II.7.	Collision avec un véhicule prioritaire de la Sûreté de l'État. ....	32
II.8.	Enquête sur la manière dont la Sûreté de l'État a collaboré à une instruction judiciaire .....	34
II.9.	Plainte portant sur une mention illégitime dans une étude secrète...	35
II.10.	Enquêtes de contrôle pour lesquelles des devoirs d'enquête ont été posés en 2007 et enquêtes qui ont débuté en 2007. ....	36
II.10.1.	Le rôle des services de renseignement dans la lutte contre la prolifération d'armes non conventionnelles ou très sophistiquées. ....	36
II.10.2.	La protection du potentiel scientifique et économique et de l'industrie aérospatiale belge .....	36
II.10.3.	Gestion de l'information au sein du service de renseignements militaire .....	37
II.10.4.	Gestion de l'information au sein de la Sûreté de l'État ....	37
II.10.5.	Plainte d'un particulier quant à la manière dont la Sûreté de l'État aurait recueilli, traité et diffusé des informations le concernant .....	38
II.10.6.	La Sûreté de l'État et les « dossiers réservés ». ....	38
II.10.7.	Le service de renseignements militaire, le Congo et la campagne électorale .....	39
II.10.8.	Espionnage dans le bâtiment européen « Justus Lipsius » ...	39
II.10.9.	Organisations sectaires nuisibles .....	40
II.10.10.	Collaboration de la Sûreté de l'État à une perquisition. ....	40
II.10.11.	Le service de renseignement militaire et l'exécution d'une enquête de sécurité. ....	41
II.10.12.	Protection des systèmes de communication contre d'éventuelles interceptions étrangères. ....	41
II.10.13.	Le rôle des services de renseignement dans l'affaire Kari. ...	42
II.10.14.	La protection de renseignements classifiés en dehors des sites protégés .....	42
 <b>CHAPITRE III.</b>		
<b>ÉTUDES, ACTIVITÉS ET AVIS</b> .....		<b>43</b>
III.1.	Le premier rapport sur le fonctionnement de l'OCAM .....	43
III.1.1.	Qu'est-ce que l'OCAM ? .....	43
III.1.2.	Contrôle externe .....	45

Table des matières

III.1.3.	Obligation de rapport .....	45	
III.1.4.	L'audition .....	46	
III.1.4.1.	Les moyens en personnel .....	46	
III.1.4.2.	L'angle stratégique .....	47	
III.1.4.3.	L'angle opérationnel .....	48	
III.1.5.	Conclusion .....	49	
III.2.	Le mémorandum destiné à l'informateur du Roi .....	50	
III.3.	La série de publications <i>Quis custodiet ipsos custodes ?</i> .....	52	
III.4.	La séance académique à huis clos du 17 janvier 2007 .....	52	
III.5.	Ajouts au Code des services de renseignements .....	53	
III.6.	Présentation du Comité permanent R aux stagiaires de la Sûreté de l'État .....	54	
<b>CHAPITRE IV.</b>			
<b>LE CONTRÔLE DES INTERCEPTIONS DE SÉCURITÉ .....</b>			<b>55</b>
<b>CHAPITRE V.</b>			
<b>LES INFORMATIONS ET INSTRUCTIONS JUDICIAIRES .....</b>			<b>57</b>
V.1.	Missions des autorités judiciaires .....	57	
V.2.	Les enquêtes .....	58	
<b>CHAPITRE VI.</b>			
<b>LE GREFFE DE L'ORGANE DE RECOURS EN MATIÈRE D'HABILITATIONS, D'ATTESTATIONS ET D'AVIS DE SÉCURITÉ .....</b>			<b>59</b>
VI.1.	Les chiffres .....	60	
VI.2.	Constatations de l'organe de recours .....	64	
<b>CHAPITRE VII.</b>			
<b>LE FONCTIONNEMENT INTERNE DU COMITÉ PERMANENT R .....</b>			<b>65</b>
VII.1.	La composition .....	65	
VII.2.	La commission de suivi du Sénat .....	65	
VII.3.	Les moyens financiers et les activités de gestion .....	66	
VII.4.	Contacts avec les organes de contrôle étrangers .....	67	
VII.5.	Formation .....	68	

<b>CHAPITRE VIII.</b>	
<b>RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>71</b>
VIII.1. Recommandations relatives à la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes .....	71
VIII.1.1. Exécution des obligations stipulées aux articles 19 et 20 L.R&S.....	71
VIII.2. Recommandations relatives à la coordination et l'efficacité des services de renseignement, l'OCAM et les services d'appui .....	73
VIII.2.1. Une gestion efficace du personnel en matière de gestion informatique.....	73
VIII.2.2. La fonction de gestionnaire des informations .....	73
VIII.2.3. Le recueil de renseignements et les analyses stratégiques en matière d'islamisme radical .....	73
VIII.2.4. Le recrutement de personnel disposant d'une connaissance de langues spécifiques .....	74
VIII.2.5. La demande d'avis de sécurité.....	74
VIII.2.6. La protection de l'identité des agents des services de renseignement .....	75
VIII.2.7. Accord de coopération avec les services de police .....	75
VIII.2.8. Réaction adaptée aux incidents de sécurité.....	75
VIII.2.9. Statuts du personnel de l'OCAM .....	76
VIII.2.10. Un réseau de communication sécurisé pour l'OCAM .....	76
VIII.3. Recommandations relatives à l'efficacité du contrôle.....	76
VIII.3.1. Directives du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité.....	76
VIII.3.2. Infractions commises par des membres des services de renseignement.....	77
<b>ANNEXES .....</b>	<b>79</b>
Annexe A.	
Aperçu des principales réglementations relatives aux compétences, au fonctionnement et au contrôle des services de renseignement et de sécurité et de l'OCAM (1 <sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2007) .....	79
Annexe B.	
Aperçu des principales propositions de lois, des projets de lois et des résolutions relatives aux compétences, au fonctionnement et au contrôle des services de renseignement et de sécurité et de l'OCAM (1 <sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2007) .....	81

Table des matières

Annexe C.

Aperçu des interpellations, des demandes d'explications et des questions  
orales et écrites relatives aux compétences, au fonctionnement et au  
contrôle des services de renseignement et de sécurité et de l'OCAM  
(1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2007) ..... 83

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

AFCN	Agence fédérale de contrôle nucléaire
A.M.	Arrêté ministériel
ANS	Autorité nationale de sécurité
A.R.	Arrêté royal
AR OCAM	Arrêté royal du 28 novembre 2006 portant exécution de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace
CIC	Code d'instruction criminelle
CMRS	Comité ministériel du renseignement et de la sécurité
CNCA	<i>Centro Nacional de Coordinacion Antiterrorista</i>
COM	Réunions des commissions (Chambre ou Sénat)
Comité permanent P	Comité permanent de contrôle des services de police
Comité permanent R	Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité
CP	Code pénal
CRI	Compte rendu intégral
CTG	<i>Counter Terrorism Group</i>
CTIF	Cellule de traitement des informations financières
CTIVD	<i>Comité van Toezicht op de Inlichtingen- en Veiligheidsdiensten</i>
DGCC	Direction générale du Centre de crise
GIA	Groupe interforces anti-terroriste
GICM	Groupe islamique combattant marocain
GTAZ	<i>Gemeinsames Terrorismusabwehrzentrum</i>
ICT	<i>Information and Communication Technology</i>
JTAC	<i>Joint Terrorism Analysis Centre</i>
L.C&HS	Loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité
L.Contrôle	Loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace
L.OCAM	Loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace
L.R&S	Loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité
M.B.	Moniteur belge
MEDEL	Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés

Liste des abréviations

NCTb	<i>Nationaal Coördinator Terrorismebestrijding</i>
NCTC	<i>National Counterterrorism Centre</i>
ndr	note de la rédaction
OCAM	Organe de coordination pour l'analyse de la menace
ONG	Organisation non-gouvernementale
OTAN	Organisation permanente du Traité Nord-Atlantique
PLEN	Séances plénières (Chambre ou Sénat)
PSE	Potentiel scientifique et économique
Q. et R.	Questions et réponses écrites (Chambre ou Sénat)
SGRS	Service général du renseignement et de la sécurité des Forces Armées
SISMI	<i>Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare</i>
SITCEN	<i>EU Joint Situation Centre</i>
SPF	Service public fédéral
UEO	Union de l'Europe Occidentale

## PRÉFACE

Dans les premiers mois de 2008, la communauté du renseignement a fait l'objet d'un flux incessant d'informations qui l'ont montrée souvent sous un jour négatif. En 2007, cela a été rarement le cas. Cette année a été, en effet, particulière pour les services de renseignement et le Comité permanent R à d'autres égards. Pour la Sûreté de l'État et le Service général du renseignement et de la sécurité, d'une part, parce qu'un projet de loi sur les méthodes particulières de renseignement a été finalement déposé au Parlement. Mais aussi parce que ces services ont travaillé pour la première fois dans le cadre de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace. Pour le Comité permanent R, d'autre part, parce que la situation politique et, partant, l'interaction réduite avec le Parlement ont permis de libérer du temps pour réactiver plusieurs enquêtes et évaluer le fonctionnement interne du comité.

Le Comité permanent R a profité de la situation politique particulière pour reprendre et, le cas échéant, clôturer plusieurs enquêtes de contrôle, qui n'avaient pas pu être finalisées en raison des circonstances. Les premiers résultats de cette opération de rattrapage sont détaillés au deuxième chapitre du présent rapport, aux côtés des constatations découlant de plusieurs enquêtes récentes. Ce chapitre démontre d'ailleurs également que d'autres enquêtes ont aussi largement occupé le comité au cours de l'année écoulée.

En outre, le Comité permanent R a profité de cette occasion pour optimiser ses « processus de gestion interne », qui avaient bien besoin d'un remaniement après quinze années d'activité. Les résultats de cette révision ne sont pas directement visibles pour le grand public, mais nous espérons qu'ils le seront indirectement : cet exercice, qui n'est d'ailleurs pas encore terminé, doit en effet permettre d'améliorer davantage les enquêtes de contrôle et de formuler les recommandations appropriées en vue d'un fonctionnement plus performant des deux services de renseignement belges, de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) et de la remise d'informations par ses services d'appui.

2007 a été également la première année complète d'activité et de collaboration de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace et de ses « services d'appui ». Dans ce cadre, le Comité permanent R a introduit une demande d'informations auprès des services de renseignement concernant les problèmes éventuellement rencontrés lors de la remise d'informations par leurs homologues étrangers. De plus, le Comité permanent R a rédigé, conjointement avec le Comité

permanent P, un premier rapport sur le démarrage de l'organe de coordination. Au moment de la rédaction du présent rapport d'activité, un second rapport a d'ailleurs été finalisé à propos de certains aspects de la coordination de l'analyse de la menace.

En mars 2007, le gouvernement déposait au Sénat un projet de loi relatif aux méthodes particulières de renseignement. Le vote n'eut cependant pas lieu. Par le passé, le Comité permanent R avait déjà recommandé à plusieurs reprises de fournir aux services de renseignement les moyens et méthodes nécessaires. Dans son avis sur le projet de loi susmentionné, le comité a souligné toutefois la nécessité de porter le contrôle parlementaire au même niveau que les nouveaux instruments. Le Comité permanent R défendra ce point de vue à l'égard de toutes les nouvelles initiatives prises en la matière.

Guy Rapaille,  
Président du Comité permanent de contrôle  
des services de renseignements et de sécurité

1<sup>er</sup> juin 2008

# CHAPITRE I.

## SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ PERMANENT R ET DES COMMISSIONS DE SUIVI

L'une des tâches principales du Comité permanent R consiste à formuler des recommandations concernant la légitimité, la coordination et l'efficacité de l'intervention des deux services de renseignement belge et de l'OCAM. Ces recommandations sont ensuite examinées lors d'une réunion conjointe des commissions de suivi du Sénat et de la Chambre des représentants. Depuis 1998, ces deux commissions formulent conjointement leurs propres recommandations ou reprennent les propositions du Comité permanent R.

Ce premier chapitre poursuit une triple finalité. D'abord, il a pour but de regrouper les recommandations éventuelles qui ont été formulées par la Chambre et le Sénat durant l'année d'activité 2007 (I.1.). Ensuite, le Comité permanent R souhaite présenter les initiatives prises par les pouvoirs législatif et exécutif cette même année et qui s'inscrivent dans la lignée des recommandations antérieures du Comité permanent R, de la Chambre ou du Sénat (I.2.).<sup>1</sup> Enfin, le Comité permanent R entend reprendre, dans ce chapitre, les recommandations précédemment formulées, lorsqu'il constate qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suite dans un délai raisonnable (I.3.).

### I.1. RECOMMANDATIONS DES COMMISSIONS DE SUIVI

2007 fut une année particulière sur le plan politique: les commissions de suivi du Sénat et de la Chambre n'ont consacré aucune discussion au *Rapport d'activités 2006* qui lui a été transmis le 1<sup>er</sup> juin 2006 et n'a dès lors formulé aucune recommandation propre.<sup>2</sup> Ce rapport annuel a seulement été abordé lors de la réunion conjointe du 9 janvier 2008, laquelle n'a donné lieu à aucune autre recommandation.

---

<sup>1</sup> Pour connaître les recommandations antérieures, consulter les chapitres I et VIII du *Rapport d'activités 2006* du Comité permanent R ([www.comiteri.be](http://www.comiteri.be)).

<sup>2</sup> En outre, aucune recommandation n'a été votée concernant le *Rapport d'activités 2005*, qui a fait l'objet de discussion lors des réunions des 14 juillet 2005, 14 août 2005 et 9 janvier 2008.

Le Comité permanent R estime que la situation politique (notamment la proximité des élections fédérales, puis la longueur des négociations en vue de la formation du nouveau gouvernement) ne peut constituer un obstacle insurmontable à un dialogue permanent entre la commission de suivi et le Comité permanent R. Le comité renvoie à cet égard à une recommandation que la Chambre a elle-même exprimée en 1996 à propos d'une évaluation du fonctionnement des Comités permanents R et P : « *Une solution particulière devra être recherchée afin de garantir la continuité du contrôle pendant les périodes de dissolution des Chambres.* »<sup>3</sup> Le Comité permanent R souhaite toutefois souligner que la période écoulée a également démontré que le système belge, dans lequel le comité intervient en tant qu'organe intermédiaire entre les services de renseignement et le Parlement, offre des garanties importantes quant à la continuité du contrôle démocratique. Dans d'autres pays, le contrôle parlementaire est en effet uniquement exécuté par des membres du pouvoir législatif, ce qui ne garantit pas nécessairement la continuité du contrôle.

## I.2. INITIATIVES PRISES DANS LA LIGNE DES DIFFÉRENTES RECOMMANDATIONS

Les paragraphes suivants énumèrent brièvement les principales réalisations mises en œuvre en 2007 par le pouvoir législatif ou exécutif et qui s'inscrivent dans la ligne des différentes recommandations formulées par le Comité permanent R et les commissions de suivi. Par cette énumération, le Comité ne souhaite nullement donner l'impression que le mérite de ces réalisations lui revient exclusivement ou principalement. En outre, il ne s'agit pas non plus d'une énumération exhaustive. Enfin, les initiatives prises cette année par les différentes autorités, mais qui ne découlent pas d'une recommandation du Comité permanent R ou des commissions de suivi, ne seront pas abordées.

Il faut citer d'abord le renforcement considérable des moyens financiers et en personnel de la Sûreté de l'État. En un an, son budget a augmenté de 25 % (passant de 33,7 millions d'euro à plus de 42 millions d'euro). Cette nouvelle dotation a permis d'élargir les moyens en personnel. Durant l'année 2007, environ 70 personnes ont entrepris un stage pour devenir inspecteurs des services extérieurs.

Une autre suite majeure qui fut donnée en 2007 aux recommandations parlementaires est le dépôt au Sénat par le gouvernement, le 21 mars 2007, de l'« avant-projet de loi relatif aux méthodes de recueil des données des services de renseignement et de sécurité ».<sup>4</sup> Étant donné le caractère sensible de cette matière et

<sup>3</sup> *Doc. parl.*, Chambre, 1995-96, 437/4, 2.

<sup>4</sup> *Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, 2138/1 et 2.

l'imminence des élections, cette proposition n'a toutefois pas pu être traitée en profondeur.

Il convient également de noter que le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité a finalement approuvé la définition du « potentiel scientifique et économique ». Une description plus détaillée de ce concept était requise depuis l'entrée en vigueur de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité. Le Comité permanent R avait déjà insisté sur ce point à plusieurs reprises.

Enfin, le Comité permanent R a pu relever des indices d'une plus grande ouverture qu'en 2007, les services de renseignement ont fait preuve à l'égard de leur organe de contrôle. Le comité voit dans ce comportement des services les premiers résultats de sa « politique » visant à arriver à une communication d'égal à égal entre les « contrôlés » et les « contrôleurs », qui se fonde sur l'acceptation et le respect de la position de chacun dans le cadre des missions légales de chacun. Le comité est pleinement conscient que le chemin à parcourir en la matière est encore long.

### I.3. RETOUR SUR DES RECOMMANDATIONS ANTÉRIEURES

L'article 35, alinéa 3, L.Contrôle confère au Comité permanent R la mission de faire rapport à la Chambre des représentants et au Sénat « *lorsqu'au terme d'un délai qu'il estime raisonnable, il constate qu'aucune suite n'a été réservée à ses conclusions, ou que les mesures prises sont inappropriées ou insuffisantes* ». Le Comité permanent R entend désormais utiliser son rapport d'activités annuel pour mentionner de telles situations. Le comité n'a aucunement l'intention de réitérer ci-dessous toutes les recommandations précédemment formulées qui n'ont pas encore été mises en œuvre. Seules les recommandations essentielles qui ont déjà été répétées sans faire l'objet de la moindre suite seront ainsi une nouvelle fois portées à l'attention du Parlement.

Dans cette optique, le Comité permanent R doit une nouvelle fois souligner qu'en vertu de l'article 33 L.Contrôle, il doit avoir connaissance des directives du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité (CMRS) qui régissent le fonctionnement des services de renseignement et de l'OCAM. L'ignorance de telles directives entrave le contrôle de certains aspects de l'efficacité, de la coordination et de la légitimité du fonctionnement de ces services. Le Comité permanent R insiste sur le fait que le contrôle ne porte aucunement sur les décisions et le fonctionnement du Comité ministériel en tant que tel, mais sur l'exécution correcte de ces directives par les deux services de renseignement et de l'OCAM.

En outre, le comité souhaite également attirer l'attention sur trois autres problèmes: l'absence de réglementation adéquate des méthodes de renseignement ordinaires, le manque de clarté qui règne autour de la notion de l'assistance technique et surtout de la collaboration éventuelle offerte aux autorités judiciaires et la communication d'informations aux services de renseignement étrangers. Le Comité permanent R est d'avis que ces éléments devraient être réglés en même temps que la possibilité pour les services de renseignement d'employer des méthodes spécifiques et exceptionnelles pour le recueil de données.

## CHAPITRE II. LES ENQUÊTES DE CONTRÔLE

Depuis sa création en 1993, la mission de contrôle du Comité permanent R se limitait au contrôle de la Sûreté de l'État et du SGRS.<sup>5</sup> En 2007, le Comité permanent R a pu, pour la première fois, ouvrir également des enquêtes sur le fonctionnement de l'OCAM et de ses différents services d'appui.<sup>6</sup> Comme en 2007 l'OCAM n'était encore qu'à ses prémises (et travaillait principalement à la mise en œuvre de la réglementation et au recrutement), il a été décidé de n'ouvrir aucune enquête de contrôle spécifique. En revanche, en vertu de l'article 35, 4°, L.Contrôle, les deux comités ont rédigé un premier rapport circonstancié sur ce démarrage à l'intention de la Chambre et du Sénat.<sup>7</sup> Une demande d'information a également été formulée concernant l'application de la règle du service tiers lors de transferts d'informations à destination de l'OCAM.<sup>8</sup>

En 2007, le Comité permanent R a ouvert six enquêtes de contrôle: cinq de sa propre initiative et une à la suite d'une plainte d'un citoyen.

En tout, le comité a reçu vingt plaintes émanant de particuliers. Comme expliqué précédemment, une seule plainte a donné lieu à l'ouverture d'une enquête de contrôle. Aucune suite n'a été donnée à dix-sept autres plaintes, car celles-ci parfois après vérification rapide de plusieurs données n'étaient manifestement pas fondées (art. 34 L.Contrôle). Deux autres plaintes se sont également avérées injustifiées après une enquête préalable. Le non-fondement des plaintes se reposait sur trois motifs: soit la plainte avait déjà été traitée ou rejetée, soit elle ne reposait sur aucun fait, mais généralement elle relevait de la compétence d'un autre service (tel que le Comité permanent P) et non de celle du Comité permanent R. Dans ces derniers cas, la plainte a été dirigée à l'instance compétente.

En tout, sur l'année 2007, des devoirs d'enquête ont été menés dans dix-sept dossiers. Dans certaines affaires, aucun acte d'enquête n'a été posé, notamment en

---

<sup>5</sup> Jusqu'en 1998, le Comité permanent R pouvait également contrôler « *tout service public spécialement chargé, après l'entrée en vigueur de cette loi (ndr: L.Contrôle) de la collecte et du traitement de données concernant des personnes, groupes et événements et effectué dans un but de sécurité* ». Cette disposition a été supprimée de la loi.

<sup>6</sup> Si l'enquête porte sur le fonctionnement de l'OCAM et de ses services d'appui autres que les services de police au sens de la L.Contrôle, elle doit obligatoirement être menée conjointement avec le Comité permanent P.

<sup>7</sup> Pour plus de détails à cet égard, voir chapitre III.1.

<sup>8</sup> Voir chapitre II.1.

raison d'une suspension pour instruction judiciaire en cours ou parce que l'enquête a débuté à la fin de l'année d'activité.

En outre, neuf dossiers ont été clôturés en 2007. Les sections suivantes traitent d'abord de ces enquêtes de contrôle terminées (de II.1. à II.9.). Ensuite sont énumérées et brièvement décrites les enquêtes pour lesquelles des devoirs d'enquête importants ont été posés durant l'année d'activité 2007 mais qui n'ont pas pu être bouclées (de II.10.1. à II.10.11.). Viennent finalement les enquêtes démarrées fin 2007 (de II.10.12. à II.10.14.).

Par souci d'exhaustivité, le Comité permanent R souhaite une nouvelle fois insister sur le fait qu'avant de décider d'ouvrir une enquête de contrôle, il mène souvent une brève enquête préliminaire. Celle-ci peut prendre la forme d'une demande d'information rapide auprès des services de renseignement, d'un entretien ou d'un *briefing* sur un thème précis, d'une étude des sources ouvertes... C'est ainsi qu'en 2007, le Comité s'est notamment renseigné sur les « attachés de défense », sur la problématique du vol de documents et sur des traités internationaux mentionnant la règle du service tiers. Ces enquêtes préliminaires, qui requièrent parfois de nombreux efforts, ne donnent cependant pas toujours lieu à une enquête de contrôle proprement dite.

## II.1. L'OCAM ET LA RÈGLE DU SERVICE TIERS

Le 23 décembre 2006, Mme Lizin, alors présidente du Sénat, sur les indications du député M. Van Parys, demanda au Comité permanent R d'examiner la compatibilité entre l'article 12 de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace et l'article 15 de l'arrêté d'exécution du 28 novembre 2006.

L'article 12 L.OCAM stipule que les renseignements qui sont fournis par les services de renseignement mais qui proviennent d'un service étranger ayant expressément demandé de ne pas les transmettre à d'autres services doivent quand même être communiquées au directeur de l'OCAM. Ces informations doivent en outre être reprises dans l'évaluation si elles sont indispensables pour prendre les mesures nécessaires à la protection de personnes.

L'article 15 AR OCAM indique que ces renseignements peuvent uniquement être intégrés dans l'évaluation si le service émetteur marque explicitement son accord sur la forme, le contenu, la diffusion et le degré de classification de sa transmission.

Le Comité permanent R a décidé de ne pas donner suite à la question juridique spécifique, car elle ne relevait pas de sa compétence. Le comité a toutefois estimé que la problématique générale à la base de la question (à savoir le principe de la règle du service tiers et le principe de la collaboration avec les services de renseignement étrangers) nécessitait un examen plus approfondi. Cette décision a notam-

ment découlé du fait que le Comité permanent R avait reçu de différentes sources belges et étrangères des informations (parfois contradictoires) faisant état de difficultés dans la relation avec certains services étrangers. Difficultés résultant de la réglementation mentionnée dans la loi du 10 juillet 2006 qui oblige les services de renseignement à transmettre toutes les informations à l'OCAM.<sup>9</sup> Selon ces rumeurs, le flux d'informations allant des services étrangers vers leurs homologues belges pouvait s'en trouver affecté.

Aussi le Comité permanent R s'est-il demandé si et, dans l'affirmative, dans quelle mesure les services belges de renseignement éprouvaient des problèmes avec leurs homologues étrangers à la suite de la mise en œuvre de la L.OCAM.

### II.1.1. LE SERVICE GÉNÉRAL DU RENSEIGNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ

Le SGRS a déclaré à cet égard:

- le service n'a pas reçu d'un service étranger le moindre document ou note concernant la création de l'OCAM. À l'occasion de contacts internationaux établis au niveau du commandement, les responsables du SGRS ne se sont vu adresser aucune question officielle sur l'OCAM;
- certains services étrangers ont fait part de leurs inquiétudes en ce qui concerne le respect de la règle du tiers et se sont exprimés à cet égard auprès des agents belges avec lesquels ils étaient en contact;
- dans les relations concrètes sur le terrain, le SGRS n'a rencontré aucun problème particulier;
- aucune statistique n'est ou n'a été tenue concernant la quantité d'informations échangées avec des services étrangers, que ce soit avant ou après la création de l'OCAM;
- la qualité des rapports entre les services belges et étrangers dépend en grande partie de la qualité des contacts interpersonnels. Ceux-ci n'ont pas eu à souffrir de la création de l'OCAM. Le SGRS fait remarquer qu'à chaque modification du cadre légal ou réglementaire relatif aux services de renseignement, certains services étrangers font preuve d'inquiétude, qui disparaît toutefois très vite. Ce fut notamment le cas lors de la création du Comité permanent R et à l'occasion du vote de la loi organique du 30 novembre 1998 sur les services de renseignement et de sécurité;
- le SGRS attire également l'attention sur le fait que certaines annonces ont créé et nourri des malentendus.

<sup>9</sup> Les membres du personnel qui ne se conforment pas à cette obligation s'exposent à une sanction pénale (art. 14 L.OCAM).

Et le SGRS de conclure que son expérience pratique avant et après la création de l'OCAM ne révèle aucun problème dans les rapports avec les services étrangers.

### II.1.2. LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

La Sûreté de l'État s'est exprimée en ces termes :

- l'avant-projet de loi a déjà suscité des questions et des remarques auprès de plusieurs services étrangers ;
- fin 2006 début 2007, certains services étrangers ont demandé des compléments d'information ;
- une explication détaillée sur la L.OCAM a été rédigée et distribuée aux services étrangers. Cette note précisait que la loi du 10 juillet 2006 et son arrêté d'exécution du 28 novembre 2006 ne présentaient aucune incompatibilité. Elle clarifie également le fait que l'OCAM succède au Groupe interforces antiterroriste (GIA), qui n'a jamais posé aucun problème par le passé, et que l'OCAM s'inspire du *Joint Terrorism Analysis Centre* (JTAC) britannique, qui existe et opère depuis plusieurs années ;
- la collaboration entre les services belges et étrangers n'a jamais eu à souffrir de difficultés particulières pouvant être liées à la création de l'OCAM ;
- la procédure d'embargo inscrite dans la loi du 10 juillet 2006 et dans son arrêté d'exécution satisfait aux garanties demandées par les services étrangers.

La Sûreté de l'État a en outre souligné que la règle du service tiers implique que ni la source, ni le service d'origine ne peuvent être dévoilés, mais que ces éléments ne sont pas pertinents pour l'analyse de la menace, laquelle étant la mission essentielle de l'OCAM. Ce service a également attiré l'attention sur le fait qu'une mauvaise perception des objectifs et des modalités de la transmission de renseignements a pu susciter quelques malentendus prématurés. La Sûreté de l'État a précisé que les problèmes existant avec les services étrangers se sont dissipés suite à l'explication fournie à propos du fonctionnement de l'OCAM et que la pratique à l'époque de la demande d'informations par le comité l'a démontré.

### II.1.3. CONCLUSION

Sur la base des explications fournies par les services de renseignement belges, le Comité permanent R a pu conclure que certains services étrangers ont bel et bien posé des questions à la suite de la création de l'OCAM mais qu'ils ont visiblement reçu des réponses convaincantes. Les deux services belges n'ont pas été particulièrement gênés dans leurs relations avec les services étrangers. Cette constatation

est d'ailleurs confirmée par le fait que le Comité permanent R n'a depuis lors reçu aucune indication laissant supposer le contraire.

## II.2. LE SUIVI DE L'ISLAMISME RADICAL PAR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT<sup>10</sup>

Dans son rapport d'activités relatif à l'année 2001<sup>11</sup>, le Comité permanent R s'est intéressé à la manière dont la Sûreté de l'État suivait les activités « islamistes » extrémistes et terroristes. Alors que le terme « islamique » porte sur la religion et la culture de l'islam, les termes « islamiste » et « islamisme » font référence à une idéologie qui fait de l'islam et du respect intégral de la *sharia* une alternative politique, économique et sociale à la démocratie et au libéralisme.

Le comité a tiré à l'époque les conclusions suivantes :

- la Sûreté de l'État ne surveille pas en tant que tels ni les musulmans, ni la pratique de la religion islamique en Belgique ;
- le service accorde une priorité absolue au terrorisme ;
- malgré qu'un service de renseignement soit généralement réputé pour devoir agir de manière préventive, la Sûreté de l'État agit dans ce domaine surtout de manière réactive ;
- surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001, le service semble collaborer efficacement à des enquêtes judiciaires. Déjà dans les années 1990, la Sûreté de l'État a collaboré au démantèlement de différentes cellules terroristes établies en Belgique ;
- la Sûreté de l'État examine la manière dont certains courants islamistes tentent d'imposer leur vision politico-religieuse de la société en étant actifs dans certaines communautés immigrées de notre pays et au sein des organes de l'islam institutionnel en Belgique ;
- la Sûreté de l'État enquête également sur les activités extrémistes dans les mosquées et en informe les autorités politiques concernées par le subventionnement du culte ;
- le personnel supplémentaire mis à disposition depuis le 11 septembre 2001 dans le cadre de l'islamisme radical a été retiré dans d'autres services qui accomplissent bien sûr aussi des missions importantes ;
- la Sûreté de l'État n'a pas encore analysé en profondeur le développement de la stratégie à long terme des islamistes.

<sup>10</sup> L'intégralité du rapport est disponible sur le site Web du Comité permanent R ([www.comiteri.be](http://www.comiteri.be)).

<sup>11</sup> COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2001*, 81-138.

Ces dernières années, le Comité permanent R a mené d'autres enquêtes concernant le suivi d'activités islamistes extrémistes et terroristes.<sup>12</sup> Il a pu notamment en tirer les conclusions suivantes :

- les activités déployées par les services de renseignement à l'encontre de certaines personnes relevaient de leurs compétences légales ;
- la collaboration entre les services de renseignement civil et militaire présentait de nombreuses lacunes en 2002 et 2003. Dans ce cadre, il est également apparu que la Sûreté de l'État contestait la compétence du SGRS en matière de suivi de l'islamisme radical en Belgique. Le Comité permanent R a estimé que le suivi de ce phénomène relevait bel et bien des compétences du SGRS, mais uniquement lorsque la sécurité militaire au sens large était menacée, et ce, tant en Belgique qu'à l'étranger ;
- le flux d'informations entre les services de renseignement, les services de police, les ministres concernés et les autorités judiciaires et administratives pouvait être amélioré et une coordination réelle des informations au plus haut niveau était indiquée ;
- des moyens personnels, techniques et légaux supplémentaires devaient être déployés pour les services de renseignement ;
- un règlement légal plus détaillé s'imposait en ce qui concerne la manière dont les services de renseignement collaborent avec les autorités judiciaires.

Par la présente enquête de suivi, le Comité permanent R a tenté de vérifier si et dans quelle mesure les conclusions de ces enquêtes antérieures étaient encore d'actualité et si de nouvelles constatations pouvaient être dressées. En outre, l'enquête a été étendue au service de renseignement militaire.

Cette évaluation s'est servie du *Plan d'action Radicalisme* du gouvernement comme fil conducteur. Ce plan, qui prévoit des mesures proactives, préventives et répressives pour lutter entre autres contre les causes du radicalisme et du terrorisme d'inspiration islamiste, a été approuvé en 2005 par le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité (CMRS). Il répartit les tâches entre les différentes autorités administratives, policières et judiciaires. La Sûreté de l'État joue bien sûr un rôle primordial puisqu'elle doit piloter un certain nombre de projets, mais le service de renseignement militaire est également partie prenante. Le plan d'action original se fondait sur six piliers : sites Internet radicaux, émissions de radio et de télévision, imams et prédicateurs extrémistes, centres culturels et ASBL, groupes

<sup>12</sup> Enquête sur la manière dont les services de renseignement ont collaboré dans le suivi d'une personne suspectée de soutenir des activités terroristes en Belgique (*Rapport d'activités 2004*, 80-102) ; Enquête sur le rôle des services de renseignement et de sécurité concernant une fondation belge ayant des liens éventuels avec une organisation placée sur la liste des organisations terroristes par l'Union européenne et les États-Unis (*Rapport d'activités 2004*, 36-42) et Enquête commune des Comités permanents P et R relative à la coordination entre les différents services de renseignement et de police dans la lutte contre le terrorisme (*Rapport d'activités 2005*, 52-53).

radicaux et centres de propagande.<sup>13</sup> Le pilier « prisons » est venu s’y greffer par la suite.

## II.2.1. LE SUIVI DE L’ISLAMISME RADICAL PAR LA SÛRETÉ DE L’ÉTAT

### II.2.1.1. Généralités

L’approche de l’islamisme radical par la Sûreté de l’État s’intéresse à deux volets : l’aspect thématique et l’aspect géostratégique. Cette dernière perspective se concrétise par la répartition du travail d’analyse entre plusieurs départements, qui sont chacun compétents pour une zone géographique bien définie.<sup>14</sup> Le cas échéant, les différents départements réalisent des analyses communes sur les mouvements et les personnes présentes dans différents pays. Ces départements sont chapeautés par une cellule de coordination qui veille notamment à ce que les dossiers aboutissent dans le service approprié en fonction de leur évolution.

Le travail d’analyse de la Sûreté de l’État se déroule dans l’esprit de l’*initiative d’une Alliance des civilisations* lancée en 2005 par le secrétaire général des Nations unies.<sup>15</sup>

Les analyses de la Sûreté de l’État sont principalement destinées au Premier ministre, au ministre de la Justice, au ministre des Affaires étrangères (et aux

<sup>13</sup> À titre d’exception, le Premier ministre communiqua au Comité permanent R le *Plan d’action Radicalisme* approuvé par le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité. Le Premier ministre ne voulait nullement créer un précédent dans le cadre des demandes formulées par le Comité permanent R visant à se voir également communiquer pour sa tâche de contrôle les documents pertinents émanant du Comité ministériel. Voir également à propos de cette problématique, les chapitres I.3 et VIII.3.1. Dans l’intervalle, le plan d’action initial aurait été adapté dans le sens où les six ou sept axes d’intervention ont été regroupés en plusieurs plans d’action.

<sup>14</sup> Chacun de ces départements met l’accent sur des aspects spécifiques. Par exemple, le département compétent pour l’Afrique du Nord, le Proche-Orient et le Moyen-Orient est l’un des départements les plus concernés par cette matière. Il étudie le développement de l’islamisme radical et le terrorisme y afférent au niveau international. Il s’intéresse également à l’ingérence de certains gouvernements dans des questions liées à l’islam institutionnel en Belgique. Le département Europe et Asie Mineure analyse le développement de l’islamisme radical en Turquie, dans les Balkans et en Tchétchénie ainsi que ses conséquences sur les communautés qui vivent en Belgique.

<sup>15</sup> Cette « alliance » a pour but de « forger une bienveillance politique collective et d’exhorter les actions ayant fait l’objet de concertations au niveau des institutions et de la société, et ce, afin de vaincre les préjugés, les perceptions erronées et la polarisation qui s’opposent à un tel consensus. Elle souhaite également contribuer à un mouvement mondial de rapprochement qui réprouve l’extrémisme dans toute société, conformément au souhait d’une grande majorité ». L’alliance tente de lutter contre « la méfiance mutuelle, la peur et l’incompréhension entre les sociétés islamiques et occidentales » en élaborant « un modèle de respect mutuel entre les civilisations et les cultures » (voir [www.unaoc.org](http://www.unaoc.org)).

postes diplomatiques à l'étranger) ainsi qu'au ministre de l'Intérieur. Le parquet fédéral, certains procureurs du Roi et juges d'instruction, la police fédérale, l'OCAM, la Direction générale Centre de crise (DGCC), le *Counter Terrorism Group* (CTG)<sup>16</sup> et le *Joint Situation Centre* de l'UE (SITCEN)<sup>17</sup> figurent également souvent parmi les destinataires.

Dans la foulée des plans déjà établis et en exécution du *Plan d'action Radicalisme* précité, la Sûreté de l'État a dressé son propre *Plan Radicalisme 2006/2007*. Dans ce plan, le service souligne l'importance d'analyses tant opérationnelles ou plus ponctuelles (approche au cas par cas) que stratégiques (vision à long terme), qui traitent de certains phénomènes ou certaines thématiques.

Une grande partie de la capacité d'analyse est consacrée aux analyses ponctuelles; les analyses stratégiques restant exceptionnelles. L'enquête a également mis en évidence que la Sûreté de l'État (ainsi que le SGRS) n'avait pas encore procédé à une évaluation quantitative de la radicalisation islamiste dans notre pays. Confrontés à des tâches contraignantes à court terme, à l'évolution constante des menaces et à un manque permanent de personnel, les services éprouvent visiblement des difficultés à mieux cerner le développement de l'islam radical en Belgique.

Les analyses ponctuelles concernent surtout la lutte contre le terrorisme. En tant qu'appui des services de police et des autorités judiciaires, la Sûreté de l'État joue plutôt à cet égard un rôle répressif, bien que l'aspect préventif ne soit pas non plus négligé.

La Sûreté de l'État intervient de manière préventive principalement dans le cadre de sa mission en matière d'extrémisme. Dans ce domaine, la tâche essentielle du service consiste à recueillir des renseignements et à fournir aux autorités compétentes des informations objectives sur les tendances radicales, sur les activités et entités extrémistes dans notre pays, sur leurs liens éventuels avec des structures ou mouvements à l'étranger et sur leurs stratégies à l'égard d'institutions belges ou de groupes de population en Belgique. Contrairement au SGRS, la Sûreté de l'État ne mène toutefois aucune enquête proprement dite sur les causes politiques, culturelles, sociales et sociologiques de la radicalisation violente.<sup>18</sup> Elle part du principe que ces analyses ne relèvent pas de ses compétences. Le Comité permanent R ne partage pas ce point de vue.

<sup>16</sup> Le *Counter Terrorism Group* est un groupement de services de renseignement qui se charge principalement de la prévention et la lutte contre le terrorisme dans les pays de l'Union européenne. Ce groupe a été créé le 20 septembre 2001 conformément aux décisions du Conseil (Justice et Affaires intérieures) de l'Union européenne. Il doit principalement recueillir des informations et des expériences relatives au problème des « filières irakiennes ».

<sup>17</sup> Le *SITCEN* de l'Union européenne suit les événements internationaux et les évalue en permanence. Il se focalise bien sûr surtout sur le terrorisme.

<sup>18</sup> Ce qui signifie, par exemple, que le SGRS enquête bel et bien sur le phénomène du « repli communautaire », contrairement à la Sûreté de l'État (voir II.2.2.2.3.).

En 2004, l'administrateur général de la Sûreté de l'État de l'époque imputait le champ d'action restreint de son service (la problématique de l'islamisme n'a pu être approchée que de manière sélective) principalement à un manque de moyens opérationnels et humains. L'on s'attendait néanmoins à ce que le renforcement progressif du cadre de personnel et les réformes y afférentes conduiraient à une approche plus structurée de la problématique de l'extrémisme islamique, avec des études plus vastes comme conséquence.

Depuis lors, des efforts considérables ont été déployés pour étendre l'effectif du service.

La nouvelle formation des agents des services extérieurs sera axée sur la connaissance des langues étrangères. La Sûreté de l'État dispose d'un personnel spécialisé qui maîtrise plusieurs langues, mais seul un nombre très restreint maîtrise la langue arabe classique.

Il n'est pas aisé de recruter des agents versés dans des langues bien précises (p. ex. l'arabe classique, le farsi, l'urdu...). Lors du recrutement, rares sont les candidats offrant de telles connaissances. En outre, les candidats d'origine étrangère, qui maîtrisent parfois une de ces langues, ne possèdent pas toujours un niveau de formation suffisant en français ou en néerlandais pour réussir les épreuves de sélection. Les critères de sélection devraient dès lors être adaptés et il convient également de prêter attention à la problématique des enquêtes de sécurité concernant des personnes qui ont séjourné à l'étranger.

#### *II.2.1.2. Les différents domaines*

Cette section développe les différents thèmes suivis par la Sûreté de l'État.

Il importe toutefois de souligner que pour toutes ces activités, le service ne surveille pas les musulmans en tant que tels ni la pratique de la religion islamique. En tant que religion (reconnue par la loi), l'islam ne constitue pas une matière à suivre. La Sûreté de l'État ne s'ingère dès lors pas dans les débats de société, tels que ceux concernant les prescriptions vestimentaires de l'islam (p. ex. le port du voile). Ce n'est que lorsque certains actes de la pratique de l'islam menacent la sécurité publique et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel ou que des moyens clandestins ou interdits sont utilisés pour tenter d'influencer certaines décisions que ce service peut s'intéresser à la pratique de l'islam. La Sûreté de l'État se penche dès lors sur les manifestations organisées au sein de la communauté musulmane qui, en théorie ou en pratique, vont à l'encontre des principes fondamentaux et du fonctionnement de l'État de droit démocratique. Bref, la Sûreté de l'État prête attention à l'« islamisme », ainsi qu'à ses développements (néo)fondamentalistes, salafistes<sup>19</sup> et terroristes.

<sup>19</sup> Le salafisme s'accompagne d'une individualisation et donc d'une perte du contrôle social entraînant une radicalisation encore plus forte. La Sûreté de l'État indique qu'il est particulièrement difficile de suivre ce courant radical, vu son atomisation.

#### II.2.1.2.1. Le contrôle des courants et groupements islamistes radicaux

La Sûreté de l'État explique que depuis les années 1980, elle s'est intéressée au développement de cellules potentiellement terroristes et aux réseaux extrémistes non violents, et fut d'ailleurs l'un des premiers services de renseignement européens à le faire. Le Comité permanent R a pu constater que la Sûreté de l'État dispose dès lors d'une bonne connaissance théorique tant de la doctrine islamique et de son développement au cours de l'histoire que de l'évolution de l'islamisme radical.

Selon le service, l'implantation d'extrémistes et de terroristes islamiques en Europe est plutôt de nature exogène. Ces deux phénomènes ont gagné l'Europe à partir de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, sans l'appui initial de communautés musulmanes locales. Les premiers groupes extrémistes qui se sont établis en Belgique militaient davantage pour leur cause nationale que pour l'islamisation de la société belge. Leur premier objectif consistait à renverser l'ordre en place dans leur pays d'origine.

À la fin des années 1990, le nombre de membres de la plupart de ces groupes n'a pourtant pas cessé de baisser. À partir de là, des groupes supranationaux, tels que les Frères musulmans ou le courant salafiste, connurent un succès important. Ils considèrent la Belgique moins comme une base d'opérations pour mettre en œuvre des changements à l'étranger. Désormais, ils tentent de concrétiser leurs projets dans notre pays et de marquer de leur empreinte le développement d'un « islam européen ». La radicalisation d'une minorité de groupes de jeunes musulmans, dont quelques Belges convertis, est dès lors un phénomène relativement récent en Belgique. Les extrémistes islamiques sont souvent réunis en petits groupes selon leur ethnie. Leurs objectifs et leurs procédés diffèrent d'un groupe à l'autre. Seuls quelques groupes disposent de réseaux bien développés. Depuis quelques années, la Sûreté de l'État constate cependant des actions spécifiques ayant pour but d'encadrer les jeunes musulmans. Par un travail de *lobbying*, certains groupes tentent de faire adopter certains points de vue ou de se présenter comme des partenaires privilégiés des autorités. Ces groupes essaient d'acquérir une certaine respectabilité en dissimulant leurs tendances islamistes. Leur conception de l'islam les conduit toutefois à rejeter l'ordre démocratique et les acquis socio-juridiques liés aux valeurs occidentales. Il en est ainsi pour le principe de non-discrimination en fonction de la race, du sexe, de la conviction ou l'orientation sexuelle. Selon la Sûreté de l'État, ce phénomène présente pour le moment une ampleur limitée mais va certainement gagner en importance dans les années à venir.

Aujourd'hui, la Sûreté de l'État suit donc aussi de près plusieurs courants et mouvements radicaux. Ceux-ci ont pour point commun qu'ils considèrent le Coran comme la seule loi régissant la vie sous toutes ses facettes. Ces courants et

mouvements sont inscrits sur une liste de thèmes suivis en permanence par le service. Chaque mouvement figurant sur cette liste a fait l'objet de notes de synthèse, qui décrivent l'histoire, l'idéologie et la structure du mouvement en Belgique et à l'étranger. Ces documents fournissent également un aperçu des activités du mouvement, ses liens éventuels avec des organisations terroristes et, enfin, une justification de son suivi par la Sûreté de l'État.

Celle-ci a également dressé un tableau général des tendances islamistes extrémistes en Europe. Ce document est notamment destiné aux autorités politiques et aux services de police.

#### II.2.1.2.2. Le contrôle des imams et des mosquées qui répandent des idées extrémistes

En 2001, le Comité permanent R a constaté que sur environ trois cents mosquées établies en Belgique, une trentaine méritait l'étiquette « radicale » d'après les critères définis par la Sûreté de l'État (voir ci-dessous). Une quinzaine d'entre elles serait de tendance salafiste. La plupart des mosquées pour lesquelles l'Exécutif des musulmans de Belgique avait demandé une reconnaissance étaient bien connues de la Sûreté de l'État en raison de leur orientation radicale et/ou parce qu'elles étaient financées par un pays étranger.

L'enquête complémentaire menée en 2002 n'a constaté aucune évolution majeure. La Sûreté de l'État n'a toutefois pas exclu une radicalisation (plus poussée) de certaines institutions islamiques dans un futur proche.

Étant donné la liberté de culte inscrite dans la Constitution, la Sûreté de l'État ne contrôle bien sûr pas les imams en tant que tels. Elle intervient uniquement lorsqu'une personne attire son attention par d'éventuelles activités extrémistes. En exécution du *Plan d'action Radicalisme*, le service est bien entendu particulièrement attentif aux prédicateurs étrangers qui s'en prennent ouvertement aux valeurs démocratiques ou qui incitent à la violence et la haine. Les prédicateurs étrangers font d'ailleurs l'objet d'une procédure de séjour particulière. L'Office des étrangers veille à ce que ces imams soient reconnus par leurs autorités nationales et présentent un profil modéré. Un nouvel imam n'est autorisé à entrer en Belgique qu'une fois que son prédécesseur a quitté le territoire. Cette obligation est également contrôlée par l'Office des étrangers. Le ministre de l'Intérieur a en outre déclaré que dans ces dossiers, l'avis de la Sûreté de l'État est toujours demandé au préalable.<sup>20</sup> La Sûreté de l'État précise toutefois qu'elle est rarement

<sup>20</sup> Question de Jansegers au ministre de l'Intérieur sur l'« Extrémisme musulman – Imams – Séjour illégal » (Q. et R., Sénat, 2006-2007, 7 décembre 2004, n° 29, 1965, Q. n° 1528).

consultée par l'Office des étrangers. Le Comité permanent R le déplore et recommande qu'un protocole d'accord règle cette question.<sup>21</sup>

Les mosquées font l'objet d'un traitement similaire. La Sûreté de l'État ne suit pas les activités en tant que telles qui ont lieu à l'intérieur des mosquées, mais contrôle les activités extrémistes qui peuvent s'y déployer. Pour évaluer le « degré de radicalisme » d'une mosquée, la Sûreté de l'État tient compte de différents critères, tels que le profil idéologique des imams qui y prêchent, le profil des membres de la direction de la mosquée, leurs liens éventuels avec des groupes réputés pour être radicaux et les activités exercées par tous ces acteurs. Lorsque la Sûreté de l'État a connaissance de la diffusion d'idées extrémistes, elle en informe les autorités politiques, administratives, policières et judiciaires, afin que les mesures appropriées puissent être prises. Depuis 2004, le ministre de la Justice et les Régions ont conclu un accord de coopération en la matière. Cet accord prévoit un avis préalable de la Sûreté de l'État lors de la reconnaissance de mosquées.

Il ne semble toutefois pas évident de contrôler les lieux de prières radicaux. La Sûreté de l'État estime que les mouvements les plus dangereux se réunissent plutôt dans des habitations privées, des caves, des garages ou d'autres lieux dont il n'existe aucune trace officielle. La stratégie des militants salafistes consisterait à prendre le contrôle des mosquées au moyen de l'« entrisme »<sup>22</sup> et à y tenir ensuite des prêches radicaux à huis clos. La Sûreté de l'État explique que ses activités d'observation s'en trouvent d'autant plus entravées.

#### II.2.1.2.3. Le contrôle de l'ingérence des extrémistes dans l'islam institutionnel

Les ministres successifs de la Justice ont toujours donné pour mission à la Sûreté de l'État de suivre la procédure de reconnaissance d'un organe représentatif du culte islamique.<sup>23</sup>

En 2002 et 2003, la Sûreté de l'État indiquait au ministre de la Justice que des éléments islamistes radicaux poursuivaient leur stratégie d'infiltration et de prise de pouvoir au sein des organes représentatifs du culte islamique. Leur objectif consistait à mettre la main sur les subventions octroyées à ce culte. À cette fin, ils entretenaient des contacts avec le monde politique belge. Selon la Sûreté de l'État, une telle prise de pouvoir conduirait à une confrontation avec les autorités belges et à une perte de confiance auprès des musulmans modérés.

<sup>21</sup> Ce protocole d'accord devrait mettre en œuvre les possibilités offertes par la loi du 3 mai 2005 (qui confère une base légale aux demandes d'avis de sécurité) en matière de législation sur les étrangers.

<sup>22</sup> Cette stratégie consiste à faire entrer des partisans dans une organisation donnée, afin que ces personnes puissent au bout d'un certain temps influencer le cours de cette organisation.

<sup>23</sup> Depuis la loi du 3 mai 2005, les candidats membres de l'Exécutif musulman sont soumis à une vérification de sécurité.

Ces dernières années, la Sûreté de l'État s'est également intéressée à l'ingérence de certains gouvernements étrangers dans les activités de l'Exécutif des musulmans. Plusieurs rapports ont également été remis au ministre de la Justice à cet égard. En 2005, la Sûreté de l'État a en outre informé le ministre du fait que certains extrémistes étaient opposés à la tenue d'élections visant à désigner les nouveaux membres de l'Exécutif des musulmans.

#### II.2.1.2.4. Le contrôle de l'enseignement religieux islamique

Le *Plan d'action Radicalisme* ne prévoit pas en tant que tel le contrôle de l'endoctrinement radical dans certaines écoles religieuses. Cependant, la Sûreté de l'État suit également cette matière. La plupart des organisations islamiques prêtent en effet une attention toute particulière à l'enseignement et l'éducation des jeunes. Presque toutes les mosquées organisent un enseignement coranique. Depuis les années 1990, des écoles privées d'enseignement islamique ont également vu le jour. Ce qui ne pose absolument aucun problème lorsque les leçons sont dispensées par des professeurs ou imams modérés. La Sûreté de l'État s'inquiète toutefois de situations éventuelles où l'enseignement aurait un caractère extrémiste.

Par le passé, le service s'est dès lors intéressé à un institut en particulier. La Sûreté de l'État a estimé que l'éducation religieuse stricte de jeunes filles turques originaires des quatre coins de l'Europe constituait un exemple d'endoctrinement fanatique. En 2004 et 2005, la Sûreté de l'État a remis aux autorités plusieurs rapports décrivant la lutte pour le pouvoir qui opposait éléments radicaux et modérés au sein du pouvoir organisateur de cet institut. Selon la Sûreté de l'État, le courant radical aurait finalement repris l'avantage après être momentanément effacé au profit d'une ligne modérée et tolérante.

Dans plusieurs notes que la Sûreté de l'État a remises aux autorités en 2004 et 2005, elle exprimait également son inquiétude quant à d'autres initiatives dans le domaine de l'enseignement religieux islamique. Ainsi, des démarches ont été entreprises pour faire reconnaître plusieurs institutions par un gouvernement communautaire afin d'obtenir des subventions pour ces institutions. Le Comité permanent R estime que la Sûreté de l'État a raison de suivre cette problématique.<sup>24</sup>

#### II.2.1.2.5. Le contrôle des sites Web extrémistes

En exécution du *Plan d'action Radicalisme*, la police fédérale est le service pilote en matière de contrôle des sites Web radicaux. La Sûreté de l'État participe au groupe de travail où sont échangés des renseignements en la matière.

<sup>24</sup> Dans certains cas, on peut ici aussi recourir à la possibilité offerte par la loi du 3 mai 2005.

Des notes envoyées en 2005 et 2006 à différentes autorités témoignent des activités que la Sûreté de l'État a menées dans ce domaine. L'attention des autorités politiques et judiciaires s'est portée sur plusieurs sites Web spécifiques.

#### II.2.1.2.6. Le contrôle des « centres de propagande »

L'un des axes du *Plan Radicalisme* réside dans le suivi des librairies et centres de propagande qui diffusent de la littérature extrémiste. Cette tâche est effectivement assurée par la Sûreté de l'État.

#### II.2.1.2.7. Le suivi du prosélytisme islamiste dans les prisons

En 2001, le Comité permanent R écrivait que la Sûreté de l'État était préoccupée par le prosélytisme pratiqué par certaines organisations islamistes dans les prisons.<sup>25</sup> Le service se plaignait du fait que les établissements pénitentiaires n'avaient pas encore pris l'habitude de communiquer spontanément les informations y afférentes. Pour remédier à cette problématique, des accords ont été négociés pendant plusieurs années. Ceux-ci ne se sont concrétisés qu'en 2006. C'est en effet cette année-là que la Sûreté de l'État et l'administration pénitentiaire ont signé un protocole d'accord s'intégrant dans le *Plan d'action Radicalisme* actualisé. L'objectif consiste à faciliter et encourager les échanges d'informations, déterminer les modalités d'exécution pratiques de la collaboration et intensifier les échanges d'idées et d'analyses. Le protocole stipule également que la Sûreté de l'État peut contribuer à cet égard à la formation du personnel des établissements pénitentiaires.

Un autre aspect de la problématique est le prosélytisme islamiste qui sévit dans certaines prisons marocaines et qui pose potentiellement problème lorsqu'il concerne des Marocains condamnés en Belgique qui doivent purger leur peine au Maroc et qui peuvent causer des problèmes à leur retour en Belgique.

#### II.2.1.2.8. Le suivi de plusieurs événements spécifiques

La Sûreté de l'État suit et analyse les événements nationaux ou internationaux susceptibles d'avoir un impact sur la communauté musulmane belge. Ce fut notamment le cas lors de la profanation du Coran dans le camp de prisonniers de

<sup>25</sup> Selon un rapport d'un stagiaire de la Sûreté de l'État, la radicalisation des jeunes musulmans n'avait pas encore pris une dimension importante dans les prisons en 2005. Il ne faudrait toutefois pas sous-estimer le risque émanant d'un prosélytisme exagéré. Tant le gardien de prison, qui pour le détenu est le premier représentant de l'État et de la société occidentale, que le conseiller musulman, qui peut offrir un contrepoids aux idées radicales diffusées par certains détenus extrémistes, ont ici un rôle important à jouer.

Guantanamo (2005), de la publication au Danemark des caricatures du prophète Mahomet (2006) et du conflit opposant Israël et le Hezbollah au Liban (2006).

#### II.2.1.2.9. Le suivi de la menace terroriste islamiste

L'action de la Sûreté de l'État contre le terrorisme est de nature tant préventive que répressive. Aujourd'hui, l'accent est mis sur ce dernier aspect qui constitue néanmoins la continuation du recueil d'informations concernant l'extrémisme et son financement.

La Sûreté de l'État indique systématiquement au parquet fédéral si et dans quelle mesure certains groupes extrémistes évoluent vers des activités terroristes. Le service s'est trouvé à l'origine de la majorité des poursuites judiciaires intentées en Belgique contre des réseaux terroristes (notamment contre la cellule belge du *Groupe islamique combattant marocain* (GICM)).

Les échanges d'informations, la coopération, la collaboration et l'assistance technique que la Sûreté de l'État (ainsi que le SGRS) peut offrir aux autorités judiciaires ont été définis dans les articles 19 et 20 L.R&S. Les modalités d'exécution sont précisées dans deux circulaires.<sup>26</sup> À la connaissance du comité, il n'existe, pour tous ces aspects, aucun protocole entre les ministres compétents ni aucune directive du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité.

La Sûreté de l'État ne réalise aucune analyse périodique sur l'état de la menace terroriste en Belgique ou contre notre pays. Selon ce service, cette mission incombait et incombe toujours à l'OCAM et son prédécesseur, le GIA. Ces dernières années, la Sûreté de l'État a toutefois été consultée à plusieurs reprises quant à l'existence éventuelle d'une menace terroriste sur le territoire belge ou de ramifications de réseaux terroristes étrangers en Belgique. Le service a transmis des analyses approfondies en la matière à différentes instances nationales et étrangères.<sup>27</sup>

#### II.2.1.2.10. Le suivi du recrutement des volontaires pour le *jihād* et le suivi des déplacements en provenance et vers des zones sensibles

En 2005, le Conseil européen a recommandé de suivre et contrôler les déplacements vers des zones de conflit, afin d'empêcher que des personnes puissent suivre des formations terroristes. La Belgique n'échappe bien sûr pas à ce phéno-

<sup>26</sup> COL 9/2005 du 15 juillet 2005 concernant l'approche judiciaire en matière de terrorisme et COL 12/2005 du 5 octobre 2005 concernant la collaboration entre les autorités judiciaires, la Sûreté de l'État et le SGRS.

<sup>27</sup> La Sûreté de l'État cite plus particulièrement une analyse relative au démantèlement en 2006 d'une cellule terroriste importante au Maroc qui, selon certaines informations, avait des ramifications en Belgique (selon la Sûreté de l'État, les faits ne semblaient pas concorder) et une analyse sur l'évolution des réseaux terroristes algériens en Belgique.

mène. Jusqu'à présent, quatre Belges ont été identifiés avec certitude comme étant directement impliqués dans des attentats-suicides à l'étranger.<sup>28</sup>

La problématique soulevée par le Conseil européen n'était pas nouvelle pour la Sûreté de l'État. Elle y a déjà été confrontée à l'époque de la crise en Afghanistan. De nombreux combattants armés (appelés *moudjahidin*) partirent pour l'Afghanistan afin d'y suivre une formation et d'y prendre part à des combats. En 2001, l'attention de la Sûreté de l'État fut attirée par le problème des « filières irakiennes ». Depuis le début de la crise irakienne, certains pays ont constaté que le nombre de voyages/déplacements à destination et au départ de ce pays a fortement augmenté. La Sûreté de l'État a déclaré avoir été l'un des premiers services à avoir mis l'accent sur cette problématique. Ce service affirme avoir informé de nombreux correspondants étrangers de ce phénomène. En 2005-2006, ces filières étaient une des priorités de la Sûreté de l'État.

En ce qui concerne le recrutement de combattants du *djihad*, la Sûreté de l'État se concentre sur les réseaux radicaux établis en Belgique susceptibles d'entretenir des contacts avec des organisations terroristes à l'étranger. La Sûreté de l'État ne dispose pas de preuves indiquant que des jeunes musulmans sont recrutés dans des mosquées belges pour le *djihad*. Cependant, d'autres lieux importants doivent également être surveillés dans le cadre de ce processus de recrutement. Outre le suivi général de certains lieux, la Sûreté de l'État suit aussi étroitement des personnes susceptibles d'être impliquées dans ces réseaux de recrutement. À plusieurs reprises déjà, elle a remis au parquet fédéral des informations qui ont (en partie) conduit à des informations ou instructions judiciaires.

Le contrôle des déplacements vers des zones sensibles est loin d'être simple, et ce, pour diverses raisons. Par exemple, les déplacements vers l'Irak ne se font pas forcément en ligne directe; les itinéraires utilisés sont multiples. Les frontières intérieures de l'Europe peuvent être franchies facilement. De plus la nature informelle des réseaux et le fait que les personnes impliquées dans ces filières utilisent presque systématiquement des passeports ou papiers d'identité différents. Pour la Sûreté de l'État, tout contrôle systématique, est donc illusoire. Il semble également que le service manque parfois des informations pertinentes.

Après avoir suivi une formation et/ou avoir combattu en Afghanistan ou au Pakistan, certains de ces « Arabes afghans » sont revenus en Europe où ils ont érigé des réseaux, organisé des filières et recruté d'autres personnes. Bien que la comparaison avec l'Irak ne tienne pas tout à fait debout, l'on ne peut pas exclure que certains de ces *moudjahidin* suivent le même chemin à leur retour.

En dépit des difficultés éprouvées pour suivre le recrutement, le déplacement et le retour éventuel, la Sûreté de l'État a régulièrement pu fournir des informations utiles aux autorités compétentes. C'est ainsi qu'en 2005, ce service portait à

<sup>28</sup> Rachid El Ouaer et Dahmane Abd al Sattar (Afghanistan, septembre 2001); Issam Goris et Muriel Degauque (Irak, novembre 2005).

la connaissance des autorités judiciaires plusieurs fondamentalistes musulmans réputés pour avoir voyagé au Pakistan afin d'y suivre un enseignement religieux, mais aussi probablement une formation paramilitaire. Toujours en 2005, diverses personnes ont fait l'objet d'une attention plus particulière dans le cadre de la problématique des « filières irakiennes ». En outre, la problématique des *moudjahidin* irakiens a été évoquée à plusieurs reprises auprès du ministre responsable et plusieurs notes spécifiques y ont été consacrées en 2005 et 2006. Fin 2005, la Sûreté de l'État envoyait également deux notes d'analyse sur l'attentat suicide de Murielle Degauque au *SITCEN*.

## II.2.2. LE SUIVI DE L'ISLAMISME RADICAL PAR LE SGRS

### II.2.2.1. Généralités

Depuis 2001, les thèmes et groupements faisant l'objet d'un suivi concret de la part du SGRS furent repris dans un *Plan Directeur du Renseignement*<sup>29</sup> et un *Plan Directeur du Renseignement et de Sécurité*. Ces deux documents, approuvés par le Chef d'état-major de l'armée et le ministre de la Défense nationale, considèrent l'islamisme radical et le terrorisme comme une priorité absolue pour le service de renseignement militaire.

En 2002, le SGRS n'avait encore mené aucune enquête étendue sur l'islamisme radical. Le service se contentait de collecter des données spécifiques. En 2005, le SGRS se vit toutefois attribuer un rôle dans le *Plan d'action Radicalisme*. Ce service côtoya ainsi ce phénomène de plus près, même si la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité ne lui confère cette tâche qu'en cas de menace militaire ou à l'encontre de nos intérêts militaires. Le SGRS collabore aujourd'hui à l'exécution de ce plan d'action, avec la Sûreté de l'État et d'autres services. En outre, le SGRS intervient parfois en tant qu'expert dans des enquêtes judiciaires.<sup>30</sup>

Deux départements du SGRS s'occupent de l'extrémisme et du terrorisme islamiste. Le premier s'intéresse aux phénomènes transfrontaliers susceptibles de représenter une menace pour la sécurité des forces armées à l'étranger (p. ex. les Balkans, l'Afghanistan et le Liban). Le second se concentre plus spécifiquement sur les menaces (telles que le terrorisme, les activités subversives et l'espionnage) à l'encontre des forces armées en Belgique.

<sup>29</sup> Ce plan est régulièrement adapté en fonction des priorités des missions de l'armée belge à l'étranger.

<sup>30</sup> Comme indiqué précédemment, le Comité permanent R n'a pas connaissance du moindre protocole en la matière qui aurait dû être approuvé par les ministres concernés (et donc aussi par le ministre de la Défense nationale) en vertu de l'art. 20, § 2, L.R&S.

Contrairement à la Sûreté de l'État, le SGRS réalise des enquêtes qu'il estime nécessaires pour la perception et la compréhension de phénomènes sociologiques susceptibles d'engendrer des problèmes sociaux à moyen et long terme. Le service a ainsi mené une réflexion sur la problématique du voile, dans le but de briser les tabous et de lever tous les préjugés qui découleraient d'une mauvaise connaissance de cette thématique. Plus généralement, le SGRS a par ailleurs plaidé à plusieurs reprises pour une politique d'enquêtes à long terme. Bien que le service ne puisse accomplir cette tâche lui-même en raison d'autres priorités et d'un manque de temps et de personnel (ce qu'il regrette), il estime qu'il s'agit là d'une mission importante pour les services de renseignement. Le Comité permanent R salue la curiosité intellectuelle du SGRS pour ces problématiques sociales. Le comité estime toutefois qu'une telle attitude serait plus indiquée de la part de la Sûreté de l'État que du SGRS, dont les compétences doivent se focaliser principalement sur les menaces dans un contexte militaire.

Le SGRS compte dans ses rangs des analystes qui connaissent bien la langue arabe, de telle sorte qu'il est en mesure de fournir et d'analyser des informations relativement ciblées sur les courants islamistes présents en Belgique.

Depuis les événements du 11 septembre 2001, le SGRS déploie de nombreux efforts pour recruter des informateurs.

Il s'est également avéré absolument nécessaire de pouvoir garantir l'anonymat de certains membres du SGRS qui ont été menacés en raison de leurs activités.

#### *II.2.2.2. Les différents domaines*

Les sections suivantes traitent notamment du suivi de l'islamisme radical à l'étranger, des ONG islamiques, du phénomène du « repli communautaire » et de la menace terroriste ou des groupes islamistes radicaux en Belgique. En exécution du *Plan d'action Radicalisme*, le SGRS assume également un rôle de régie dans le cadre du suivi des chaînes de télévision et de radio radicales. Le service de renseignement militaire participe en outre étroitement à l'exécution des autres axes du *Plan d'action Radicalisme*.

##### *II.2.2.2.1. Le suivi de l'islamisme radical à l'étranger*

Le SGRS s'intéresse à l'activisme islamiste dans des pays où des troupes belges participent à des opérations de maintien de la paix. Alors que l'attention s'est longtemps portée sur la Bosnie, le Kosovo et les Balkans en général, le SGRS se tourne aujourd'hui plus vers l'Afghanistan, le Liban et l'Afrique subtropicale.

Le SGRS suit en particulier le mouvement Al Qaida et les activités qui peuvent y être liées. En Afghanistan, le SGRS s'intéresse aux talibans ainsi qu'au mouve-

ment *Hizb Al Islami Gulbudin*, qui a commis des attentats meurtriers contre des soldats de la force internationale de l'OTAN. Pour ce qui est du Liban, le SGRS suit les mouvements salafistes et djihadistes.

#### II.2.2.2.2. Le suivi des ONG islamiques

Les activités de certaines ONG ne relèvent pas seulement du domaine humanitaire. Certaines organisations essaient surtout d'islamiser le territoire sur lequel elles sont actives et de soutenir à cette fin les islamistes radicaux locaux. Plusieurs pays arabes et musulmans soutiennent et financent ces activités. Étant donné la présence militaire dans les Balkans, au Liban et en Afghanistan, le SGRS reste particulièrement attentif à cette donnée.

Le SGRS remet régulièrement ses analyses à différentes autorités belges et étrangères, aux autorités judiciaires, à l'OCAM et à la Sûreté de l'État.

#### II.2.2.2.3. Le phénomène du « repli communautaire »

Le *Plan Directeur du Renseignement de Sécurité* prescrit l'étude et l'analyse du contexte politique et sociologique dans lequel les menaces à suivre surgissent. Dans ce cadre, le SGRS s'intéresse aux facteurs du « repli communautaire ». <sup>31</sup> Ce repli consiste à rejeter les valeurs de la société occidentale et peut conduire à une radicalisation. L'individualisation des processus de radicalisation rend nécessaire d'avantage effort pour détecter et identifier de tels groupes et personnes à risques.

#### II.2.2.2.4. Le contrôle des imams et des groupes islamistes radicaux en Belgique

En exécution du *Plan d'action Radicalisme*, le SGRS estime qu'il peut aujourd'hui utiliser ses compétences spécifiques, plus particulièrement pour suivre les prêches des imams susceptibles d'influencer la population arabe et musulmane de Belgique dans une orientation radicale. <sup>32</sup> Par « influence radicale », le SGRS entend les incitations à la haine et la xénophobie ou les justifications et appels à la violence.

Le SGRS s'intéresse bien sûr également aux groupes islamistes radicaux. Certains d'entre eux ne sont pas considérés comme terroristes mais plutôt comme subversifs et « sapant l'autorité ». Ce faisant, ces groupes peuvent servir de pépinière à des extrémistes parmi lesquels certains pourraient devenir terroristes.

<sup>31</sup> L'étude de ce phénomène ne figure pas dans le *Plan d'action Radicalisme* et n'a pas fait (à tort) l'objet d'un suivi par la Sûreté de l'État.

<sup>32</sup> Le suivi de cette problématique est toutefois assuré par la Sûreté de l'État.

#### II.2.2.2.5. Le suivi de quelques événements spécifiques

À l'instar de la Sûreté de l'État, le SGRS s'intéresse à des événements spécifiques, tels que les réactions suscitées en Belgique par la publication au Danemark de caricatures du prophète Mahomet (2006), que le service décrit comme des réactions orchestrées et de la désinformation. Le SGRS a également analysé la violence qui a sévi dans des villes françaises en 2005. Il a remis des commentaires détaillés sur le comportement de plusieurs organisations musulmanes à propos de ces événements.

#### II.2.2.2.6. Le suivi de la menace terroriste islamiste

Le SGRS reprend les évaluations de la menace terroriste effectuées par l'OCAM et les commente. Ce qui n'empêche pas le SGRS d'analyser et d'évaluer lui-même régulièrement les menaces pour la Belgique, pour l'étranger et pour les installations militaires. Ces évaluations sont transmises à l'OCAM et à la Sûreté de l'État. C'est ainsi qu'en 2005, le SGRS a affirmé que le démantèlement d'une cellule terroriste au Maroc (qui comptait aussi un ressortissant belge) pouvait avoir des conséquences en Belgique. Toujours en 2005, le SGRS s'est penché sur les filières irakiennes. Le service a estimé que les installations militaires en Belgique ne faisaient l'objet d'aucune menace directe et imminente. La présence et les activités de réseaux islamistes sur notre territoire ont toutefois accru le risque d'un attentat potentiel dans notre pays. Début 2006, le SGRS n'a constaté aucune menace à court terme pour les intérêts militaires en Belgique. Le SGRS a toutefois estimé que le risque d'une action terroriste n'était pas inexistant et a dès lors appelé à la vigilance.

#### II.2.2.2.7. Le suivi des déplacements de personnes vers des zones sensibles

Le SGRS déclare qu'il ne suit pas particulièrement les déplacements en soi, et ce, en raison d'un manque de personnel et d'*input*. Le service n'exerce pas le moindre contrôle systématique mais reçoit de temps à autre des informations dans ce domaine en provenance de l'étranger.

De manière générale, le SGRS soupçonne toutefois la présence, parmi les communautés pakistanaïses et afghanes de Belgique des personnes offrant un soutien logistique à des mouvements islamistes extrémistes dans leur pays d'origine. Dans certains cas, il pourrait s'agir de mouvements terroristes. Le SGRS ne dispose pas encore de preuves suffisantes à ce sujet. Selon le service, une menace émane également de membres extrémistes de la communauté maghrébine.

#### II.2.2.2.8. Le contrôle des chaînes de télévision et de radio radicales

En exécution du *Plan d'action Radicalisme*, le SGRS préside le groupe qui étudie le suivi des chaînes de radio et de télévision radicales. Dans ce cadre il collabore également avec la Sûreté de l'Etat.

Ce contrôle a pour but de suivre les émissions susceptibles d'exercer une influence radicalisante sur les communautés arabes et musulmanes de Belgique. Les informations pertinentes en la matière doivent être immédiatement communiquées aux autres services qui participent au *Plan d'action Radicalisme*, tels que les services de police, la Sûreté de l'État<sup>33</sup> et l'OCAM.

Deux rapports de synthèse relatifs à plusieurs chaînes de radio privées de la région bruxelloise ont révélé que rien ne prouve aujourd'hui que ces radios sont utilisées à des fins radicales. Un de ces rapports affirme toutefois que plusieurs radios doivent être suivies de plus près et d'autres, écoutées de manière aléatoire afin d'évaluer leurs influences, leurs moyens de financement, leurs programmeurs... et de vérifier si elles diffusent une propagande radicale.

Le SGRS s'intéresse également aux émissions de chaînes de télévision arabes établies à l'étranger et regardées en Belgique au moyen de récepteurs numériques ou d'antennes paraboliques.

Le contrôle d'émissions de radio et de télévision dans des langues étrangères requiert bien sûr des moyens techniques importants et une capacité de traduction considérable, qui font actuellement défaut. Aussi les émissions de radio et de télévision sont-elles regardées et écoutées de manière sélective, p. ex. lors d'événements spécifiques. Des ressources techniques et personnelles supplémentaires ont bel et bien été demandées (plus particulièrement, des collaborateurs externes chargés des traductions) afin de pouvoir mieux sélectionner et suivre les émissions intéressantes.

### II.2.3. LA COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS SERVICES COMPÉTENTS

#### II.2.3.1. La collaboration entre le SGRS et la Sûreté de l'État

Malgré que la direction des deux services ait jugé satisfaisante l'application de l'accord de coopération existant conclu en 1997, des enquêtes ciblées menées en 2001 ont mis en évidence une collaboration mutuelle déficiente. En 2002, le

<sup>33</sup> La Sûreté de l'État suit également ce phénomène. Le 16 janvier 2007, le tribunal correctionnel de Bruxelles a condamné deux présentateurs d'une émission de radio islamique pour incitation à la discrimination raciale et appel à la haine raciale. La Sûreté de l'État avait déjà attiré l'attention des autorités sur cette station de radio en 2002.

Comité permanent R a dû constater que l'accord de coopération n'était même plus appliqué en matière d'islamisme extrémiste. La Sûreté de l'État estimait en effet que le suivi général de l'extrémisme islamiste ne relevait pas de la compétence légale du SGRS. Ce dernier service était vraisemblablement conscient de cette sensibilité.

Un nouveau protocole d'accord a pu être conclu le 12 novembre 2004. Cet accord répond au souci maintes fois renouvelé du Comité permanent R d'améliorer le flux d'informations entre les services de renseignement.

La collaboration actuelle entre le SGRS et la Sûreté de l'État s'intègre principalement dans le cadre de l'exécution du *Plan d'action Radicalisme*, où alternativement un service dirige un projet et l'autre y apporte sa collaboration. Les deux services ont remis au comité des documents, rapports, analyses et notes internes qui indiquent qu'en 2005 et 2006, ils ont échangé un volume important d'informations et ont effectué des analyses communes.

#### *II.2.3.2. La collaboration entre les services de renseignement et la police fédérale*

La collaboration entre les services de renseignement et la police fédérale se déroule au sein d'une *task force* chargée de coordonner et de répartir les tâches sur le plan judiciaire entre les différents services, et ce, sous l'autorité du parquet fédéral.

Au moment de la demande d'information formulée par le comité, la police fédérale a estimé que la collaboration avec les services de renseignement était positive en matière de suivi de l'extrémisme islamique. Le service Terrorisme et Sectes de la police fédérale a en effet reçu plusieurs rapports de la Sûreté de l'État faisant état de la radicalisation des prêches dans certaines mosquées ou de la part de certains imams. La police fédérale examine si les informations reçues peuvent donner lieu à l'ouverture d'une enquête (proactive ou réactive). En cas de terrorisme, le procureur fédéral en est informé. S'il s'avère que les informations fournies par la Sûreté de l'État ne contiennent pas le moindre élément permettant de donner lieu à l'ouverture d'un dossier judiciaire, la police fédérale en poursuit l'exploitation dans le cadre de l'exécution de sa mission de police administrative.

Dans ce cadre, le Comité permanent R a une nouvelle fois dû constater que le protocole d'accord annoncé depuis longtemps entre la police fédérale et la Sûreté de l'État n'était pas encore finalisé. Cet aspect est pourtant essentiel à l'amélioration de la communication de certaines informations.

#### *II.2.3.3. La collaboration entre les services de renseignement et l'OCAM*

De nombreux rapports et notes que les services de renseignement ont remis au Comité permanent R témoignent d'un échange intensif d'informations entre ces services, d'une part, et l'OCAM et son prédécesseur, le GIA, d'autre part.

Le Comité permanent R continuera d'évaluer la collaboration entre les services de renseignement et l'OCAM dans le cadre d'autres enquêtes et dossiers.

#### II.2.3.4. *La collaboration entre les services de renseignement belges et étrangers*

L'article 20 L.R&S stipule que les services de renseignement doivent veiller à assurer une collaboration avec leurs homologues étrangers. La Commission européenne a également encouragé une collaboration plus intense entre les services de sécurité des États membres, et ce, en matière d'opérations, de renseignements et de stratégies. La Commission a en outre recommandé que les services partagent davantage leurs meilleures pratiques et leur expertise relatives à la radicalisation violente au sein des structures européennes, telles qu'Europol ou le *SITCEN*.

Dans ce cadre, l'on peut affirmer que le travail de la Sûreté de l'État revêt clairement une dimension internationale (bilatérale et multilatérale), tant sur le plan opérationnel qu'analytique. Le service fait partie du *Counter Terrorism Group* (CTG). Selon ses dires, il aurait, au sein de ce groupe, fait partie des initiateurs d'une approche européenne intégrée des « filières irakiennes ».

L'échange d'informations entre les services de police et de sécurité de différents pays est une nécessité que les conventions et traités internationaux mettent de plus en plus en avant. D'autre part, la collaboration internationale entre les services de renseignement est soumise à la règle du service tiers, ce qui gêne *de facto* certaines enquêtes du Comité permanent R.

#### II.2.4. CONCLUSIONS

Cette enquête de suivi a démontré que les constatations suivantes découlant des enquêtes précédentes sont toujours d'actualité et s'appliquent en outre aussi (en partie) au service de renseignement militaire :

- les deux services ne contrôlent pas les musulmans ou la pratique de la religion islamique en tant que tels ;
- ils accordent tous deux la priorité absolue à la lutte contre le terrorisme ;
- la Sûreté de l'État apporte régulièrement son assistance à des enquêtes judiciaires. Sa contribution dans ce domaine est appréciée. Le SGRS intervient ici moins au premier plan, ce qui cadre parfaitement avec ses compétences légales relevant de la sphère militaire ;
- la Sûreté de l'État suit toujours à juste titre la manière dont certains courants islamistes tentent d'imposer leur vision politico-religieuse de la société en étant actifs au sein de certaines communautés immigrées de notre pays et au sein des organes de l'islam institutionnel en Belgique ;

- la Sûreté de l'État enquête toujours sur les activités extrémistes menées dans les mosquées et s'emploie à en informer les autorités compétentes. Le SGRS s'est lui aussi vu attribuer un rôle en la matière;
- maintenant que semble résolue la contestation de la compétence du SGRS en matière de suivi de l'islamisme radical en Belgique, la collaboration entre les deux services de renseignement dans la lutte contre l'islamisme radical s'est considérablement améliorée. Il en va de même, semble-t-il, pour le flux d'informations entre les services de renseignement, les services de police, les ministres concernés et les autorités administratives.

D'autre part, plusieurs points névralgiques restent d'actualité:

- les moyens en personnel supplémentaire qui ont été augmentés ces dernières années ne semblent pas suffisants pour couvrir tous les aspects des missions à accomplir dans ce domaine;
- la Sûreté de l'État n'a pas encore analysé en profondeur le développement de la stratégie à long terme des islamistes. En outre, le SGRS éprouve également des difficultés à comprendre les détails et les implications à long terme du développement de l'islamisme radical en Belgique;
- les moyens techniques et légaux supplémentaires mis à la disposition des services de renseignement n'ont pas encore été mis en œuvre;
- il en va de même pour une réglementation légale plus détaillée quant à la manière dont les services de renseignement peuvent collaborer avec les autorités judiciaires.

Enfin, cette enquête de suivi permet également de tirer d'autres conclusions:

- les services de renseignement semblent analyser avec prudence et modération les données qu'ils ont recueillies. En témoigne également le fait que les deux services de renseignement sont en général mutuellement d'accord sur les points essentiels de leurs analyses;
- les services de renseignement éprouvent des difficultés à recruter du personnel qui dispose de connaissances suffisantes dans certaines langues et cultures étrangères, de telle sorte que la révision de certaines conditions statutaires de recrutement s'impose;
- le SGRS se fonde sur des sources ouvertes pour mener des études sociologiques sur certains phénomènes afin de pouvoir analyser la menace à moyen et long terme. La Sûreté de l'État se montre récalcitrante à l'idée d'examiner plus en profondeur les causes politiques, culturelles, sociales et sociologiques de la radicalisation violente. Elle affirme que de telles analyses ne relèvent pas de ses compétences. Le Comité permanent R ne partage pas du tout ce point de vue. Le comité ne peut que saluer la curiosité intellectuelle du SGRS pour ces problèmes de société. Le Comité permanent R estime toutefois qu'une telle atti-

tude serait plus indiquée de la part de la Sûreté de l'État que du SGRS, dont les compétences doivent principalement se focaliser sur les menaces concernant les forces armées. Le comité reconnaît néanmoins que de telles études peuvent également s'avérer utiles pour la perception et la compréhension de phénomènes sociologiques susceptibles d'engendrer des problèmes politiques et militaires à moyen et long terme;

- le Comité permanent R reste persuadé que le suivi de l'islamisme radical relève des compétences du SGRS dans la mesure où la sécurité militaire au sens large est compromise en Belgique et à l'étranger.

Lors des enquêtes subséquentes, le Comité permanent R ne manquera pas de s'intéresser aux différentes constatations majeures mises en évidence au cours de cette enquête thématique.

### II.3. LES PROCESSUS D'INFORMATIONS AU SEIN DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

Lors d'un audit étendu, le Comité permanent R a constaté, en 2002 et 2003, plusieurs lacunes dans le processus de maintenance des informations de la Sûreté de l'État.<sup>34</sup> Afin d'améliorer la situation, le Comité permanent R a formulé à l'époque un certain nombre de recommandations.

Au cours d'enquêtes ultérieures, le comité a toutefois dû constater que les mêmes manquements remontaient une nouvelle fois à la surface. Aussi une enquête fut-elle ouverte en 2006 afin de mieux comprendre la manière dont le flux d'informations, le traitement, le processus décisionnel et la communication de renseignements se déroulaient au sein de la Sûreté de l'État. Comme le service était (et est toujours) pleinement occupé à la mise en œuvre d'un nouveau système informatique intégré, l'enquête n'a pas pu être bouclée. Il faudra donc attendre la fin de cette mise en œuvre.

Le Comité permanent R a toutefois jugé opportun de rendre un rapport intermédiaire dans lequel plusieurs recommandations pouvaient déjà être formulées sur les problèmes non liés à la nouvelle structure informatique. Ce rapport a souligné la mauvaise gestion du personnel ICT interne (la structure et le cadre de la cellule informatique pouvaient sans aucun doute être optimisés), l'absence de stratégie de l'information (la Sûreté de l'État ne disposait pas d'un responsable de l'information) et l'absence de directives gouvernementales visant à améliorer

<sup>34</sup> Les constatations de cet audit ont été publiées dans les rapports d'activités 2002 et 2003. Seules les conclusions de la troisième phase (mentionnées dans le *Rapport d'activités 2003*, 144-154) sont importantes pour l'enquête actuelle.

l'utilité et la qualité des informations. Ces recommandations sont reprises en détail dans le dernier chapitre du présent rapport annuel.<sup>35</sup>

#### II.4. LE RÔLE DU SGRS DANS LE CADRE DE LA SÉCURITÉ MILITAIRE

À la suite de la découverte d'un trafic d'armes qui impliquait également des armes provenant d'un entrepôt militaire, le Comité permanent R a ouvert, en 2004, une enquête de contrôle sur la manière dont le SGRS est intervenu en matière de collecte de renseignements (art. 11, §1, 1°, L.R&S) et de sécurité militaire (art. 11, §1, 2°, L.R&S).

L'enquête s'est clôturée mi 2007 et n'a identifié aucun dysfonctionnement de la part du service de renseignement militaire.

Avant même que le vol des armes n'ait été découvert, le SGRS avait déjà mené une inspection dans le quartier militaire concerné. Le service était arrivé à la conclusion que la sécurité du stock d'armes présentait des défaillances majeures.

Il importe de souligner que dans le cadre de la protection des domaines militaires, le rôle du SGRS se borne à réaliser des audits et prodiguer des conseils. À cet égard, le SGRS ne dispose d'aucun pouvoir de contrainte.<sup>36</sup> La mise en œuvre des normes, directives et règlements de sécurité relève de la responsabilité exclusive de la hiérarchie militaire dans les casernes. Le SGRS ne peut que constater les manquements et formuler des propositions de solutions. L'autorité du SGRS se verrait bien sûr renforcée s'il pouvait assortir ses interventions de suites contraignantes. Cependant, cela ne concerne pas l'efficacité du SGRS proprement dite mais bien celle de la politique de sécurité interne militaire, de telle sorte que le Comité permanent R a estimé qu'il n'était pas légalement compétent pour formuler une recommandation en la matière.

<sup>35</sup> Voir chapitre VIII.2.1. et VIII.2.2.

<sup>36</sup> L'article 11, § 1, 2°, L.R&S confie au SGRS la mission « *de veiller au maintien de la sécurité militaire (...) des installations militaires* ». L'Exposé des motifs explique que le SGRS veille à garantir la sécurité militaire. Il lui incombe de rédiger des directives en la matière, de veiller à leur diffusion au sein des forces armées et de vérifier leur respect, particulièrement au moyen d'enquêtes faisant suite à des incidents de sécurité relatifs aux forces armées (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, 638/1).

## II.5. PLAINTÉ RELATIVE À UNE PROCÉDURE D'AVANCEMENT AU SEIN DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

En 2002, un agent de la Sûreté de l'État s'est plaint auprès du Comité permanent R du comportement adopté par sa hiérarchie de l'époque à son égard dans le cadre de son avancement éventuel. L'avis négatif de ses supérieurs contiendrait en effet des mensonges et des dénonciations calomnieuses. Le plaignant a interjeté appel auprès du « Conseil consultatif de la Sûreté de l'État ». Ce conseil a constaté que le requérant disposait bel et bien des qualités requises pour revêtir une plus haute fonction. Le conseil a dès lors remis un avis favorable et l'intéressé s'est vu octroyer son avancement. Le plaignant a affirmé être depuis lors victime de brimades, d'arbitraire et d'une mauvaise gestion.

Le Comité permanent R a constaté que la plainte de ce fonctionnaire manquait de fondement. En ce qui concerne son avancement, il s'est avéré qu'il a pu recourir à la procédure d'appel appropriée et qu'il a eu la possibilité de développer ses arguments. En définitive, il a également été promu et n'a dès lors souffert aucun préjudice. Pour ce qui est des présumées brimades et injustices, le Comité permanent R n'a pu identifier aucun fait pouvant indiquer que sa hiérarchie cherchait à prendre sa revanche.

En marge de cette enquête, le Comité permanent R a toutefois été confronté à une autre donnée. La direction de l'époque de la Sûreté de l'État a en effet exprimé son mécontentement concernant cette enquête, notamment parce que les éventuelles contestations en matière d'avancement relèveraient de la compétence du Conseil d'État et non du Comité permanent R. Le comité ne partageait pas cette vision. Il a estimé (et estime toujours) que son service d'Enquêtes est compétent pour ouvrir une enquête sur les griefs d'un membre de la Sûreté de l'État contre sa hiérarchie. Le service d'Enquêtes R bénéficie de cette compétence en vertu de l'article 40, deuxième alinéa, L.Contrôle. Le Comité permanent R n'a pas l'intention de s'immiscer dans des problèmes ou conflits purement personnels au sein des services de renseignement, mais ne peut accepter que l'on porte atteinte à sa compétence générale ou au droit d'une personne à introduire une plainte. En effet, de telles plaintes peuvent mettre en lumière un dysfonctionnement au sein d'un service et se rapporter donc directement à l'efficacité de la Sûreté de l'État.

## II.6. PLAINTE ÉMANANT D'UN MEMBRE DU PERSONNEL DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

Début 2006, une enquête a été ouverte à la suite d'une plainte déposée par un membre de la Sûreté de l'État. Lui aussi aurait fait l'objet de harcèlement de la part de sa hiérarchie. Il contestait en outre la manière dont il a été évalué.

Bien que le statut des agents d'État (qui s'applique au plaignant) prévoit des procédures administratives à caractère contradictoire pour contester des évaluations défavorables et bien que le non-respect de ces règles puisse être porté devant le Conseil d'État, le Comité permanent R a estimé que cette affaire relevait de sa compétence. À l'instar de l'enquête précédente, cette plainte portait en effet tant sur les droits de l'intéressé que sur l'efficacité du service dont il faisait partie.

En marge de cette enquête, il est ressorti que le membre du personnel était impliqué dans deux incidents de sécurité. Le comité a dû constater que la direction de la Sûreté de l'État n'avait pas traité ces incidents de manière appropriée : il y a eu des hésitations, différents niveaux hiérarchiques ont adopté des positions contradictoires et aucune décision adaptée n'a été prise. Lors du second incident, la direction a même laissé à une autre instance le soin de prendre une décision. Il n'était dès lors pas surprenant que la relation entre le plaignant et sa hiérarchie en ait été altérée et que le plaignant se soit estimé victime de harcèlement.

Les faits étaient en outre d'une nature telle qu'ils semblaient justifier à première vue l'ouverture d'une procédure disciplinaire ou même pénale. Aucune de ces mesures n'a toutefois été prise. De telles procédures présentent toutefois l'avantage que l'intéressé peut prendre connaissance de tous les éléments du dossier et opposer ainsi des moyens de défense efficaces. Les incidents auraient également dû donner lieu au retrait immédiat de l'habilitation de sécurité mais cette mesure a elle aussi été négligée. Le Comité permanent R a dès lors estimé que la manière dont les incidents ont été traités témoignait d'une politique du personnel et de la sécurité déficiente.

## II.7. COLLISION AVEC UN VÉHICULE PRIORITAIRE DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

En 2004, le Comité permanent R a ouvert une enquête de contrôle à la suite d'une plainte liée à un accident de la circulation. Que s'était-il passé? Lorsque la plaignante s'engage dans le carrefour à la faveur du feu vert, elle entre en collision avec un véhicule de service de la Sûreté de l'État qui a ignoré le feu rouge. Les deux

occupants, inspecteurs de la Sûreté de l'État, affirment qu'ils conduisaient un «véhicule prioritaire» et qu'ils avaient actionné le gyrophare bleu et la sirène dudit véhicule. Selon l'article 37.4. de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975<sup>37</sup>, ils peuvent dans de telles circonstances (après s'être toutefois arrêtés et à condition de ne présenter aucun danger pour les autres usagers) brûler un feu rouge et les autres usagers doivent leur céder la priorité. Selon la plaignante, seul le gyrophare était actionné. Dans ce cas, le véhicule de la Sûreté de l'État aurait dû s'arrêter au feu rouge.

L'enquête du Comité permanent R ne portait bien sûr pas sur l'éventuelle responsabilité pénale<sup>38</sup> ou civile. Ces matières ne relèvent en effet pas de sa compétence. Le comité s'est uniquement intéressé à la légitimité et à la manière dont la Sûreté de l'État utilise ses véhicules prioritaires, tant en général que dans ce cas concret, sans toutefois pouvoir déterminer si la sirène était ou non actionnée.

Pour chaque véhicule de son parc automobile, la Sûreté de l'État dispose d'une habilitation ministérielle individualisée l'autorisant à utiliser un gyrophare bleu amovible et une sirène fixe, et ce, pendant l'exécution de toutes ses missions générales et particulières.<sup>39</sup> Ces véhicules sont donc considérés comme des «véhicules prioritaires» au sens de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975. L'habilitation prescrit que ces dispositifs doivent être utilisés dans le respect des dispositions dudit arrêté royal. Le gyrophare bleu peut dès lors être utilisé dans n'importe quelle mission et son utilisation est obligatoire dans les missions urgentes. En revanche, l'utilisation de la sirène est uniquement autorisée dans les missions urgentes.

Concrètement, cela signifie que les inspecteurs concernés (qui étaient chargés d'une mission de protection dans les termes de l'article 7, 3<sup>o</sup>, L.R&S) disposaient de l'habilitation ministérielle requise ET d'un motif légal pour allumer le gyrophare. Mais s'agissait-il d'une «mission urgente» impliquant que la sirène pouvait ou aurait pu être active?

Le dispositif de protection en question concernait un ambassadeur, dont la protection devait être garantie lors de ses déplacements. Contre leur gré, les deux inspecteurs ont seulement pu partir tard pour leur mission. Pour arriver quand

<sup>37</sup> A.R. du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

<sup>38</sup> L'instruction a été classée sans suite par le parquet. Bien que le Comité permanent R n'ait pas à s'immiscer dans l'aspect pénal de cette affaire, il aurait été utile pour son enquête de contrôle de pouvoir tenir compte dans son évaluation des constatations de la police (et, le cas échéant, de la décision judiciaire intervenue). À cet égard, la question est de savoir dans quelle mesure l'article 38 L.Contrôle s'applique aux infractions au Code de la route. De telles violations sont tantôt considérées comme des contraventions tantôt comme des délits. L'article 38 L.Contrôle se limite toutefois aux délits et crimes. L'élargissement explicite du champ d'application aux contraventions (éventuellement uniquement celles commises dans l'exercice de sa fonction) permet de lever tous les doutes et de créer une base légale pour la notification et la prise de connaissance.

<sup>39</sup> Conformément aux articles 28, § 2, c, 1<sup>o</sup>, 4, et 43, § 2, 3<sup>o</sup>, de l'A.R. du 15 mars 1968, ces habilitations émanent du ministre de la Mobilité et du Transport.

même à temps chez l'ambassadeur, ils ont dû utiliser le gyrophare et la sirène. La question demeure néanmoins de savoir si cette situation peut être considérée comme une urgence au sens de l'arrêté royal. De nombreux facteurs entrent en ligne de compte dans l'appréciation de ce cas : facteurs humains, sociaux, professionnels, protocolaires, etc. Selon la personne qui doit prendre la décision, ces facteurs peuvent justifier différents choix. Les deux inspecteurs ont expliqué que dans la pratique, l'appréciation de la situation est entièrement laissée aux personnes sur le terrain. Ils ont affirmé qu'aucune consigne ou directive n'existait en la matière.

## II.8. ENQUÊTE SUR LA MANIÈRE DONT LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT A COLLABORÉ À UNE INSTRUCTION JUDICIAIRE

Dans le courant de l'année 2002, le service d'Enquêtes R a reçu une déclaration émanant d'un membre du personnel de la Sûreté de l'État. L'intéressé soupçonnait sa hiérarchie de ne pas avoir remis aux instances judiciaires tous les documents dont elle disposait à propos d'une enquête.

En 2003, le Comité permanent R a ouvert une enquête sur cette affaire. Il a vérifié quelles pièces la Sûreté de l'État avait transmises aux instances judiciaires en rapport avec cette instruction. Ces documents ont été comparés avec ceux dont le service disposait.

Le Comité permanent R est arrivé à la conclusion que toutes les pièces pertinentes avaient bien été remises aux autorités judiciaires. Il n'a trouvé aucun indice d'une éventuelle dissimulation. La Sûreté de l'État a même cédé plusieurs documents originaux, sans en conserver une copie pour son usage personnel.

Il s'est toutefois avéré que lorsque la direction de la Sûreté de l'État de l'époque a eu connaissance de l'instruction judiciaire, elle a donné l'ordre de suspendre provisoirement toute forme d'analyse et de collecte d'informations concernant la personne qui faisait l'objet de ladite instruction. On voulait « *éviter toute initiative parallèle et contradictoire (...)* ». Cette décision a suscité une certaine rancœur auprès de certains agents de la Sûreté de l'État. Pour eux, la personne concernée était intéressante dans le cadre des missions légales du service. Le Comité permanent R n'a pas non plus compris pourquoi la direction de l'époque a pris une telle décision. Il est vrai que la Sûreté de l'État ne peut pas s'ingérer dans une enquête judiciaire en cours, mais il n'y avait aucune raison de ne pas au moins poursuivre l'exploitation et l'analyse des pièces dont le service disposait déjà.<sup>40</sup>

<sup>40</sup> Par le passé, le Comité permanent R a déjà souligné qu'une instruction judiciaire en cours ne pouvait pas entraver la poursuite du travail de renseignement (*Rapport d'activités 2003*, 191 et 232 et *Rapport d'activités 2004*, 124).

## II.9. PLAINTE PORTANT SUR UNE MENTION ILLÉGITIME DANS UNE ÉTUDE SECRÈTE

En 2003, un journal a lié le nom d'un importateur de diamants au *Hezbollah* et à une tentative visant à acquérir une concession de diamants en Namibie afin de contourner les embargos existant. Le *Mossad*, service de renseignement israélien, se serait également intéressé aux activités de l'importateur. Le journal tirait son information d'un rapport publié sur Internet et rédigé par l'ONG *Global Witness* établie à Londres. Cette ONG se serait à son tour appuyée sur les constatations d'une étude secrète du service de renseignement militaire belge.

L'importateur de diamants, scandalisé par ces accusations, a déposé plainte auprès du Comité permanent R.

Le comité a pu constater que le SGRS avait effectivement mené une étude sur le volet belge de la contrebande internationale de diamants. Cette étude revêtait le niveau de classification «SECRET» dans le sens de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.<sup>41</sup> Dans l'avant-propos de cette étude (qui rappelle que son contenu ne peut être publié sans autorisation préalable), le SGRS attirait explicitement l'attention sur le fait que le service ne s'est pas fondé sur des faits avérés mais sur des indications nécessitant le cas échéant une enquête approfondie. L'enquête citait en effet un nom correspondant à celui de l'importateur de diamants, sans toutefois que le Comité permanent R soit certain que le plaignant et la personne (morale) citée dans l'enquête soient une seule et même personne (morale). En outre, ce nom n'apparaissait que marginalement et dans des termes extrêmement nuancés. Pas la moindre accusation réelle de connexions avec le *Hezbollah* n'était formulée. De plus, l'enquête ne faisait nulle part état d'une tentative visant à acquérir une concession de diamants en Namibie ou du présumé intérêt que le *Mossad* aurait alors porté à l'importateur.

Le Comité permanent R a estimé que le SGRS a fait preuve d'une prudence et d'un professionnalisme extrêmes dans la rédaction de l'étude incriminée et dans sa manière de relater les faits. Le service a tout mis en œuvre pour souligner au moment opportun le caractère hypothétique et nullement avéré de ses documents et pistes de réflexion.

---

<sup>41</sup> Comme l'ébruitement de notes classifiées constitue un délit, le SGRS avait à l'époque déposé plainte auprès du parquet. Cette plainte fut toutefois classée sans suite car l'auteur de la fuite n'a pu être identifié. Le Comité permanent R ne disposait d'aucune indication permettant d'imputer la fuite au SGRS ou à la négligence ou l'imprudence de ce service.

## II.10. ENQUÊTES DE CONTRÔLE POUR LESQUELLES DES DEVOIRS D'ENQUÊTE ONT ÉTÉ POSÉS EN 2007 ET ENQUÊTES QUI ONT DÉBUTÉ EN 2007

Cette partie énumère et situe brièvement les enquêtes pour lesquelles le Comité permanent R a posé des actes significatifs en 2007 mais qui ne sont pas encore clôturées. Elle traitera également de trois enquêtes qui ont débuté à la mi-décembre 2007 mais pour lesquelles aucun devoir d'enquête n'a pu être posé.

### II.10.1. LE RÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT DANS LA LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION D'ARMES NON CONVENTIONNELLES OU TRÈS SOPHISTIQUÉES

La lutte contre la prolifération d'armes nucléaires, bactériologiques et chimiques constitue un élément essentiel de la politique de sécurité nationale et européenne. La Sûreté de l'État et le SGRS ont également un rôle important à jouer dans ce domaine.

Le Comité permanent R a décidé d'ouvrir une enquête de contrôle concernant la manière dont les services de renseignements remplissent leur rôle dans le cadre des menaces de recours à des armes biologiques et chimiques dans des actions terroristes. En 2006, cette enquête s'est étendue au rôle des services de renseignement dans la lutte contre la prolifération des armes non conventionnelles ou très sophistiquées. Il s'agit dès lors d'une enquête détaillée sur un phénomène de grande ampleur.

Le rapport final du Comité permanent R sera soumis à une discussion au sein de la commission de suivi du Sénat dans le courant 2008.

### II.10.2. LA PROTECTION DU POTENTIEL SCIENTIFIQUE ET ÉCONOMIQUE ET DE L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE BELGE

En septembre 2005, les médias ont annoncé qu'une filiale d'une entreprise novatrice belge active dans l'industrie aérospatiale allait être rachetée par un groupe de défense britannique. Le Comité permanent R a ouvert une enquête de contrôle à ce sujet et a donné pour mission de vérifier si l'entreprise avait déjà attiré l'attention de la Sûreté de l'État (dans le cadre de la protection du PSE) ou du SGRS (dans le cadre de la sécurité militaire) et si elle faisait encore l'objet d'un suivi. À cette fin, le comité a étudié les sources ouvertes disponibles traitant de

l'importance de cette entreprise pour le potentiel scientifique et économique du pays. Les services de renseignement ont également été interrogés.

En 2006 et 2007, plusieurs devoirs d'enquête supplémentaires ont été posés, notamment en ce qui concerne la communication entre l'entreprise et les services de renseignements. Jusqu'à présent, cette enquête n'a pas pu être clôturée.

### II.10.3. GESTION DE L'INFORMATION AU SEIN DU SERVICE DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRE

Fin novembre 2005, une enquête de contrôle s'est intéressée à la manière dont le service de renseignements militaire gérait et exploitait les informations recueillies. À cet égard, les instructions existantes ont été examinées et des éclaircissements ont été demandés quant à la manière dont le SGRS stockait, gérait et exploitait les données à caractère personnel qu'il recevait (dans le cadre de la gestion automatisée des documents au sein du SGRS).

En 2007, des vérifications supplémentaires ont été effectuées, de telle sorte que le rapport final du Comité permanent R ne pourra être présenté que dans le courant de l'année 2008.

### II.10.4. GESTION DE L'INFORMATION AU SEIN DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

Une enquête similaire a été menée auprès de la Sûreté de l'État, dans le but de comprendre comment celle-ci gérait le flux d'informations, le traitement, la prise de décision et la rédaction de rapports. Elle s'est également attachée à déterminer comment les informations entrantes en provenance des différents canaux (nationaux et étrangers) étaient enregistrées et traitées. Quels sont les canaux empruntés par ce flux? Comment se déroule l'analyse? Comment les décisions sont-elles prises? Comment les rapports sont-ils transmis et à qui? Une autre demande d'information a porté sur les mesures que la Sûreté de l'État a prises pour remédier aux lacunes constatées lors d'un précédent audit.<sup>42</sup>

Cette enquête détaillée, menée en 2006 et 2007, n'a pas non plus pu être clôturée. La Sûreté de l'État est en effet plongée dans la mise en œuvre d'un nouveau système informatique intégré, dont la phase d'achèvement est prévue pour 2008. Cette enquête pourra alors reprendre. Le Comité permanent R a toutefois pu rédi-

<sup>42</sup> COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2001*, 4-5, *Rapport d'activités 2002*, 11-14 et *Rapport d'activités 2003*, 144-154.

ger en 2007 un rapport intermédiaire sur certains aspects de la problématique. Ce rapport a été présenté au Sénat.<sup>43</sup>

#### II.10.5. PLAINTÉ D'UN PARTICULIER QUANT À LA MANIÈRE DONT LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT AURAIT RECUEILLI, TRAITÉ ET DIFFUSÉ DES INFORMATIONS LE CONCERNANT

Dans le courant de l'année 2006, le Comité permanent R a reçu une plainte d'un citoyen affirmant avoir été gravement lésé par les activités de la Sûreté de l'État. L'intéressé estime être depuis plusieurs années victime de manipulation et de données fabriquées qui ont détruit sa réputation. Par sa double finalité (contrôle de la légitimité et de l'efficacité), le Comité permanent R a déployé de nombreux efforts en 2006 et 2007 pour étudier cette affaire. Comme les faits à l'origine de la plainte sont relativement anciens, la recherche d'informations et de documents pertinents a réellement pris beaucoup de temps. En outre, il fut très compliqué d'accéder à ces documents, qui au fil du temps ont été dispersés dans différents services administratifs et judiciaires et se sont même retrouvés chez des personnes et instances privées.

Cette enquête sera bouclée en 2008.

#### II.10.6. LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT ET LES « DOSSIERS RÉSERVÉS »

À l'occasion d'une enquête du Comité permanent R, des vérifications effectuées dans les bâtiments de la Sûreté de l'État ont permis de constater l'existence de dossiers dont le stockage et la consultation bénéficient d'un régime particulier. Ces dossiers ont été classifiés comme « dossiers classifiés secrets ». Dans la Sûreté de l'État, certains utilisaient dans ce cadre l'expression « dossiers réservés ».

En 2007, des devoirs d'enquête supplémentaires ont été posés et différents documents ont été demandés. Selon toute vraisemblance, l'enquête sera clôturée dans le courant de l'année 2008.

<sup>43</sup> Voir chapitre II.3.

#### II.10.7. LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS MILITAIRE, LE CONGO ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Pour la première fois en quarante ans, des élections se sont tenues, le 30 juillet 2006, en République démocratique du Congo. Le Comité permanent R a souhaité savoir comment le SGRS avait suivi la situation, quelle était la situation actuelle et comment les informations recueillies avaient été diffusées.

Plusieurs devoirs d'enquêtes ont été effectués en 2006. L'enquête s'est poursuivie en 2007 et pourra elle aussi être clôturée en 2008.

#### II.10.8. ESPIONNAGE DANS LE BÂTIMENT EUROPÉEN « JUSTUS LIPSIUS »

Le 19 mars 2003, le Conseil européen faisait savoir que ses services de sécurité avaient trouvé, fin février 2003, dans le bâtiment Justus Lipsius du Conseil de l'Union européenne à Bruxelles, des dispositifs qui permettaient d'écouter plusieurs délégations, dont celles de l'Espagne, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et de l'Autriche.

Le Conseil n'a cependant pas pu déterminer qui était responsable du placement du dispositif électronique raccordé à certaines lignes de téléphone. À la suite d'une série de contre-mesures et d'une enquête interne préliminaire, le Conseil a approuvé la décision suivante: « *autorisant le Secrétaire général adjoint du Conseil à déposer une plainte contre X, en son nom, auprès du Procureur général près de la Cour d'appel de Bruxelles, concernant la découverte de dispositifs d'écoutes téléphoniques dans l'immeuble Justus Lipsius à Bruxelles. La plainte sera fondée sur les dispositions pertinentes du Code pénal belge, et en particulier sur son article 314bis.* »

Fin mai 2006, il fut décidé d'ouvrir une enquête de contrôle « *sur la manière dont les services de renseignement belge sont intervenus à propos d'une affaire d'écoutes de bureaux de délégations du Conseil de l'Union européenne à Bruxelles* ». Comme la Sûreté de l'État fut désignée en tant qu'expert dans le cadre de l'instruction judiciaire en la matière, elle estima ne pas pouvoir répondre aux questions du Comité permanent R.

Le comité a également souhaité se voir communiquer le dossier judiciaire. Après concertation avec le juge d'instruction, le parquet fédéral n'a pas accédé à cette requête car l'instruction judiciaire était toujours en cours.

Début 2007, la demande de communication fut réitérée et la réponse demeura négative. Une nouvelle demande fut formulée en septembre 2007 et fut réitérée en décembre 2007, avec toutefois les précisions suivantes: (a) les services belges de renseignement ont-ils été informés de cette affaire avant sa publication dans la

presse et (b) les services belges de renseignement sont-ils intervenus en tant qu'experts à la demande du parquet fédéral ou du juge d'instruction dans le cadre de l'information judiciaire et comment ont-ils donné suite à cette demande?

La consultation du dossier judiciaire a été accordée à la mi-décembre 2007. Début janvier 2008, des accords pratiques ont pu être fixés afin que l'enquête de contrôle puisse effectivement commencer dans le courant de l'année 2008.

#### II.10.9. ORGANISATIONS SECTAIRES NUISIBLES

La Sûreté de l'État doit s'intéresser à « toute activité, individuelle ou collective, déployée à l'intérieur du pays ou à partir de l'étranger, qui peut avoir un rapport avec l'espionnage, l'ingérence, le terrorisme, l'extrémisme, la prolifération, les organisations sectaires nuisibles, les organisations criminelles (...) ». Chacun de ces phénomènes fait l'objet d'une description à l'article 8 L.R&S. Les « organisations sectaires nuisibles » sont ainsi définies comme tout groupement à vocation philosophique ou religieuse, ou se prétendant tel, qui, dans son organisation ou sa pratique, se livre à des activités illégales dommageables, nuit aux individus ou à la société ou porte atteinte à la dignité humaine.

Début janvier 2007, le Comité permanent R décida d'ouvrir une enquête de contrôle « concernant la manière dont la Sûreté de l'État accomplit sa mission légale, citée dans les articles 7 et 8 de la loi des services de renseignement, relative aux organisations sectaires nuisibles ».

Par cette enquête, le Comité permanent R souhaite notamment savoir quelles sont les organisations suivies par la Sûreté de l'État et comment ce suivi se déroule. Il étudie également les critères utilisés par le service de renseignement pour considérer des mouvements sectaires comme dangereux, quelles sont les analyses envoyées par la Sûreté de l'État aux autorités et dans quel but. Enfin, le Comité permanent R souhaite également déterminer les moyens personnels et matériels déployés par la Sûreté de l'État pour accomplir cette mission. De nombreux actes ont été posés dans le cadre de cette enquête en 2007.

#### II.10.10. COLLABORATION DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT À UNE PERQUISITION

Mi-février 2007, des perquisitions ont été menées dans les arrondissements judiciaires de Bruxelles, Nivelles et Verviers, et ce, dans le cadre d'une instruction judiciaire portant sur des extrémistes musulmans. Il s'agissait de « perquisitions musclées ».<sup>44</sup> Certains médias ont décrit cette opération comme étant d'une « bru-

<sup>44</sup> Il s'agit d'une perquisition réalisée avec l'appui des unités spéciales de la police fédérale.

talité inqualifiable». Le Comité permanent P, qui contrôle les services de police, est intervenu pour examiner la manière dont les enquêtes ou les opérations se sont déroulées.

Dans le cadre de cette enquête de contrôle, le président du Comité permanent P a demandé au Comité permanent R de vérifier si les services de renseignement avaient été préalablement contactés à propos de cette opération et plus particulièrement au sujet des personnes considérées comme suspectes. Le Comité permanent R a alors décidé d'ouvrir une enquête de contrôle «*concernant l'éventuelle contribution des services de renseignement, préalable ou non, aux perquisitions exécutées par la police fédérale les 16 et 17 février 2007*».

Le comité a remis ses constatations au Comité permanent P après les premiers devoirs d'enquête. Cette enquête n'a pas été clôturée afin de permettre au Comité permanent P de formuler d'éventuelles questions supplémentaires.

#### II.10.11. LE SERVICE DE RENSEIGNEMENT MILITAIRE ET L'EXÉCUTION D'UNE ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

Début mai 2007, le service d'Enquêtes R a reçu une plainte écrite émanant d'un particulier qui exprimait son mécontentement quant au déroulement d'une enquête de sécurité menée par le service de renseignement militaire. Après une brève enquête préliminaire, le Comité permanent R a décidé d'ouvrir une enquête de contrôle «*sur la manière dont le SGRS a mené une enquête de sécurité*».

Dans ce cadre, le service d'Enquêtes R a déjà posé plusieurs actes. Le plaignant et les acteurs concernés au sein du Service général du renseignement et de la sécurité ont été entendus. L'enquête est toujours en cours.

#### II.10.12. PROTECTION DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION CONTRE D'ÉVENTUELLES INTERCEPTIONS ÉTRANGÈRES

Une enquête menée par le Conseil supérieur italien de la magistrature (le «*Consiglio Superiore della Magistratura*») a révélé que le service de renseignement militaire italien (le SISMI de l'époque) surveillait illégalement certains magistrats depuis plusieurs années. Cette surveillance portait sur la correspondance électronique échangée par les associations européennes de magistrats, dont des magistrats belges, tous membres des *Magistrats européens pour la Démocratie et les Libertés* (MEDEL).

Début août 2007, le parlement américain approuvait le *Protect America Act*, une nouvelle loi sur l'écoute et l'interception de courriers électroniques.

Un mois plus tard, la presse publiait plusieurs articles sur les éventuelles attaques coordonnées depuis la Chine à l'encontre des systèmes informatiques de plusieurs organismes publics étrangers.

Enfin, le Sénat a demandé au Comité permanent R de mettre à jour son rapport Echelon.<sup>45</sup>

Au vu de tous ces éléments, le Comité permanent R a décidé fin décembre 2007 d'ouvrir une enquête de contrôle « *sur la manière dont les services belges de renseignement envisagent la nécessité de protéger les systèmes de communication contre les interceptions d'origine étrangère* ».

#### II.10.13. LE RÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT DANS L'AFFAIRE KARI

Dans le courant de l'année 2005, une instruction judiciaire, baptisée « l'affaire Kari », fut ouverte à l'égard d'un réseau belge d'extrémistes musulmans soupçonné de recruter des terroristes. La gravité de cette affaire éclata au grand jour lorsque deux membres du réseau partirent pour l'Irak afin d'y commettre des attentats-suicides. L'un d'eux réussit visiblement à mettre en œuvre son plan puisque le 9 novembre 2005, la Belge Muriel Degauque se fit exploser en Irak. Son mari, Issam Goris, fut neutralisé avant de passer à l'acte.

Il s'est très vite avéré que les services belges de renseignement avaient joué un rôle primordial dans le démantèlement de ce réseau.

Fin décembre 2007, le Comité permanent R a ouvert une enquête de contrôle « *sur la contribution apportée par les services belges de renseignement à l'enquête judiciaire relative à une filière d'acheminements de djihadistes en l'Irak* ».

#### II.10.14. LA PROTECTION DE RENSEIGNEMENTS CLASSIFIÉS EN DEHORS DES SITES PROTÉGÉS

Mi-décembre 2007, le Comité permanent R a décidé d'ouvrir une enquête de contrôle « *concernant la manière dont le SGRS protège des données à caractère personnelles et/ou des données classifiées en dehors des sites sécurisés* », et ce, à la suite de plusieurs incidents au cours desquels de telles données avaient été perdues. Aucun devoir n'a pu être posé pour cette enquête en 2007.

<sup>45</sup> Voir *Rapport d'activités 2000* (Synthèse du rapport d'enquête sur la manière dont les services belges de renseignement réagissent face à l'éventualité d'un système américain dénommé « Echelon » d'interception des télécommunications en Belgique), 29-60.

## CHAPITRE III. ÉTUDES, ACTIVITÉS ET AVIS

Parallèlement aux enquêtes de contrôle, le Comité permanent R a également effectué plusieurs autres activités en 2007. Ainsi, en application de la loi, le Comité permanent R a rédigé, avec le Comité permanent P, un premier rapport sur le fonctionnement de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) (III.1.). En outre, dans le cadre de la formation du gouvernement, le Comité R a remis un mémorandum à l'informateur, avec lequel il a eu d'ailleurs un entretien (III.2.). La série de publications *Quis custodiet ipsos custodes* (III.3.), une séance académique à huis clos (III.4.), l'actualisation du *Code des services de renseignements* (III.5.) et une présentation pour les nouvelles recrues de la Sûreté de l'État (III.6.) s'intègrent dans une communication plus large du Comité permanent R à l'égard du citoyen intéressé, en général, et des membres du monde du renseignement, en particulier.

### III.1. LE PREMIER RAPPORT SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'OCAM

#### III.1.1. QU'EST-CE QUE L'OCAM ?<sup>46</sup>

Le 1<sup>er</sup> décembre 2006 entrait en vigueur la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace (L.OCAM). L'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) reprenait à cette date le rôle du Groupe interforces anti-terroriste (GIA). Dans le même temps entraient en application les dispositions de l'arrêté royal du 28 novembre 2006 portant exécution de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace (AR OCAM). La création de l'OCAM constituait l'un des fers de lance de la politique gouvernementale contre le terrorisme et l'extrémisme. Que fait cet organe et qui sont ses membres ?

<sup>46</sup> Voir aussi: DELEPIÈRE, J.-Cl., « Une approche commune et intégrée de l'analyse de la menace terroriste: la création de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace », dans *Geheime diensten. A licence to kill*, MATTHIJS, H. (éd.), Bruges, la Charte, 2007, 11-23; PIETERS, P., « Terrorisme en extremisme: coördinatie van de dreigingsanalyse », *Panopticon*, 2007, n° 2, 68-75; SCHUERMANS, F., « Terrorisme en extremisme », *RABG*, 2007, n° 1, 60-62 et VAN LAETHEM, W., « L'Organe de coordination pour l'analyse de la menace: une analyse ponctuelle », *Vigiles*, 2007, n° 4, 109-127.

L'OCAM doit (sur demande ou d'office) effectuer des analyses ponctuelles ou stratégiques en matière de menace terroriste ou extrémiste, et ce, principalement sur la base de renseignements que doivent obligatoirement lui transmettre différents services publics. Ces analyses sont destinées à diverses autorités politiques, administratives, policières et judiciaires qui utilisent de ce travail pour orienter leurs actions.

L'OCAM effectue sa tâche d'évaluation sous l'autorité et la gestion conjointes des ministres de l'Intérieur et de la Justice. La direction quotidienne est assurée par un directeur et un directeur adjoint, qui sont tous deux magistrats et bénéficient d'un mandat temporaire.<sup>47</sup>

Le travail d'analyse proprement dit est l'oeuvre de spécialistes détachés des « services d'appui » et d'analystes recrutés en externe provenant de diverses disciplines.

La principale source d'informations pour l'OCAM réside dans les renseignements fournis par les différents services d'appui, à savoir : la Sûreté de l'État, le SGRS, les services de police, l'Administration des douanes et accises du SPF Finances, l'Office des étrangers du SPF Intérieur, le SPF Mobilité et Transport et le SPF Affaires étrangères. Chacun de ces départements ou services doit organiser un point de contact central. L'objectif étant que chaque échange d'informations et d'analyses de et vers l'OCAM passe par ce point de contact. Il convient de déterminer en interne la manière dont ce flux d'informations doit circuler depuis les différentes articulations d'un service d'appui donné vers son propre point de contact. Il importe toutefois que les services et leurs personnels soient obligés de communiquer à l'OCAM tous les renseignements pertinents dont ils disposent. Le non-respect de cette obligation peut même donner lieu à des sanctions pénales.

Une « procédure d'embargo » a été mise sur pied afin de protéger quelque peu certaines informations sensibles. Cela signifie concrètement que le procureur fédéral peut restreindre la communication de données judiciaires au directeur de l'OCAM s'il estime que la mention de ces informations dans les analyses de l'OCAM peut compromettre l'exercice de l'action publique ou la sécurité des personnes. Une possibilité similaire est prévue pour le responsable notamment d'un service de renseignement si la sécurité d'une source humaine peut être menacée ou si l'information provient d'un service de renseignement étranger qui a explicitement demandé de ne pas le transmettre à d'autres services.

<sup>47</sup> Dans l'intérêt de la continuité des services, la loi a désigné l'ancien chef de service du GIA comme directeur adjoint à titre de mesure transitoire. Cette personne n'a pas la qualité de magistrat.

### III.1.2. CONTRÔLE EXTERNE

Une modification majeure par rapport à la situation passée réside dans le fait que l'OCAM est soumis au contrôle externe des Comités permanents R et P.<sup>48</sup> Ces derniers ont pour mission d'exercer un contrôle conjoint sur la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes, ainsi que sur la coordination et l'efficacité de cet organe. Ce contrôle des deux comités peut être représenté schématiquement de la manière suivante : le fonctionnement de l'OCAM même et la transmission d'informations par les services d'appui qui ne sont pas des services de police ni de renseignement dans le sens de la loi organique du 18 juillet 1991 font l'objet d'enquêtes conjointes. Le contrôle du respect de l'obligation faite aux services de police de transmettre toutes les informations pertinentes à l'OCAM est confié au Comité permanent P. Quant aux flux d'informations émanant de la Sûreté de l'État et du SGRS, ils sont contrôlés par le Comité permanent R.

### III.1.3. OBLIGATION DE RAPPORT

En exécution de la L.OCAM<sup>49</sup>, les Comités permanents doivent remettre un rapport deux fois par an à la Chambre des représentants et au Sénat.

Le premier rapport devait tenir compte du fait que l'OCAM n'était alors opérationnel que depuis sept mois et ne pouvait pas encore avoir atteint sa vitesse de croisière. Ainsi, ce n'est que par l'A.R. du 23 mars 2007 que son directeur a été nommé. Jusque-là, la direction quotidienne de l'OCAM, la gestion et toute la charge de la transition de l'ancienne structure GIA vers l'OCAM reposaient sur les épaules du directeur adjoint. En outre, le nouveau directeur a dû combiner ses attributions avec la présidence de la Cellule de traitement des informations financières (CTIF).<sup>50</sup> Enfin, la procédure de recrutement des analystes n'a débuté qu'à la fin du mois de juin 2007. Pour toutes ces raisons, l'OCAM à ses débuts a bien été obligé de définir des priorités, en se limitant à la rédaction d'évaluations ponctuelles de la menace. L'OCAM n'était donc pas encore parvenu à établir de véritables évaluations stratégiques.

La mission de rapport des deux Comités permanents ne pouvait en outre être dissociée de l'obligation légale faite à l'OCAM<sup>51</sup> de présenter deux fois par an au Comité ministériel du renseignement et de la sécurité un rapport d'évaluation

<sup>48</sup> Cf. art. 1, 1<sup>er</sup> alinéa, 2<sup>o</sup>, 9, 1<sup>er</sup> alinéa, 33, 1<sup>er</sup> alinéa, et 53 L. Contrôle.

<sup>49</sup> Art. 11, 4<sup>o</sup>, 35, 4<sup>o</sup>, et 53 L. Contrôle.

<sup>50</sup> L'art. 7 L.OCAM prévoit toutefois que le directeur et son adjoint exercent leur fonction à temps plein.

<sup>51</sup> Cf. art. 10, § 4, L.OCAM.

relatif à ses activités et aux objectifs stratégiques y afférents. Le Comité ministériel doit ensuite relayer le rapport aux Comités permanents R et P. Le rapport d'autoévaluation du premier semestre s'est également fait attendre, pour les motifs évoqués plus haut.

À l'époque du premier rapport, l'OCAM n'avait pas davantage fait parvenir aux comités les règlements, directives ou autres documents réglant sa méthode de travail. Cette obligation est toutefois prescrit par la loi.<sup>52</sup> À ce moment, aucune plainte ou déclaration n'avait été déposée<sup>53</sup> contre ou par l'OCAM, les services d'appui ou leur personnel.

Pour toutes ces raisons, les Comités n'ont estimé utile que de procéder à une simple audition du directeur adjoint de l'OCAM en ce qui concerne la situation actuelle sur les plans politique, opérationnel et personnel.

Le premier rapport des deux Comités date du 25 septembre 2007 et a été envoyé à cette date aux présidents de la Chambre et du Sénat ainsi qu'aux ministres compétents. Les paragraphes suivants reprennent seulement les principales constatations.<sup>54</sup>

#### III.1.4. L'AUDITION

L'audition du directeur adjoint de l'OCAM (à l'époque, le directeur n'était pas encore désigné) revêtait un caractère informatif et visait à se faire une idée du démarrage et du fonctionnement actuel (principes, forme, contenu, efficacité et difficultés éventuelles) de l'OCAM.

##### III.1.4.1. *Les moyens en personnel*

Dans cette phase initiale, il était bien sûr primordial d'obtenir un aperçu clair de la problématique du personnel au sein de l'OCAM afin de mieux comprendre les aspects opérationnels et politiques. En vertu de l'article 3 de l'A.R. du 23 janvier 2007 relatif au personnel de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, ce dernier dispose, pour l'exécution de ses missions, outre d'un directeur et de son adjoint, de douze analystes à recruter et d'onze experts à détacher des services d'appui.<sup>55</sup> Du moins, il « devrait » disposer, car au moment de la rédac-

<sup>52</sup> Cf. art. 9, alinéa 2; et 33, alinéa 2, L.Contrôle.

<sup>53</sup> Cf. art. 9, 1<sup>er</sup> alinéa; et 34, 1<sup>er</sup> alinéa, L.Contrôle.

<sup>54</sup> Pour le rapport complet, voir: COMITÉ PERMANENT R et COMITÉ PERMANENT P, *Contrôle conjoint des Comités permanents R et P relatif à l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace*, Rapport 2007/01, 25 septembre 2007 ([www.comiteri.be](http://www.comiteri.be)).

<sup>55</sup> Un personnel administratif composé de 26 membres a également été prévu, dont six de niveau A, onze de niveau B, cinq de niveau C et quatre de niveau D, ce qui porte l'ensemble du cadre du personnel à 51.

tion du rapport, l'effectif du personnel était encore loin du cadre prévu par l'arrêté.<sup>56</sup> Dans de telles circonstances, il ne faisait aucun doute que les possibilités de fonctionnement et de performance de l'OCAM étaient loin d'être optimales. Avant de pouvoir comparer le mode de fonctionnement au cadre légal, il faut naturellement réunir toutes les conditions que le législateur a estimé nécessaires à son fonctionnement.

De l'avis de l'OCAM, un cadre de 75 personnes serait un chiffre idéal pour pouvoir faire face à l'avenir à l'afflux croissant de renseignements et assurer une disponibilité permanente plus optimale.<sup>57</sup> Enfin, pour la direction de l'OCAM, la confrontation de quatorze statuts différents<sup>58</sup> complique davantage la gestion du personnel, tant au quotidien qu'à moyen terme. Sans doute une initiative réglementaire pourrait-elle s'avérer utile et souhaitable en la matière.

#### III.1.4.2. *L'angle stratégique*

Fidèle à l'esprit de la loi, l'OCAM tente de se positionner à l'égard de ses fournisseurs comme un organisme générant une réelle plus-value. L'OCAM ne semble susciter aucune crainte injustifiée.

Le principal flux d'informations a émané jusqu'à présent de la police intégrée, et ce, pour plusieurs raisons évidentes: la taille du service, la participation de la police locale à la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, la familiarité de la police avec ces matières, le partenariat que la police a noué avec d'autres acteurs concernés... La collaboration entre la police et l'OCAM est dès lors ressentie comme positive de part et d'autre.

La collaboration entre l'OCAM, d'une part, et les services de renseignement et les autres services d'appui, d'autre part, fera l'objet d'un rapport subséquent. En tout état de cause, l'OCAM considère le contexte de travail actuel comme une amélioration par rapport au passé. Ainsi reçoit-il par exemple davantage de réponses pertinentes que le GIA en son temps. Ces progrès sont le fruit de questions plus structurées et de l'obligation légale pour les services d'appui de transmettre à l'OCAM toutes les informations pertinentes dont ils disposent, ce qui, en fin de compte, entraîne une plus grande participation à la responsabilité finale.

L'OCAM reconnaît toutefois un besoin urgent de mettre sur pied un réseau de communication sécurisé. Il doit en effet servir un grand nombre de demandeurs<sup>59</sup>,

<sup>56</sup> À l'époque, dix des onze experts étaient en effet en fonction mais l'organe ne comptait encore aucun analyste.

<sup>57</sup> Désormais, les membres du personnel sont rappelés de congé, si nécessaire.

<sup>58</sup> Les personnes détachées par les différents services d'appui conservent en effet leur statut.

<sup>59</sup> Au moins les sept membres (ainsi que leur chef de cabinet) du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité, tous les chefs de service des services d'appui, le parquet fédéral, le procureur général compétent et le Centre de crise du gouvernement.

alors que ni la forme ni le contenu des informations diffusées n'a un caractère public. Le service de renseignement militaire a été chargé de réaliser une étude à propos de ce réseau baptisé « BINII ».

Au moment du premier rapport, cinq dossiers étaient traités en application de la procédure d'embargo stipulée dans l'article 11 L.OCAM.<sup>60</sup> La loi prévoit expressément que le directeur de l'OCAM doit se charger du traitement. L'organe de coordination estime que pour cela, il faut que le directeur ou son adjoint soit disponible en permanence tant pour le volet analyse que pour le volet évaluation. Les chiffres avancés sont sensiblement les mêmes en ce qui concerne l'application de la procédure d'embargo conformément à l'article 12 L.OCAM.<sup>61</sup> Ni l'OCAM ni les deux services de renseignement ne font état de réticences que l'article susmentionné et la disposition pénale de l'article 14 de cette même loi auraient suscitées de la part de leurs homologues étrangers.<sup>62</sup> D'ailleurs, la direction de l'OCAM veille toujours à ce que seules des informations traitées soient fournies, et ce, en concertation avec les services de renseignement.

#### *III.1.4.3. L'angle opérationnel*

Contrairement à ce que prévoit l'annexe de l'arrêté royal qui régit la structure du personnel de l'OCAM, ce dernier se compose d'un département administration et logistique (treize personnes), d'un département liaison et experts, d'un département analystes et d'un département gestion de dossiers et documentation. L'OCAM apporte un soin particulier au développement du département documentation. Une analyse adéquate doit en effet absolument se fonder sur des informations correctes.

Les délais d'évaluation imposés<sup>63</sup> pendant la période considérée se sont toujours avérés réalisables. Vu le délai très court de certaines requêtes, il n'a toutefois pas été possible de consulter les services d'appui, ce qui met une nouvelle fois en évidence la pertinence d'une propre base de données étendue et tenue à jour.

En ce qui concerne ces évaluations non stratégiques, l'OCAM plaide pour qu'une distinction rigoureuse soit maintenue entre l'évaluation du niveau de la menace (une des missions légales de l'OCAM) et la détermination au cas par cas

<sup>60</sup> Cet article régit la méthode de travail en matière de renseignements de nature judiciaire dont le procureur fédéral estime que la communication à l'OCAM peut compromettre l'exercice de l'action publique ou la sécurité de personnes.

<sup>61</sup> Cet article régit la méthode de travail en matière de renseignements fournis par les services de renseignement et de sécurité, par l'administration des Douanes et Accises et le SPF Affaires étrangères, qui proviennent d'un service étranger homologue qui a explicitement demandé de ne pas les transmettre à d'autres services ou dont la nature peut compromettre la sécurité d'une source humaine en cas de transmission simple à l'OCAM.

<sup>62</sup> Voir aussi à cet égard l'enquête de contrôle citée à la section II.1.

<sup>63</sup> Les art. 7 et 8 de l'AR OCAM prévoient des délais impératifs dans lesquels les évaluations doivent être communiquées.

du niveau de protection adéquat (tâche qui est réservée, voire relève de la responsabilité d'autres autorités, comme le Centre de crise du gouvernement, le ministre de l'Intérieur ou les autorités administratives locales). Alors que les analyses du GIA servaient effectivement de cadre de référence pour les dispositifs à mettre en place, l'OCAM a l'impression d'être à présent davantage considéré comme une sorte d'instance de certification en matière de mesures de protection. Il est important de tirer la sonnette d'alarme si cela devait s'avérer être le cas. La responsabilité finale des décisions opérationnelles en matière de surveillance et de sécurité repose entre les mains des autorités administratives et non entre celles de l'OCAM.

Au cours des quatre premiers mois d'activité, quelque 2500 pièces ont été traitées et 600 évaluations produites. Ces chiffres sont sensiblement les mêmes (vu le cadre incomplet?) que ceux relevés l'année précédente pour le GIA. Les relations existant sous le régime du GIA avec les officiers de liaison ont été maintenues. L'OCAM entretient également de bons contacts avec de nombreux homologues étrangers, tels que le *Joint Terrorism Analysis Centre* (JTAC) en Grande-Bretagne, le *National Counterterrorism Centre* (NCTC) aux États-Unis, le *Gemeinsames Terrorismusabwehrzentrum* (GTAZ) en Allemagne, le *Nationaal Coördinator Terrorismebestrijding* (NCTb) aux Pays-Bas (avec lequel il a même conclu un accord bilatéral) et le *Centro Nacional de Coordinación Antiterrorista* (CNCA) en Espagne.

### III.1.5. CONCLUSION

Toute nouvelle organisation passe par une phase de démarrage avec ses maladies de jeunesse. L'OCAM n'a pas échappé à la règle. Le plus frappant est la lenteur avec laquelle il constitue son équipe. Ce point est pourtant essentiel pour mener à bien les tâches voulues par le législateur. Les comités ont dès lors estimé que la sélection et la nomination des analystes devaient faire l'objet d'un règlement prioritaire. Ce n'est qu'alors que l'OCAM pourra atteindre sa vitesse de croisière et s'occuper des analyses stratégiques.

Un autre constat fondamental à cet égard réside dans le fait que le SPF Mobilité et Transport et l'administration des Douanes et Accises du SPF Finances n'ont pas ou pas entièrement honoré la contribution qui leur est imposée (p. ex. désigner un point de contact central au sein de leur service et détacher un expert). Cette lacune a incontestablement hypothéqué le fonctionnement de l'OCAM tel qu'il a été souhaité par le législateur.

Les Comités permanents R et P ont dès lors recommandé que tous les responsables consacrent tous leurs efforts à l'aspect ressources humaines. En dépit de cela, les Comités ont pu noter que l'OCAM semblait faire le maximum possible avec les moyens qui lui sont donnés.

Un deuxième constat portait sur la méconnaissance, tant de la part de l'OCAM que des services d'appui, à l'égard du contrôle exercé par les Comités permanents R et P. Ainsi, ces entités n'avaient manifestement pas le réflexe de transmettre spontanément aux comités (comme le prévoit la loi) les documents relatifs à leurs fonctionnement et interrelations. Il était par contre inquiétant, et difficilement tolérable, de voir que même les demandes explicites adressées à l'OCAM en cette matière restaient sans réponse. À ce propos, les Comités ont d'ailleurs rappelé l'absolue nécessité de pouvoir disposer des décisions et directives du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité. Sans ces informations, le contrôle risque de devenir une coquille vide. On ne peut en effet pas sérieusement attendre des comités qu'ils surveillent la coordination et l'efficacité de l'OCAM en ne sachant rien de la politique définie par le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité. Il s'agit là d'une question primordiale.<sup>64</sup>

Enfin, les comités et l'OCAM insistent tous deux sur la nécessité de mettre sur pied d'urgence un réseau de communication sécurisé et performant entre l'OCAM, ses fournisseurs et ses clients. La nature et le contenu des renseignements que ces acteurs échangent nécessitent une telle mesure. Outre les questions évidentes de sécurité qui se poseraient en cas d'informations compromises, la Belgique risquerait également de voir ternir considérablement son image si de tels renseignements devaient se perdre ou tomber entre de mauvaises mains. Les conséquences pourraient s'avérer désastreuses à plus long terme quant à la qualité du flux d'informations à destination de l'OCAM.

### III.2. LE MÉMORANDUM DESTINÉ À L'INFORMATEUR DU ROI

Après les élections législatives fédérales de juin 2007, Didier Reynders, en sa qualité d'informateur du Roi, invita le Comité permanent R, les services de renseignement et l'OCAM à un entretien. Le Comité permanent R considéra cette invitation comme une marque d'intérêt pour le bon fonctionnement des services de renseignement et pour un contrôle parlementaire efficace à ce sujet. Le Comité permanent R apporta dès lors sa collaboration entière et constructive et envoya le 22 juin 2007 le mémorandum ci-dessous audit informateur.

#### **Memorandum du Comité permanent de Contrôle des services de renseignements et de sécurité**

**L'importance stratégique des services de renseignement belges pour la sécurité nationale et internationale doit être affirmée avec force.**

<sup>64</sup> Voir aussi à cet égard le commentaire aux sections I.3. et VIII.3.1.

**Il est nécessaire d'élaborer un cadre légal pour réglementer les méthodes spéciales de recueil de renseignement et soumettre leur application à un contrôle parlementaire efficace.** Parallèlement aux recommandations du Comité permanent R, les services de renseignement ont été pourvus d'un cadre légal qui définit leurs missions et leur fonctionnement. Ce processus n'est cependant pas encore achevé. Depuis des années, le Comité insiste sur le fait que les méthodes actuelles de recueil de renseignement, au sens strict, n'ont pas d'assise légale suffisante. D'autres, comme les écoutes téléphoniques, ne sont pas permises légalement. Cette situation handicape fortement les services de renseignement dans la lutte difficile qu'ils mènent contre les réseaux terroristes, criminels et radicaux. Peu avant la dissolution des chambres, le gouvernement sortant a introduit un projet de loi visant à réglementer dans cette matière. Le Comité permanent R a estimé que cette initiative était nécessaire. Il a toutefois insisté sur la nécessité d'un débat politique approfondi et celle d'un *renforcement du contrôle parlementaire* sur ces méthodes. Une extension aussi importante des compétences des services de renseignement doit aller de pair avec un renforcement du contrôle parlementaire.

**Un intérêt particulier doit être accordé à la spécificité des missions des services de renseignement.** Ainsi, les conditions dans lesquelles ces services peuvent accorder une aide opérationnelle aux services de police et aux autorités judiciaires doivent être clairement définies. Cela devrait se passer au niveau du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité et via un protocole d'accord entre les services de renseignement et la police fédérale.

**Une attention particulière doit être portée à l'encadrement de la collaboration des services belges avec les services étrangers.** Le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité devrait réglementer d'urgence cette collaboration avec les services étrangers. L'absence d'une telle réglementation a déjà mis les services belges en difficulté. Sur ce plan, il convient de trouver un équilibre entre la nécessité d'une collaboration effective avec des pays alliés et la préservation des droits et libertés.

**Le Comité permanent R demande la discussion rapide de son rapport d'activités 2006.** Ce rapport d'activités a été adressé le 1<sup>er</sup> juin 2007 aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat, de même qu'aux ministres de la Justice et de la Défense nationale. Les propositions formulées ci-avant y sont développées plus en détail, de même qu'un certain nombre d'autres recommandations. Le Comité permanent R souhaiterait profiter de cette occasion pour que l'on réfléchisse sur sa fonction particulière d'interface entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, sur le respect des règles qui président à la confidentialité de même qu'à la reconnaissance de la nécessaire neutralité du Comité, du caractère limité et ciblé de sa mission légale.

### III.3. LA SÉRIE DE PUBLICATIONS *QUIS CUSTODIET IPSOS CUSTODES* ?

Afin de contribuer à la promotion d'une discussion éclairée sur le fonctionnement, les compétences et le contrôle des services et du travail de renseignement, le Comité permanent R a entrepris en 2007 le démarrage d'une série de publications *Quis custodiet ipsos custodes?*

Le choix du premier ouvrage de cette série coulait de source. Dans son *Rapport d'activités 2004*, le Comité permanent R publia une étude sur l'« Interaction entre les services de renseignement et les autorités judiciaires ». Dans cette étude, le comité détaillait la situation belge dans de cette matière vaste et complexe et dressa les grandes lignes d'une étude de droit comparé. Celle-ci fut confiée en 2005 au professeur Dirk Van Daele et à M. Bart Vangeebergen de l'*Instituut voor Strafrecht* de la *Faculteit Rechtsgeleerdheid* à la *KU Leuven*. Ce rapport de recherche circonstancié et très documenté servit de manuscrit à la première publication.<sup>65</sup>

Cette série de publications, sous la rédaction du Comité permanent R, veut regrouper à la fois des études scientifiques, des comptes rendus de colloques et les propres rapports d'activités. Le Comité permanent R décida également de publier son *Rapport d'activités 2006*<sup>66</sup> en tant que second volume de cette série.

### III.4. LA SÉANCE ACADÉMIQUE À HUIS CLOS DU 17 JANVIER 2007

Dans une même optique, le Comité permanent R prit l'initiative d'organiser, le 17 janvier 2007, une séance académique à huis clos destinée à la communauté du renseignement. Cette séance porta sur l'étude susmentionnée relative à l'interaction entre les services de renseignement et la justice aux Pays-Bas, en Allemagne et en France. Le Comité permanent R contribua à la partie consacrée à Belgique.<sup>67</sup>

<sup>65</sup> VAN DAELE, D. et VANGEEBERGEN, B., *Inlichtingendiensten en strafprocedure in Nederland, Duitsland en Frankrijk*, Anvers, Intersentia, 2006, 166 p.

<sup>66</sup> COMITÉ PERMANENT R, *Rapport d'activités 2006*, Anvers, Intersentia, 2007, 147 p. .

<sup>67</sup> Cette contribution fut publiée dans la Revue du droit de police (VAN LAETHEM, W., « Les rapports entre les services de renseignements et la justice hier, aujourd'hui et demain », *Vigiles*, 2007, n° 1, 1-6).

### III.5. AJOUTS AU CODE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS

En tant qu'organe de contrôle, le Comité permanent R a pour mission de veiller à « la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes, ainsi qu'(à) la coordination et l'efficacité (...) des services de renseignement et de sécurité. »<sup>68</sup> Or il est impossible de s'acquitter de cette tâche si toutes les personnes concernées ne bénéficient pas d'une connaissance sérieuse des normes en vigueur. D'où l'initiative du Comité permanent R de rendre cette réglementation plus accessible par le biais d'un code.<sup>69</sup>

Lors de l'élaboration du Code des services de renseignement, il fut décidé de réunir toutes les « normes » relatives aux compétences, au fonctionnement et au contrôle des deux services de renseignement belges. Le terme « normes » doit être compris au sens le plus large : sont inclus dans cette notion tant les traités, les lois, les arrêtés royaux et ministériels que les directives, les accords de coopération et les règlements intérieurs pertinents.

En 2007, ce Code fit l'objet de deux mises à jour.

La première (février 2007) porta sur la réglementation extrêmement importante relative à l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace ainsi que sur l'ensemble de la réglementation (dans la mesure où un des services de renseignement est concerné) concernant les armes. Il fut également décidé d'intégrer les arrêtés d'exécution de huit organes ou services dans lesquels la Sûreté de l'État ou le SGRS siègent en tant qu'expert.

La seconde mise à jour (octobre 2007) fut largement consacrée à la réglementation relative au statut du personnel des services de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace. Plusieurs lois et arrêtés récents furent également inclus. En 2007, des normes importantes pour la communauté du renseignement virent en effet régulièrement le jour : la loi du 5 février 2007 relative à la sûreté maritime et son arrêté d'exécution du 21 avril 2007 ; la loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme ; l'A.R. du 5 décembre 2006 relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État ; l'A.R. du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. En outre, plusieurs normes juridiques moins récentes furent également ajoutées et les textes déjà repris furent actualisés.

<sup>68</sup> Art. 1 L.Contrôle.

<sup>69</sup> COMITÉ PERMANENT R, *Code des services de renseignement. Fonctionnement, compétences et contrôle*, Bruges, la Charte, 2006.

### III.6. PRÉSENTATION DU COMITÉ PERMANENT R AUX STAGIAIRES DE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

Les membres du Comité permanent R et le chef du service d'Enquêtes R donnent à deux reprises une présentation détaillée du fonctionnement de l'organe de contrôle aux stagiaires de la Sûreté de l'État. Ces présentations s'intégraient dans la formation théorique que chaque nouveau candidat inspecteur doit suivre.

## CHAPITRE IV. LE CONTRÔLE DES INTERCEPTIONS DE SÉCURITÉ

En vertu de l'article 44 et suiv. de la loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998, le Comité permanent R a pour mission de contrôler les interceptions de sécurité effectuées par le service de renseignement militaire.

Tout d'abord, le Comité permanent R a contrôlé la « *liste d'organisations et d'institutions qui feront l'objet d'interceptions de leurs communications dans le courant de l'année à venir* » (art. 44bis, 1°, L.R&S).

Ensuite, le Comité permanent R a visité cette année les installations où le SGRS a effectué des interceptions (art. 44bis, 2°, L.R&S).

Enfin, le comité a contrôlé le « *journal de bord tenu d'une façon permanente sur le lieu d'interception par le Service général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées* » (art. 44bis, 3°, L.R&S).

Le Comité permanent R n'a pas pu constater l'exploitation de communications qui ne correspondent pas à la liste des sources approuvées par le ministre de la Défense nationale.

Le Comité permanent R doit néanmoins souligner une nouvelle fois la difficulté suivante. La loi du 30 novembre 1998 part des cibles réelles, à savoir la liste des organisations ou institutions qui feront l'objet d'interceptions. Comme les fréquences utilisées par ces cibles ne sont pas toujours connues et sont variables et comme de nouvelles fréquences font leur apparition, le SGRS doit faire preuve d'une vigilance continue afin de mener à bien sa mission légale en la matière et de limiter le risque que certaines communications des cibles ne glissent entre les mailles du filet. Afin de garantir un quadrillage serré, il convient de mettre en place une politique de détection active. La passivité ne peut être de mise. Ce qui implique que le SGRS doit balayer le spectre sans relâche. Les paramètres techniques ont été, il est vrai, définis de manière à ce que le dispositif d'interception essaie activement de chercher ou de filtrer les cibles répertoriées et non les autres. La situation territoriale de la communication concernée fait partie des critères possibles dans ce domaine. Cependant, les communications par satellite empêchent souvent de localiser la source, de sorte que l'interception « collatérale » d'autres sources n'est pas illusoire. Dès qu'il s'avère que la communication interceptée n'émane pas d'une cible autorisée, son interception et, à plus forte raison,

son exploitation sont arrêtées et toutes les données éventuelles y afférentes sont détruites.

Le Comité permanent R réitère dès lors sa remarque: le cadre réglementaire actuel doit être adapté de manière à régir la surveillance préalable des ondes radio requise pour la bonne exécution de sa mission.

## CHAPITRE V. LES INFORMATIONS ET INSTRUCTIONS JUDICIAIRES

### V.1. MISSIONS DES AUTORITÉS JUDICIAIRES

Pour l'exécution de ses enquêtes de contrôle, le Comité permanent R peut faire appel à son service d'Enquêtes R. Parallèlement, le service d'Enquêtes R effectue également des enquêtes, à la demande des autorités judiciaires, sur des membres des services de renseignement soupçonnés d'avoir commis un crime ou un délit. Cette compétence est décrite en ces termes dans la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (L.Contrôle): l'art. 40, alinéa 3, dispose que « *d'initiative ou sur réquisition du procureur du Roi, de l'auditeur militaire ou du juge d'instruction compétent, le Service d'enquêtes du Comité permanent R effectue, en concurrence avec les autres officiers et agents de police judiciaire et même avec un droit de prévention sur ceux-ci, les enquêtes sur les crimes et délits à charge des membres des services de renseignements* ». La loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace élargit cette compétence aux crimes et délits imputés à des membres de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM). En ce qui concerne les membres des autres «services d'appui»<sup>70</sup>, cette disposition s'applique uniquement à l'obligation de communiquer à l'OCAM tout renseignement pertinent (artt. 6 et 14 L.OCAM).

Lorsqu'ils remplissent une mission de police judiciaire, le chef et les membres du service d'Enquêtes R sont soumis à la surveillance du procureur général près la cour d'appel ou du procureur fédéral (art. 39 L.Contrôle). Le Comité permanent R perd alors toute autorité sur eux. Le président du Comité permanent R doit toutefois veiller à ce que l'exécution des missions de police judiciaire n'entrave pas l'exécution des enquêtes de contrôle. Les raisons sont évidentes: l'organe de contrôle est tout d'abord à la disposition du Parlement. Cette mission pourrait être mise en péril si l'organe consacre une trop grande partie de son temps à des dossiers judiciaires. Le président ne dispose néanmoins d'aucune compétence con-

<sup>70</sup> Il s'agit des membres de l'administration des douanes et accises du SPF Finances, de l'Office des étrangers du SPF Intérieur, du SPF Mobilité et Transport et du SPF Affaires étrangères.

traignante; il peut seulement se concerter avec les autorités judiciaires (art. 61bis L.Contrôle).

Dans les situations où le service d'Enquêtes R effectue des enquêtes pénales, il doit également remettre un rapport au Comité permanent R au terme de chaque enquête. Dans ce cas, « *le rapport se limite aux informations qui sont nécessaires à l'accomplissement par le Comité permanent R de ses missions* » (art. 43, alinéa 3, L.Contrôle).

## V.2. LES ENQUÊTES

En 2007, les autorités judiciaires n'ont fait appel au service d'Enquêtes R qu'à quelques reprises. Ces enquêtes ont donné lieu à la rédaction de 19 procès-verbaux dans trois dossiers distincts.

Ainsi, le parquet de Marche-en-Famenne a précédemment requis le service d'Enquêtes R pour des faits liés à des violations éventuelles de la législation sur les armes. En 2007, des questions supplémentaires de ce parquet ont conduit à la rédaction de nouveaux procès-verbaux.

Un procès-verbal a également été rédigé après la constatation de violations de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (L.C&HS) dans le cadre d'une enquête de contrôle.

Enfin, des auditions ont été effectuées dans le cadre d'une information judiciaire sur d'éventuelles violations du secret professionnel. Cette enquête, commencée en 2006, a été menée sous la direction d'un juge d'instruction bruxellois, et ce, à la suite d'une plainte de la Sûreté de l'État contre X.

Aucun de ces dossiers n'a donné lieu à l'ouverture d'une enquête de contrôle par le Comité permanent R.

## CHAPITRE VI. LE GREFFE DE L'ORGANE DE RECOURS EN MATIÈRE D'HABILITATIONS, D'ATTESTATIONS ET D'AVIS DE SÉCURITÉ

L'organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité, dont la fonction de greffe est assurée par l'administration du Comité permanent R, est compétent pour les litiges qui peuvent porter sur des décisions dans quatre domaines : les habilitations de sécurité, les attestations de sécurité qui doivent octroyer l'accès à des lieux où se trouvent des documents classifiés, les attestations de sécurité qui permettent l'accès à des lieux précis faisant l'objet de menaces et, enfin, les avis de sécurité. En outre, l'organe de recours intervient également en tant que « juge d'annulation » contre des décisions d'autorités publiques ou administratives lorsqu'elles exigent des avis ou des attestations de sécurité pour un secteur, un lieu ou un événement donné.<sup>71</sup>

Ce chapitre fournit les chiffres relatifs à la nature des décisions contestées, la qualité des autorités compétentes et des requérants et la nature des décisions de l'organe de recours dans le cadre des différentes procédures de recours. À des fins de comparaison, les chiffres de ces 18 derniers mois<sup>72</sup> sont également mentionnés.

<sup>71</sup> Pour de plus amples informations, consulter le *Rapport d'activités 2006* du Comité permanent R (87-115).

<sup>72</sup> La composition et le contentieux de l'organe de recours ont changé mi-2005.

## VI.1. LES CHIFFRES

Tableau 1. Autorités de sécurité concernées<sup>73</sup>

	6 juin / 31 décembre 2005	2006	2007
ANS	9	24	4
Sûreté de l'État	0	4	0
SGRS	3	15	14
Centre de crise	1	3	0
AFCN	0	2	4
Police fédérale	0	2	1
Commission aéroportuaire locale <sup>73</sup>	0	0	2
TOTAL	13	50	25

Tableau 2. Nature des décisions contestées

	6 juin / 31 décembre 2005	2006	2007
Habilitations de sécurité			
Confidentiel	1	6	5
Secret	6	21	5
Très secret	1	9	2
Refus	6	24	8
Retrait	2	8	3
Habilitation pour durée limitée	0	1	0
Habilitation pour niveau inférieur	0	2	1
Pas de décision dans le délai	0	1	0
Pas de décision dans le nouveau délai	0	0	0
SOUS-TOTAL	8	36	12

<sup>73</sup> Dans chaque aéroport, la Direction générale du transport aérien a désigné une commission aéroportuaire locale. À titre de mesure transitoire, cette commission délivre des avis de sécurité aux personnes qui doivent disposer d'un badge d'identification au sein de l'aéroport. Sauf arrêté royal intervenant qui peut être pris en exécution de la loi du 27 décembre 2007 relative aux badges d'identification aéroportuaires, ces commissions ne seront plus compétentes que pour les demandes de badges d'identification formulées avant le 31 décembre 2007. Pour les requêtes soumises après cette date, ce sera l'ANS qui se chargera de réaliser les vérifications de sécurité et de formuler des avis de sécurité.

Le greffe de l'organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations  
et d'avis de sécurité

	6 juin / 31 décembre 2005	2006	2007
Attestations de sécurité documents classifiés			
Refus	0	2	0
Retrait	0	0	0
Pas de décision dans le délai	0	0	0
Attestations de sécurité lieu ou événement			
Refus	1	5	11
Retrait	0	0	0
Pas de décision dans le délai	0	7	0
Avis de sécurité			
Avis négatif	4	0	2
« Révocation » d'un avis positif	0	0	0
Actes normatifs d'une autorité administrative			
Décision d'une autorité publique d'exiger des attestations	0	0	0
Refus ANS d'effectuer des vérifications pour des attestations	0	0	0
Décision d'une autorité administrative d'exiger des avis	0	0	0
Refus ANS d'effectuer des vérifications pour des avis	0	0	0
SOUS-TOTAL	5	14	13
TOTAL	13	50	25

**Tableau 3. Nature des requérants**

	6 juin / 31 décembre 2005	2006	2007
Fonctionnaire	2	11	3
Militaire	3	14	12
Particulier	3	11	10
Personne morale	0	0	0

**Tableau 4. Langue des requérants**

	6 juin / 31 décembre 2005	2006	2007
Francophone	6	32	9
Néerlandophone	7	18	16
Germanophone	0	0	0
Autre langue	0	0	0

**Tableau 5. Nature des décisions interlocutoires prises par l'organe de recours**

	6 juin / 31 décembre 2005	2006	2007
Demande du dossier complet (1)	14	43	23
Demande d'informations complémentaires (2)	3	5	3
Audition d'un membre d'une autorité (3)	0	1	0
Décision du président (4)	0	0	0
Soustraction d'informations du dossier par l'organe de recours (5)	6	4	12
Soustraction d'informations du dossier par le service de renseignement (6)	0	0	4

- (1) L'organe de recours peut demander l'intégralité du dossier d'enquête aux autorités de sécurité. Comme ce dossier contient davantage de données que le rapport d'enquête seul, cette demande est systématique.
- (2) L'organe de recours peut également demander tout complément d'information qu'il juge nécessaire pendant la procédure.
- (3) L'organe de recours peut décider d'entendre les membres des services de renseignement et de police ou des autorités de sécurité qui ont participé à l'enquête ou la vérification de sécurité.
- (4) Le président de l'organe de recours peut décider que le membre du service de renseignements garde secrètes certaines informations pendant son audition.
- (5) Si le service de renseignement concerné le demande, l'organe de recours peut décider que certaines informations soient retirées du dossier qui sera communiqué au requérant.
- (6) Si les informations concernées proviennent d'un service de renseignement étranger, le service de renseignement belge décide si elles peuvent être communiquées. Il s'agit d'un aspect de l'application de la « règle du service tiers ».

**Tableau 6. Manière dont les requérants font usage de leurs droits de défense**

	6 juin / 31 décembre 2005	2006	2007
Consultation du dossier par le requérant / l'avocat	11	23	18
Audition du requérant / avocat	11	25	20

**Tableau 7. Nature des décisions de l'organe de recours**

	6 juin / 31 décembre 2005	2006	2007
<b>Habilitations de sécurité</b>			
Irrecevable	0	1	0
Sans objet	0	3	0
Non fondé	3	13	4
Fondé (octroi partiel ou complet)	3	13	5
Devoir d'enquête complémentaire pour l'autorité	1	3	3
Délai supplémentaire pour l'autorité	0	0	0
<b>Attestations de sécurité documents classifiés</b>			
Irrecevable	0	0	0
Sans objet	0	0	0
Non fondé	0	0	0
Fondé (octroi)	0	1	0
<b>Attestations de sécurité lieu ou événement</b>			
Irrecevable	0	1	2
Sans objet	0	0	0
Avis négatif	0	3	0
Avis positif	0	2	9
<b>Avis de sécurité</b>			
Irrecevable	0	0	0
Sans objet	0	0	0
Avis négatif	2	0	0
Avis positif	1	0	0
<b>Actes normatifs d'une autorité administrative</b>			0
Irrecevable	0	0	0
Sans objet	0	0	0
Fondé	0	0	0
Non fondé	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>40</b>	<b>23</b>

## VI.2. CONSTATATIONS DE L'ORGANE DE RECOURS

En avril 2008, l'organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité a formulé les constatations suivantes<sup>74</sup>:

*« Contrairement aux attentes, l'organe de recours a dû traiter beaucoup moins de dossiers en 2007 que l'année précédente. Comme l'organe de recours n'a aucune idée du nombre total d'enquêtes et de vérifications de sécurité, ni du nombre de refus, retraits ou avis négatifs émis par les différentes autorités de sécurité, il est impossible de déterminer à quoi ce phénomène peut être attribué.*

*Par expérience et suite aux différentes questions, l'organe de recours a pu constater que la procédure d'octroi des attestations et avis de sécurité est toujours ressentie comme particulièrement complexe. Les requérants confondent en effet souvent l'organe de recours avec l'autorité de sécurité à l'origine de la décision contestée. Il arrive également que le recours soit introduit de manière informelle, sans tenir compte des prescriptions légales (p. ex. par courriel ou par lettre mais sans la moindre référence à la décision incriminée). Il s'est également avéré que certaines administrations et autorités de sécurité n'étaient pas toujours parfaitement au courant de la procédure à suivre. Le greffe de l'organe de recours a toujours tenté de prodiguer des conseils aux deux parties le cas échéant.*

*Enfin, l'organe de recours a également pu constater que les décisions ou avis des autorités de sécurité sont généralement accompagnés de motivations très rudimentaires. Il arrive ainsi que le requérant ne prenne connaissance des faits qui ont pesé dans la décision négative de l'autorité seulement lors de la consultation de son dossier. Des décisions ou avis mieux motivés pourraient peut-être éviter des procédures inutiles. En effet, certains requérants ressentent le refus insuffisamment motivé de leur habilitation ou attestation comme insultant, car ils ne comprennent pas pourquoi leur intégrité et leur loyauté sont remises en question. À cet égard, une évolution positive peut toutefois être constatée, car les autorités de sécurité compétentes ont donné pour mission de mieux soigner la motivation fournie. »*

<sup>74</sup> L'art. 13 de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité stipule que l'organe de recours est tenu de rédiger un rapport annuel.

## CHAPITRE VII. LE FONCTIONNEMENT INTERNE DU COMITÉ PERMANENT R

### VII.1. LA COMPOSITION

La composition du Comité permanent R n'a subi aucune modification en 2007. La présidence a été assurée par Guy Rapaille, avocat général près la cour d'appel de Liège. Les deux fonctions de conseiller ont été remplies par Gérald Vande Walle, fonctionnaire, et Peter De Smet, substitut du procureur général près la cour d'appel de Gand.

Les suppléants sont également demeurés inchangés. Emile Degehansart, conseiller près la cour d'appel de Mons, a été président suppléant. Etienne Marique, conseiller près la cour d'appel de Bruxelles et actuel président de la Commission des jeux de hasard, et Piet de Brock, fonctionnaire, ont été les suppléants des deux conseillers.

Aucune modification n'a en outre été apportée à la composition du service d'Enquêtes R, qui comptait toujours quatre enquêteurs et un chef de service.

Le personnel administratif du Comité permanent R, qui est placé sous la direction du greffier Wouter De Ridder, n'a subi aucun changement en 2007.

### VII.2. LA COMMISSION DE SUIVI DU SÉNAT

Durant le premier semestre de l'année d'activité 2007, la commission de suivi du Sénat, à laquelle le Comité permanent R rend compte et qui exerce le contrôle final sur son fonctionnement, se composait de la présidente du Sénat de l'époque Anne-Marie Lizin (PS) et des sénateurs Christine Defraigne (MR), Hugo Vandenberghe (CD&V), Ludwig Vandenhove (sp.a-Spirit) et Paul Wille (Open Vld). En 2007, cette commission s'est réunie à trois reprises.

Après les élections fédérales du 10 juin 2007, le Sénat nouvellement constitué a élu une nouvelle commission de suivi. En tant que président du Sénat, Armand De Decker (MR) est devenu président de plein droit de la Commission chargée du suivi du Comité permanent R. Conformément à l'art. 86*bis* du Règlement du Sénat, quatre autres membres ont également élus ou réélus au sein de cette commission sénatoriale: Hugo Vandenberghe (CD&V), Tony Van Parys (CD&V),

Christiane Vienne (PS) et Paul Wille (Open Vld).<sup>75</sup> Dans cette composition, la commission de suivi s'est réunie une fois.

### VII.3. LES MOYENS FINANCIERS ET LES ACTIVITÉS DE GESTION

Pour l'année 2006, le Comité permanent R a bénéficié d'une dotation de 2 835 000 euro.<sup>76</sup> La clôture de l'exercice comptable a révélé un boni budgétaire de 583 548,34 euro.<sup>77 78</sup> Ces comptes ont été approuvés par la Chambre des Représentants en séance plénière le 20 décembre 2007.<sup>79</sup>

En 2007, le Comité permanent R s'est vu octroyer une dotation de 3 036 000 euro soit une augmentation de 7 % due en grande partie à la hausse naturelle des coûts de fonctionnement (salaires et loyers), mais également à l'intégration des coûts inhérents aux nouvelles missions confiées par la loi au Comité permanent R : on pense notamment à l'aspect organisationnel et administratif de l'Organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité mais aussi aux missions dévolues par la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace.

Par son statut autonome, le Comité permanent R doit être très attentif à son propre fonctionnement en termes de financement, de personnel, de logistique... Ce constat est d'autant plus vrai au vu de l'évolution rapide notamment de la législation sociale, des technologies informatiques, de la réglementation relative aux marchés publics ou à la gestion financière, des exigences de sécurité... Cette tâche est toutefois facilitée par une collaboration constructive avec plusieurs autres institutions émergeant également au budget des dotations, qui dépendent du Parlement et qui sont confrontées à des problèmes semblables (Comité permanent P, Cour des Comptes, Médiateurs fédéraux et Commission de protection de la vie privée).

<sup>75</sup> Nomination des membres de la commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité (Comité permanent R), *Annales*, Sénat, 9 octobre 2007, 4, 16-17.

<sup>76</sup> *Doc.*, Chambre, 2005-2006, 2139/1, 34-35.

<sup>77</sup> Ce montant a été arrêté par la Cour des Comptes le 3 octobre 2007.

<sup>78</sup> *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 523/1.

<sup>79</sup> *C.R.I.*, Chambre, 2007-2008, 20 décembre 2007, PLEN 012, 47-48.

#### VII.4. CONTACTS AVEC LES ORGANES DE CONTRÔLE ÉTRANGERS

Le Comité permanent R attache une grande importance au maintien de bonnes relations avec ses homologues étrangers, tant pour échanger de meilleures pratiques (*best practices*) que dans l'espoir d'arriver à terme à une collaboration plus intense. Le renforcement de la coopération internationale entre les services de renseignement oblige en effet les organes de contrôle à s'intéresser à cette évolution qui tôt ou tard nécessitera l'échange mutuel d'informations ou d'autres formes de coopération. Il ne peut en aucun cas être question d'échanger des renseignements opérationnels émanant des services de renseignement nationaux. Le comité souscrit entièrement à la recommandation que l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a votée sur la proposition du sénateur Paul Wille le 5 décembre 2007 et qui invite les parlements nationaux à « *étudier des formes de collaboration avec les comités parlementaires d'autres pays pour examiner les implications communes des activités des agents étrangers sur le territoire de l'État, ainsi que de l'activité des agents nationaux opérant à l'étranger.* »<sup>80</sup>

Dans cette optique, le Comité permanent R a entretenu en 2007 un certain nombre de contacts particulièrement intéressants. Fin avril 2007, le Comité permanent R et le service de renseignement militaire ont pu accueillir une représentation du *Czech Parliamentary Committee*. Dans la foulée de l'*International Review Agencies Conference* qui se tint au Cap en 2006, deux réunions ont été organisées en 2007 avec des représentants de l'*Office of the Inspector-General of Intelligence* sud-africain. Ces personnes se sont notamment montrées très intéressées par le fonctionnement de l'Organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité. Le Comité permanent R a également assisté au colloque international organisé par le *Comité van Toezicht op de Inlichtingen- en Veiligheidsdiensten* (CTIVD) néerlandais. Ce colloque, qui s'est déroulé début juin 2007 sur le thème « *Accountability of intelligence agencies and security agencies and human rights* », fut l'occasion idéale de renouveler et d'intensifier les contacts existants avec des organes de contrôle étrangers.<sup>81</sup> Enfin, le Comité permanent R et sa commission de suivi ont accueilli, fin octobre 2007, des représentants de l'instance de contrôle suisse (appelée *Délégation des Commissions de gestion*).

<sup>80</sup> *Résolution 133 sur les services de renseignement et le contrôle parlementaire – réponse au rapport annuel du Conseil*, approuvée par l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale le 5 décembre 2007.

<sup>81</sup> Les exposés de ce colloque ont été regroupés dans l'ouvrage *REVIEW COMMITTEE ON THE INTELLIGENCE AND SECURITY SERVICES & FACULTY OF LAW RADBOD UNIVERSITY, Accountability of intelligence and security agencies and human rights*, La Haye, 2007, 176 p.

## VII.5. FORMATION

Le Comité permanent R encourage ses collaborateurs à suivre des formations générales (informatique, langues, gestion...) ou des formations propres au secteur. Dans ce dernier domaine, il convient de mentionner la formation « *Basic Intelligence Orientation Course* »<sup>82</sup> ainsi que le cycle de formation intensive « Hautes études de sécurité et de défense » de l'Institut royal supérieur de défense et de l'Institut royal des Relations internationales. En outre, un ou plusieurs membres du Comité ont assisté aux journées d'étude mentionnées ci-dessous.

DATE	TITRE	ORGANISATION	LIEU
17 janvier 2007	Inlichtingendiensten en strafprocedure	Comité permanent R	Bruxelles
janvier – décembre 2007	Hautes études de sécurité et de défense, une opportunité multisectorielle	L'Institut royal supérieur de Défense et l'Institut royal des Relations internationales	Bruxelles
26-27 janvier 2007	Intelligence & Ethics 2007	International Intelligence Ethics Association	Springfield (USA)
5-6 février 2007	Political Risk Revisited: the Global Ressource Challenge	Royal Institute of International Affairs	Londres (GB)
1 mars 2007	L'OTAN – La défense et la sécurité et des valeurs communes	Cercle des grandes conférences catholiques (CGCC)	Bruxelles
5-9 mars 2007	Basic Intelligence Orientation Course	Ecole du renseignement et de la sécurité des Forces armées	Heverlee
17 avril 2007	Topical Day on Proliferation – SCK Mol	SCK CEN	Mol
18 avril 2007	Séminaire PSE	Sénat	Bruxelles
29-31 mai 2007	Military Geospatial Intelligence	Military Geospatial Intelligence	Londres (GB)
5 juin 2007	Conference on bomb detection	European Corporate Security Association	Brasschaat
6-7 juin 2007	The Belgian police – A centre of excellence	Police fédérale	Bruxelles
6-7 juin 2007	The first European Conference on Government Security	GovSec	Bruxelles
7-8 juin 2007	Accountability of intelligence and security agencies and human rights	Commissie van Toezicht betreffende de inlichtingen- en veiligheidsdiensten	La Haye (NL)

<sup>82</sup> Il s'agit d'un cours en anglais organisé par l'école du renseignement et de la sécurité des Forces armées.

Le fonctionnement interne du Comité permanent R

DATE	TITRE	ORGANISATION	LIEU
13 et 20 juin 2007	Samenwerking en coördinatie binnen de publieke sector	KU Leuven	Louvain
15 juin 2007	Overlegplatform inzake terreurbestrijding	Vlaams-Nederlands Netwerk van Terrorismeonderzoekers	La Haye (NL)
19 juin 2007	For a more active EU in the Middle East	L'Institut royal supérieur de Défense	Bruxelles
20 juin 2007	Visit Port of Antwerp	European Corporate Security Association	Anvers
26 juin 2007	Europol Terrorism Situation and Trend Report 2007	European Corporate Security Association	Bruxelles
27 juin 2007	EWI – Counter Terrorism	East West Institute (EWI) & World Customs Organization (WCO)	Bruxelles
4 juillet 2007	Recontre franco-belge sur la sécurité économique	Gendarmerie française	Lille (F)
6-8 septembre 2007	Perspectives on Intelligence Governance	European Consortium for Political Research	Pise (I)
10-11 septembre 2007	Cities against terrorism	VUB, Police fédérale, UE, Comité permanent P	Bruxelles
14 septembre 2007	Visit Port of Antwerp	HESD	Anvers
20 septembre 2007	Animal Rights Activists	European Corporate Security Association	Brasschaat
22 octobre 2007	Info session on the detection of electronic listening devices	European Corporate Security Association	La Hulpe
23 octobre 2007	Geheime diensten. Third Congress on Intelligence & Secret services	IPAVUB	Bruxelles
29 novembre 2007	Privatisation de la sécurité	IRSD	Bruxelles
20 décembre 2007	Groupe de travail Éthique & Renseignements	École militaire	Paris (F)



## CHAPITRE VIII. RECOMMANDATIONS

À la lumière des enquêtes de contrôle clôturées en 2007 et de la première demande d'informations adressée à l'OCAM, le Comité permanent R souhaite formuler les recommandations suivantes quant à la protection des droits que la Constitution et la loi confèrent aux personnes (VIII.1.), quant à la coordination et l'efficacité des services de renseignement, de l'OCAM et des services d'appui (VIII.2.) et, enfin, quant à l'optimisation des possibilités du Comité permanent R dans l'exécution de sa mission de contrôle (VIII.3.).

### VIII.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DROITS QUE LA CONSTITUTION ET LA LOI CONFÈRENT AUX PERSONNES

#### VIII.1.1. EXÉCUTION DES OBLIGATIONS STIPULÉES AUX ARTICLES 19 ET 20 L.R&S

L'article 20 L.R&S confie diverses missions aux ministres compétents et au Comité ministériel du renseignement et de la sécurité (CMRS) :

- les conditions de la communication d'informations par les services de renseignement aux autorités administratives et judiciaires et aux services de police doivent être définies par le CMRS (art. 19, 1<sup>er</sup> alinéa, et art. 20, §3, L.R&S)<sup>83</sup>;
- les conditions d'une coopération mutuelle aussi efficace que possible entre les services de renseignement, les services de police et les autorités administratives et judiciaires doivent être définies par le CMRS (art. 20, §§1 et 3, L.R&S);
- les conditions de la coopération avec les services de renseignement étrangers doivent être définies par le CMRS (art. 20, §§1 et 3, L.R&S);

---

<sup>83</sup> Le flux d'informations inverse (à savoir de la justice et des services publics vers les services de renseignement) peut se dérouler « sur la base des accords éventuellement conclus ainsi que des modalités déterminées par leurs autorités compétentes » (art. 14 L.R&S).

- les limites du concours et de l'assistance technique apportés aux autorités administratives et judiciaires doivent découler d'un protocole approuvé par les ministres concernés (art. 20, §2, L.R&S).

Tout d'abord, le Comité permanent R souhaite souligner la complexité de cette réglementation, et ce, à plusieurs égards. Ainsi, les initiatives visant à affiner la loi doivent tantôt émaner des ministres compétents, tantôt du CMRS. En outre, les concepts employés ne sont pas clairs (que signifie «assistance technique»? ) et semblent s'imbriquer (en effet, il n'est pas évident de distinguer le concept de «coopération» de celui de «concours»).

Notamment pour ces raisons, le Comité permanent R estime que le législateur devrait d'urgence décrire plus précisément ces passages de la loi et les concepts employés. Il en va de même pour la collaboration avec les services de renseignement étrangers. De quoi s'agit-il concrètement? S'agit-il de l'échange d'analyses ou de données personnelles? Peut-on également coopérer sur le plan opérationnel? Cela signifie-t-il que l'on peut autoriser des services étrangers à déployer des activités sur le territoire belge?

La nécessaire intervention du législateur transparaît également du fait que le pouvoir exécutif n'a pas encore couvert (de manière convenable) tous les aspects de cette matière. Le comité n'a en effet pas connaissance d'une directive qui réglerait plus précisément la collaboration avec les services étrangers. En revanche, le comité a bel et bien connaissance de l'existence d'une directive du CMRS portant sur l'échange de renseignements avec les autorités administratives. Cependant, cette directive stipule en synthèse que toutes les données pertinentes doivent être transmises. Aucune «condition» n'est donc définie. De surcroît, plusieurs protocoles traitent de certains aspects de la collaboration dans le sens large du terme, mais ces accords n'émanent pas toujours du CMRS ou des ministres compétents. Par exemple, le comité ignore si le ministre de la Défense nationale a approuvé la manière dont le SGRS peut apporter son concours et son assistance technique à la justice.

Le projet de loi qui décrirait les méthodes particulières de renseignement semble offrir l'occasion idéale pour y remédier.

## VIII.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA COORDINATION ET L'EFFICACITÉ DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT, L'OCAM ET LES SERVICES D'APPUI

### VIII.2.1. UNE GESTION EFFICACE DU PERSONNEL EN MATIÈRE DE GESTION INFORMATIQUE

La Sûreté de l'État doit clairement décrire la compétence et le cadre requis pour pouvoir offrir le soutien nécessaire sur le plan informatique. Il conviendra ensuite de tout mettre en œuvre pour éviter qu'un manque de personnel ou une indisponibilité partielle du personnel de la cellule informatique compromette la continuité du service fourni ou engendre une trop grande dépendance technique à l'égard de spécialistes externes.

Un service de renseignement se doit de prêter une attention particulière et à temps aux moyens en personnel dans ce domaine, d'autant plus que les politiques se penchent depuis un certain temps déjà sur une extension éventuelle des compétences de ce service en matière de recherches dans des environnements informatiques.

### VIII.2.2. LA FONCTION DE GESTIONNAIRE DES INFORMATIONS

Il conviendra de prévoir, au sein de la Sûreté de l'État, la fonction spécifique de gestionnaire des informations, dont la mission consisterait notamment à définir une stratégie en matière de renseignement. L'importance d'une gestion propre des informations est motivée par les réalités suivantes: la dépendance permanente à l'information, tant pour le service que pour son mode d'organisation; la nécessité d'opposer un interlocuteur valable à la section ICT, qu'elle soit sous-traité ou non; et l'optimisation de la compréhension des processus d'information au sein de l'organisation.

### VIII.2.3. LE RECUEIL DE RENSEIGNEMENTS ET LES ANALYSES STRATÉGIQUES EN MATIÈRE D'ISLAMISME RADICAL

Le Comité permanent R rappelle la nécessité, outre de recueillir efficacement des renseignements, de réaliser des analyses approfondies à long terme sur la stratégie des extrémistes islamiques. À cet égard, des études sociologiques portant sur cer-

tains phénomènes (tels que le « repli communautaire ») peuvent s'avérer très précieuses. Les deux services de renseignement doivent libérer le temps et les moyens requis pour produire de telles études et analyses, chacun dans le cadre de ses propres compétences. Le fait que l'OCAM doit (ou devrait) également réaliser des analyses stratégiques en matière d'extrémisme et de terrorisme ne nuit nullement à la mission essentielle des services de renseignement.

Le Comité permanent R estime également que toute forme de contribution à la diffusion d'idées islamistes et de soutien direct ou indirect à des mouvements terroristes (notamment par le biais d'ONG pseudo caritatives) mérite l'attention soutenue tant de la Sûreté de l'État que du SGRS, chacun dans le champ de ses compétences respectives.

#### VIII.2.4. LE RECRUTEMENT DE PERSONNEL DISPOSANT D'UNE CONNAISSANCE DE LANGUES SPÉCIFIQUES

Pour pouvoir suivre l'islamisme radical de manière adéquate, les services de renseignement doivent disposer d'un personnel suffisant doté de connaissances en langues arabes, notamment. À cette fin, il convient tout d'abord de veiller à ce que ces personnes se présentent effectivement aux épreuves de recrutement.<sup>84</sup> En outre, celles-ci doivent être adaptées à ces personnes, de manière à ce qu'un éventuel manque de connaissance de nos langues nationales ne les exclût pas *a priori*. Enfin, il convient également de prêter attention à la manière dont sont menées les enquêtes de sécurité concernant des personnes ayant séjourné à l'étranger.

#### VIII.2.5. LA DEMANDE D'AVIS DE SÉCURITÉ

Le Comité permanent R recommande qu'en matière d'autorisations de séjour pour étrangers et de dérogation à la condition de nationalité pour les enseignants, il soit fait appel aux possibilités offertes par la loi du 3 mai 2005 modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. Cette loi a notamment introduit le système des avis de sécurité. L'Exposé des motifs joint au projet de loi initial citait d'ailleurs explicitement ces deux domaines. Ce système exige cependant une décision motivée de l'autorité compétente

<sup>84</sup> Récemment, le SGRS fit une tentative dans ce sens en insistant sur le point suivant lors de la publication de postes vacants pour la fonction de commissaires analystes: «*Nous encourageons particulièrement les candidats qui disposent de bonnes connaissances de certaines régions géopolitiques et qui ont une solide connaissance de langues européennes et non européennes, telles que l'arabe et les langues orientales et qui possèdent le diplôme requis, à poser leur candidature.*».

pour demander des avis de sécurité en vue de l'obtention d'une autorisation ou d'un permis donné et pour faire effectuer des vérifications de sécurité (art. 22*quinquies* L.C&HS).

#### VIII.2.6. LA PROTECTION DE L'IDENTITÉ DES AGENTS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Par le passé, des agents des services de renseignement actifs dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme ont déjà fait l'objet de menaces. Le Comité permanent R estime qu'il convient d'examiner comment l'anonymat de ces personnes peut être préservé, surtout lorsqu'elles sont appelées à témoigner en justice. Il convient bien sûr de trouver un équilibre avec les droits de la défense et de respecter les principes d'un procès équitable.

#### VIII.2.7. ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LES SERVICES DE POLICE

Par le passé, le Comité permanent R a déjà insisté sur la nécessité d'aboutir à un accord de coopération entre les services de renseignement et les services de police. Il réitère cette recommandation dès lors qu'il s'est avéré que l'exécution effective du *Plan Radicalisme* du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité requiert un échange optimal d'informations entre les services de renseignement et la police fédérale. La police locale peut également jouer un rôle important, puisqu'elle dispose d'une meilleure vision du phénomène du « repli communautaire » et de la radicalisation de certaines communautés.

#### VIII.2.8. RÉACTION ADAPTÉE AUX INCIDENTS DE SÉCURITÉ

Les services de renseignement doivent oser réagir de manière appropriée aux incidents impliquant des membres de leur personnel. Si un tel incident soulève des questions relatives aux garanties que la personne doit offrir en matière de discrétion, de loyauté et d'intégrité, l'habilitation de sécurité doit être immédiatement retirée. Sans quoi, de telles habilitations n'ont plus aucune raison d'être. Le Comité permanent R est conscient des conséquences néfastes d'une telle décision pour (la carrière de) l'agent, mais souhaite en même temps souligner la possibilité pour tout un chacun de faire appel de la décision auprès de l'organe de recours indépendant en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité.

### VIII.2.9. STATUTS DU PERSONNEL DE L'OCAM

Étant donné que les personnes détachées des différents services d'appui auprès de l'OCAM conservent leur propre statut, la direction de cet organe est confrontée à quatorze statuts différents. Ce qui complique particulièrement la gestion du personnel. Il serait utile et souhaitable de légiférer en la matière afin de remédier au problème.

### VIII.2.10. UN RÉSEAU DE COMMUNICATION SÉCURISÉ POUR L'OCAM

Le Comité permanent R insiste sur la nécessité d'installer d'urgence un réseau de communication performant et sécurisé entre l'OCAM, ses fournisseurs et ses clients, et ce, en raison de la nature et du contenu des renseignements échangés. Outre le risque de sécurité évident en cas de divulgation de ces informations, l'image de la Belgique et des services risque également de souffrir considérablement, si certaines données venaient à être perdues ou à atterrir entre de mauvaises mains.

## VIII.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE

### VIII.3.1. DIRECTIVES DU COMITÉ MINISTÉRIEL DU RENSEIGNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ

Le Comité permanent R ne peut exercer pleinement sa mission légale s'il n'a pas connaissance des directives du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité relatives à ou pertinentes pour le fonctionnement des services de renseignement et de l'OCAM.<sup>85</sup> Bien que le Comité permanent R estime que l'article 33 L. Contrôle lui octroie, dans son libellé actuel, un droit suffisamment clair de prise de connaissance de ces directives, tout le monde ne semble pas partager ce point de vue. Vu l'impasse qui a régné durant des années en la matière, le Comité permanent R recommande de réglementer la question encore plus clairement que dans la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace. À cette fin, il suffit d'amender les articles 9, alinéa 2<sup>86</sup>, et 33, alinéa 2, de cette loi en

<sup>85</sup> La mission de contrôle du Comité permanent P sur l'OCAM fut également entravée.

<sup>86</sup> Cette disposition doit également être adaptée afin de permettre au Comité permanent P de prendre connaissance d'éventuelles instructions ou directives relatives à l'OCAM.

ajoutant après « *tous les documents réglant le comportement des membres de ces services* » le passage suivant : « *même si ces documents ne proviennent pas de ces services* ».

### VIII.3.2. INFRACTIONS COMMISES PAR DES MEMBRES DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

L'article 38 L.Contrôle prévoit un(e) triple possibilité ou devoir d'information des autorités judiciaires à destination du Comité permanent R, lorsque des membres des services de renseignement et de l'OCAM sont poursuivis ou condamnés pour des « délits » ou « crimes ». Les « contraventions » ne sont pas concernées. Par exemple, les infractions au code de la route peuvent ainsi être soustraites à la vue du Comité permanent R, étant donné qu'elles sont qualifiées tantôt en tant que contraventions, tantôt en tant que délits. Pourtant, les contraventions peuvent également mettre en lumière un dysfonctionnement. En élargissant le champ d'application de l'article 38 L.Contrôle, il est possible de lever toute incertitude et de créer une base légale claire pour la notification et la prise de connaissance.<sup>87</sup> Dans le même temps, l'article 50 L.Contrôle (qui oblige tout membre d'un service de police qui constate un crime ou un délit commis par un membre d'un service de renseignement à remettre un rapport d'information au chef du service d'Enquêtes R) doit être complété dans le même sens.

---

<sup>87</sup> Déjà dans son *Rapport d'activités 2005* (p. xv), le comité plaidait pour un élargissement du champ d'application de l'art. 38 L.Contrôle mais en ce qui concerne la communication d'« *informations pertinentes en relation avec des sujets traités par les services de renseignement, contenues dans des dossiers judiciaires, lorsque leurs membres sont cités à titre de témoins, d'experts ou même de victimes d'infractions dans l'exercice de leurs fonctions* ».



## ANNEXES

### ANNEXE A

#### APERÇU DES PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS RELATIVES AUX COMPÉTENCES, AU FONCTIONNEMENT ET AU CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ ET DE L'OCAM (1<sup>ER</sup> JANVIER 2007 AU 31 DÉCEMBRE 2007)

Loi du 28 décembre 2006 contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007 (*M.B.* 9 mars 2007)

Loi du 5 février 2007 relative à la sûreté maritime (*M.B.* 27 avril 2007)

Loi du 1<sup>er</sup> avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme (*M.B.* 15 mai 2007)

Loi des Finances du 12 décembre 2007 pour l'année budgétaire 2008 (*M.B.* 12 décembre 2007)

Loi du 27 décembre 2007 concernant les badges d'identification d'aéroport (*M.B.* 1 décembre 2007)

A.R. du 13 décembre 2006 relatif au stage et à la formation des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État (*M.B.* 19 décembre 2006; *err.* 31 janvier 2007; *err.* 27 septembre 2007)

A.R. du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme (*M.B.* 17 janvier 2007)

A.R. du 29 décembre 2006 exécutant certaines dispositions de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (*M.B.* 9 janvier 2007)

A.R. du 9 janvier 2007 modifiant l'arrêté royal du 3 juin 2005 modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité (*M.B.* 18 janvier 2007)

A.R. du 23 janvier 2007 relatif au personnel de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (*M.B.* 31 janvier 2007)

A.R. du 26 janvier 2007 établissant la traduction officielle en langue allemande de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace (*M.B.* 19 février 2007)

- A.R. du 25 février 2007 établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 4 décembre 2006 relatif à l'octroi d'une indemnité spéciale et complémentaire en cas de dommage physique subi par des membres des services de police et de secours, par certains membres de la Sûreté de l'État, par certains membres de l'administration des Etablissements pénitentiaires et par le personnel de la Défense lors du sauvetage de personnes dont la vie était en danger (*M.B.* 9 mars 2007)
- A.R. du 20 mars 2007 établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté royal du 28 novembre 2006 portant exécution de la loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace (*M.B.* 6 avril 2007)
- A.R. du 23 mars 2007 portant désignation du directeur de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (*M.B.* 23 mars 2007)
- A.R. du 27 mars 2007 modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 1994 portant statut pécuniaire de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'État (*M.B.* 30 mars 2007)
- A.R. du 21 avril 2007 relatif à la sûreté maritime (*M.B.* 27 avril 2007)
- A.R. du 10 mai 2007 établissant un Secrétariat administratif et technique auprès du Ministre de la Justice (*M.B.* 1<sup>er</sup> juin 2007)
- A.R. du 3 juin 2007 relatif à l'armement de la police intégrée, structurée à deux niveaux, ainsi qu'à l'armement des membres des Services d'Enquêtes des Comités permanents P et R et du personnel de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale (*M.B.* 22 juin 2007)
- A.R. du 20 juin 2007 modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 2003 portant le statut de certains agents civils du département d'état major renseignement et sécurité (*M.B.* 6 juillet 2007)
- A.R. du 24 août 2007 octroyant une allocation de fonction à certains membres du personnel de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace (*M.B.* 7 septembre 2007)
- A.M. du 26 avril 2007 portant désignation des membres de la Cellule d'appui de la Sûreté de l'État (*M.B.* 27 avril 2007)
- A.M. du 4 mai 2007 relatif au stage et à la formation des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État (*M.B.* 9 mai 2007; *err.* 27 septembre 2007)
- Circulaire du 25 mai 2007 relative aux modifications du Code de la nationalité belge introduites par la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses I (*M.B.* 4 juin 2007)
- Avis relatif à la représentativité d'organisations syndicales dans certains comités.  
— Liste des organisations syndicales qui sont représentatives pour siéger dans le comité de négociation des services extérieurs de la Sûreté de l'État ainsi que

dans le comité de concertation correspondant (liste figurant dans la décision visée à l'article 10, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 2006 portant exécution de la loi du 17 mars 2004 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'État) (*M.B.* 24 août 2007)

COL 2/2007 du 18 janvier 2007 concernant l'Organe de Coordination pour l'analyse de la menace – addendum COL. 9/2005

**ANNEXE B**  
**APERÇU DES PRINCIPALES PROPOSITIONS DE LOIS, DES PROJETS DE LOIS ET DES RÉSOLUTIONS RELATIVES AUX COMPÉTENCES, AU FONCTIONNEMENT ET AU CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ ET DE L'OCAM (1<sup>ER</sup> JANVIER 2007 AU 31 DÉCEMBRE 2007)**

**Sénat**

Proposition de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la Cour des comptes, aux comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements, aux médiateurs fédéraux et aux commissions de nomination pour le notariat, *Doc.*, Sénat, 2006-2007, 319/3 et *Ann.*, Sénat, 29 mars 2007, 5

Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, *Doc.*, Sénat, 2006-2007, 1061/5 à 1061/8 et *Ann.*, Sénat, 29 mars 2007, 5

Projet de loi relative à la sûreté maritime, *Doc.*, Sénat, 2006-2007, 1981/1

Projet de loi relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, *Doc.*, Sénat, 2006-2007- 2069/1

Projet de loi relative aux méthodes de recueil des données des services de renseignement et de sécurité, *Doc.*, Sénat, 2006-2007, 2138/1 et 2138/2

Projet de loi portant modification de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, *Doc.*, Sénat, 2006-2007, 2433/1 à 2433/2

Proposition tendant à modifier l'article 86bis-1 du règlement du Sénat, en vue de conformer la composition de la commission chargée du suivi du Comité permanent R à la règle de la représentation proportionnelle des groupes politiques, *Doc.*, Sénat, 2007-2008, 268/1

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, *Doc.*, Sénat, 2007-2008, 401/1

Projet de loi concernant les badges d'identification d'aéroport, *Doc.*, Sénat, 2007-2008, 487/1 à 487/3 et *Ann.*, Sénat, 20 décembre 2007, 73

### **Chambre des Représentants**

Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, *Doc.*, Chambre, 2006-2007, 1628/2

Projet de loi relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, *Doc.*, Chambre, 2006-2007, 2848/1 à 2848/5 et *Ann.*, Chambre, 15 février 2007, 40 et 69

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, *Doc.*, Chambre, 2006-2007, 2864/1

Proposition de loi portant modification de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace *Doc.*, Chambre, 2006-2007, 2947/1 à 2947/7 et 3098/1 et *Ann.*, Chambre, 24 avril 2007, 17 et 25 avril 2007, 5

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 25/1

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, *Doc.*, Chambre, 2007-2008-, 30/1

Proposition de résolution relative à la prolifération de technologies et de matériaux nucléaires *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 65/1

Proposition de loi introduisant une exception à la liberté de contracter en cas d'investissements non européens dans les entreprises représentant des enjeux pour l'indépendance stratégique militaire de l'Union européenne, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 185/1

Proposition de loi visant à créer un Comité permanent Migrations chargé du contrôle des institutions et instances non juridictionnelles compétentes en matière d'asile, de protection subsidiaire, et de droits des étrangers et modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 304/1

Projet de loi de Finances pour l'année budgétaire 2008, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 326/1 à 326/4, *Ann.*, Chambre, 29 novembre 2007, 2

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 474/1

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 519/1

Cour constitutionnelle, Conseil supérieur de la justice, Commissions de nomination pour le notariat, Cour des comptes, Comités permanents de contrôle des services de police et de renseignements, Commission de la protection de la vie privée et médiateurs fédéraux : les comptes de l'année budgétaire 2006 ; ajuste-

ments des budgets de l'année budgétaire 2007 ; propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2008, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 523/1 et *Ann.*, Chambre, 20 décembre 2007, 29-30

Proposition de loi concernant les badges d'identification d'aéroport, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 595/1 à 595/3 et *Ann.*, Chambre, 19 décembre 2007, 16

Proposition de loi instaurant le Code de la citoyenneté, *Doc.*, Chambre, 2007-2008, 595/1 598/1

ANNEXE C  
 APERÇU DES INTERPELLATIONS, DES DEMANDES  
 D'EXPLICATIONS ET DES QUESTIONS ORALES ET ÉCRITES  
 RELATIVES AUX COMPÉTENCES, AU FONCTIONNEMENT  
 ET AU CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET  
 DE SÉCURITÉ ET DE L'OCAM (1<sup>ER</sup> JANVIER 2007 AU  
 31 DÉCEMBRE 2007<sup>88</sup>)

**Sénat**

Question de J. Steverlynck à la ministre de la Justice sur "Police fédérale – Criminalité sur Internet – Système d'écoute – Résultats de tests" (*Q. et R.*, Sénat, 2006-2007, 17 octobre 2006, n° 77, 8221, Q. n° 2336)

Question de N. Jansegers à la ministre de la Justice sur "Fonction publique – Recrutement d'étrangers" (*Q. et R.*, Sénat, 2006-2007, 17 octobre 2006, n° 77, 8223, Q. n° 3825)

Question de S. Anseeuw au ministre de l'Intérieur sur les "Jeunes d'extrême droite – Radicalité – Programmes" (*Q. et R.*, Sénat, 2006-2007, 28 décembre 2006, n° 90, 10361 et 10539, Qs. n°s 6490 et 6491)

Question de M. Hermans au ministre de l'Intérieur sur "Niveau de la menace terroriste – Prédicateurs salafistes – Réseau marocain" (*Q. et R.*, Sénat, 2006-2007, 30 janvier 2007, n° 90, 10543, Q. n° 6807)

Question de M. Hermans à la ministre de la Justice sur "Terrorisme – Zones à risque" (*Q. et R.*, Sénat, 2006-2007, 20 mars 2007, n° 88, 9870 et 9906, Qs. n°s 6804 et 6805)

Question de W. Verreycken à la ministre de la Justice sur "Prisons – Ministres des cultes" (*Q. et R.*, Sénat, 2006-2007, 3 avril 2007, n° 89, 10099, Q. n° 4744)

Question de M. De Schamphelare à la ministre de la Justice sur "Culte islamique – Dossiers d'agrément – Mosquées" (*Q. et R.*, Sénat, 2006-2007, 24 avril 2007, n° 90, 10435, Q. n° 7914)

<sup>88</sup> Certaines interpellations ou questions datent de 2006, mais ont été reprises parce que leurs publications officielles ont eu lieu en 2007.

**Chambre des Représentants**

- Question de B. Laeremans à la ministre de la Justice sur “Utilisation probable de fonds destinés à l’aide d’urgence par des organisations terroristes.” (Q. et R., Chambre, 2006-2007, 30 octobre 2006, n° 141, 27582, Q. n° 1106)
- Questions jointes de J.C. Maene et S. Bex au ministre de l’Intérieur sur “le contrôle de l’utilisation des banques de données par la police” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 17 janvier 2007, COM 1166. 7, Qs. n°s 13666 et 13671)
- Questions jointes de G. De Padt et V. Déom au ministre de la Mobilité sur “les vols de la CIA ayant survolé la Belgique” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 25 janvier 2007, PLEN 261, 15, Qs. n°s 1738 et 1739)
- Question de P. De Groote au ministre de l’Intérieur sur “le nombre d’experts en matière de terrorisme islamique au sein de la police judiciaire” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 7 février 2007, COM 1195. 32, Q. n° 13982)
- Questions jointes de P. De Groote et W. Muls à la ministre de la Justice sur “le dossier de mise sous écoute de Batasuna” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 8 février 2007, PLEN 263, 28, Qs. n°s 1770, et 1771)
- Question de I. Meeus au ministre de la Défense sur “stockage d’informations confidentielles sur des supports numériques” (Q. et R., Chambre, 2006-2007, 26 février 2007, n° 155, 29999, Q. n° 458)
- Question de T. Van Parys à la ministre de la Justice sur “le directeur de l’Organe de coordination pour l’analyse de la menace” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 27 février 2007, COM 1215, 6, Q. n° 14244)
- Questions jointes de W. Muls et P. De Groote à la ministre de la Justice sur “le dossier de la mise sous écoute de Batasuna” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 27 février 2007, COM 1216, 3, Qs. n°s 14242 et 14348)
- Question de P. De Groote à la ministre de la Justice sur “le contrôle des données téléphoniques et/ou de courriel comme méthode particulière de recherche” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 27 février 2007, COM 1215, 4, Q. n° 14120)
- Question de M. Wathelet à la ministre de la Justice sur “l’arrestation de Bahar Kimyongür aux Pays-Bas” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 29 mars 2007, PLEN 275, 4, Q. n° 1867)
- Questions jointes de T. Van Parys et Cl. Marinower à la ministre de la Justice sur “le dossier DHKP-C” (C.R.I., Chambre, 2006-2007, 25 avril 2007, COM 1290, 25, Qs. n°s 15168 et 15173)
- Question de J. Van den Bergh au ministre de la Mobilité sur “Véhicules prioritaires” (Q. et R., Chambre, 2006-2007, 30 avril 2007, n° 164, 32436, Q. n° 450)
- Question de B. De Wever à la ministre de la Justice sur “Evaluation du plan d’action contre le radicalisme” (Q. et R., Chambre, 2007-2008, 25 septembre 2007, n° 5, 224, Q. n° 9)

Question de G. De Padt au ministre de la Mobilité sur “l’Organe de coordination pour l’analyse de la menace” (*C.R.I.*, Chambre, 2007-2008, 12 novembre 2007, COM 020, 10, Q. n° 213)

Questions jointes de B. Laeremans, S. Verherstraeten et E. De Rammelaere à la ministre de la Justice sur (*C.R.I.*, Chambre, 2007-2008, 13 novembre 2007, COM 021, 1, Qs. n°s 240, 245 et 265)



# ACTIVITEITENVERSLAG 2007

Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen-  
en veiligheidsdiensten



Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen-  
en veiligheidsdiensten



intersentia

Antwerpen – Oxford

Voorliggend *Activiteitenverslag 2007* werd door het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten goedgekeurd op de vergadering van 11 april 2008.

(get.)

Guy Rapaille, voorzitter

Gérald Vande Walle, raadsheer

Peter De Smet, raadsheer

Wouter De Ridder, griffier

Activiteitenverslag 2007

Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten

© 2008 Intersentia

Antwerpen – Oxford

<http://www.intersentia.be>

ISBN 978-90-5095-810-3

D/2008/7849/55

NUR 823

Alle rechten voorbehouden. Behoudens uitdrukkelijk bij wet bepaalde uitzonderingen mag niets uit deze uitgave worden verveelvoudigd, opgeslagen in een geautomatiseerd gegevensbestand of openbaar gemaakt, op welke wijze ook, zonder de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming van de uitgevers.

# INHOUD

LIJST MET AFKORTINGEN .....	ix	
WOORD VOORAF .....	xi	
<b>HOOFDSTUK I.</b>		
<b>DE OPVOLGING VAN DE AANBEVELINGEN VAN HET VAST</b>		
<b>COMITÉ I EN DE BEGELEIDINGSCOMMISSIES .....</b>		<b>1</b>
I.1.	De aanbevelingen van de begeleidingscommissies .....	1
I.2.	Initiatieven in de lijn van de diverse aanbevelingen .....	2
I.3.	Een herneming van eerdere aanbevelingen .....	3
<b>HOOFDSTUK II.</b>		
<b>DE TOEZICHTONDERZOEKEN .....</b>		<b>5</b>
II.1.	Het OCAD en de regel van de derde dienst .....	6
II.1.1.	De Algemene Dienst inlichting en veiligheid .....	7
II.1.2.	De Veiligheid van de Staat .....	8
II.1.3.	Besluit .....	9
II.2.	De opvolging van het radicaal islamisme door de inlichtingendiensten .....	9
II.2.1.	De opvolging van het radicaal islamisme door de Veiligheid van de Staat .....	11
II.2.1.1.	Algemene beschouwingen .....	11
II.2.1.2.	De verschillende domeinen .....	13
II.2.1.2.1.	Het toezicht op radicaal islamistische stromingen en groeperingen .....	14
II.2.1.2.2.	Het toezicht op imams en moskeeën die extremistische ideeën versprei- den .....	15
II.2.1.2.3.	Het toezicht op de inmenging van ex- tremisten in de institutionele islam ..	17

II.2.1.2.4.	Het toezicht op het islamitische godsdiensonderwijs . . . . .	17
II.2.1.2.5.	Het toezicht op extremistische websites . . . . .	18
II.2.1.2.6.	Het toezicht op ‘propagandacentra’ . .	18
II.2.1.2.7.	De opvolging van de islamistische bekeringsijver in de gevangenissen. . .	18
II.2.1.2.8.	De opvolging van enkele specifieke gebeurtenissen . . . . .	19
II.2.1.2.9.	De opvolging van de islamistische terroristische bedreiging . . . . .	19
II.2.1.2.10.	De opvolging van de rekrutering van vrijwilligers voor de <i>jihad</i> en van de verplaatsingen van en naar gevoelige zones . . . . .	20
II.2.2.	De opvolging van het radicaal islamisme door de ADIV . . .	22
II.2.2.1.	Algemene beschouwingen. . . . .	22
II.2.2.2.	De verschillende domeinen. . . . .	23
II.2.2.2.1.	De opvolging van het radicaal islamisme in het buitenland. . . . .	23
II.2.2.2.2.	De opvolging van de islamitische ngo’s . . . . .	24
II.2.2.2.3.	Het fenomeen van het ‘terugplooiën op de eigen gemeenschap’ . . . . .	24
II.2.2.2.4.	Het toezicht op radicale imams en radicale islamistische groepen in België. . . . .	24
II.2.2.2.5.	De opvolging van enkele specifieke gebeurtenissen . . . . .	25
II.2.2.2.6.	De opvolging van de islamistische terroristische bedreiging . . . . .	25
II.2.2.2.7.	De opvolging van verplaatsingen van personen naar gevoelige zones. . .	25
II.2.2.2.8.	Het toezicht op radicale radio- en televisie-uitzendingen . . . . .	26
II.2.3.	De samenwerking tussen de verschillende bevoegde diensten. . . . .	26
II.2.3.1.	De samenwerking tussen de ADIV en de Veiligheid van de Staat. . . . .	26
II.2.3.2.	De samenwerking tussen de inlichtingendiensten en de federale politie. . . . .	27

II.2.3.3.	De samenwerking tussen de inlichtingendiensten en het OCAD. ....	28
II.2.3.4.	De samenwerking tussen de Belgische en de buitenlandse inlichtingendiensten. ....	28
II.2.4.	Besluiten .....	28
II.3.	De informatieprocessen bij de Veiligheid van de Staat. ....	30
II.4.	De rol van de ADIV in het kader van de militaire veiligheid .....	31
II.5.	Een klacht over een bevorderingsprocedure bij de Veiligheid van de Staat .....	32
II.6.	Klacht door een personeelslid van de Veiligheid van de Staat. ....	33
II.7.	Aanrijding met een prioritair voertuig van de Veiligheid van de Staat. ....	34
II.8.	Onderzoek naar de wijze waarop de Veiligheid van de Staat medewerking verleende aan een gerechtelijk onderzoek .....	35
II.9.	Klacht over de onterechte vermelding in een geheime studie .....	36
II.10.	Toezichtonderzoeken waar in de loop van 2007 onderzoeksdadens werden gesteld en onderzoeken die in 2007 werden opgestart .....	37
II.10.1.	De rol van de inlichtingendiensten in het kader van de strijd tegen de proliferatie van niet-conventionele of zeer geavanceerde wapens .....	37
II.10.2.	De bescherming van het wetenschappelijk en economisch potentieel en de Belgische ruimtevaartindustrie .....	38
II.10.3.	Informatiehuishouding bij de militaire inlichtingendienst ..	38
II.10.4.	Informatiehuishouding bij de Veiligheid van de Staat .....	39
II.10.5.	Klacht van een particulier over de wijze waarop de Veiligheid van de Staat inlichtingen over de betrokkene zou hebben ingewonnen, verwerkt en verspreid .....	39
II.10.6.	De Veiligheid van de Staat en 'gereserveerde dossiers' .....	40
II.10.7.	De militaire inlichtingendienst, Congo en de verkiezingscampagne .....	40
II.10.8.	Spionage in het Europese Justus Lipsius-gebouw. ....	40
II.10.9.	Schadelijke sektarische organisaties. ....	41
II.10.10.	Medewerking van de Veiligheid van de Staat aan een huiszoeking .....	42
II.10.11.	De militaire inlichtingendienst en de uitvoering van een veiligheidsonderzoek .....	43
II.10.12.	Bescherming van communicatiesystemen tegen mogelijke buitenlandse intercepties .....	43
II.10.13.	De rol van de inlichtingendiensten in de zaak-Kari .....	44
II.10.14.	De bescherming van geclassificeerde informatie buiten beveiligde sites .....	44

<b>HOOFDSTUK III.</b>	
<b>STUDIES, ACTIVITEITEN EN ADVIEZEN</b> .....	45
III.1. Het eerste verslag over de werking van het OCAD .....	45
III.1.1. Wat is het OCAD? .....	45
III.1.2. Externe controle .....	47
III.1.3. Rapportageplicht .....	47
III.1.4. De <i>hearing</i> .....	48
III.1.4.1. De personele middelen .....	48
III.1.4.2. De beleidsmatige invalshoek .....	49
III.1.4.3. De operationele invalshoek .....	50
III.1.5. Conclusie .....	51
III.2. Het Memorandum voor de informateur van de Koning .....	52
III.3. De publicatiereeks <i>Quis custodiet ipsos custodes?</i> .....	54
III.4. De besloten academische zitting van 17 januari 2007 .....	55
III.5. Aanvullingen voor de Codex inlichtingendiensten .....	55
III.6. Voorstelling van het Vast Comité I aan de stagiairs van de Veiligheid van de Staat .....	56
<b>HOOFDSTUK IV.</b>	
<b>HET TOEZICHT OP DE VEILIGHEIDSINTERCEPTIES</b> .....	57
<b>HOOFDSTUK V.</b>	
<b>DE OPSPORINGS- EN GERECHTELIJKE ONDERZOEKEN</b> .....	59
V.1. Opdrachten van gerechtelijke overheden .....	59
V.2. De onderzoeken .....	60
<b>HOOFDSTUK VI.</b>	
<b>DE GRIFFIE VAN HET BEROEPSORGAAN INZAKE VEILIGHEIDS- MAGTIGINGEN, -ATTESTEN EN -ADVIEZEN</b> .....	61
VI.1. De cijfers .....	62
VI.2. Vaststellingen van het beroepsorgaan .....	66
<b>HOOFDSTUK VII.</b>	
<b>DE INTERNE WERKING VAN HET VAST COMITÉ I</b> .....	67
VII.1. De samenstelling .....	67
VII.2. De begeleidingscommissie van de Senaat .....	67
VII.3. De financiële middelen en de beheersactiviteiten .....	68
VII.4. Contacten met buitenlandse toezichtsorganen .....	69
VII.5. Vorming .....	70

<b>HOOFDSTUK VIII.</b>	
<b>AANBEVELINGEN</b> .....	73
VIII.1. Aanbevelingen i.v.m. de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan personen waarborgen.....	73
VIII.1.1. Uitvoering aan de verplichtingen uit de artikelen 19 en 20 W.I&V.....	73
VIII.2. Aanbevelingen i.v.m. de coördinatie en de efficiëntie van de inlichtingendiensten, het OCAD en de ondersteunende diensten ....	74
VIII.2.1. Een degelijk personeelsbeleid op het vlak van het informaticabeheer .....	74
VIII.2.2. De functie van informatiemanager .....	75
VIII.2.3. Informatiegaring en strategische analyses inzake radicaal islamisme .....	75
VIII.2.4. De aanwerving van personeel met kennis van specifieke talen.....	76
VIII.2.5. Het aanvragen van veiligheidsadviezen.....	76
VIII.2.6. De afscherming van de identiteit van agenten van de inlichtingendiensten .....	76
VIII.2.7. Samenwerkingsakkoord met de politiediensten .....	77
VIII.2.8. Gepaste reactie op veiligheidsincidenten.....	77
VIII.2.9. Personeelsstatuten bij het OCAD .....	77
VIII.2.10. Een beveiligd communicatienetwerk voor het OCAD .....	78
VIII.3. Aanbevelingen i.v.m. de doeltreffendheid van de controle.....	78
VIII.3.1. Richtlijnen van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid.....	78
VIII.3.2. Overtredingen begaan door leden van inlichtingen- diensten.....	79
<b>BIJLAGEN</b> .....	81
Bijlage A. Overzicht van de belangrijkste regelgeving m.b.t. de werking, de bevoegdheden en het toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en het OCAD (1 januari 2007 tot 31 december 2007) .....	81
Bijlage B. Overzicht van de belangrijkste wetsvoorstellen, wetsontwerpen en resoluties m.b.t. de werking, de bevoegdheden en het toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en het OCAD (1 januari 2007 tot 31 december 2007).....	83

Inhoud

Bijlage C.  
Overzicht van interpellaties, vragen om uitleg en mondelinge en  
schriftelijke vragen m.b.t. de werking, de bevoegdheden en het toezicht  
op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en het OCAD (1 januari 2007  
tot 31 december 2007).....85

## LIJST MET AFKORTINGEN

ADCC	Algemene Directie Crisiscentrum
ADIV	Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht
AGG	Anti-terroristische Gemengde Groep
B.S.	Belgisch Staatsblad
CNCA	<i>Centro Nacional de Coordinacion Antiterrorista</i>
COM	Commissievergaderingen (Kamer of Senaat)
CTG	<i>Counter Terrorism Group</i>
CFI	Cel voor financiële informatieverwerking
CTIVD	(Nederlands) Comité van Toezicht op de Inlichtingen- en Veiligheidsdiensten
FANC	Federaal agentschap voor nucleaire controle
FOD	Federale overheidsdienst
Gedr. St.	Gedrukte Stukken
GICM	<i>Groupe islamique combattant marocain</i>
GTAZ	<i>Gemeinsames Terrorismusabwehrzentrum</i>
ICT	Informatie- en communicatietechnologie
I.V.	Integraal Verslag
JTAC	<i>Joint Terrorism Analysis Centre</i>
K.B.	Koninklijk besluit
KB OCAD	Koninklijk besluit van 28 november 2006 tot uitvoering van de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging
M.B.	Ministerieel besluit
MEDEL	<i>Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés</i>
MCIV	Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid
NAVO	Noord-Atlantische Verdragsorganisatie
NCTb	Nationaal Coördinator Terrorismebestrijding
NCTC	<i>National Counterterrorism Centre</i>
Ngo	Niet-gouvernementele organisatie
nvd	noot van de redactie
NVO	Nationale Veiligheidsoverheid
OCAD	Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse
PLEN	Plenaire vergaderingen (Kamer of Senaat)
SISMI	<i>Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare</i>
SITCEN	<i>EU Joint Situation Center</i>

Lijst met afkortingen

Sv.	Wetboek van Strafvordering
Sw.	Strafwetboek
Vast Comité I	Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten
Vast Comité P	Vast Comité van Toezicht op de politiediensten
Vr. en Antw.	Schriftelijke vragen en antwoorden (Kamer of Senaat)
W.C&VM	Wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen
W.I&V	Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst
WEP	Wetenschappelijk en economisch potentieel
WEU	West-Europese Unie
W.OCAD	Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging
W.Toezicht	Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse

## WOORD VOORAF

In de eerste maanden van 2008 was de inlichtingengemeenschap het voorwerp van een niet aflatende berichtenstroom, waarbij ze niet zelden in een negatief daglicht werd geplaatst. In 2007 was dit amper het geval. Dat jaar was voor inlichtingendiensten en voor het Vast Comité I in andere opzichten bijzonder. Voor de Veiligheid van de Staat en voor de Algemene Dienst inlichting en veiligheid omdat er uiteindelijk een wetsontwerp over bijzondere inlichtingenmethoden bij het parlement werd ingediend. Maar ook omdat deze diensten voor het eerst werkten binnen het kader van de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging. Voor het Vast Comité I op zijn beurt omdat er – door de bijzondere politieke situatie en als gevolg daarvan de verminderde interactie met het parlement – tijd kon worden gemaakt om een aantal onderzoeken te reactiveren en om de interne werking van het comité te evalueren.

Het Vast Comité I heeft de bijzondere politieke situatie te baat genomen om een aantal toezichtonderzoeken, die door omstandigheden niet werden gefinaliseerd, nieuw leven in te blazen en waar mogelijk ook af te ronden. De eerste resultaten van die inhaaloperatie staan – naast de bevindingen uit enkele recente onderzoeken – in het tweede hoofdstuk van dit activiteitenverslag. Dit hoofdstuk toont overigens ook aan dat er vorig jaar aanzienlijke capaciteit werd gespandeerd aan andere onderzoeken.

Daarnaast heeft het Vast Comité I dit *momentum* aangegrepen om zijn ‘interne bedrijfsprocessen’, die na vijftien jaar aan herziening toe waren, te optimaliseren. De resultaten daarvan zijn niet rechtstreeks zichtbaar voor de buitenwereld, maar onrechtstreeks zullen ze dat hopelijk wel zijn: deze oefening – die overigens nog niet is afgerond – moet immers finaal leiden tot nog meer kwaliteitsvolle toezichtonderzoeken en tot de juiste aanbevelingen met het oog op een meer performante werking van de twee Belgische inlichtingendiensten, van het Coördinatieorgaan voor dreigingsanalyse (OCAD) en van de informatieaanlevering door zijn ondersteunende diensten.

Ook was 2007 het eerste volledige (samen)werkingsjaar van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse en de zgn. ondersteunende diensten. Het Vast Comité I deed in dit kader een bevraging bij de inlichtingendiensten omtrent mogelijke problemen bij de aanlevering van informatie door hun buitenlandse homologen. Tevens werd er, samen met het Vast Comité P, een eerste verslag opgesteld over de opstart van het coördinatieorgaan. Op het ogenblik van de

Woord vooraf

redactie van het huidige activiteitenverslag werd overigens een tweede verslag over bepaalde aspecten van de coördinatie van de dreigingsanalyse afgerond.

Ten slotte werd door de regering in maart 2007 een wetsontwerp over de bijzondere inlichtingenmethoden (BIM) bij de Senaat ingediend. Evenwel werd het finaal niet gestemd. Het Vast Comité I heeft in het verleden herhaaldelijk aanbevolen om de inlichtingendiensten de vereiste middelen en methoden te verschaffen, maar heeft in zijn advies bij bedoeld ontwerp tevens gewezen op de noodzaak om de parlementaire controle gelijke tred te laten houden met het nieuwe instrumentarium. Dit standpunt zal het Vast Comité I handhaven omtrent elk nieuw initiatief in deze materie.

Guy Rapaille,  
Voorzitter van het Vast Comité van Toezicht  
op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten

1 juni 2008

# HOOFDSTUK I. DE OPVOLGING VAN DE AANBEVELINGEN VAN HET VAST COMITÉ I EN DE BEGELEIDINGSCOMMISSIES

Eén van de voornaamste taken van het Vast Comité I bestaat erin om aanbevelingen te formuleren die betrekking hebben op de rechtmatigheid, de coördinatie en de doelmatigheid van het optreden van de twee Belgische inlichtingendiensten en van het OCAD. Deze aanbevelingen worden vervolgens besproken in een gemeenschappelijke vergadering van de begeleidingscommissies van de Senaat en van de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Sinds 1998 formuleren die twee commissies gezamenlijk hun eigen aanbevelingen of hernemen ze de voorstellen van het Vast Comité I.

Dit inleidende hoofdstuk heeft een driedelige finaliteit. Vooreerst is het de bedoeling de eventuele aanbevelingen die door de Kamer en de Senaat werden geformuleerd in het werkingsjaar 2007, te groeperen (I.1.). Ten tweede wil het Vast Comité I een overzicht bieden van de initiatieven die de wetgevende en de uitvoerende macht in datzelfde jaar genomen hebben en die in de lijn liggen van eerdere aanbevelingen van het Vast Comité I of van de Kamer of de Senaat (I.2.).<sup>1</sup> Ten slotte wil het Vast Comité I in dit hoofdstuk eerder geformuleerde aanbevelingen hernemen, wanneer het vaststelt dat er binnen een redelijke termijn geen gevolg werd aan gegeven (I.3).

## I.1. DE AANBEVELINGEN VAN DE BEGELEIDINGSCOMMISSIES

Dat 2007 een bijzonder jaar was op politiek vlak, blijkt uit het feit dat de begeleidingscommissies van de Senaat en de Kamer geen bespreking hebben gewijd aan het op 1 juni 2006 ingezonden *Activiteitenverslag 2006* en dus geen eigen aanbe-

---

<sup>1</sup> Zie voor de eerdere aanbevelingen de Hoofdstukken I. en VIII. van het *Activiteitenverslag 2006* van het Vast Comité I.

velingen hebben geformuleerd.<sup>2</sup> Het activiteitenverslag werd pas besproken op de gemeenschappelijke vergadering van 9 januari 2008, waaruit geen verdere aanbevelingen voortvloeiden.

Het Vast Comité I meent dat de politieke omstandigheden (m.n. de aanloop naar de federale verkiezingen en vervolgens de aanslepende regeringsvorming) geen onoverkomelijke obstakels zouden mogen vormen voor een permanente dialoog tussen de begeleidingscommissie en het Vast Comité I. Het comité wijst ter zake op een aanbeveling die de Kamer in 1996 zelf formuleerde n.a.v. een evaluatie van de werking van de Vaste Comités I en P: *“Er moet in een bijzondere regeling worden voorzien om de continuïteit van het toezicht ook te verzekeren tijdens de periode van parlementsontbinding.”*<sup>3</sup> Wel wil het Vast Comité I er op wijzen dat deze afgelopen periode anderzijds ook bewijst dat het Belgische systeem, waarbij het comité functioneert als intermediair orgaan tussen de inlichtingendiensten en het parlement, belangrijke garanties biedt met betrekking tot de continuïteit van het democratisch toezicht. In sommige andere landen wordt de parlementaire controle immers uitsluitend waargenomen door leden van de wetgevende macht zelf, waardoor de continuïteit van de controle niet noodzakelijk gegarandeerd is.

## I.2. INITIATIEVEN IN DE LIJN VAN DE DIVERSE AANBEVELINGEN

In wat volgt, wordt een korte opsomming gegeven van de belangrijkste verwezenlijkingen van de wetgevende of de uitvoerende macht in 2007, welke in de lijn liggen van de diverse door het Vast Comité I en de begeleidingscommissies geformuleerde aanbevelingen. Het comité wil met deze opsomming geenszins de indruk wekken dat deze realisaties uitsluitend of hoofdzakelijk zijn verdienste zijn. Daarenboven is deze opsomming ook niet exhaustief. Ten slotte wordt niet ingegaan op de initiatieven die dat jaar door de diverse overheden werden genomen maar die niet aan te knopen zijn bij een aanbeveling van het Vast Comité I of van de begeleidingscommissies.

Vooreerst neemt het Vast Comité I nota van de aanzienlijke uitbreiding van de financiële en de personele middelen bij de Veiligheid van de Staat. Haar budget steeg op één jaar tijd met 25 % (van 33,7 miljoen euro naar meer dan 42 miljoen euro). Dit liet toe de personele middelen uit te breiden. In de loop van 2007 vatten een 70-tal personen hun stage als inspecteur van de buitendiensten aan.

<sup>2</sup> Ook m.b.t. het *Activiteitenverslag 2005*, dat besproken werd op de vergaderingen van 14 juli 2005, 14 augustus 2005 en 9 januari 2008, werden geen aanbevelingen gestemd.

<sup>3</sup> *Gedr. St.*, Kamer, 1995-96, 437/4, 2.

Een ander belangrijk gevolg dat in 2007 werd gegeven aan de parlementaire aanbevelingen betreft uiteraard het initiatief van de regering die op 21 maart 2007 het “Voorontwerp van wet betreffende de methoden voor het verzamelen van gegevens door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten”<sup>4</sup> bij de Senaat indiende. Gelet op het delicate karakter van de materie en de nakende verkiezingen kon het voorstel evenwel niet ten gronde worden behandeld.

Verder viel te noteren dat het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid uiteindelijk zijn goedkeuring heeft gehecht aan een definitie van het ‘wetenschappelijk en economisch potentieel’. Een nadere omschrijving van dit begrip was reeds vereist sinds de inwerkingtreding van de Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst. Het Vast Comité I had hier reeds diverse malen op aangedrongen.

Ten slotte heeft het Vast Comité I indicieën kunnen waarnemen die aangeven dat de inlichtingendiensten het afgelopen jaar een grotere openheid vertoonden t.a.v. hun controleorgaan. Het comité ziet in deze houding van de diensten de eerste resultaten van zijn ‘politiek’ om tot een gelijkwaardige communicatie te komen tussen ‘gecontroleerden’ en ‘controleurs’ waarbij het accepteren en respecteren van elkaars positie, binnen het kader van ieders wettelijke opdrachten, centraal staat. Het comité is er zich terdege van bewust dat er in deze nog een weg is af te leggen.

### I.3. EEN HERNEMING VAN EERDERE AANBEVELINGEN

Artikel 35, 3°, W.Toezicht geeft het Vast Comité I opdracht verslag te doen aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat “*wanneer het vaststelt dat, bij het verstrijken van een termijn die het redelijk acht, geen gevolg werd gegeven aan zijn besluiten of dat de genomen maatregelen niet passend of ontoereikend zijn.*” Het Vast Comité I wil voortaan van zijn jaarlijkse activiteitenverslag gebruik maken om dergelijke gevallen kenbaar te maken. Het is allerm minst de bedoeling hieronder alle destijds geformuleerde aanbevelingen die nog niet werden geïmplementeerd, te herhalen. Alleen essentiële aanbevelingen die reeds zonder gevolg werden herhaald, zullen op deze wijze nogmaals onder de aandacht van het parlement worden gebracht.

In die optiek moet het Vast Comité I opnieuw benadrukken dat het, conform art. 33 W.Toezicht, kennis behoort te hebben van de richtlijnen van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid wanneer die de werking van de inlichtingendiensten en het OCAD regelen. Zonder kennis van die richtlijnen wordt de

<sup>4</sup> Gedr. St., Senaat, 2006-2007, 2138/1 en 2.

controle op bepaalde aspecten van de doelmatigheid en de coördinatie maar ook op de rechtmatigheid van de werking van de diensten bemoeilijkt. Het Vast Comité I benadrukt dat de controle geenszins betrekking heeft op de besluiten en de werking van het Ministerieel Comité als dusdanig, maar wel op de correcte uitvoering van die richtlijnen door de twee inlichtingendiensten en het OCAD.

Daarnaast vraagt het comité opnieuw aandacht voor drie andere problemen: het gebrek aan een adequate regeling van de gewone inlichtingenmethoden, de onduidelijkheid rond de draagwijdte van de mogelijkheid om technische bijstand en vooral medewerking te verlenen aan gerechtelijke overheden en de informatie-doorstroming naar buitenlandse inlichtingendiensten. Het Vast Comité I is de mening toegedaan dat deze elementen zouden moeten geregeld worden samen met de mogelijkheid voor de inlichtingendiensten om specifieke en uitzonderlijke methoden voor het verzamelen van gegevens aan te wenden.

## HOOFDSTUK II. DE TOEZICHTONDERZOEKEN

Sinds zijn ontstaan in 1993 was de toezichtopdracht van het Vast Comité I beperkt tot de controle op de Veiligheid van de Staat en de ADIV.<sup>5</sup> In 2007 kon het Vast Comité I voor het eerst ook onderzoeken instellen naar de werking van het OCAD en zijn diverse ondersteunende diensten.<sup>6</sup> Aangezien het OCAD zich in 2007 nog volop in zijn opstartfase bevond (waarbij vnl. werd gewerkt aan de implementatie van de regelgeving en de rekrutering), werd er voor geopteerd geen specifieke toezichtonderzoeken te openen. Wel stelden beide comités, in navolging van artikel 35, 4°, W.Toezicht, ten behoeve van Kamer en Senaat een eerste uitgebreid verslag op over die opstart<sup>7</sup> en werd een bevraging gehouden over de toepassing van de regel van de derde dienst bij informatieoverdracht naar het OCAD.<sup>8</sup>

In 2007 opende het Vast Comité I zes toezichtonderzoeken: vijf op eigen initiatief en één na een klacht van een burger.

Het comité ontving in totaal twintig klachten van particulieren. Zoals gezegd, resulteerde één klacht in de opening van een toezichtonderzoek. Aan zeventien klachten werd geen gevolg gegeven omdat zij – soms na een snelle verificatie van een aantal gegevens – kennelijk niet gegrond waren (art. 34 W.Toezicht). De twee resterende klachten bleken na een vooronderzoek eveneens kennelijk ongegrond. Drie redenen gaven aanleiding tot de deze ongegrondheid: ofwel betrof het een klacht die reeds behandeld of afgewezen was, ofwel was de klacht op geen enkel feit gebaseerd, maar meestal was niet het Vast Comité I maar wel een andere dienst (zoals het Vast Comité P) bevoegd. In die laatste gevallen werd de klager doorverwezen naar de bevoegde instantie.

In totaal werden in 2007 in zeventien verschillende dossiers onderzoeksverrichtingen gesteld. In sommige dossiers vonden geen onderzoeksactiviteiten plaats, bijvoorbeeld omdat ze werden opgeschort omwille van een lopend gerechtelijk onderzoek of omdat het onderzoek op het einde van het werkingsjaar werd opgestart.

<sup>5</sup> Tot 1998 kon het Vast Comité I ook toezicht houden op “*elke openbare dienst, die na de inwerkingtreding van deze wet (nvdr, W.Toezicht) speciaal wordt belast met de inzameling en verwerking, uitgevoerd met het oog op de veiligheid, van gegevens over personen, groepen en gebeurtenissen*”. Die bepaling werd uit de wet geschrapt.

<sup>6</sup> Indien het onderzoek betrekking heeft op de werking van het OCAD en van de ondersteunende diensten die geen politiediensten zijn in de zin van de W.Toezicht, gebeurt het onderzoek verplicht samen met Vast Comité P.

<sup>7</sup> Zie hierover uitgebreid Hoofdstuk III.1.

<sup>8</sup> Zie Hoofdstuk II.1.

Voorts werden in 2007 negen dossiers afgesloten. In wat volgt, worden eerst die afgesloten toezichtonderzoeken toegelicht (II.1. tot II.9.). Daarna volgt een opsomming en een korte situering van de onderzoeken waar in de loop van het werkingsjaar 2007 betekenisvolle onderzoeksactiviteiten werden verricht, maar die nog niet konden worden afgesloten (II.10.1. tot II.10.11.), alsook van de eind 2007 opgestarte onderzoeken (II.10.12. tot II.10.14.).

Volledigheidshalve wil het Vast Comité I nogmaals benadrukken dat het voorafgaand aan de beslissing om een toezichtonderzoek op te starten, vaak een kort vooronderzoek voert. Dit kan de vorm aannemen van een snelle bevraging van de inlichtingendiensten, een gesprek of een briefing rond een bepaald thema, een literatuurstudie... Zo informeerde het comité zich in 2007 bijvoorbeeld over de zgn. defensieattachés, over de problematiek van de diefstal van documenten en over internationale verdragen waarin de regel van de derde dienst is opgenomen. Deze voorstudies, die soms reeds heel wat inspanningen vergen, resulteren evenwel niet steeds in een eigenlijk toezichtonderzoek.

## II.1. HET OCAD EN DE REGEL VAN DE DERDE DIENST

Op 23 december 2006 vroeg toenmalig Senaatsvoorzitter Lizin op aangeven van Volksvertegenwoordiger Van Parys, aan het Vast Comité I om de verenigbaarheid te onderzoeken tussen artikel 12 van de Wet van 10 juli 2006 met betrekking tot de analyse van de dreiging en artikel 15 van het uitvoeringsbesluit van 28 november 2006.

Artikel 12 W.OCAD bepaalt dat de inlichtingen die door de inlichtingendiensten worden aangeleverd maar die afkomstig zijn van een buitenlandse dienst die uitdrukkelijk gevraagd heeft deze niet aan andere diensten toe te zenden, toch aan de directeur van het OCAD moeten worden meegedeeld. Deze inlichtingen moeten daarenboven in de evaluatie worden opgenomen indien ze onontbeerlijk zijn om voor de bescherming van personen noodzakelijke maatregelen te kunnen treffen.

Artikel 15 KB OCAD stelt dat deze inlichtingen enkel in de evaluatie mogen worden opgenomen indien de brondienst uitdrukkelijk zijn akkoord verleent omtrent de vorm, de inhoud, de verspreiding en de classificatiegraad van zijn zending.

Het Vast Comité I besliste om niet op de specifieke juridische vraag in te gaan omdat ze buiten zijn bevoegdheid viel. Wel oordeelde het comité dat de algemene problematiek die aan de vraag ten grondslag lag, te weten het principe van de regel van de derde dienst en het principe van de samenwerking met de buitenlandse inlichtingendiensten, nader onderzoek noodzaakte. Deze beslissing werd

mede ingegeven door het feit dat het Vast Comité I vanuit onderscheiden binnen- en buitenlandse bronnen – zij het soms tegenstrijdige – informatie had opgevangen, als zouden er moeilijkheden in de relatie met bepaalde buitenlandse diensten bestaan. Dit als gevolg van de regeling die is opgenomen in de Wet van 10 juli 2006 en die de inlichtingendiensten verplicht alle inlichtingen aan het OCAD over te maken.<sup>9</sup> Volgens deze geruchten kon de informatiestroom vanuit de buitenlandse diensten naar hun Belgische homologen daardoor worden beïnvloed.

Om die reden rees bij het Vast Comité I de vraag of en in welke mate de Belgische inlichtingendiensten problemen ondervonden met buitenlandse homologen n.a.v. de implementatie van de W.OCAD.

### II.1.1. DE ALGEMENE DIENST INLICHTING EN VEILIGHEID

De ADIV verklaarde hieromtrent het volgende:

- de dienst heeft van de buitenlandse inlichtingendiensten geen enkel document of nota met betrekking tot de oprichting van het OCAD ontvangen. Tijdens internationale contacten op niveau van het commando werd aan de verantwoordelijken van de ADIV geen enkele formele vraag over het OCAD gericht;
- bepaalde buitenlandse diensten hebben hun bezorgdheid te kennen gegeven voor wat betreft de eerbiediging van de derdenregel en hebben zich daaromtrent geuit jegens de Belgische agenten met wie zij in contact stonden;
- in de concrete relaties op het terrein heeft de ADIV geen bijzondere problemen ontmoet;
- er werden noch worden statistieken bijgehouden over het aantal inlichtingen dat werd of wordt toegezonden aan of ontvangen vanwege de buitenlandse diensten, hetzij voor, hetzij na de oprichting van het OCAD;
- de kwaliteit van de verhoudingen tussen de Belgische en de buitenlandse diensten hangt in grote mate af van de goede interpersoonlijke contacten. Deze hebben niet te lijden gehad onder de oprichting van het OCAD. De ADIV laat opmerken dat bij elke wijziging van het wettelijke of reglementaire kader m.b.t. de inlichtingendiensten bepaalde buitenlandse diensten blijk gaven van ongerustheid, die echter snel weer verdween. Dit was onder meer zo bij de oprichting van het Vast Comité I en ter gelegenheid van de stemming van de Wet van 30 november 1998 houdende de regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;
- de ADIV vestigt er tevens de aandacht op dat bepaalde mededelingen misverstanden hebben gecreëerd en verder gevoed.

<sup>9</sup> De personeelsleden die deze verplichting niet nakomen, stellen zich zelfs bloot aan een strafsanctie (art. 14 W.OCAD).

De ADIV concludeerde dat er op basis van zijn praktijkervaringen voor en na de oprichting van het OCAD geen problemen bestonden in de verhoudingen met de buitenlandse diensten.

### II.1.2. DE VEILIGHEID VAN DE STAAT

De Veiligheid van de Staat verklaarde het volgende:

- reeds het voorontwerp van wet heeft vragen en bemerkingen uitgelokt bij verschillende buitenlandse diensten;
- nog eind 2006 begin 2007 werd nadere toelichting gevraagd door bepaalde buitenlandse diensten;
- een gedetailleerde uitleg over de W.OCAD werd opgesteld en verspreid aan de buitenlandse diensten. In deze uiteenzetting werd gepreciseerd dat er geen onverenigbaarheid bestaat tussen de Wet van 10 juli 2006 en het K.B. van 28 november 2006 tot uitvoering van voormelde wet. Er werd tevens verduidelijkt dat het OCAD de opvolger is van de Anti-terroristische Gemengde Groep (AGG), waaromtrent in het verleden nooit problemen werden gemaakt en dat het OCAD geïnspireerd is op het Britse *Joint Terrorism Analysis Centre* (JTAC) dat reeds enkele jaren bestaat en functioneert;
- de samenwerking tussen de Belgische en buitenlandse diensten heeft nooit te lijden gehad onder bijzondere moeilijkheden die gelieerd zouden kunnen zijn aan de oprichting van het OCAD;
- de embargoprocedure die is ingeschreven in de Wet van 10 juli 2006 en in haar uitvoeringsbesluit, voldoet aan de door de buitenlandse diensten gevraagde garanties.

De Veiligheid van de Staat merkte verder op dat de regel van de derde dienst impliceert dat noch de bron, noch de dienst van oorsprong onthuld mag worden, maar dat deze elementen niet pertinent zijn voor de analyse van de dreiging, die de essentiële missie van het OCAD uitmaakt. Deze dienst vestigde er tevens de aandacht op dat er ongetwijfeld voorbarige misverstanden zijn kunnen groeien vanuit een verkeerde perceptie van de doelstellingen en van de modaliteiten van de inlichtingentransmissie. De Veiligheid van de Staat stelde dat de bestaande problemen door de buitenlandse diensten werden uitgevlakt als gevolg van de uitleg die werd gegeven i.v.m. het functioneren van het OCAD en dat de praktijk ten tijde van de bevraging door het comité dit bewees.

### II.1.3. BESLUIT

Op basis van de toelichtingen verstrekt door de Belgische inlichtingendiensten kon het Vast Comité I concluderen dat bepaalde buitenlandse diensten weliswaar vragen hebben gesteld naar aanleiding van de oprichting van het OCAD maar dat ze hierop blijkbaar een afdoende antwoord hebben ontvangen. De twee Belgische diensten hebben geen bijzondere hinder ondervonden in hun relaties met de buitenlandse diensten. Deze laatste vaststelling wordt overigens bevestigd door het feit dat het Vast Comité I sindsdien geen enkele indicatie meer heeft ontvangen die het tegendeel doet vermoeden.

## II.2. DE OPVOLGING VAN HET RADICAAL ISLAMISME DOOR DE INLICHTINGEN-DIENSTEN<sup>10</sup>

In het activiteitenverslag over het werkingsjaar 2001<sup>11</sup> besteedde het Vast Comité I aandacht aan de manier waarop de Veiligheid van de Staat extremistische en terroristische 'islamistische' activiteiten opvolgde. Terwijl 'islamitisch' betrekking heeft op de religie en de cultuur van de islam, wordt 'islamistisch'/'islamisme' gedefinieerd als een ideologie die van de islam en van de integrale naleving van de *sharia* een politiek, economisch en maatschappelijk alternatief maakt voor de democratie en het liberalisme.

Het comité kwam daarbij tot de volgende conclusies:

- de Veiligheid van de Staat houdt geen toezicht op de moslims als dusdanig en evenmin op de beoefening van de islamitische godsdienst;
- de dienst verleent absolute prioriteit aan het terrorisme;
- alhoewel van een inlichtingendienst doorgaans gezegd wordt dat hij vooral preventief moet optreden, handelt de Veiligheid van de Staat in deze materies hoofdzakelijk reactief;
- vooral sinds de aanslagen van 11 september 2001 lijkt de dienst doeltreffend samen te werken in het kader van gerechtelijke onderzoeken. Maar reeds in de jaren negentig heeft de Veiligheid van de Staat meegewerkt aan de ontmanteling van verschillende in België gevestigde terroristische cellen;
- de Veiligheid van de Staat onderzoekt hoe bepaalde islamistische stromingen hun politiek-religieuze kijk op de samenleving proberen op te dringen door actief te zijn binnen sommige migrantengemeenschappen in ons land en binnen de organen van de institutionele islam in België;

<sup>10</sup> Het volledige verslag is te consulteren op de website van het Vast Comité I ([www.comiteri.be](http://www.comiteri.be)).

<sup>11</sup> VAST COMITE I, *Activiteitenverslag 2001*, 89-150.

- de Veiligheid van de Staat voert ook onderzoek naar extremistische activiteiten in de moskeeën en verstrekt hierover informatie aan de politieke overheden die bevoegd zijn voor de financiering van de erediensten;
- de extra personeelsmiddelen die sinds 11 september 2001 worden ingezet in het kader van het radicaal islamisme, werden weggehaald bij andere diensten die uiteraard ook belangrijke opdrachten vervullen;
- de Veiligheid van de Staat heeft nog geen diepgaande analyse gemaakt over de ontwikkeling van de langetermijnstrategie van de islamisten.

Het Vast Comité I voerde de afgelopen jaren nog andere onderzoeken in verband met de opvolging van extremistische en terroristische islamistische activiteiten.<sup>12</sup> Hieruit kon o.m. worden afgeleid:

- dat de activiteiten die de inlichtingendiensten ontplooiden t.a.v. bepaalde personen, ressorteerden binnen hun wettelijke bevoegdheden;
- dat de samenwerking tussen de burgerlijke en de militaire inlichtingendienst in 2002 en 2003 heel wat tekortkomingen vertoonde. In dit kader bleek ook dat de Veiligheid van de Staat de bevoegdheid van de ADIV betwistte om het radicaal islamisme in België op te volgen. Het Vast Comité I meende dat de opvolging van dit fenomeen wel degelijk tot de bevoegdheden van de ADIV behoorde, maar alleen voor zover de militaire veiligheid in brede zin werd bedreigd, niet alleen in België maar ook in het buitenland;
- dat de informatiedoorstroming tussen de inlichtingendiensten, de politiediensten, de betrokken ministers en de gerechtelijke en bestuurlijke overheden voor verbetering vatbaar was en een reële coördinatie van de inlichtingen op het hoogste niveau was aangewezen;
- dat er nood was aan extra personele, technische en wettelijke middelen voor de inlichtingendiensten;
- dat een nadere wettelijke regeling omtrent de wijze waarop de inlichtingendiensten met de gerechtelijke overheden kunnen samenwerken, zich opdrong.

Middels voorliggende *follow-up* trachtte het Vast Comité I na te gaan of en in welke mate de conclusies uit die voorgaande onderzoeken nog actueel waren en of

<sup>12</sup> Onderzoek naar de wijze waarop de inlichtingendiensten hebben meegewerkt aan het volgen van een persoon die ervan wordt verdacht terroristische activiteiten in België te steunen (*Activiteitenverslag 2004*, 84-108); Toezichtonderzoek naar de rol van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten betreffende een Belgische stichting die mogelijke banden heeft met een organisatie die voorkomt op de lijst van terroristische organisaties van de Europese Unie en de Verenigde Staten (*Activiteitenverslag 2004*, 36-43) en Gemeenschappelijk onderzoek van de Vaste Comités P en I betreffende de coördinatie tussen de verschillende inlichtingen- en politiediensten in de strijd tegen het terrorisme (*Activiteitenverslag 2005*, 45-46).

er nieuwe vaststellingen konden worden gedaan. Tevens werd het onderzoek over de gehele lijn uitgebreid tot de militaire inlichtingendienst.

Bij deze evaluatie werd het *Actieplan Radicalisme* van de regering als leidraad gebruikt. Dit plan, dat voorziet in proactieve, preventieve en repressieve maatregelen om de oorzaken van o.m. islamistisch radicalisme en terrorisme te bekampen, werd in 2005 door het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid (MCIV) goedgekeurd. Het verdeelt de taken tussen diverse administratieve, politieke en gerechtelijke overheden. Uiteraard is er een belangrijke rol weggelegd voor de Veiligheid van de Staat die een aantal projecten moet aansturen. Maar ook de militaire inlichtingendienst is betrokken partij. Het oorspronkelijke actieplan bevatte zes pijlers: radicale internetsites, radio- en televisie-uitzendingen, extremistische imams en predikers, culturele centra en vzw's, radicale groepen en ten slotte propagandacentra.<sup>13</sup> Later is daar een pijler 'gevangenissen' aan toegevoegd.

## II.2.1. DE OPVOLGING VAN HET RADICAAL ISLAMISME DOOR DE VEILIGHEID VAN DE STAAT

### II.2.1.1. Algemene beschouwingen

De benadering van het radicaal islamisme door de Veiligheid van de Staat gebeurt deels thematisch, deels geostrategisch. Deze laatste invalshoek concretiseert zich door de verdeling van het analysewerk over enkele afdelingen die elk bevoegd zijn voor een welbepaalde geografische zone.<sup>14</sup> Zo nodig maken diverse afdelingen gemeenschappelijke analyses over bewegingen en personen die in verschillende landen aanwezig zijn. Boven de afdelingen staat een coördinatiecel die er onder meer op toeziet dat de dossiers, afhankelijk van hun evolutie, bij de juiste dienst belanden.

<sup>13</sup> Bij wijze van uitzondering deelde de Eerste minister aan het Vast Comité I het door het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid goedgekeurde *Actieplan Radicalisme* mee. De Eerste minister wou hiermee allermindst een precedent creëren t.a.v. de verzoeken van het Vast Comité I om ook mededeling te verkrijgen van andere voor zijn controletaak relevante documenten die uitgaan van het Ministerieel Comité. Zie i.v.m. deze problematiek ook Hoofdstuk I.3 en VIII.3.1. Het oorspronkelijke actieplan zou inmiddels in die zin zijn aangepast dat de zes of zeven interventie-assen werden gegroepeerd in een aantal actieplannen.

<sup>14</sup> Elk van die afdelingen legt eigen accenten. De afdeling die bijvoorbeeld bevoegd is voor Noord-Afrika, het Nabije Oosten en het Midden-Oosten is een van de afdelingen die het meest betrokken is bij de materie. Ze bestudeert de ontwikkeling van het radicaal islamisme en het daarmee verbonden terrorisme op internationaal niveau. Deze afdeling onderzoekt ook de inmenging van bepaalde regeringen in zaken van de institutionele islam in België. De afdeling Europa en Klein-Azië onderzoekt dan weer de ontwikkeling van het radicaal islamisme in Turkije, de Balkan en Tsjetsjenië en de gevolgen daarvan voor de gemeenschappen die in ons land leven.

Het analysewerk van de Veiligheid van de Staat geschiedt in de geest van het *Initiatief voor een alliantie van beschavingen* dat de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties in 2005 lanceerde.<sup>15</sup>

De analyses van de Veiligheid van de Staat zijn voornamelijk bestemd voor de Eerste minister, de minister van Justitie, de minister van Buitenlandse Zaken (en de diplomatieke posten in het buitenland) en de minister van Binnenlandse Zaken. Daarnaast zijn ook het federaal parket, sommige procureurs des Konings en onderzoeksrechters, de federale politie, het OCAD, de Algemene Directie Crisiscentrum (ADCC), de *Counter Terrorism Group* (CTG)<sup>16</sup> en het *EU Joint Situation Centre* (SITCEN)<sup>17</sup> courante bestemmingen.

Voortbouwend op reeds eerder gemaakte plannen en in uitvoering van het voornoemde *Actieplan Radicalisme* stelde de Veiligheid van de Staat een eigen *Plan Radicalisme 2006/2007* op. In dit plan onderlijnt de dienst het belang van zowel operationele of meer punctuele analyses (casusbenadering) als van strategische analyses (langetermijnvisie) waarin bepaalde fenomenen of thematieken worden behandeld.

Een groot deel van de analysecapaciteit gaat naar de punctuele analyses; strategische analyses blijven uitzonderlijk. Het onderzoek wees ook uit dat de Veiligheid van de Staat (maar ook de ADIV) nog niet was overgegaan tot een kwantitatieve evaluatie van de islamistische radicalisering in ons land. Geconfronteerd met dwingende taken op korte termijn, met de constante evolutie in de bedreigingen en met een permanent personeelstekort, ondervinden de diensten blijkbaar moeilijkheden om diepere inzichten over de ontwikkeling van de radicale islam in België uit te werken.

De punctuele analyses situeren zich vooral in de strijd tegen het terrorisme. Daarin is de rol van de Veiligheid van de Staat, als bijstand voor de politiediensten en de gerechtelijke overheden, eerder repressief, al wordt het preventieve aspect ook hier niet verloochend.

<sup>15</sup> Deze 'alliantie' streeft ernaar "een collectieve politieke bereidheid te smeden en aan te zetten tot acties waarover is overlegd op institutioneel niveau en op het niveau van het middenveld om vooroordelen, verkeerde percepties en polarisatie te overwinnen die ingaan tegen een dergelijke consensus. Ze wenst ook bij te dragen tot een mondiale beweging van toenadering die, conform de wens van een grote meerderheid, extremisme in elke samenleving verwerpt." De alliantie probeert in te gaan tegen "het wederzijds wantrouwen, de angst en het onbegrip tussen de islamitische en de westerse samenlevingen" door "een model van wederzijds respect tussen beschavingen en culturen" tot stand te brengen (zie [www.unaoc.org](http://www.unaoc.org)).

<sup>16</sup> De *Counter Terrorism Group* is een verbond van inlichtingendiensten die in hoofdzaak verantwoordelijk zijn voor de preventie van en de strijd tegen het terrorisme en dit in de landen van de Europese Unie. Deze groep werd op 20 september 2001 opgericht ingevolge de besluiten van de Raad (Justitie en Binnenlandse Zaken) van de Europese Unie. Zij moet vnl. de kennis en ervaring verzamelen over het probleem van de 'Iraakse filières'.

<sup>17</sup> Het SITCEN van de Europese Unie volgt de internationale gebeurtenissen op en evalueert ze op permanente basis. Een van haar voornaamste aandachtspunten is uiteraard het terrorisme.

Wanneer de Veiligheid van de Staat preventief optreedt, is dit in hoofdzaak m.b.t. haar opdracht inzake het extremisme. Op dat vlak bestaat de essentiële taak van de dienst erin inlichtingen te verzamelen en aan de bevoegde overheden objectieve informatie te verstrekken over radicale tendensen, over extremistische activiteiten en entiteiten in ons land, over hun eventuele banden met structuren of bewegingen in het buitenland en over hun strategieën tegenover Belgische instellingen of bevolkingsgroepen in België. De Veiligheid van de Staat voert evenwel – anders dan de ADIV – geen onderzoek op zich naar de politieke, culturele, sociale en sociologische oorzaken van de gewelddadige radicalisering.<sup>18</sup> Zij stelt dat dergelijke analyses niet onder haar bevoegdheden vallen. Het Vast Comité I deelt deze zienswijze niet.

In 2004 weet de toenmalige administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat de beperkte actieradius van zijn dienst (de problematiek van het islamisme kon slechts op een selectieve wijze worden benaderd) voornamelijk aan een gebrek aan operationele en personele middelen. Er werd evenwel verwacht dat de graduele invulling van het personeelskader en de daarmee gepaard gaande hervormingen, zouden leiden tot een meer gestructureerde benadering van de problematiek van het islamitisch extremisme, met bredere studies tot gevolg.

Sindsdien werden aanzienlijke inspanningen geleverd om de personeelsformatie van de dienst uit te breiden.

De nieuwe opleiding van de agenten van de buitendiensten zal worden gericht op de kennis van vreemde talen. De Veiligheid van de Staat beschikt wel over gespecialiseerd personeel dat meerdere talen beheerst, doch slechts een zeer beperkt aantal dat de klassieke Arabische taal machtig is.

De aanwerving van agenten met een gedegen kennis van welbepaalde talen (bijv. het klassieke Arabisch, het Farsi, het Urdu...) is zeker geen eenvoudige zaak. Bij de rekrutering bieden zich slechts weinigen met dergelijke kennis aan. Daarenboven hebben de kandidaten van vreemde origine, die soms wel een van deze talen machtig zijn, niet altijd een voldoende scholingsgraad in het Frans of het Nederlands om te slagen in de selectieproeven. De selectiecriteria moeten daartoe worden aangepast en er moet tevens aandacht worden besteed aan de problematiek van de veiligheidsonderzoeken voor de personen die in het buitenland hebben verbleven.

#### *II.2.1.2. De verschillende domeinen*

Onder deze hoofding worden verschillende topics belicht die door de Veiligheid van de Staat worden opgevolgd.

<sup>18</sup> Dit impliceert bijv. dat de ADIV wel en de Veiligheid van de Staat geen onderzoek verricht naar het fenomeen van 'het terugplooiën op de eigen gemeenschap' (zie II.2.2.2.3.).

Het is echter van belang te onderlijnen dat de dienst bij al die activiteiten geen toezicht houdt op de moslims als zodanig noch op de beoefening van de islamitische religie. Als (wettelijk erkende) godsdienst vormt de islam geen te volgen onderwerp. De Veiligheid van de Staat laat zich dan ook niet in met maatschappelijke debatten zoals die over de kledingvoorschriften van de islam (bijv. het dragen van de hoofddoek). Alleen wanneer bij het praktiseren van de islam bepaalde acties de openbare veiligheid en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde bedreigen of in het geval van pogingen om via clandestiene of ongeoorloofde middelen bepaalde beslissingsprocessen te beïnvloeden, kan deze dienst aandacht besteden aan het belijden van de islam. De Veiligheid van de Staat heeft bijgevolg oog voor manifestaties binnen de moslimgemeenschap die, in theorie of in de praktijk, indruisen tegen de fundamentele beginselen en de werking van de democratische rechtsstaat. Kortom, de Veiligheid van de Staat besteedt aandacht aan het ‘islamisme’, evenals aan de (neo)fundamentalistische, salafistische<sup>19</sup> en terroristische afgeleiden daarvan.

#### II.2.1.2.1. Het toezicht op radicaal islamistische stromingen en groeperingen

De Veiligheid van de Staat verklaart dat ze sinds de jaren tachtig, en dit als één van de eerste Europese inlichtingendiensten, oog had voor de ontwikkeling van potentiële terroristische cellen, maar ook voor niet-gewelddadige extremistische netwerken. Het Vast Comité I kon vaststellen dat de Veiligheid van de Staat dan ook over een goede theoretische kennis beschikt zowel van de islamitische doctrine en van de ontwikkeling daarvan in de loop van de geschiedenis als van de evolutie van het radicaal islamisme.

Volgens de dienst is de inplanting van islamitische extremisten en terroristen in Europa eerder van exogene aard. Beide fenomenen zijn naar Europa overgebracht vanuit Noord-Afrika en het Midden-Oosten, zonder de initiële ondersteuning van de lokale moslimgemeenschappen. De eerste extremistische groepen die zich in België vestigden, ijverden veeleer voor hun nationale zaak dan voor het islamiseren van de Belgische samenleving. Hun eerste doel bestond erin de gevestigde orde in hun land van herkomst omver te gooien.

Op het einde van de jaren negentig nam het ledental van de meeste van deze groepen echter voortdurend af. Vanaf dan kenden supranationale groepen zoals de Moslimbroeders of de salafistische stroming veel succes. Zij beschouwen België minder als een uitvalsbasis om veranderingen in het buitenland door te voeren. Voortaan proberen ze hun projecten in ons land te verwezenlijken en hun stempel te drukken op de ontwikkeling van een ‘Europese islam’. De radicalise-

<sup>19</sup> Het salafisme gaat gepaard met een individualisering en dus een verlies aan sociale controle met een nog grotere radicalisering tot gevolg. De Veiligheid van de Staat geeft aan dat het bijzonder moeilijk is om deze radicale stroming te volgen, gelet op de atomisering.

ring van een minderheid van groepen jonge moslims, onder wie ook enkele bekeerde Belgen, is bijgevolg een vrij recent fenomeen in België. Islamitische extremisten zijn vaak verenigd in kleine groepen op basis van hun etnie. Hun doelstellingen en handelwijzen verschillen van groep tot groep. Slechts enkele groepen beschikken over goed uitgebouwde netwerken. Wel stelt de Veiligheid van de Staat sinds enkele jaren vast dat er specifieke acties ontstaan om jonge moslims te omkaderen. Door middel van lobbywerk proberen sommige groepen bepaalde standpunten ingang te doen vinden of zichzelf voor te stellen als bevoorrechte partners van de overheden. Deze groepen proberen een bepaalde mate van eerbiedwaardigheid te verwerven door hun islamistische strekking te verbergen. Hun opvatting van de islam leidt er echter toe dat ze de democratische rechtsorde en de sociaaljuridische verworvenheden die verband houden met westerse waarden, verwerpen. Denk maar aan het beginsel van niet-discriminatie op grond van ras, geslacht, seksuele overtuiging of geaardheid. Volgens de Veiligheid van de Staat heeft dit fenomeen voorlopig een beperkte omvang, maar zal het zeker aan belang winnen in de loop van volgende jaren.

Vandaag volgt de Veiligheid van de Staat dan ook nauw verschillende radicale stromingen en bewegingen op. Ze hebben met elkaar gemeen dat ze de Koran beschouwen als de enige wet die het leven in al haar facetten regelt. Deze stromingen en bewegingen zijn ingeschreven in een lijst van onderwerpen die door de dienst permanent worden opgevolgd. Voor elk van de op de lijst ingeschreven bewegingen werden synthesesnota's opgesteld. Ze beschrijven de geschiedenis, de ideologie en de structuur van de beweging in België en in het buitenland. Deze documenten bevatten ook een overzicht van de activiteiten van de beweging, haar eventuele banden met terroristische organisaties en, tot slot, een rechtvaardiging voor het feit dat ze door de Veiligheid van de Staat wordt opgevolgd.

De Veiligheid van de Staat heeft tevens een algemeen overzicht opgesteld van de extremistische islamistische tendensen in Europa. Dit document is o.m. bestemd voor de politieke overheden en de politiediensten.

#### II.2.1.2.2. Het toezicht op imams en moskeeën die extremistische ideeën verspreiden

In 2001 stelde het Vast Comité I vast dat van de ongeveer driehonderd moskeeën die in België gevestigd zijn, er een dertigtal het etiket 'radicaal' verdiende op grond van de door de Veiligheid van de Staat bepaalde criteria (zie verder). Ongeveer vijftien daarvan zouden van salafistische strekking zijn. De meeste moskeeën waarvoor de Moslimexecutieve van België in die tijd een erkenning had aangevraagd, waren goed gekend bij de Veiligheid van de Staat wegens hun radicale koers en/of omdat ze door een derde land werden gefinancierd.

In het aanvullend onderzoek dat in 2002 werd uitgevoerd, werd geen enkele belangrijke evolutie hierin vastgesteld. Toch sloot de Veiligheid van de Staat een (verdere) radicalisering van sommige islamitische instellingen in de nabije toekomst niet uit.

Gelet op de grondwettelijke vrijheid van eredienst, houdt de Veiligheid van de Staat uiteraard geen toezicht op imams als dusdanig. Ze komt alleen tussen wanneer een persoon de aandacht trekt wegens mogelijke extremistische activiteiten. Zeker is de dienst – in uitvoering van het *Actieplan Radicalisme* – bijzonder aandachtig voor buitenlandse predikers die openlijk de democratische waarden aanvallen of aanzetten tot geweld en haat. Voor buitenlandse predikers bestaat er overigens een bijzondere verblijfsprocedure. De Dienst Vreemdelingenzaken ziet er op toe dat deze imams door hun eigen nationale overheden erkend zijn en een gematigd profiel bezitten. Een nieuwe imam wordt alleen in België toegelaten wanneer zijn voorganger het grondgebied heeft verlaten. Deze verplichting wordt eveneens gecontroleerd door de Dienst Vreemdelingenzaken. De minister van Binnenlandse Zaken verklaarde daarenboven dat in deze dossiers telkens voorafgaandelijk het advies van de Veiligheid van de Staat wordt gevraagd.<sup>20</sup> De Veiligheid van de Staat stelt echter dat zij zelden wordt geconsulteerd door de Dienst Vreemdelingenzaken. Het Vast Comité I betreurt dit en beveelt aan dat een protocolakkoord deze kwestie zou regelen.<sup>21</sup>

Dezelfde handelwijze geldt voor de moskeeën. De Veiligheid van de Staat volgt niet de activiteiten binnen moskeeën als zodanig op, maar ziet toe op de extremistische activiteiten die er zich kunnen ontwikkelen. Om de 'graad van radicalisme' van een moskee te beoordelen, houdt de Veiligheid van de Staat rekening met verschillende criteria zoals het ideologisch profiel van de imams die er preken, het profiel van de directieleden van de moskee, hun eventuele banden met groepen die als radicaal bekend staan en de activiteiten die al deze actoren ontwikkelen. Wanneer de Veiligheid van de Staat weet heeft van de verspreiding van extremistische ideeën, brengt ze daarvan de politieke, administratieve, politio-nale en gerechtelijke overheden op de hoogte zodat er passende maatregelen kunnen worden genomen. Sinds 2004 bestaat er ter zake een samenwerkingsakkoord tussen de minister van Justitie en de Gewesten. Dit akkoord voorziet in een voorafgaandelijk advies vanwege de Veiligheid van de Staat bij de erkenning van moskeeën.

Controle op radicale gebedsplaatsen blijkt echter niet evident. De Veiligheid van de Staat stelt dat de gevaarlijkste bewegingen veeleer bijeenkomen in privé-

<sup>20</sup> Vraag van Jansegers aan de minister van Binnenlandse Zaken over "Moslimextremisme – Imams – Illegaal verblijf" (*Vr. en Antw.*, Senaat, 2006-2007, 7 december 2004, nr. 29, 1965, Vr. nr. 1528).

<sup>21</sup> In dit protocolakkoord zou uitvoering moeten worden gegeven aan de mogelijkheden die de Wet van 3 mei 2005, die het aanvragen van veiligheidsadviezen mogelijk heeft gemaakt, biedt op het vlak van de vreemdelingenwetgeving.

woningen, kelders, garages of andere plaatsen zonder enig officieel spoor. De strategie van salafistische militanten zou erin bestaan de controle over de moskeeën te verwerven door middel van 'entrisme'<sup>22</sup>, waarna er achter gesloten deuren radicale preken zouden worden gehouden. De Veiligheid van de Staat verklaart dat dit haar observatieactiviteiten steeds verder bemoeilijkt.

#### II.2.1.2.3. Het toezicht op de inmenging van extremisten in de institutionele islam

De opeenvolgende ministers van Justitie hebben aan de Veiligheid van de Staat steeds de opdracht gegeven de procedure tot erkenning van een representatief orgaan van de islamitische eredienst, op te volgen.<sup>23</sup>

In 2002 en 2003 meldde de Veiligheid van de Staat aan de minister van Justitie dat radicale islamistische elementen hun strategie van infiltratie en machtsovername binnen de representatieve organen van de islamitische eredienst voortzetten. Hun doel bestond erin de hand te leggen op de subsidies die aan deze eredienst worden toegekend. Daartoe onderhielden ze contacten met de Belgische politieke wereld. Volgens de Veiligheid van de Staat zou een dergelijke machts-greep leiden tot een confrontatie met de Belgische overheden en tot een verlies van vertrouwen bij de gematigde moslims.

De voorbije jaren heeft de Veiligheid van de Staat ook aandacht besteed aan de inmenging van sommige buitenlandse regeringen in de activiteiten van de Moslimexecutieve. Ook in dit verband werden verschillende rapporten aan de minister van Justitie bezorgd. In 2005 bracht de Veiligheid van de Staat de minister eveneens op de hoogte van het feit dat sommige extremisten gekant waren tegen verkiezingen om nieuwe leden voor de Moslimexecutieve aan te wijzen.

#### II.2.1.2.4. Het toezicht op het islamitische godsdienstonderwijs

Het *Actieplan Radicalisme* voorziet niet als zodanig in het toezicht op radicale indoctrinatie in bepaalde religieuze scholen. Toch volgt de Veiligheid van de Staat deze materie op. De meeste islamitische organisaties besteden immers veel aandacht aan het onderricht en de opvoeding van jongeren. Bijna alle moskeeën organiseren Koranonderricht. Sinds de jaren negentig zijn er ook privéscholen voor islamitisch onderwijs ontstaan. Dit is zeker niet problematisch wanneer de lessen worden gegeven door gematigde leraren of imams. De Veiligheid van de

<sup>22</sup> Dit is een strategie waarbij men gelijkgezinden binnen een bepaalde organisatie laat treden zodat die personen na verloop van tijd invloed kunnen uitoefenen op de koers van die organisatie.

<sup>23</sup> Sinds de wetwijziging van 3 mei 2005 worden de kandidaat-leden van de Moslimexecutieve aan een veiligheidsverificatie onderworpen.

Staat is echter bekommerd om eventuele gevallen waar het onderricht een extremistisch karakter zou hebben.

In het verleden besteedde de dienst daarom aandacht aan een specifiek instituut. De Veiligheid van de Staat oordeelde dat de strenge, religieuze opvoeding van jonge Turkse meisjes uit heel Europa gold als een voorbeeld van fanatieke indoctrinatie. In 2004 en 2005 bezorgde de Veiligheid van de Staat aan de overheden verschillende rapporten waarin deze dienst beschreef welke machtsstrijd er woedde tussen radicale en gematigde elementen binnen de inrichtende macht van dat instituut. Volgens de Veiligheid van de Staat zou de radicale stroming het laken naar zich toe hebben getrokken ten nadele van een gematigde en tolerante lijn die eerder gevolgd werd door de inrichtende macht.

In verschillende nota's die de Veiligheid van de Staat in 2004 en 2005 aan de overheden bezorgde, drukte deze dienst ook zijn bezorgdheid uit over andere initiatieven op het vlak van het islamitisch godsdienstonderwijs. Zo werden er stappen gezet om een aantal instellingen te laten erkennen door een Gemeenschapsregering om aldus subsidies voor die instellingen te verkrijgen. Het Vast Comité I is van oordeel dat de Veiligheid van de Staat deze problematiek terecht opvolgt.<sup>24</sup>

#### II.2.1.2.5. Het toezicht op extremistische websites

In uitvoering van het *Actieplan Radicalisme* is de federale politie de pilootdienst voor het toezicht op radicale websites. De Veiligheid van de Staat neemt deel aan de werkgroep waar inlichtingen over deze materie worden uitgewisseld.

Nota's die in 2005 en 2006 naar diverse overheden werden verzonden, getuigen van de activiteiten die de Veiligheid van de Staat uitoefende in dit domein. De aandacht van de politieke en gerechtelijke overheden werd daarin gevestigd op een aantal specifieke websites.

#### II.2.1.2.6. Het toezicht op 'propagandacentra'

Eén van de assen uit het *Plan Radicalisme* is de opvolging van boekhandels en propagandacentra die extremistische literatuur verspreiden. Deze taak wordt effectief waargenomen door de Veiligheid van de Staat.

#### II.2.1.2.7. De opvolging van de islamistische bekeringsijver in de gevangenissen

In 2001 schreef het Vast Comité I dat de Veiligheid van de Staat zich zorgen maakte over de bekeringsijver vanwege sommige islamistische organisaties in de

<sup>24</sup> Ook hier kan in bepaalde gevallen een beroep worden gedaan op de mogelijkheid geboden door de wetswijziging van 3 mei 2005.

gevangenissen.<sup>25</sup> De dienst beklagde zich over het feit dat de strafinrichtingen nog niet de gewoonte hadden aangenomen om informatie in verband hiermee spontaan te melden. Om aan deze problematiek te verhelpen, werd gedurende een aantal jaren gewerkt aan concrete afspraken. Deze kregen pas hun beslag in 2006. In dat jaar ondertekenden de Veiligheid van de Staat en de penitentiaire administratie een protocolakkoord dat kadert binnen het geactualiseerde *Actieplan Radicalisme*. Het doel bestaat er in informatie-uitwisseling te vergemakkelijken en te stimuleren, de praktische uitvoeringsmodaliteiten voor samenwerking te bepalen en de uitwisseling van ideeën en analyses te intensifiëren. Het protocol bepaalt ook dat de Veiligheid van de Staat in dit kader kan bijdragen tot de opleiding van het personeel van de strafinrichtingen.

Een ander aspect van dit probleem vormt mogelijks het islamistisch proselitisme in Marokkaanse gevangenissen waaraan in België veroordeelde Marokkanen die hun straf in Marokko moeten uitzitten, onderhevig kunnen zijn. Bij hun terugkeer naar België kunnen deze personen problemen veroorzaken.

#### II.2.1.2.8. De opvolging van enkele specifieke gebeurtenissen

Indien zich bepaalde nationale of internationale gebeurtenissen voordoen die een impact kunnen hebben op de Belgische moslimgemeenschap, worden deze door de Veiligheid van de Staat opgevolgd en geanalyseerd. Dit was bijv. het geval naar aanleiding van de ontwijding van de Koran in het gevangenenkamp van Guantánamo (2005), van de publicatie in Denemarken van karikaturen van de profeet Mohammed (2006) en van het conflict tussen Israël en de *Hezbollah* in Libanon (2006).

#### II.2.1.2.9. De opvolging van de islamistische terroristische bedreiging

De actie van de Veiligheid van de Staat tegen het terrorisme is zowel van preventieve als van repressieve aard. Het zwaartepunt ligt thans op dit laatste aspect, dat evenwel de voortzetting is van de informatiegaring over het extremisme en de financiering ervan.

De Veiligheid van de Staat informeert het federaal parket op stelselmatige wijze of en in welke mate bepaalde extremistische groepen evolueren naar terroristische activiteiten. De dienst lag aan de basis van het merendeel van de gerech-

<sup>25</sup> Volgens een verslag van een stagiair bij de Veiligheid van de Staat had de radicalisering van jonge moslims in de gevangenissen in 2005 nog geen grote omvang aangenomen. Toch zou het risico dat uitgaat van een overdreven bekeringsijver niet mogen worden onderschat. Zowel de gevangenisbewaker, die voor de gedetineerde de eerste vertegenwoordiger van de Staat en de westerse samenleving is, als de moslimconsulent, die een tegengewicht kan vormen voor radicale denkbeelden die sommige extremistische gedetineerden verspreiden, hebben hierin een belangrijke rol te spelen.

telijke vervolgingen die in België werden ingesteld tegen terroristische netwerken, zoals bijv. tegen de Belgische cel van de *Groupe islamique combattant marocain* (GICM).

De informatie-uitwisseling, samenwerking, medewerking en technische bijstand die de Veiligheid van de Staat – maar ook de ADIV – kan bieden aan de gerechtelijke overheden is vastgelegd in de artikelen 19 en 20 W.I&V. De uitvoeringsmodaliteiten ervan werden in twee omzendbrieven verduidelijkt.<sup>26</sup> Voor zover het comité kan nagaan, bestaat er niet voor al die aspecten een protocol tussen de bevoegde ministers of een richtlijn van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid.

De Veiligheid van de Staat maakt geen periodieke analyses van de staat van de terroristische bedreiging in of tegen België. Volgens deze dienst was en is dit de opdracht van het OCAD en van zijn voorganger, de AGG. De voorbije jaren werd de Veiligheid van de Staat echter herhaaldelijk geraadpleegd over het eventuele bestaan van een terroristische dreiging op het Belgische grondgebied of van vertakkingen in België van buitenlandse terroristische netwerken. Diverse binnen- en buitenlandse instanties hebben ter zake grondige analyses ontvangen van de Veiligheid van de Staat.<sup>27</sup>

#### II.2.1.2.10. De opvolging van de rekrutering van vrijwilligers voor de *jihad* en van de verplaatsingen van en naar gevoelige zones

In 2005 formuleerde de Europese Raad de aanbeveling om verplaatsingen naar conflictgebieden op te sporen en te controleren om zo te verhinderen dat personen terroristische opleidingen zouden kunnen volgen. Dat ook België niet ontsnapt aan dit fenomeen is genoegzaam bekend. Tot op heden werden vier Belgen met zekerheid geïdentificeerd als zijnde rechtstreeks betrokken bij zelfmoordaanlagen in het buitenland.<sup>28</sup>

De door de Europese Raad aangehaalde problematiek was niet nieuw voor de Veiligheid van de Staat. Ze kreeg er al mee te maken ten tijde van de crisis in Afghanistan. Toen vertrokken vele gewapende strijders, de zgn. *moedjahedien*, naar Afghanistan om er een opleiding te volgen en om er deel te nemen aan gevechten. In 2001 werd de aandacht van de Veiligheid van de Staat getrokken

<sup>26</sup> Col 9/2005 van 15 juli 2005 betreffende de gerechtelijke benadering inzake terrorisme en Col 12/2005 van 5 oktober 2005 betreffende de samenwerking tussen de gerechtelijke overheden, de Veiligheid van de Staat en de ADIV.

<sup>27</sup> De Veiligheid van de Staat noemt meer bepaald een analyse over de ontmanteling in 2006 van een belangrijke terroristische cel in Marokko die volgens bepaalde informatie vertakkingen had in België (volgens de Veiligheid van de Staat bleek dit niet te kloppen) en een analyse over de evolutie van de Algerijnse terroristische netwerken in België.

<sup>28</sup> Rachid El Ouaer en Dahmane Abd al Sattar (Afghanistan, september 2001); Issam Goris en Muriel Degauque (Irak, november 2005).

door het probleem van de 'Iraakse *filières*'. Sinds het begin van de Iraakse crisis hebben sommige landen vastgesteld dat het aantal reizen/verplaatsingen naar en uit dit land sterk toenam. De Veiligheid van de Staat verklaarde als een van de eerste te hebben gewezen op deze problematiek. De dienst stelt tal van buitenlandse correspondenten op de hoogte te hebben gebracht van dit fenomeen. In 2005-2006 vormden deze *filières* een van de prioriteiten van de Veiligheid van de Staat.

Wat betreft de rekrutering van *jihad*-strijders, richt de aandacht van de Veiligheid van de Staat zich op die radicale netwerken in België die contacten kunnen hebben met terroristische organisaties in het buitenland. De Veiligheid van de Staat heeft geen bewijzen dat jonge moslims in Belgische moskeeën worden gerekruteerd voor de *jihad*. Er zijn echter ook andere belangrijke plaatsen die moeten worden bewaakt in het kader van dit rekruteringsproces. Naast de algemene opvolging van bepaalde plaatsen, volgt de Veiligheid van de Staat ook nauw personen op die betrokken kunnen zijn bij die rekruteringsnetwerken. Reeds meermaals werd in dit kader aan het federaal parket informatie bezorgd die (mede) geleid heeft tot opsporings- en gerechtelijke onderzoeken.

De controle op de verplaatsingen naar gevoelige zones is allerm minst eenvoudig en dit om verschillende redenen. Zo verlopen verplaatsingen naar Irak niet noodzakelijk rechtstreeks, zijn er een veelvoud aan gebruikte routes en kunnen de binnengrenzen van Europa gemakkelijk worden overschreden. Reken daarbij de informele aard van de netwerken en het feit dat de in deze *filières* betrokken personen bijna stelselmatig verschillende paspoorten of identiteitspapieren gebruiken. Voor de Veiligheid van de Staat is een stelselmatige controle dan ook illusoir. Ook blijkt de dienst soms relevante informatie ter zake mis te lopen.

Na een opleiding te hebben gevolgd en/of te hebben gestreden in Afghanistan of Pakistan, zijn sommige van deze 'Afghaanse Arabieren' teruggekeerd naar Europa waar ze netwerken hebben uitgebouwd, *filières* hebben georganiseerd en andere personen hebben gerekruteerd. Hoewel de vergelijking met Irak niet volledig opgaat, mag men niet uitsluiten dat sommige van deze *moedjahedien* bij hun terugkeer dezelfde weg zullen opgaan.

Ondanks de moeilijkheden om de rekrutering, de verplaatsing en de eventuele terugkeer op te volgen, kon de Veiligheid van de Staat geregeld nuttige inlichtingen verschaffen aan de bevoegde overheden. Zo maakte de Veiligheid van de Staat in 2005 aan de gerechtelijke overheden enkele moslimfundamentalisten kenbaar waarvan bekend was dat ze naar Pakistan waren gereisd om er religieus onderwijs, maar waarschijnlijk ook een paramilitaire opleiding, te volgen. Nog in 2005 vestigde men in het kader van de problematiek van de 'Iraakse *filières*' de aandacht op diverse personen. Verder kwam de problematiek van de Iraakse *moedjahedien* herhaaldelijk ter sprake bij de verantwoordelijke minister en werden hierover in de jaren 2005 en 2006 verschillende specifieke nota's opgesteld. Eind 2005

zond de Veiligheid van de Staat ook twee analysenota's over de zelfmoordaanslag van Murielle Degauque aan het *SITCEN*.

## II.2.2. DE OPVOLGING VAN HET RADICAAL ISLAMISME DOOR DE ADIV

### II.2.2.1. Algemene beschouwingen

Sedert 2001 worden de door de ADIV concreet te volgen onderwerpen en groeperingen opgenomen in een *Inlichtingenstuurplan*<sup>29</sup> en een *Stuurplan Veiligheidsinlichting*. Beide documenten, goedgekeurd door de Stafchef van het leger en de minister van Landsverdediging, beschouwen het radicaal islamisme en het terrorisme als een absolute prioriteit voor de militaire inlichtingendienst.

In 2002 voerde de ADIV nog geen omvattend onderzoek naar radicaal islamisme. De dienst beperkte er zich toe louter specifieke gegevens te verzamelen. In 2005 kreeg de ADIV echter een rol toebedeeld in het *Actieplan Radicalisme*. Zo wordt deze dienst nauwer betrokken bij dit fenomeen, ook al komt die taak hen volgens de Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst in essentie alleen toe wanneer er een militaire dreiging is of een dreiging tegen onze militaire belangen. De ADIV werkt nu samen met de Veiligheid van de Staat en andere diensten aan de uitvoering van dit actieplan. Daarenboven wordt de ADIV soms als expert ingeschakeld in gerechtelijke onderzoeken.<sup>30</sup>

Twee afdelingen van de ADIV laten zich in met het extremisme en het islamistisch terrorisme. Een afdeling heeft oog voor grensoverschrijdende fenomenen die een bedreiging kunnen vormen voor de veiligheid van de strijdkrachten in het buitenland (bijv. de Balkan, Afghanistan en Libanon). De andere afdeling heeft specifiek aandacht voor dreigingen (zoals terrorisme, maar ook subversieve activiteiten en spionage) tegen de strijdkrachten in België.

Anders dan de Veiligheid van de Staat, voert de ADIV studies uit die de dienst nuttig acht voor de perceptie en het begrip van sociologische fenomenen die op middellange en lange termijn maatschappelijke problemen kunnen veroorzaken. Zo heeft de dienst een reflectie gehouden over de problematiek van de hoofddoek. Hiermee wil de ADIV er naar streven taboes te doorbreken en alle vooroordelen uit de weg te ruimen die zouden voortvloeien uit een gebrekkige kennis van deze thematiek. Meer in het algemeen heeft de ADIV overigens herhaaldelijk gepleit

<sup>29</sup> Dit plan wordt op geregelde basis opgesteld in functie van de prioriteiten van de opdrachten van het Belgische leger in het buitenland.

<sup>30</sup> Zoals reeds gesteld, heeft het Vast Comité I geen weet van enig protocol ter zake dat conform art. 20, § 2, W.I&V door de betrokken ministers (en dus ook door de minister van Landsverdediging) zou moeten zijn goedgekeurd.

voor een beleid van langetermijnonderzoeken. Alhoewel de dienst deze taak zelf niet kan invullen omwille van tijdsgebrek, andere prioriteiten en het personeels-tekort, hetgeen hij betreurt, omschrijft hij dit als een belangrijke opdracht voor inlichtingendiensten. Het Vast Comité I juicht deze intellectuele nieuwsgierigheid van de ADIV voor deze maatschappelijke vraagstukken toe. Nochtans is het comité van oordeel dat een dergelijke houding meer aangewezen zou zijn bij de Veiligheid van de Staat dan bij de ADIV waarvan de acties toch hoofdzakelijk moeten gericht zijn op bedreigingen in een militaire context.

De ADIV telt in zijn rangen analisten die vertrouwd zijn met de Arabische taal zodat de dienst in staat is om vrij gerichte informatie aan te leveren en te analyseren over de in België aanwezige islamistische stromingen.

Sinds de gebeurtenissen van 11 september 2001 heeft de ADIV grote inspanningen geleverd om informanten te rekruteren.

Tevens is een dwingende noodzaak gebleken om de anonimiteit te kunnen verzekeren van sommige leden van de ADIV die werden bedreigd omwille van hun activiteiten.

#### II.2.2.2. *De verschillende domeinen*

In wat volgt, belichten we onder meer het fenomeen van de opvolging van het radicaal islamisme in het buitenland, van islamistische ngo's, van het 'terugplooiën op de eigen gemeenschap' en van de terroristische dreiging of radicale islamistische groepen in België. In uitvoering van het *Actieplan Radicalisme* neemt de ADIV bovendien de regierol waar bij de opvolging van radicale radio- en televisiezenders. De militaire inlichtingendienst is daarenboven ook nauw betrokken bij de uitvoering van de andere pijlers van het *Actieplan Radicalisme*.

##### II.2.2.2.1. De opvolging van het radicaal islamisme in het buitenland

De ADIV besteedt aandacht aan het islamistisch activisme in landen waar Belgische troepen deelnemen aan vredeshandhavingopdrachten. Waar de aandacht lange tijd is uitgegaan naar Bosnië, Kosovo en de Balkan in het algemeen, heeft de ADIV vandaag meer aandacht voor Afghanistan, Libanon en subtropisch Afrika.

De ADIV volgt in het bijzonder de beweging Al Qaida en de activiteiten die daarmee verband kunnen houden. In Afghanistan besteedt de ADIV aandacht aan de Taliban, maar tevens aan de beweging *Hizb Al Islami Gulbudin*, die moordende aanslagen heeft gepleegd tegen soldaten van de internationale NAVO-troepenmacht. Wat Libanon aangaat, volgt de ADIV de salafistische en jihadistische bewegingen op.

#### II.2.2.2.2. De opvolging van de islamitische ngo's

De activiteiten van bepaalde ngo's situeren zich niet enkel op humanitair vlak. Sommige organisaties proberen in de eerste plaats het gebied waar ze actief zijn te islamiseren en steunen daartoe lokale radicale islamisten. Diverse Arabische en moslimlanden ondersteunen en financieren deze activiteiten. Gelet op de militaire aanwezigheid in de Balkan, Libanon en Afghanistan, is de ADIV bijzonder alert voor dit gegeven.

De ADIV bezorgt zijn analyses regelmatig aan diverse Belgische en buitenlandse militaire overheden, alsook aan de gerechtelijke overheden, aan het OCAD en aan de Veiligheid van de Staat.

#### II.2.2.2.3. Het fenomeen van het 'terugplooiën op de eigen gemeenschap'

Het *Stuurplan Veiligheidsinlichting* schrijft de studie en de analyse voor van de politieke en sociologische context binnen dewelke de op te volgen dreigingen opduiken. In dat kader heeft de ADIV oog voor de factoren van het zgn. 'terugplooiën op de eigen gemeenschap'.<sup>31</sup> Dit terugplooiën houdt het verwerpen van de waarden van de westerse samenleving in en kan leiden tot een radicalisering. De individualisering van radicaliseringsprocessen maakt het noodzakelijk om de inspanningen om dergelijke risicogroepen en -personen te detecteren en te identificeren, te vergroten.

#### II.2.2.2.4. Het toezicht op radicale imams en radicale islamistische groepen in België

In uitvoering van het *Actieplan Radicalisme* meent de ADIV dat het vandaag zijn specifieke competenties kan gebruiken, meer bepaald om preken van imams op te sporen die de Arabische en moslimbevolking in België in radicale zin kunnen beïnvloeden.<sup>32</sup> Met 'radicale invloed' bedoelt de ADIV elk geval van aanzetten tot haat en xenofobie of elke rechtvaardiging van en oproep tot geweld.

Uiteraard besteedt ook de ADIV aandacht aan radicale islamistische groepen. Sommigen daarvan worden niet als terroristisch maar eerder als subversief en gezagsondermijndend beschouwd. Wel kunnen ze fungeren als kweekvijver voor extremisten waarvan sommigen kunnen uitgroeien tot terroristen.

<sup>31</sup> De studie van dit fenomeen is niet opgenomen in het *Actieplan Radicalisme* en werd – ten onrechte – niet opgevolgd door de Veiligheid van de Staat.

<sup>32</sup> De opvolging van deze problematiek wordt evenwel aangestuurd door de Veiligheid van de Staat.

#### II.2.2.2.5. De opvolging van enkele specifieke gebeurtenissen

Net zoals de Veiligheid van de Staat, besteedt de ADIV aandacht aan specifieke gebeurtenissen zoals de reacties in België op de publicatie in Denemarken van karikaturen van de profeet Mohammed (2006), die de dienst omschrijft als georkestreerde reacties en desinformatie. Ook maakte de ADIV een analyse van het geweld in de Franse steden in 2005. De dienst leverde gedetailleerde commentaar op de houding van enkele moslimorganisaties met betrekking tot deze gebeurtenissen.

#### II.2.2.2.6. De opvolging van de islamistische terroristische bedreiging

De ADIV neemt de evaluaties van de terroristische dreiging door het OCAD over en becommentarieert ze. Dit belet niet dat de ADIV regelmatig zijn eigen analyses en evaluaties maakt van bedreigingen voor België, voor het buitenland en voor de militaire installaties. Deze evaluaties worden doorgegeven aan het OCAD en aan de Veiligheid van de Staat. Zo stelde de ADIV in 2005 dat de ontmanteling van een terroristische cel in Marokko, waar ook een Belg deel van uitmaakte, gevolgen kon hebben in België. Nog in 2005 boog de ADIV zich over de Iraakse *filières*. De dienst was van oordeel dat er hierbij geen directe en nakende bedreiging was voor de militaire installaties in België. De aanwezigheid en de activiteiten van islamistische netwerken op ons grondgebied verhoogden echter het risico van een potentiële aanslag in ons land. Begin 2006 zag de ADIV geen bedreiging op korte termijn voor de militaire belangen in België. Niettemin achtte de ADIV het risico op een terroristische actie niet onbestaand was; bijgevolg riep de dienst op tot waakzaamheid.

#### II.2.2.2.7. De opvolging van verplaatsingen van personen naar gevoelige zones

De ADIV verklaart geen bijzondere aandacht te besteden aan de verplaatsingen op zich, dit wegens een gebrek aan personeel én aan *input*. De dienst oefent geen enkele stelselmatige controle uit, maar ontvangt hierover van tijd tot tijd informatie uit het buitenland.

Algemeen vermoedt de ADIV echter dat er in de Pakistaanse en Afghaanse gemeenschappen in België personen aanwezig zijn die logistieke ondersteuning bieden aan extremistische islamistische bewegingen in hun land van herkomst. In sommige gevallen zou het om terroristische bewegingen kunnen gaan. De ADIV beschikt dienaangaande echter nog niet over afdoende bewijzen. Volgens de dienst gaat er ook een dreiging uit van extremistische leden van de Maghrebijnse gemeenschap.

#### II.2.2.2.8. Het toezicht op radicale radio- en televisie-uitzendingen

In uitvoering van het *Actieplan Radicalisme* zit de ADIV de groep voor die de opvolging van radicale radio- en televisie-uitzendingen bestudeert. Ook in dit kader werkt hij samen met de Veiligheid van de Staat.

De controle heeft tot doel uitzendingen op te sporen die een radicaliserende invloed kunnen hebben op de Arabische en moslimgemeenschappen in België. De relevante informatie ter zake moet onmiddellijk worden meegedeeld aan de andere diensten die betrokken zijn bij het *Actieplan Radicalisme*, zoals de politiediensten, de Veiligheid van de Staat<sup>33</sup> en het OCAD.

Uit twee syntheserapporten m.b.t. enkele private radiozenders uit het Brusselsse blijkt dat er vandaag niets op wijst dat deze radio's voor radicale doeleinden worden gebruikt. Eén rapport stelt wel dat verschillende radio's nader moeten worden opgevolgd en anderen *at random* beluisterd om zo de invloeden, financieringsmiddelen, programmamakers... te evalueren en na te gaan of ze radicale propaganda verspreiden.

De ADIV besteedt ook aandacht aan de uitzendingen van Arabische televisiezenders vanuit het buitenland die in België worden bekeken via digitale ontvangers of schotelantennes.

Voor de controle van radio- en televisieprogramma's in vreemde talen zijn uiteraard belangrijke technische en vertaalcapaciteiten vereist. Deze ontbreken momenteel. Daarom worden radio- en televisie-uitzendingen selectief bekeken en beluisterd, bijv. naar aanleiding van specifieke gebeurtenissen. Wel werden er extra technische en personele middelen aangevraagd (meer bepaald externe medewerkers voor het vertalen) om de interessante uitzendingen beter te kunnen selecteren en op te volgen.

### II.2.3. DE SAMENWERKING TUSSEN DE VERSCHILLENDE BEVOEGDE DIENSTEN

#### II.2.3.1. De samenwerking tussen de ADIV en de Veiligheid van de Staat

Ondanks het feit dat de leiding van beide diensten de toepassing van het bestaand samenwerkingsakkoord uit 1997 bevredigend noemden, wezen gerichte onderzoeken in 2001 op een gebrekkige onderlinge samenwerking. In 2002 moest het Vast Comité I vaststellen dat het samenwerkingsakkoord zelfs niet langer werd

<sup>33</sup> Ook de Veiligheid van de Staat volgt dit fenomeen op. Op 16 januari 2007 veroordeelde de correctionele rechtbank van Brussel twee presentatoren van een islamitische radiozender voor het aanzetten tot rassendiscriminatie en het oproepen tot rassenhaat. De Veiligheid van de Staat had reeds in 2002 de aandacht van de overheden gevestigd op dit radiostation.

toegepast op het vlak van het extremistisch islamisme. De Veiligheid van de Staat was immers van oordeel dat de algemene opvolging van het islamistisch extremisme niet tot de wettelijke bevoegdheid van de ADIV behoorde. De ADIV was zich blijkbaar bewust van deze gevoeligheid.

Op 12 november 2004 kon een nieuw protocolakkoord worden gesloten. Dit akkoord komt tegemoet aan de terugkerende bezorgdheid van het Vast Comité I om de informatiedoorstroming tussen de inlichtingendiensten te verbeteren.

De huidige samenwerking tussen de ADIV en de Veiligheid van de Staat kadert vnl. in de uitvoering van het *Actieplan Radicalisme*, waarbij afwisselend de ene dienst het project stuurt en de andere zijn medewerking verleent. Beide diensten hebben aan het comité documenten, rapporten, analyses en interne nota's bezorgd waaruit blijkt dat ze in de jaren 2005 en 2006 intensief inlichtingen hebben uitgewisseld en gemeenschappelijke analyses hebben verricht.

#### *II.2.3.2. De samenwerking tussen de inlichtingendiensten en de federale politie*

De samenwerking tussen de inlichtingendiensten en de federale politie vindt plaats binnen een *task force* die belast is met de coördinatie en de taakverdeling op gerechtelijk vlak tussen de verschillende diensten, en dit onder het gezag van het federaal parket.

Op het ogenblik van de bevraging door het comité beoordeelde de federale politie de samenwerking met de inlichtingendiensten op het vlak van de opvolging van het islamistisch extremisme positief. Zo ontving de dienst Terrorisme en Sekten van de federale politie verschillende rapporten van de Veiligheid van de Staat waarin gewag wordt gemaakt van de radicalisering van de preken in sommige moskeeën of bij bepaalde imams. De federale politie onderzoekt of er op basis van de ontvangen informatie een onderzoek (proactief of reactief) kan worden geopend. Indien er sprake is van terrorisme, wordt de federale procureur op de hoogte gebracht. Als blijkt dat de informatie die de Veiligheid van de Staat aanlevert, geen enkel element bevat dat aanleiding kan geven tot het openen van een gerechtelijk dossier, zet de federale politie de exploitatie ervan verder in het kader van de uitvoering van zijn opdracht van bestuurlijke politie.

In dit kader moest het Vast Comité I opnieuw vaststellen dat het reeds lang aangekondigde protocolakkoord tussen de federale politie en de Veiligheid van de Staat nog niet werd gefinaliseerd. Met het oog op een betere uitwisseling van bepaalde inlichtingen, is dit nochtans essentieel.

### II.2.3.3. De samenwerking tussen de inlichtingendiensten en het OCAD

Talrijke nota's en rapporten die de inlichtingendiensten aan het Vast Comité I hebben bezorgd, getuigen van een intensieve informatie-uitwisseling tussen deze diensten enerzijds en het OCAD en zijn voorganger, de AGG anderzijds.

Het Vast Comité I zal de samenwerking tussen de inlichtingendiensten en het OCAD naar aanleiding van andere onderzoeken en dossiers constant blijven evalueren.

### II.2.3.4. De samenwerking tussen de Belgische en de buitenlandse inlichtingendiensten

Artikel 20 W.I&V bepaalt dat de inlichtingendiensten zorg dragen voor de samenwerking met hun buitenlandse homologen. Ook de Europese Commissie moedigde een meer intense samenwerking aan tussen de veiligheidsdiensten van de lidstaten, en dit op het vlak van operaties, inlichtingen en strategieën. De commissie beval bovendien aan dat de diensten hun *best practices* en hun expertise betreffende de gewelddadige radicalisering meer met elkaar zouden delen binnen Europese structuren zoals Europol of het *SITCEN*.

In dit kader kan gesteld worden dat het werk van de Veiligheid van de Staat duidelijk een internationale dimensie heeft (bilateraal en multilateraal), zowel op operationeel als op analytisch vlak. De dienst maakt deel uit van de *Counter Terrorism Group* (CTG). Binnen deze groep zou hij naar eigen zeggen mede-initiatiefnemer zijn geweest van een geïntegreerde Europese benadering van de 'Iraakse *filières*'.

De uitwisseling van inlichtingen tussen de politie- en veiligheidsdiensten van verschillende landen is een noodzaak die door de internationale conventies en verdragen steeds meer op de voorgrond wordt geplaatst. Anderzijds is de internationale samenwerking tussen inlichtingendiensten onderworpen aan de regel van de derde dienst hetgeen bepaalde onderzoeken door het Vast Comité I *de facto* bemoeilijkt.

## II.2.4. BESLUITEN

Dit opvolgonderzoek heeft aangetoond dat volgende vaststellingen uit de voorgaande onderzoeken nog steeds gelden, en daarenboven ook (gedeeltelijk) van toepassing zijn op de militaire inlichtingendienst:

- de twee diensten houden geen toezicht op moslims of de beoefening van de islamitische godsdienst als zodanig;
- ze verlenen beide absolute prioriteit aan de bestrijding van het terrorisme;

- de Veiligheid van de Staat levert regelmatig haar bijstand aan gerechtelijke onderzoeken. Haar bijdrage hierin wordt gewaardeerd. De ADIV treedt op dit vlak minder op de voorgrond maar dit ligt volkomen in de lijn van zijn wettelijke bevoegdheden die te situeren zijn in de militaire sfeer;
- terecht volgt de Veiligheid van de Staat nog steeds op hoe bepaalde islamistische stromingen hun politiek-religieuze kijk op de samenleving proberen op te dringen door actief te zijn binnen sommige migrantengemeenschappen in ons land en binnen de organen van de institutionele islam in België;
- de Veiligheid van de Staat voert nog steeds onderzoek naar extremistische activiteiten in de moskeeën en verstrekt hierover informatie aan de bevoegde overheden. Ook de ADIV heeft hier een rol toebedeeld gekregen;
- nu de betwisting over de bevoegdheid van de ADIV om het radicaal islamisme in België op te volgen beslecht lijkt, komt de samenwerking tussen beide inlichtingendiensten in de strijd tegen het radicaal islamisme sterk verbeterd voor. Hetzelfde lijkt te gelden voor de informatiedoorstroming tussen de inlichtingendiensten, de politiediensten, de betrokken ministers en de gerechtelijke en bestuurlijke overheden.

Anderzijds blijven een aantal pijnpunten actueel:

- de extra personeelsmiddelen die de afgelopen jaren zijn aangetrokken, lijken niet voldoende om alle aspecten van de in dit kader te vervullen opdrachten te bestrijken;
- de Veiligheid van de Staat heeft nog geen diepgaande analyse verricht naar de ontwikkeling van de langetermijnstrategie van de islamisten. Maar ook de ADIV ondervindt moeilijkheden om inzichten over de ontwikkeling van het radicaal islamisme in België uit te werken zowel in de diepte als op lange termijn;
- de extra technische en wettelijke middelen voor de inlichtingendiensten werden nog steeds niet gerealiseerd;
- hetzelfde geldt voor een nadere wettelijke regeling omtrent de wijze waarop de inlichtingendiensten met de gerechtelijke overheden kunnen samenwerken.

Ten slotte laat dit opvolgonderzoek toe enkele bijkomende conclusies te formuleren:

- de inlichtingendiensten blijken de door hen ingewonnen gegevens met voorzichtigheid en gematigdheid te analyseren. Dit blijkt ook uit het feit dat beide inlichtingendiensten het doorgaans onderling eens zijn over de essentiële punten van hun analyses;
- de inlichtingendiensten worden geconfronteerd met de moeilijkheid om personeel aan te werven dat over voldoende kennis van bepaalde vreemde talen

- en culturen beschikt zodat de herziening van bepaalde statutaire rekruteringsvoorwaarden zich opdringt;
- de ADIV voert op basis van open bronnen sociologische studies over bepaalde fenomenen om een dreigingsanalyse op middellange en lange termijn mogelijk te kunnen maken. De Veiligheid van de Staat staat weigerachtig tegenover de idee om meer in de diepte de politieke, culturele, sociale en sociologische oorzaken van de gewelddadige radicalisering te onderzoeken. Zij stelt dat dergelijke analyses niet onder haar bevoegdheden vallen. Het Vast Comité I deelt deze zienswijze niet helemaal. Het comité kan de intellectuele nieuwsgierigheid van de ADIV voor deze maatschappelijke vraagstukken slechts toejuchten. Nochtans meent het Vast Comité I dat een dergelijke houding meer aangewezen zou zijn bij de Veiligheid van de Staat dan bij de ADIV waarvan de bevoegdheden toch hoofdzakelijk moeten gericht zijn op de bedreigingen tegenover de strijdkrachten. Wel erkent het comité dat dergelijke studies ook zeer nuttig kunnen zijn voor de perceptie en het begrip van sociologische fenomenen die mogelijks op middellange en lange termijn politieke en militaire problemen kunnen genereren;
  - het Vast Comité I blijft de mening toegedaan dat de opvolging van het radicaal islamisme tot de bevoegdheden van de ADIV behoort in de mate waarin de militaire veiligheid in België en in het buitenland in brede zin in het gedrang is.

Het Vast Comité I zal naar aanleiding van navolgende onderzoeken blijvend aandacht besteden aan de diverse belangrijke bevindingen die in de loop van dit thematisch onderzoek aan de oppervlakte zijn gekomen.

### II.3. DE INFORMATIEPROCESSEN BIJ DE VEILIGHEID VAN DE STAAT

Naar aanleiding van een uitgebreide audit stelde het Vast Comité I in de jaren 2002 en 2003 diverse gebreken vast in het informatiehuis houden van de Veiligheid van de Staat.<sup>34</sup> Met het oog op een verbetering van de situatie formuleerde het Vast Comité I toen verschillende aanbevelingen.

Nochtans moest het comité naar aanleiding van latere onderzoeken vaststellen dat dezelfde kwalen nadien opnieuw aan de oppervlakte kwamen. Om die reden werd in 2006 een onderzoek opgestart met als doel een beeld te verkrijgen van de wijze waarop de informatiestroom, de verwerking, de besluitvorming en

<sup>34</sup> De bevindingen van deze audit werden gepubliceerd in de activiteitenverslagen van de jaren 2002 en 2003. In huidig onderzoek zijn enkel de conclusies van de derde fase van belang. Deze zijn vervat in het *Activiteitenverslag 2003*, 152-163.

de rapportering van de informatie bij de Veiligheid van de Staat verloopt. Aangezien de dienst volop doende was (en nog steeds is) met de indeplaatsstelling van een nieuw en geïntegreerd informaticasysteem, was het niet mogelijk om het onderzoek reeds af te ronden. Dit zal pas nuttig kunnen gebeuren na die implementatie.

Wel oordeelde het Vast Comité I het opportuun een tussentijds verslag uit te brengen waarin reeds enkele aanbevelingen konden worden geformuleerd m.b.t. problemen die niet onmiddellijk gekoppeld waren aan de nieuwe informaticastruktuur. Het ging meer bepaald om het gebrekkig intern ICT-personeelsbeleid (de structuur en het kader van het informaticacel kon zeker geoptimaliseerd worden), de afwezigheid van een informatiestrategie (zo had de Veiligheid van de Staat geen informatiemanager) en het uitblijven van regeringsrichtlijnen tot verbetering van de bruikbaarheid en de kwaliteit van de informatie. Deze aanbevelingen worden hernomen in het laatste hoofdstuk van dit activiteitenverslag.<sup>35</sup>

#### II.4. DE ROL VAN DE ADIV IN HET KADER VAN DE MILITAIRE VEILIGHEID

Naar aanleiding van de ontdekking van een wapentrafiëk waarbij ook wapens werden verhandeld die afkomstig waren uit een militaire opslagplaats, opende het Vast Comité I in 2004 een toezichtonderzoek naar de wijze waarop de ADIV ter zake handelde zowel op het vlak van de inlichtingengaring (art. 11, § 1, 1°, W.I&V) als op het vlak van de militaire veiligheid (art. 11, § 1, 2°, W.I&V).

Het onderzoek werd midden 2007 afgesloten en bracht geen disfuncties aan het licht in hoofde van de militaire inlichtingendienst.

Nog vóór de diefstal van de wapens werd ontdekt, had de ADIV reeds een inspectie doorgevoerd in het betrokken militaire kwartier. De dienst was tot de conclusie gekomen dat er op het vlak van de veiligheid van de wapenopslag ernstige tekortkomingen waren.

Het is van belang te onderlijnen dat de rol van de ADIV in het kader van de beveiliging van militaire domeinen beperkt is tot auditeren en adviseren. De ADIV beschikt in deze over geen dwangmogelijkheden.<sup>36</sup> De implementatie van veiligheidsnormen, -richtlijnen en -reglementen is de uitsluitende verantwoordelijkheid van de militaire hiërarchie in de kazernes. De ADIV kan slechts tekort-

<sup>35</sup> Zie Hoofdstuk VIII.2.1. en VIII.2.2.

<sup>36</sup> Art. 11, § 1, 2°, W.I&V geeft de ADIV de opdracht om te “zorgen voor het behoud van de militaire veiligheid van (...) de militaire installaties”. In de Memorie van Toelichting wordt die taak als volgt toegelicht: “De SGR waakt erover dat de militaire veiligheid verzekerd wordt. Het komt hem toe richtlijnen terzake op te stellen, te zorgen voor de verspreiding binnen de Krijgsmacht, en de naleving ervan na te gaan, in het bijzonder via onderzoeken ten gevolge van veiligheidsvoorvallen met betrekking tot de Krijgsmacht.” (Gedr. St., Kamer, 1995-1996, 638/1).

komingen vaststellen en voorstellen tot remediëring formuleren. Uiteraard zou de autoriteit van de ADIV worden versterkt indien hij aan zijn interventies dwingende gevolgen zou kunnen verbinden. Maar dit betreft in wezen niet de doeltreffendheid van de ADIV, maar wel die van het militaire interne veiligheidsbeleid, zodat het Vast Comité I zich wettelijk niet bevoegd achtte hieromtrent een aanbeveling te formuleren.

## II.5. EEN KLACHT OVER EEN BEVORDERINGS- PROCEDURE BIJ DE VEILIGHEID VAN DE STAAT

In 2002 beklagde een agent van de Veiligheid van de Staat zich bij het Vast Comité I over de houding die zijn toenmalige hiërarchie tegenover hem aannam in het kader van zijn eventuele bevordering. Het negatieve advies van zijn meerdere zou immers valsheden en lasterlijke aantijgingen bevatten. De klager tekende beroep aan bij de 'Adviesraad van de Veiligheid van de Staat'. Die raad stelde vast dat de verzoeker wel degelijk over de vereiste kwaliteiten beschikte om een hogere functie te bekleden. Bijgevolg verleende de raad een gunstig advies en werd de betrokkene bevorderd. De klager stelde sindsdien het slachtoffer te zijn van pesterijen, willekeur en slecht management.

Het Vast Comité I kwam tot de vaststelling dat de klacht van deze ambtenaar elke grondslag miste. Wat betreft zijn bevordering bleek dat hij gebruik kon maken van de geëigende beroepsprocedure en dat hij de kans heeft gekregen zijn argumenten te ontwikkelen. Uiteindelijk werd hij ook bevorderd zodat hij geen nadeel leed. En wat betreft de beweerde pesterijen en willekeur kon het Vast Comité I geen feit duiden dat er zou op kunnen wijzen dat zijn hiërarchie uit was op vergelding.

In de marge van dit onderzoek werd het Vast Comité I echter met een ander gegeven geconfronteerd. De toenmalige leiding van de Veiligheid van de Staat drukte immers zijn ongenoegen uit over dit onderzoek, ondermeer omdat eventuele betwistingen inzake bevorderingen tot de bevoegdheid van de Raad van State en niet tot die het Vast Comité I zouden behoren. Het comité deelde deze visie niet. Het was (en is) van mening dat zijn Dienst Enquêtes bevoegd is om een onderzoek in te stellen naar de grieven van een lid van de Veiligheid van de Staat tegen zijn hiërarchie. De Dienst Enquêtes I geniet deze bevoegdheid conform artikel 40, tweede lid, W.Toezicht. Het Vast Comité I heeft niet de intentie zich met zuivere personeelsproblemen of persoonlijke conflicten bij de inlichtingendiensten in te laten, maar kan evenwel niet aanvaarden dat afbreuk wordt gedaan aan zijn algemene bevoegdheid of van het recht van een persoon om klacht in te dienen. Immers, dergelijke klachten kunnen wijzen op een disfunctie binnen een

dienst en zodoende rechtstreeks betrekking hebben op de doelmatigheid van de Veiligheid van de Staat.

## II.6. KLACHT DOOR EEN PERSONEELSLID VAN DE VEILIGHEID VAN DE STAAT

Begin 2006 werd een onderzoek gestart naar aanleiding van een klacht van een personeelslid van de Veiligheid van de Staat. Ook hij zou het voorwerp zijn geweest van pesterijen vanwege zijn hiërarchie. Daarnaast betwistte hij de manier waarop hij werd geëvalueerd.

Ook al voorziet het statuut van het Rijkspersoneel – dat op de klager van toepassing was – in tegensprekelijke administratieve procedures die toelaten ongunstige evaluaties te betwisten en ook al kan het niet naleven van deze regels voor de Raad van State worden aangevochten, toch oordeelde het Vast Comité I dat het in deze bevoegd was. De klacht had immers – net zoals het vorige onderzoek – zowel betrekking op de rechten van de betrokkene als op de doelmatigheid van de dienst waarvan hij deel uitmaakte.

In de marge van dit onderzoek bleek dat het personeelslid betrokken was bij twee veiligheidsincidenten. Het comité moest vaststellen dat de manier waarop de directie van de Veiligheid van de Staat deze incidenten had behandeld, inadequaat was: er werd gearzeld, verschillende hiërarchische niveaus namen tegenstrijdige houdingen aan en er werd geen passende beslissing genomen. Bij het tweede incident liet de directie de beslissing zelfs over aan een andere instantie. In die optiek was het niet verwonderlijk dat de relatie tussen de klager en zijn hiërarchie vertroebelde en dat de klager zichzelf slachtoffer waande van pesterijen.

De feiten waren daarenboven van die aard dat zij *prima facie* de opstart van een tuchtprocedure en zelfs van een strafprocedure, leken te rechtvaardigen. Geen van beide gebeurde echter. Dergelijke procedures bieden nochtans bijkomend voordeel dat door betrokkene kennis kan worden genomen van alle elementen van het dossier en verweermiddelen zodoende op een efficiënte wijze naar voren kunnen worden gebracht. De voorvallen hadden ook moeten leiden tot de onmiddellijke intrekking van de veiligheidsmachtiging. Ook dit werd nagelaten. Het Vast Comité I was dan ook van oordeel dat de wijze waarop de incidenten werden behandeld, blijk gaf van een gebrekkig personeels- en veiligheidsbeleid.

## II.7. AANRIJDING MET EEN PRIORITAIR VOERTUIG VAN DE VEILIGHEID VAN DE STAAT

In 2004 opende het Vast Comité I een toezichtonderzoek naar aanleiding van een klacht in verband met een verkeersongeval. Wat was er gebeurd? Wanneer de klaagster onder dekking van het groene verkeerslicht een kruispunt oprijdt, komt zij in aanrijding met een dienstvoertuig van de Veiligheid van de Staat dat het rode stoplicht negeert. De twee inzittende inspecteurs van de Veiligheid van de Staat stellen dat ze een ‘prioritair voertuig’ besturen en dat zowel het blauwe zwaailicht als de sirene van hun voertuig in werking was. Volgens artikel 37.4. van het Koninklijk besluit van 1 december 1975<sup>37</sup> mogen zij in die omstandigheden – na evenwel te hebben gestopt en op voorwaarde dat zulks geen gevaar voor de andere weggebruikers oplevert – het rood licht voorbijrijden en moeten die andere weggebruikers voorrang verlenen. Volgens klaagster was echter alleen het zwaailicht in werking. In dat geval had het voertuig van de Veiligheid van de Staat moeten stoppen voor het rode licht.

Het onderzoek van het Vast Comité I had uiteraard geen betrekking op de eventuele strafrechtelijke<sup>38</sup> of civielrechtelijke aansprakelijkheid. Dat behoort niet tot de bevoegdheid van het Vast Comité I. Het comité onderzocht alleen de rechtmatigheid en de wijze waarop de Veiligheid van de Staat zich van prioritaire voertuigen bedient, zowel in het algemeen als in dit concrete geval, evenwel zonder uit te kunnen maken of de sirene al dan niet in werking was.

De Veiligheid van de Staat beschikt per voertuig uit haar wagenpark over een geïndividualiseerde ministeriële machtiging tot het voeren van een afneembaar blauw zwaailicht en van een vast gemonteerde sirene en dit tijdens de uitvoering van al haar algemene en bijzondere missies.<sup>39</sup> Die voertuigen zijn dus ‘prioritaire voertuigen’ in de zin van het Koninklijk besluit van 1 december 1975. De machtiging schrijft voor dat het gebruik van deze toestellen dient te geschieden in overeenstemming met de bepalingen van dat Koninklijk besluit. Dit houdt in dat het

<sup>37</sup> K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg.

<sup>38</sup> Het strafonderzoek werd door het parket geseponeerd. Alhoewel het Vast Comité I zich niet in te laten heeft met het strafrechtelijke aspect van deze zaak, zou het zijn toezichtonderzoek zeker ten goede zijn gekomen mochten de politionele bevindingen (en desgevallend de tussengekomen rechterlijke beslissing) in de beoordeling betrokken zijn geweest. In dit verband rijst de vraag in hoeverre artikel 38 W.Toezicht van toepassing is op verkeersinbreuken. Dergelijke inbreuken worden soms als overtredingen dan weer als wanbedrijven aanzien. Artikel 38 W.Toezicht is echter beperkt tot wanbedrijven en misdaden. Door het toepassingsgebied expliciet uit te breiden tot de overtredingen (gebeurlijk enkel deze begaan tijdens de uitoefening van het ambt) wordt elke onzekerheid weggenomen en wordt bovendien een wettelijke basis voor de kennisgeving en kennisname gecreëerd.

<sup>39</sup> Conform de artikelen 28, §2, c, 1°, 4, en 43, §2, 3°, K.B. van 15 maart 1968 gaan deze machtigingen uit van de minister van Mobiliteit en Vervoer.

blauwe zwaailicht bij eender welke opdracht mag worden gebruikt en dat het gebruik ervan verplicht is bij dringende opdrachten. Het gebruik van de sirene is daarentegen enkel bij dringende opdrachten toegelaten.

Concreet betekent dit dat de betrokken inspecteurs – die belast waren met een protectieopdracht zoals voorzien in artikel 7, 3°, W.I&V – over de nodige ministeriële machtiging én een wettige reden beschikten om het zwaailicht in werking te stellen. Maar was er sprake van een ‘dringende opdracht’ zodat ook de sirene actief mocht zijn of had mogen zijn?

Het betrokken protectiedispositief werd verwacht bij een ambassadeur, wiens beveiliging het moest garanderen bij zijn verplaatsing. Buiten hun wil om konden de twee inspecteurs echter pas laat naar hun opdracht vertrekken. Om alsnog tijdig bij de ambassadeur te geraken, moesten ze wel gebruik maken van hun zwaailicht en sirene. Vraag blijft evenwel of dit als een urgentie in de zin van het Koninklijk besluit kan worden aanzien. In de beoordeling daarvan spelen talrijke factoren: menselijke, sociale, professionele, protocollaire, enz. Die factoren kunnen, afhankelijk van de persoon die de beslissing moet nemen, verschillende keuzes rechtvaardigen. Beide inspecteurs verklaarden dat de beoordeling hiervan in de praktijk volledig werd overgelaten aan de mensen op het terrein. Zij stelden dat er ter zake geen specifieke consignes of richtlijnen bestonden.

## II.8. ONDERZOEK NAAR DE WIJZE WAAROP DE VEILIGHEID VAN DE STAAT MEDEWERKING VERLEENDE AAN EEN GERECHTELIJK ONDERZOEK

In de loop van 2002 ontving de Dienst Enquêtes I een aangifte vanwege een personeelslid van de Veiligheid van de Staat. De betrokkene verdacht er zijn hiërarchie van niet alle documenten waarover ze beschikte in verband met een onderzoek aan de gerechtelijke instanties te hebben bezorgd.

In 2003 opende het Vast Comité I een onderzoek naar deze zaak. Er werd nagegaan welke stukken de Veiligheid van de Staat in verband met dit onderzoek aan de gerechtelijke instanties had overgemaakt. Deze documenten werden vergeleken met die waarover de dienst beschikte.

Het Vast Comité I kwam tot de conclusie dat alle relevante stukken wel degelijk aan de gerechtelijke overheden waren bezorgd. Er werd geen enkele aanwijzing gevonden van het feit dat er informatie zou zijn achtergehouden. De Veiligheid van de Staat stond zelfs diverse originele documenten af, zonder daarvan een kopie voor eigen gebruik te bewaren.

Wel bleek dat de toenmalige directie van de Veiligheid van de Staat op het ogenblik dat ze kennis kreeg van het gerechtelijk onderzoek, het bevel had gege-

ven om voorlopig elke vorm van analyse én informatiegaring met betrekking tot de persoon die het voorwerp was van het gerechtelijk onderzoek, te staken. Men wou “*parallele en contradictoire initiatieven (...) vermijden*”. Deze beslissing gaf aanleiding tot wrevel bij sommige agenten van de Veiligheid van de Staat. Voor hen was de betrokken persoon interessant in het kader van de wettelijke opdrachten van de dienst. Ook het Vast Comité I begreep niet waarom de toenmalige directie een dergelijke beslissing nam. Alhoewel het inderdaad zo is dat de Veiligheid van de Staat zich niet mag inlaten met een lopend gerechtelijk onderzoek, was er in deze zaak geen enkele reden om niet minstens voort te gaan met de exploitatie en de analyse van de stukken waarover de dienst reeds beschikte.<sup>40</sup>

## II.9. KLACHT OVER DE ONTERECHE TE VERMELDING IN EEN GEHEIME STUDIE

In 2003 wordt de naam van een diamantimporteur in een krant gelinkt aan de *Hezbollah* en aan een poging om in Namibië een diamantconcessie te verwerven om op die wijze bestaande embargo's te omzeilen. Ook zou de Israëlische inlichtingendienst *Mossad* interesse hebben betoond voor de activiteiten van de importeur. De krant haalde zijn informatie uit een op het internet gepubliceerd rapport van de in Londen gevestigde ngo *Global Witness*. Deze ngo zou zich op haar beurt gesteund hebben op de bevindingen van een geheime studie van de Belgische militaire inlichtingendienst.

De diamantimporteur, verontwaardigd over deze aantijgingen, diende klacht in bij het Vast Comité I.

Het comité kon bevestigen dat de ADIV inderdaad een studie had opgesteld over het Belgische luik binnen het kader van de wereldwijde diamantsmokkel. Deze studie droeg het classificatieniveau “GEHEIM” in de zin van de Wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.<sup>41</sup> In het voorwoord van deze studie – waarin nogmaals werd gewezen op het feit dat het zonder voorafgaandelijke toestemming verboden was de inhoud ervan bekend te maken – wees de ADIV er expliciet op dat de dienst zich niet baseerde op bewezen feiten maar op aanwijzingen die desgevallend verder onderzoek noodzaakten. In de studie zelf werd inderdaad een naam opgenomen die overeenkomt met die van de diamantimporteur,

<sup>40</sup> In het verleden heeft het Vast Comité I er reeds op gewezen dat een lopend gerechtelijk onderzoek geen beletsel mag zijn voor verder inlichtingenwerk (*Activiteitenverslag 2003*, 191 en 232) en *Activiteitenverslag 2004*, 124).

<sup>41</sup> Aangezien het uitlekken van geclassificeerde nota's een misdrijf uitmaakt, had de ADIV des tijds klacht neergelegd bij het parket. De klacht werd echter geseponeerd wegens “onbekende dader”. Het Vast Comité I beschikte over geen enkele aanwijzing dat het lek bij de ADIV zou te situeren zijn of aan de nalatigheid of onvoorzichtigheid van deze dienst zou te wijten zijn.

evenwel zonder dat het Vast Comité I zekerheid heeft omtrent het feit dat de klager en de in de studie vernoemde (rechts)persoon één en dezelfde zijn. Bovendien kwam die naam slechts marginaal en in uitermate genuanceerde bewoordingen aan bod; er werden geenszins daadwerkelijke aantijgingen over connecties met *Hezbollah* geformuleerd, noch was er in de studie sprake van een poging om in Namibië een diamantconcessie te verwerven of over de beweerde interesse die de *Mossad* na afloop voor de importeur zou hebben betoond.

Het Vast Comité I was van oordeel dat de ADIV in de redactie van de gewraakte studie en in de wijze waarop hij rapporteerde, op een heel omzichtige, professionele wijze te werk is gegaan. De dienst heeft alles in het werk gesteld om waar nodig te wijzen op het hypothetisch en geenszins bewezen karakter van zijn materiaal en denkpistes.

## II.10. TOEZICHTONDERZOEKEN WAAR IN DE LOOP VAN 2007 ONDERZOEKSDADEN WERDEN GESTELD EN ONDERZOEKEN DIE IN 2007 WERDEN OPGESTART

Dit onderdeel bevat een opsomming en een korte situering van die onderzoeken waar in de loop van het werkingsjaar 2007 betekenisvolle activiteiten werden verricht door het Vast Comité I, maar die nog niet werden afgerond. Tevens worden drie onderzoeken vermeld die midden december 2007 werden opgestart maar waar nog geen onderzoeksdaden konden in worden verricht.

### II.10.1. DE ROL VAN DE INLICHTINGENDIENSTEN IN HET KADER VAN DE STRIJD TEGEN DE PROLIFERATIE VAN NIET-CONVENTIONELE OF ZEER GEAVANCEERDE WAPENS

De bestrijding van het gevaar van de proliferatie van nucleaire, bacteriologische en chemische wapens vormt een fundamenteel onderdeel van de nationale en Europese veiligheidspolitiek. Ook voor de Veiligheid van de Staat en de ADIV is hierin een belangrijke opdracht weggelegd.

Eerder werd door het Vast Comité I besloten een toezichtonderzoek te openen naar “*de wijze waarop de inlichtingendiensten hun rol waarnemen in het kader van de dreigingen tot het gebruik van biologische en chemische middelen in terroristische acties*”. Het onderzoek werd in 2006 verruimd naar “*de rol van de inlichtingendiensten in het kader van de strijd tegen de proliferatie van niet-conventio-*

*nele of zeer geavanceerde wapens*”. Het betreft aldus een omstandig onderzoek naar een breed fenomeen.

Het eindverslag van het Vast Comité I zal in de loop van 2008 aan de begeleidingscommissie van de Senaat te bespreking worden voorgelegd.

#### II.10.2. DE BESCHERMING VAN HET WETENSCHAPPELIJK EN ECONOMISCH POTENTIEEL EN DE BELGISCHE RUIMTEVAARTINDUSTRIE

In september 2005 raakte in de media bekend dat een filiaal van een innovatief Belgisch bedrijf actief op het vlak van de ruimtevaartindustrie, zou zijn verkocht aan een Britse defensiegroep. Het Vast Comité I startte daarop een toezichtonderzoek en gaf opdracht na te gaan of het bedrijf eerder in het aandachtsveld was gekomen van de Veiligheid van de Staat (in het kader van de bescherming van het WEP) of van de ADIV (in het kader van de militaire veiligheid) en of het momenteel nog wordt gevolgd. Hiertoe werden de beschikbare open bronnen bestudeerd die handelen over het belang van dit bedrijf voor 's lands wetenschappelijk en economisch potentieel. Ook de inlichtingendiensten werden bevraagd.

In 2006 en 2007 werden nog een aantal bijkomende onderzoeksvragen gesteld, ondermeer met betrekking tot de communicatie tussen het bedrijf en de inlichtingendiensten. Het onderzoek kon vooralsnog niet worden afgesloten.

#### II.10.3. INFORMATIEHUISHOUDING BIJ DE MILITAIRE INLICHTINGDIENST

Eind november 2005 werd een toezichtonderzoek geopend naar de wijze waarop de militaire inlichtingdienst de ingewonnen informatie beheert en exploiteert. In dat verband waren ondermeer de bestaande onderrichtingen voorwerp van onderzoek, alsook werden verduidelijkingen gevraagd naar de wijze waarop de ADIV de door hen ontvangen gegevens van persoonlijke aard opslaat, beheert en exploiteert (in het kader van het geautomatiseerd documentenbeheer binnen de ADIV).

In 2007 dienden nog bijkomende verificaties te worden, zodat het eindverslag van het Vast Comité I pas in de loop van 2008 zal kunnen worden voorgesteld.

#### II.10.4. INFORMATIEHUISHOUDING BIJ DE VEILIGHEID VAN DE STAAT

Een gelijkaardig onderzoek vond plaats bij de Veiligheid van de Staat, met als doel een beeld te krijgen van de wijze waarop de informatiestroom, de verwerking, de besluitvorming en de rapportering van de informatie bij de Veiligheid van de Staat verloopt. Er werd bestudeerd hoe de binnenkomende informatie, afkomstig van diverse (binnen- en buitenlandse) kanalen wordt geregistreerd en verder wordt verwerkt. Langs welke kanalen loopt die informatiestroom? Hoe geschiedt de analyse? Hoe gebeurt de besluitvorming? Hoe en aan wie wordt gerapporteerd? Ook werden inlichtingen ingewonnen en vaststellingen verricht die nodig waren in het kader van de uitvoering van een andere vraag, namelijk welke maatregelen binnen de Veiligheid van de Staat werden getroffen om aan de door een eerdere audit<sup>42</sup> vastgestelde tekortkomingen te verhelpen.

Dit uitgebreid onderzoek, gevoerd in de loop van 2006 en 2007, kon evenmin reeds worden gefinaliseerd. De Veiligheid van de Staat bevindt zich immers midden in de implementatie van een nieuw en geïntegreerd informaticasysteem, waarvan de afrondingsfase voorzien is voor 2008. Vanaf dan zal in dit onderzoek de draad opnieuw batig kunnen worden opgenomen. Wel stelde het Vast Comité I in 2007 een intermediair verslag op rond deelaspecten van de problematiek. Dit verslag werd bij de Senaat ingediend.<sup>43</sup>

#### II.10.5. KLACHT VAN EEN PARTICULIER OVER DE WIJZE WAAROP DE VEILIGHEID VAN DE STAAT INLICHTINGEN OVER DE BETROKKENE ZOU HEBBEN INGEWONNEN, VERWERKT EN VERSPREID

In de loop van 2006 ontving het Vast Comité I een klacht van een burger die beweerde ernstig benadeeld te zijn (geweest) door de activiteiten van de Veiligheid van de Staat. De betrokkene meent reeds jarenlang slachtoffer te zijn van manipulatie en van gefabriceerde gegevens die zijn reputatie hebben vernietigd. Het Vast Comité I heeft – vanuit zijn dubbele finaliteit (rechtmatigheids- en doelmatigheidscontrole) – in de loop van 2006 en 2007 heel wat inspanningen geleverd om deze zaak te onderzoeken. Aangezien de feiten die aan de oorsprong van de klacht liggen vrij oud zijn, is er wezenlijk tijd geïnvesteerd in de zoektocht naar relevante informatie en documenten. Daarenboven was de toegang tot die docu-

<sup>42</sup> VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2001*, 5, *Activiteitenverslag 2002*, 12-14 en *Activiteitenverslag 2003*, 152-163.

<sup>43</sup> Zie Hoofdstuk II.3.

menten, die doorheen de tijd verspreid zijn geraakt over diverse administratieve en gerechtelijke diensten, maar ook bij private personen en instanties konden gevonden worden, allesbehalve evident.

Het onderzoek zal worden afgerond in 2008.

#### II.10.6. DE VEILIGHEID VAN DE STAAT EN 'GERESERVEERDE DOSSIERS'

Tijdens verificaties in het kader van een onderzoek in de gebouwen van de Veiligheid van de Staat, kon het Vast Comité I vaststellen dat er bepaalde dossiers bestonden waarvan de opslag en de raadpleging een ander regime genoten dan de overige dossiers. Deze dossiers werden geclassificeerd als 'geheim geclassificeerde dossiers'. Binnen de Veiligheid van de Staat gebruikten sommigen in dit kader de term 'gereserveerde dossiers'.

In 2007 werden bijkomende onderzoeksvragen gesteld en werden diverse documenten opgevraagd. Naar alle waarschijnlijkheid zal het onderzoek dienvolgens in de loop van 2008 worden afgerond.

#### II.10.7. DE MILITAIRE INLICHTINGDIENST, CONGO EN DE VERKIEZINGSCAMPAGNE

Op 30 juli 2006 werden in de Democratische Republiek Congo voor de eerste keer in 40 jaar verkiezingen gehouden. Het Vast Comité I wenste te vernemen op welke wijze de ADIV de situatie opvolgde, welke de stand van zaken was en op welke wijze de ingewonnen inlichtingen werden verspreid.

Er werden een aantal onderzoeksactiviteiten verricht in 2006. Het onderzoek liep verder in 2007. Ook dit onderzoek zal in 2008 worden gefinaliseerd.

#### II.10.8. SPIONAGE IN HET EUROPESE JUSTUS LIPSIUS- GEBOUW

Op 19 maart 2003 maakte de Europese Raad bekend dat zijn veiligheidsdiensten eind februari 2003 in het Justus Lipsius-gebouw van de Raad van de Europese Unie in Brussel apparatuur vonden waarmee verscheidene delegaties, waaronder die van Spanje, Duitsland, Frankrijk, Italië, het Verenigd Koninkrijk en Oostenrijk, konden worden afgeluisterd.

De Raad kon evenwel niet vaststellen wie verantwoordelijk was voor de plaatsing van de aan bepaalde telefoonlijnen gekoppelde elektronische apparatuur. In aansluiting op een reeks tegenmaatregelen en een voorafgaand intern onderzoek,

keurde de Raad de beslissing goed “*autorisant le Secrétaire général adjoint du Conseil à déposer une plainte contre X, en son nom, auprès du Procureur général près de la Cour d’appel de Bruxelles, concernant la découverte de dispositifs d’écoutes téléphoniques dans l’immeuble Justus Lipsius à Bruxelles. La plainte sera fondée sur les dispositions pertinents du Code pénal belge, et en particulier sur son article 314bis.*”

Eind mei 2006 werd beslist een toezichtonderzoek te openen “*naar de wijze waarop de Belgische inlichtingendiensten (de Veiligheid van de Staat en de ADIV) hebben geïntervenieerd naar aanleiding van een af luisterzaak in de bureaus van de delegatie van de Europese Raad in Brussel*”. Gelet op het feit dat de Veiligheid van de Staat in het kader van het gerechtelijk onderzoek ter zake als expert was aangeduid, meende zij niet te kunnen ingaan op de vragen van het Vast Comité I.

Het comité wenste ook inzage te krijgen in het gerechtelijk dossier. Omwille van het lopend gerechtelijk onderzoek ging ook het federaal parket, na overleg met de onderzoeksrechter, niet op deze vraag in.

Begin 2007 werd de vraag tot inzage herhaald; het antwoord bleef negatief. In september 2007 volgde een nieuw verzoek, dat werd herhaald in december 2007. De vraag werd evenwel gepreciseerd: (a) werden de Belgische inlichtingendiensten geïnformeerd over deze zaak vooraleer ze in de pers verscheen en (b) hebben de Belgische inlichtingendiensten opgetreden als expert op vraag van het federaal parket of de onderzoeksrechter in het kader van het gerechtelijk onderzoek en op welke wijze gaven zij gevolg aan dit verzoek?

Half december 2007 werd gemeld dat er een akkoord tot inzage is in het gerechtelijk dossier. Begin januari 2008 konden hieromtrent praktische afspraken worden gemaakt zodat het toezichtonderzoek in de loop van 2008 effectief van start kan gaan.

#### II.10.9. SCHADELIJKE SEKTARISCHE ORGANISATIES

De fenomenen waaraan de Veiligheid van de Staat aandacht moet besteden zijn “*elke individuele of collectieve activiteit ontplooid in het land of vanuit het buitenland die verband kan houden met spionage, inmenging, terrorisme, extremisme, proliferatie, schadelijke sektarische organisaties, criminele organisatie (...)*”. Een en ander krijgt in artikel 8 W.I&V een eigen invulling. Zo ook wat betreft de ‘schadelijke sektarische organisaties’, te weten elke groep met filosofische of religieuze inslag of die voorwendt dat te zijn en die qua organisatie of in haar praktijk schadelijke onwettige activiteiten uitoefent, individuen of de maatschappij nadeel berokkent of de menselijke waardigheid schendt.

Begin januari 2007 besliste het Vast Comité I een toezichtonderzoek te openen “*over de wijze waarop de Veiligheid van de Staat haar wettelijke opdracht, ver-*

*noemd in de artikelen 7 en 8 van de Wet op de inlichtingendiensten, uitvoert met betrekking tot de schadelijke sektarische organisaties”.*

Hiermee wenst het Vast Comité I onder meer een antwoord te krijgen op de vragen welke de organisaties zijn die door de Veiligheid van de Staat worden opgevolgd en op welke wijze deze opvolging gebeurt. Ook wordt bestudeerd welke maatstaven de inlichtingendienst hanteert om sektarische bewegingen als gevaarlijk te beschouwen, welke de analyses zijn die de Veiligheid van de Staat heeft toegezonden aan de autoriteiten en met welk doel dit geschiedde. Ten slotte wenst het Vast Comité I een zicht te krijgen op de personele en materiële middelen die de Veiligheid van de Staat vrijmaakt voor deze opdracht. In 2007 werden in dat kader heel wat onderzoeksactiviteiten verricht.

#### II.10.10. MEDEWERKING VAN DE VEILIGHEID VAN DE STAAT AAN EEN HUISZOEKING

Halfweg februari 2007 worden huiszoeken uitgevoerd in de gerechtelijke arrondissementen Brussel, Nijvel en Verviers, en dat in het kader van een gerechtelijk onderzoek naar moslimextremisten. Het ging daarbij om zogenaamde ‘versterkte huiszoeken’<sup>44</sup> Deze operatie werd door bepaalde media omschreven als van een ‘ongehoorde brutaliteit’. Het Vast Comité P, dat toezicht uitoefent op de politiediensten, werd ingeschakeld om de wijze waarop de onderzoeken of de operaties verliepen, te onderzoeken.

In het kader van dat onderzoek, verzocht de voorzitter van het Vast Comité P het Vast Comité I om na te willen gaan of de inlichtingendiensten voorafgaandelijk gecontacteerd werden in verband met deze operatie en meer bepaald met betrekking tot de personen die als verdacht werden beschouwd. Daarop besliste het Vast Comité I een toezichtonderzoek te openen naar “*de eventuele bijdrage van de inlichtingendiensten (al dan niet) voorafgaandelijk aan de huiszoeken verricht door de federale politie op 16 en 17 februari 2007*”.

Na het verrichten van de eerste onderzoeksdaeden werden de vaststellingen van dit onderzoek overgemaakt aan het Vast Comité P. Met het oog op mogelijks bijkomende vragen van het Vast Comité P, werd voorliggend onderzoek nog niet afgesloten.

<sup>44</sup> D.i. een huiszoeking waarbij bijstand wordt verleend door de speciale eenheden van de federale politie.

#### II.10.11. DE MILITAIRE INLICHTINGDIENST EN DE UITVOERING VAN EEN VEILIGHEIDSONDERZOEK

Begin mei 2007 ontving de Dienst Enquêtes I een schriftelijke klacht van een particulier, die zijn ongenoegen uitte over het verloop van een veiligheidsonderzoek door de militaire inlichtingendienst. Na een kort vooronderzoek besloot het Vast Comité I een toezichtonderzoek te openen “*over de wijze waarop de ADIV een veiligheidsonderzoek heeft ingesteld*”.

De Dienst Enquêtes I voerde in dit kader reeds verschillende onderzoeksverrichtingen uit. Zo werd onder meer de klager gehoord alsook de betrokken actoren bij de Algemene Dienst inlichting en veiligheid. Het onderzoek werd vooralsnog niet afgesloten.

#### II.10.12. BESCHERMING VAN COMMUNICATIESYSTEMEN TEGEN MOGELIJKE BUITENLANDSE INTERCEPTIES

Uit een onderzoek van de Italiaanse *Consiglio Superiore della Magistratura*<sup>45</sup> bleek dat de Italiaanse militaire inlichtingendienst (het toenmalige SISMI) sinds enkele jaren bepaalde magistraten op illegale wijze onder toezicht hield. Het betrof de elektronische correspondentie die werd gevoerd door Europese verenigingen van magistraten, waaronder ook Belgische magistraten, allen lid van de *Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés (MEDEL)*.

Begin augustus 2007 dan weer keurde het Amerikaanse parlement de *Protect America Act* goed, een nieuwe wet over het afluisteren en het onderscheppen van e-mails.

Een maand later verschenen in de pers herhaalde berichten over de mogelijks vanuit China gecoördineerde aanvallen op de computersystemen van diverse buitenlandse overheidsinstellingen.

Ten slotte werd het Vast Comité I vanuit de Senaat gevraagd naar een *update* van zijn Echelon-rapport.<sup>46</sup>

Al deze elementen deden het Vast Comité I eind december 2007 besluiten een toezichtonderzoek te openen naar de “*wijze waarop de Belgische inlichtingendiensten de noodzaak beschouwen tot bescherming van de communicatiesystemen tegen interceptie van buitenlandse oorsprong*”.

<sup>45</sup> De Italiaanse Hoge Raad voor de magistratuur.

<sup>46</sup> Zie VAST COMITE I, *Activiteitenverslag 2000* (Syntheseverslag van het onderzoek over de manier waarop de Belgische inlichtingendiensten reageren op het eventueel bestaan van een Amerikaans systeem, Echelon genaamd, voor het onderscheppen van telecomunicaties in België), 29-60.

### II.10.13. DE ROL VAN DE INLICHTINGENDIENSTEN IN DE ZAAK-KARI

In de loop van 2005 wordt een gerechtelijk onderzoek, de zgn. zaak-Kari, opgestart naar een Belgisch netwerk van moslimextremisten verdacht van het rekruteren van terroristen. Dat het een ernstige zaak betrof, bleek toen twee leden van het netwerk naar Irak vertrokken om er zelfmoordaanslagen te plegen. Bij één van hen lukte dat blijkbaar ook: op 9 november in 2005 zou de Belgische Muriel Degauque zich in Irak hebben opgeblazen. Haar man, Issam Goris, werd voortijdig uitgeschakeld.

Al snel bleek dat de Belgische inlichtingendiensten een cruciale rol hebben gespeeld in de ontmanteling van dit netwerk.

Eind december 2007 opende het Vast Comité I het *“Toezichtonderzoek over de bijdrage van de Belgische inlichtingendiensten aan het gerechtelijk onderzoek met betrekking tot een netwerk van jihadisten bestemd voor Irak”*.

### II.10.14. DE BESCHERMING VAN GECLASSIFICEERDE INFORMATIE BUITEN BEVEILIGDE SITES

Midden december 2007 besloot het Vast Comité I tot de opening van een toezichtonderzoek m.b.t. *“de wijze waarop de ADIV geclassificeerde informatie en/of persoonsgegevens beschermt buiten beveiligde sites”*, en dit naar aanleiding van enkele incidenten waarbij dergelijke gegevens verloren waren gegaan. In 2007 konden in dit onderzoek nog geen onderzoeksdaden worden verricht.

## HOOFDSTUK III. STUDIES, ACTIVITEITEN EN ADVIEZEN

Naast toezichtonderzoeken verrichtte het Vast Comité I in 2007 ook een aantal andere activiteiten. Zo werd, in uitvoering van een wettelijke verplichting, samen met het Vast Comité P een eerste verslag opgesteld over de werking van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD) (III.1.). Verder werd in het kader van de regeringsvorming een memorandum toegezonden aan en besproken met de toenmalige informateur (III.2.). De publicatiereeks *Quis custodiet ipsos custodes* (III.3.), een besloten academische zitting (III.4.), de actualisering van de *Codex Inlichtingendiensten* (III.5.) en een voorstelling voor de nieuwe rekruten van de Veiligheid van de Staat (III.6.) passen in een bredere bekendmaking van het Vast Comité I bij de geïnteresseerde burger in het algemeen en de leden van de inlichtingenwereld in het bijzonder.

### III.1. HET EERSTE VERSLAG OVER DE WERKING VAN HET OCAD

#### III.1.1. WAT IS HET OCAD?<sup>47</sup>

Op 1 december 2006 trad de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging (W.OCAD) in werking en nam het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, kortweg het OCAD, de rol van de Antiterroristische Gemengde Groep (AGG) over. Tegelijkertijd werden de bepalingen van kracht vervat in het Koninklijk besluit van 28 november 2006 tot uitvoering van de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging (KB OCAD). De creatie van het OCAD vormde één van de speerpunten in het regeringsbeleid tegen het terrorisme en het extremisme. Maar wat doet dit orgaan en wie is er bij betrokken?

<sup>47</sup> Zie ook: DELEPIÈRE, J.-Cl., “Une approche commune et intégrée de l’analyse de la menace terroriste: la création de l’organe de coordination pour l’analyse de la menace”, in *Geheime diensten. A licence to kill*, MATTHIJS, H. (ed.), Brugge, die keure, 2007, 11-23; PIETERS, P., “Terrorisme en extremisme: coördinatie van de dreigingsanalyse”, *Panopticon*, 2007, afl. 2, 68-75; SCHUERMANS, F., “Terrorisme en extremisme”, *RABG*, 2007, afl. 1, 60-62 en VAN LAETHEM, W., “Het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse: een punctuele analyse”, *Vigiles*, 2007, afl. 4, 109-127.

Het OCAD moet – op vraag of ambtshalve – punctuele of strategische dreiginganalyses opstellen inzake terrorisme en extremisme en dit vnl. op basis van inlichtingen die het verplicht verkrijgt van zeer uiteenlopende overheidsdiensten. Deze analyses zijn bedoeld voor diverse politieke, administratieve, politionele en gerechtelijke overheden die op basis hiervan hun acties kunnen oriënteren.

Het OCAD voert zijn evaluatietaken uit onder het gemeenschappelijke gezag en beheer van de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie. De dagelijkse leiding wordt waargenomen door een directeur en een adjunct-directeur, die beiden magistraat zijn en een tijdelijk mandaat krijgen.<sup>48</sup>

Het eigenlijke analysewerk gebeurt door deskundigen die gedetacheerd worden uit de zgn. ondersteunende diensten en door extern gerekruteerde analisten afkomstig uit diverse disciplines.

De voor het OCAD belangrijkste informatiebron vormen de inlichtingen afkomstig van de diverse ondersteunende diensten, m.n. de Veiligheid van de Staat, de ADIV, de politiediensten, de Administratie der Douane en Accijnzen van de FOD Financiën, de Dienst Vreemdelingenzaken van de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Mobiliteit en Vervoer en de FOD Buitenlandse Zaken. Elk van die departementen of diensten moet een centraal contactpunt organiseren. Het is de bedoeling dat elke uitwisseling van inlichtingen en analyses van en naar het OCAD via dit contactpunt verloopt. Hoe de informatiestroom vanuit de diverse geleidingen van een welbepaalde ondersteunende dienst naar haar eigen contactpunt moet gebeuren, is een interne kwestie. Belangrijk is evenwel dat de (personen werkzaam binnen die) diensten verplicht zijn alle relevante inlichtingen waarover ze beschikken door te zenden naar het OCAD. De niet-naleving van deze verplichting kan zelfs aanleiding geven tot strafsancities.

Om bepaalde gevoelige informatie enigszins af te schermen, werd evenwel een 'embargoprocedure' ingebouwd. Concreet betekent dit dat de federaal procureur de mededeling van gerechtelijke gegevens kan beperken tot de directeur van het OCAD indien hij van oordeel is dat de opname van die inlichtingen in de analyses van het OCAD de uitoefening van de strafvordering of de veiligheid van personen in het gedrang kan brengen. Eenzelfde mogelijkheid werd voorzien voor het hoofd van o.m. een inlichtingendienst indien de veiligheid van een menselijke bron in gevaar kan worden gebracht of indien de inlichting afkomstig is van een buitenlandse inlichtingendienst die uitdrukkelijk gevraagd heeft deze niet aan andere diensten toe te zenden.

<sup>48</sup> Omwille van de continuïteit van de dienstverlening, heeft de wet bij wijze van overgangsmaatregel het voormalige diensthoofd van de AGG aangeduid als adjunct-directeur. Deze persoon heeft niet de hoedanigheid van magistraat.

### III.1.2. EXTERNE CONTROLE

Een belangrijke wijziging ten opzichte van de vroegere situatie is dat het OCAD onderworpen is aan de externe controle door de Vaste Comités I en P.<sup>49</sup> Hen werd opgedragen een gezamenlijk toezicht te houden op de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan de personen waarborgen, alsook op de coördinatie en de doelmatigheid van de werking van dit orgaan. De controle door de beide comités kan schematisch als volgt worden voorgesteld: de werking van het OCAD zelf en de aanlevering van informatie door de ondersteunende diensten die geen politie- of inlichtingendiensten zijn in de zin van de Wet van 18 juli 1991, gebeurt via gezamenlijke onderzoeken. De controle op de naleving van de verplichting voor de politiediensten om het OCAD te voorzien van alle relevante inlichtingen, gebeurt door het Vast Comité P. De informatieflex vanuit de Veiligheid van de Staat en de ADIV wordt dan weer gecontroleerd door het Vast Comité I.

### III.1.3. RAPPORTAGEPLICHT

Ingevolge de uitvoering van de W.OCAD<sup>50</sup> moeten de Vaste Comités tweemaal per jaar verslag uitbrengen aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat.

Voor het eerste verslag moest rekening worden gehouden met het feit dat het OCAD op dat ogenblik slechts zeven maanden operationeel was en nog geenszins zijn kruissnelheid kon bereiken. Zo werd pas bij K.B. van 23 maart 2007 een directeur benoemd. Tot dan rustte de dagelijkse leiding van het OCAD, het beheer en de volledige last van de overgang van de oude AGG-structuur naar het OCAD op de schouders van de adjunct-directeur. Verder diende de nieuwe directeur zijn ambt te combineren met het voorzitterschap van de Cel voor financiële informatieverwerking.<sup>51</sup> Tot slot werd pas einde juni 2007 een aanvang genomen met de rekrutering. Een en ander betekende dat het OCAD in deze beginfase verplicht was prioriteiten te stellen, te weten de redactie van punctuele dreigingsevaluaties. Het OCAD was dan ook nog niet toegekomen aan de opmaak van echt strategische evaluaties.

De rapportageopdracht van beide Vaste Comités kon bovendien niet los worden gezien van de bij wet<sup>52</sup> aan het OCAD opgelegde verplichting om tweemaal per jaar een evaluatieverslag van zijn activiteiten en van zijn strategische doelstel-

<sup>49</sup> Cf. artt. 1, eerste lid, 2°, 9, eerste lid, 33, eerste lid, en 53 W.Toezicht.

<sup>50</sup> Artt. 11, 4°, 35, 4°, en 53 W.Toezicht.

<sup>51</sup> Art. 7 W.OCAD voorziet nochtans dat de directeur, net zoals overigens zijn adjunct, zijn functie voltijds uitoefent.

<sup>52</sup> Cf. art. 10, §4, W.OCAD.

lingen omtrent deze activiteiten voor te leggen aan het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid. Dat Ministerieel Comité moet het verslag vervolgens verzenden aan beide Vaste Comités. Ook op het eerste halfjaarlijks auto-evaluatierapport bleef het, om voormelde redenen, wachten.

Op het ogenblik van de eerste rapportage had het OCAD evenmin enig reglement, richtlijn of ander document die zijn handelwijze regelt, overgezonden aan de comités. Dit is nochtans door de wet voorgeschreven.<sup>53</sup> Ook lag op dat moment nog geen enkele klacht of aangifte voor<sup>54</sup>, noch tegen, noch vanwege het OCAD, de ondersteunende diensten of hun personeelsleden.

Om al die redenen meende de comités dat het slechts nuttig kon overgaan tot een *hearing* van de adjunct-directeur van het OCAD omtrent de algemene stand van zaken op beleidsmatig, operationeel en personeelsvlak.

Het eerste rapport van de beide Comités dateert van 25 september 2007 en werd op die datum toegestuurd aan de Voorzitters van de Kamer en de Senaat en aan de bevoegde ministers. In wat volgt, worden alleen de voornaamste bevindingen hernomen.<sup>55</sup>

#### III.1.4. DE HEARING

De *hearing* met de adjunct-directeur van het OCAD (de directeur was op dat moment nog niet aangewezen), had een informatief karakter en had tot doel een inzicht te verwerven in de opstart en de actuele werking (naar principes, vorm, inhoud, doelmatigheid en eventuele moeilijkheden) van het OCAD.

##### III.1.4.1. De personele middelen

In de beginfase was een overzicht van de binnen het OCAD vigerende personeelsproblematiek uiteraard primordiaal voor een beter begrip van de operationele en beleidsmatige aspecten. Volgens artikel 3 van het K.B. van 23 januari 2007 betreffende het personeel van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse beschikt dit orgaan voor de uitvoering van zijn opdrachten, naast de directeur en zijn adjunct, ook over twaalf nieuw aan te werven analisten en elf vanuit de ondersteunende diensten te detacheren deskundigen.<sup>56</sup> Althans 'zou moeten' beschik-

<sup>53</sup> Cf. artt. 9, tweede lid, en 33, tweede lid, W.Toezicht.

<sup>54</sup> Cf. artt. 9, eerste lid, en 34, eerste lid, W.Toezicht.

<sup>55</sup> Voor het volledige verslag zie: VAST COMITÉ I en VAST COMITÉ P, *Gemeenschappelijk toezicht van het Vast Comité I en het Vast Comité P met betrekking tot het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse*, Rapport 2007/01, 25 september 2007 ([www.comiteri.be](http://www.comiteri.be)).

<sup>56</sup> Er werd tevens in een administratieve staf van 26 personeelsleden voorzien, waarvan zes van niveau A, elf van niveau B, vijf van niveau C en vier van niveau D, hetgeen het totale personeelskader op 51 brengt.

ken, want het effectieve personeelsbestand was op datum van het rapport nog ver af van het door het besluit voorziene kader.<sup>57</sup> Het behoefde in die omstandigheden geen betoog dat de functionerings- en performantiemogelijkheden binnen het OCAD verre van optimaal waren. Vooraleer de wijze van functioneren kan worden afgetoetst aan het wettelijk raamwerk, moeten uiteraard eerst alle voorwaarden, die de wetgever voor het kunnen functioneren noodzakelijk heeft geacht, verenigd zijn.

Volgens het OCAD zou een personeelssterkte van 75 ideaal zijn om in de toekomst gelijke tred te kunnen houden met de verwachte stijgende instroom van inlichtingen en om een optimalere permanente beschikbaarheid te kunnen garanderen.<sup>58</sup> Ten slotte blijft voor de directie van het OCAD ook de confrontatie met veertien verschillende statuten<sup>59</sup> een bijkomende complicerende factor binnen het personeelsbeheer, niet enkel voor het dagelijks bestuur, maar zelfs op middellange termijn. Ongetwijfeld zou een regelgevend initiatief nuttig en wenselijk zijn.

#### III.1.4.2. De beleidsmatige invalshoek

Het OCAD tracht zich – conform de geest van de wet – tegenover zijn toeleveranciers te positioneren als een daadwerkelijke toegevoegde waarde. Van enige koudwatervrees ten opzichte van het OCAD zijn er geen aanwijzingen.

De grootste flux aan informatie werd totnogtoe aangeleverd vanuit de geïntegreerde politie. Hiervoor zijn een aantal evidente redenen: de grootte van de dienst, de betrokkenheid van de lokale politie bij de strijd tegen extremisme en terrorisme, de vertrouwdsheid van de politie met deze materies, het partnership dat de politie met andere betrokken actoren heeft aangegaan... Gevolg is dat de samenwerking politie-OCAD wederzijds positief werd ervaren.

De samenwerking tussen het OCAD enerzijds en de inlichtingendiensten en de andere ondersteunende diensten anderzijds zal het voorwerp uitmaken van een navolgend rapport. In elk geval beschouwt het OCAD de actuele situatie als een duidelijke verbetering. Het OCAD krijgt veel pertinentere antwoorden dan voorheen het geval was. Dit is niet enkel te wijten aan de meer gestructureerde vraagstelling, maar ook aan de wettelijke verplichting dat alle pertinente informatie aan het OCAD *moet* worden doorgegeven, wat voor de ondersteunende diensten een grotere participatie in de eindverantwoordelijkheid meebrengt.

<sup>57</sup> Zo waren er op dat ogenblik weliswaar tien van de elf deskundigen actief, maar nog geen enkele analist.

<sup>58</sup> Nu worden personeelsleden indien nodig uit verlof teruggeroepen.

<sup>59</sup> De personen die gedetacheerd worden vanuit de verschillende ondersteunende diensten behouden immers hun eigen statuut.

Het OCAD onderkent evenwel een urgente behoefte aan een beveiligd communicatienetwerk. Het coördinatieorgaan moet immers een groot aantal bestemmingen<sup>60</sup> bedienen, terwijl de vorm noch de inhoud van de door hem verspreide informatie een publiek karakter heeft. De militaire inlichtingendienst werd belast met een studie van dit zgn. BINII-netwerk.

Op het ogenblik van de eerste rapportage werd een vijftal dossiers behandeld met toepassing van de embargoprocedure uit art. 11 W.OCAD.<sup>61</sup> Aangezien de wet uitdrukkelijk voorziet dat de behandeling dient te geschieden door de directeur van het OCAD, vereist dit volgens het coördinatieorgaan een permanente beschikbaarheid, hetzij van de directeur, hetzij van zijn adjunct, zowel voor het aspect analyse als voor het aspect evaluatie. Inzake de toepassing van de embargoprocedure overeenkomstig art. 12 W.OCAD<sup>62</sup> werd een gelijkaardig cijfer opgetekend. Noch volgens het OCAD, noch volgens de twee inlichtingendiensten heeft voormeld artikel en de strafbepaling van art. 14 van dezelfde wet merkbare terughoudendheid vanwege hun buitenlandse homologen geressorteed.<sup>63</sup> Ten andere wordt er steeds over gewaakt dat slechts gemoduleerde informatie het OCAD verlaat en dit in samenspraak met de inlichtingendiensten.

#### III.1.4.3. De operationele invalshoek

Anders dan voorzien in de bijlage bij het Koninklijk besluit dat het personeelsstatuut van de leden van het OCAD regelt, is het OCAD opgebouwd uit een departement administratie en logistiek (dertien personeelsleden), een departement *liaisons* en experts, een departement analisten en een departement dossierbeheer en documentatie. Het OCAD besteedt bijzondere zorg aan de ontwikkeling van de afdeling documentatie. Correcte informatie is immers de vitale basis voor een adequate analyse.

De opgelegde evaluatiedeadlines<sup>64</sup> zijn tijdens de beschouwde periode steeds haalbaar gebleken. Wel kon, gezien de zeer korte termijn van sommige aanvragen, geen consultatie van de ondersteunende diensten plaatsvinden, wat nogmaals de

<sup>60</sup> Minstens reeds alle zeven leden (én hun kabinetshoofden) van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid, alle diensthoofden van de ondersteunende diensten, het federaal parket, de portefeuillehoudende procureur-generaal en het Crisiscentrum van de regering.

<sup>61</sup> Dit artikel regelt de werkwijze inzake inlichtingen van *gerechtelijke* aard waarvan de federale procureur van oordeel is dat de mededeling aan het OCAD de uitoefening van de strafverordering of de veiligheid van personen in gevaar kan brengen.

<sup>62</sup> Dit artikel regelt de werkwijze inzake inlichtingen aangeleverd door de inlichtingendiensten, de Administratie der Douane en Accijnzen en de FOD Buitenlandse zaken, die hetzij afkomstig zijn van buitenlandse zusterdiensten die uitdrukkelijk om de niet-mededeling ervan aan andere diensten heeft verzocht, hetzij van aard zijn de veiligheid van een menselijke bron in gevaar te brengen bij gewone toezending aan het OCAD.

<sup>63</sup> Zie in dit verband ook het toezichtonderzoek aangehaald onder Hoofdstuk II.1.

<sup>64</sup> De artt. 7 en 8 KB OCAD voorzien in dwingende termijnen waarbinnen evaluaties dienen te worden meegedeeld.

pertinentie van een eigen *à jour* gehouden en uitgebreide databank in de verf zet.

Wat de niet-strategische evaluaties betreft, pleit het OCAD ervoor dat een strikt onderscheid in acht zou kunnen genomen blijven tussen de inschatting van het dreigingsniveau, wat een wettelijke opdracht van het OCAD is, en het bepalen van het punctueel daaraan te verbinden beschermingsniveau, een taak die voorbehouden is en onder de verantwoordelijkheid valt van andere overheden zoals het Crisiscentrum van de regering, de minister van Binnenlandse Zaken of de lokale bestuurlijke overheden. Waar de analyses van de AGG inderdaad dienden als referentiekader voor de te overwegen dispositieven, heeft het OCAD de indruk dat zij thans steeds meer als een soort van certificerende instantie wordt aanzien inzake de toe te kennen beschermingsmaatregelen. Indien dit al zo zou zijn, moet hiervoor gewaarschuwd worden. De uiteindelijke verantwoordelijkheid voor de operationele beslissingen inzake bewaking en beveiliging ligt bij de bestuurlijke overheden en niet bij het OCAD.

Tijdens de eerste vier werkingsmaanden werd een 2500-tal stukken verwerkt en een 600-tal evaluaties geproduceerd. Deze cijfers lopen (gelet op het nog niet opgevulde kader?) gelijk met deze over het afgelopen jaar genoteerd bij de AGG. De onder het regime van de AGG bestaande relaties met de liaisonofficieren werden verder gecultiveerd. Tevens onderhoudt het OCAD goede contacten met talrijke buitenlandse homologen, zoals het Britse *Joint Terrorism Analysis Centre* (JTAC), het Amerikaanse *National Counterterrorism Centre* (NCTC), het Duitse *Gemeinsames Terrorismusabwehrzentrum* (GTAZ), de Nederlandse Nationaal Coördinator Terrorismedebestrijding (NCTb), waarmee overigens een bilateraal akkoord werd gesloten, en het Spaanse *Centro Nacional de Coordinación Antiterrorista* (CNCA).

### III.1.5. CONCLUSIE

Bij de opstart van nieuwe organisaties zijn groeipijnen klassiek. Ook het OCAD ontsnapte niet aan deze wetmatigheid. Het meest opvallende is het feit dat het voorziene kader slechts traag ingevuld raakte. Dit is nochtans essentieel voor de aflevering van het door de wetgever beoogde product. De comités waren dan ook van oordeel dat de selectie en benoeming van de analisten op prioritaire wijze verder diende te worden gezet. Alleen dan kan het OCAD op kruissnelheid geraken en ook werk maken van strategische analyses.

In dit licht was evenzeer fundamenteel de vaststelling dat de FOD Mobiliteit en Vervoer en de Administratie der Douane en Accijnzen van de FOD Financiën de hun opgelegde inbreng (bijv. een centraal contactpunt aanduiden binnen hun

dienst en een deskundige detacheren) niet of niet volledig realiseerden. Dit hypothekeerde zonder meer de door de wetgever gewilde werking van het OCAD.

De Vaste Comités I en P formuleerden dan ook de aanbeveling dat door alle verantwoordelijken een krachtig elan zou worden voorbehouden aan het aspect *human resources*. Desondanks kon worden beklemtoond dat het OCAD de nodige inspanningen leek te leveren om tot een maximale *output* te komen.

Een tweede vaststelling was de niet-vertrouwdheid, zowel vanwege het OCAD als de ondersteunende diensten, met het toezicht door de Vaste Comités I en P. Zo bestond blijkbaar niet de reflex om – in uitvoering van de wet – documenten die de werking en de relaties van het OCAD en de ondersteunende diensten betreffen, spontaan aan de comités over te zenden. Maar enigszins verontrustend en moeilijk te aanvaarden was het feit dat zelfs aan expliciete vragen om documenten geen gevolg werd gegeven. Overigens hebben de comités in dit verband eveneens gewezen op de essentiële noodzaak om te kunnen beschikken over de beslissingen en richtlijnen van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid. De ontstentenis van die informatie dreigt van de controle een lege doos te maken. Er kan namelijk niet op ernstige wijze van de comités worden verwacht dat ze toezicht houden op de coördinatie en doelmatigheid van het OCAD als ze geen zicht heeft op de door het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid voorgeschreven politiek. Dit is primordiaal.<sup>65</sup>

Ten slotte wezen de comités samen met het OCAD op de noodzaak van een dringende installatie van een performant beveiligd communicatienetwerk tussen het OCAD, zijn toeleveranciers en zijn klanten. De aard en de inhoud van de informatie die deze actoren uitwisselen, noodzaakt hiertoe. Naast het evidente en punctuele veiligheidsaspect inzake gecompromitteerde informatie, riskeert België ook aanzienlijke imagoschade mocht dergelijke informatie verloren raken of in verkeerde handen terechtkomen. Dit zou op langere termijn zware negatieve gevolgen kunnen ressorteren m.b.t. de kwaliteit van de informatiedoorstroming naar het OCAD.

### III.2. HET MEMORANDUM VOOR DE INFORMATEUR VAN DE KONING

Na de federale parlementsverkiezingen van juni 2007 werd het Vast Comité I, samen met de inlichtingendiensten en het OCAD, door de toenmalige informateur van de Koning, Didier Reynders, uitgenodigd voor een gesprek. Het Vast Comité I beschouwde dit als een erkenning van het belang van de goede werking van de inlichtingendiensten en de noodzaak van een parlementaire controle dien-

<sup>65</sup> Zie in dit verband ook de commentaar onder Hoofdstuk I.3. en VIII.3.1.

aangaande. Het Vast Comité I verleende dan ook zijn volledige en constructieve medewerking en zond op 22 juni 2007 onderstaand memorandum aan de informateur toe.

### **Memorandum van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten**

**De erkenning van het strategisch belang van de Belgische inlichtingendiensten in de veiligheidscontext kan niet genoeg worden beklemtoond.**

De totstandkoming van een wettelijk kader voor de bijzondere inlichtingenmethoden en, in het verlengde daarvan een afdoende parlementaire controle daarop, is noodzakelijk. Mede op aanbeveling van het Vast Comité I werden de inlichtingendiensten voorzien van een wettelijk kader dat hun bestaan en hun werking regelt. Dit proces is echter niet voltooid. Sedert jaren wijst het Vast Comité I er op dat de huidige wijze van informatiegaring strikt genomen niet voldoende wettelijk is onderbouwd en dat andere methodes, zoals de telefoontap, wettelijk niet zijn verankerd. Deze handicap is vooral nadelig in de strijd tegen de moeilijk te doordringen milieus zoals terroristische, criminele en radicale netwerken.

Kort voor de ontbinding van de Kamers diende de uittredende regering een wetsontwerp in om deze bijzondere inlichtingenmethoden te legifereren. Het Vast Comité I beoordeelde dit initiatief als noodzakelijk maar wees met evenveel klem op de noodzaak van een diepgaand politiek debat en op de noodzaak van de versterking van de parlementaire controle op deze methoden. Een verregaande uitbreiding van de bevoegdheden van de inlichtingendiensten moet gepaard gaan met een evenredige parlementaire controle.

**Er moet een bijzonder belang worden toegekend aan de specificiteit van de inlichtingenfunctie.** Daarenboven dringt zich absoluut een duidelijke definiëring op inzake de voorwaarden waarin de operationele samenwerking plaatsheeft tussen de inlichtingen- en politiediensten en tussen de inlichtingendiensten en de gerechtelijke autoriteiten. Dit moet gebeuren op het niveau van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid en via een protocol tussen de inlichtingendiensten en de (federale) politie.

**Bijzondere aandacht moet worden besteed aan het kaderen van de samenwerking tussen de Belgische en buitenlandse inlichtingendiensten.** Het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid moet dringend de samenwerking met de buitenlandse inlichtingendiensten reglementeren. Immers, het ontbreken van een dergelijke reglementering brengt de Belgische inlichtingendiensten vaak in een penibele situatie. Op dat vlak moet een evenwicht worden gevonden tussen een noodzakelijke en effectieve samenwerking met bevriende landen en de vrijwaring van de rechten en vrijheden.

Het Vast Comité I vraagt een spoedige bespreking van zijn Activiteitenverslag 2006. Het Activiteitenverslag 2006 werd op 1 juni 2007 neergelegd bij de voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat, alsook bij de ministers van Justitie en Landsverdediging. In dit jaarverslag worden de hierboven beschreven standpunten volledig uitgewerkt en een aantal andere aanbevelingen geformuleerd. Van deze gelegenheid moet gebruik worden gemaakt om te reflecteren over de bijzondere rol van het Vast Comité I als specifieke *interface* tussen de uitvoerende en de wetgevende macht, over het te allen tijde respecteren van de regels die gelden m.b.t. de confidentialiteit alsook over de noodzakelijke erkenning van de neutraliteit van het Vast Comité I en de doelgebondenheid en de beperkingen van zijn opdracht.

### III.3. DE PUBLICATIEREEKS *QUIS CUSTODIET IPSOS CUSTODES?*

Met als doel een bijdrage te leveren tot het bevorderen van de geïnformeerde discussie over de werking, de bevoegdheden en de controle op de inlichtingendiensten en op het inlichtingenwerk, werd door het Vast Comité I in 2007 een aanvang genomen met het opstarten van de publicatiereeks *Quis custodiet ipsos custodes?*

De keuze voor het eerste boek in de publicatiereeks lag voor de hand. In zijn *Activiteitenverslag 2004* publiceerde het Vast Comité I een studie over de 'Interactie tussen de inlichtingendiensten en de gerechtelijke overheden'. Hierin lichtte het Vast Comité I uitgebreid de Belgische situatie m.b.t. deze complexe en veelzijdige materie toe en gaf aanzetten tot een rechtsvergelijkende studie. Deze studie werd in de loop van 2005 toevertrouwd aan Prof. dr. Dirk Van Daele en drs. Bart Vangeebergen van het Instituut voor Strafrecht van de Faculteit Rechtsgeleerdheid van de KU Leuven. Dit omstandige en rijk gedocumenteerde onderzoeksrapport vormde het manuscript voor de eerste publicatie.<sup>66</sup>

Niet enkel wetenschappelijke studies worden opgenomen in deze publicatiereeks onder redactie van het Vast Comité I, maar ook bijvoorbeeld verslagboeken van colloquia en de eigen activiteitenverslagen. Vandaar ook de optie van het Vast Comité I om haar *Activiteitenverslag 2006*<sup>67</sup> als tweede publicatie in deze reeks te laten verschijnen.

<sup>66</sup> VAN DAELE, D. en VANGEEBERGEN, B., *Inlichtingendiensten en strafprocedure in Nederland, Duitsland en Frankrijk*, Antwerpen, Intersentia, 2006, 166 p.

<sup>67</sup> VAST COMITÉ I, *Activiteitenverslag 2006*, Antwerpen, Intersentia, 2007, 147 p.

### III.4. DE BESLOTEN ACADEMISCHE ZITTING VAN 17 JANUARI 2007

In eenzelfde optiek paste het initiatief van het Vast Comité I om op 17 januari 2007 een – voor de inlichtingengemeenschap – besloten academische zitting te organiseren. De bovenvermelde studie m.b.t. tussen de interactie tussen inlichtingendiensten en het gerecht in Nederland, Duitsland en Frankrijk vormde het voorwerp van deze academische zitting. Het Vast Comité I leverde een bijdrage over de Belgische situatie.<sup>68</sup>

### III.5. AANVULLINGEN VOOR DE CODEX INLICHTINGENDIENSTEN

Als toezichtorgaan heeft het Vast Comité I de taak toe te zien op “*de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan de personen waarborgen, alsook op de coördinatie en de doelmatigheid (...) van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.*”<sup>69</sup> Zonder degelijke kennis van de normen bij alle betrokkenen is deze taak onmogelijk. Vandaar het initiatief van het Vast Comité I om deze regelgeving via een codex<sup>70</sup> beter toegankelijk te maken.

Bij de samenstelling van de Codex Inlichtingendiensten werd er voor geopteerd alle ‘normen’ met betrekking tot de bevoegdheden, de werking en het toezicht op de twee Belgische inlichtingendiensten bijeen te brengen. De term ‘normen’ moet daarbij in de ruimst mogelijke betekenis worden begrepen: niet alleen verdragen, wetten, Koninklijke en ministeriële besluiten komen daarbij aan bod, maar ook bijvoorbeeld relevante richtlijnen, samenwerkingsakkoorden of huishoudelijke reglementen.

In 2007 werden twee bijwerkingen gerealiseerd.

In een eerste bijwerking (februari 2007) werd de uiterst belangrijke regeling i.v.m. het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse opgenomen alsook de volledige reglementering – in de mate waarin één van de inlichtingendiensten betrokken is – die betrekking heeft op wapens. Ook werd ervoor geopteerd de oprichtingsbesluiten van een achttal organen of diensten waarin de Veiligheid van de Staat of de ADIV als expert zetelen, op te nemen.

<sup>68</sup> Deze bijdrage werd gepubliceerd in het Tijdschrift voor Politierecht (VAN LAETHEM, W., “De verhouding tussen inlichtingendiensten en het gerecht gisteren vandaag en morgen”, *Vigiles*, 2007, afl. 1, 1-6).

<sup>69</sup> Art. 1 W.Toezicht.

<sup>70</sup> VAST COMITÉ I, *Codex Inlichtingendiensten. Werking, bevoegdheden en toezicht*, Brugge, die keure, 2006.

In de tweede bijwerking (oktober 2007) werd veel aandacht besteed aan de regelgeving met betrekking tot het statuut van de personeelsleden van de inlichtingendiensten en van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse. Verder werden een aantal recente wetten en besluiten opgenomen. Immers, in 2007 kwamen regelmatig normen tot stand die van belang waren voor de inlichtingengemeenschap: de Wet van 5 februari 2007 betreffende de maritieme beveiliging en haar uitvoeringsbesluit van 21 april 2007; de Wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme; het K.B. van 5 december 2006 betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat; het K.B. van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme. Daarnaast werden ook enkele minder recente juridische normen toegevoegd en reeds opgenomen teksten geactualiseerd.

### III.6. VOORSTELLING VAN HET VAST COMITÉ I AAN DE STAGIAIRS VAN DE VEILIGHEID VAN DE STAAT

De leden van het Vast Comité I en het diensthoofd van de Dienst Enquêtes gaven tweemaal een uitgebreide voorstelling van de werking van het controleorgaan aan de stagiairs van de Veiligheid van de Staat. Deze voorstellingen kaderden binnen de theoretische opleiding die elke nieuwe kandidaat-inspecteur moet doorlopen.

## HOOFDSTUK IV. HET TOEZICHT OP DE VEILIGHEIDSINTERCEPTIES

Op basis van artikel 44 e.v. van de Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst is het Vast Comité I belast met de controle op de veiligheidsintercepties door de militaire inlichtingendienst.

Vooreerst controleerde het Vast Comité I de *“lijst (...) met organisaties of instellingen die het voorwerp zullen uitmaken van interceptie van hun communicaties tijdens het komende jaar”* (art. 44bis, 1°, W.I&V).

Verder bezocht het Vast Comité I ook dit jaar de installaties waar de ADIV intercepties uitvoert (art. 44bis, 2°, W.I&V).

Ten slotte werd *“het logboek dat permanent op de plaats van de interceptie door de Algemene Dienst voor Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht wordt bijgehouden”* aan controle onderworpen (art. 44bis, 3°, W.I&V).

Het Vast Comité I heeft niet kunnen vaststellen dat er communicaties werden geëxploiteerd die niet overeenstemmen met de door de minister van Landsverdediging goedgekeurde lijst van communicatiebronnen.

Wel moet Vast Comité opnieuw wijzen op volgende complicatie. De Wet van 30 november 1998 vertrekt vanuit het gegeven van de effectieve doelwitten, nl. de lijst met organisaties of instellingen die het voorwerp zullen uitmaken van intercepties. Aangezien de door deze doelwitten gebruikte frequenties niet steeds gekend zijn, variabel zijn en er nieuwe opduiken, dient de ADIV met het oog op een adequate uitoefening van zijn wettelijke opdracht hiervoor voortdurend alert te zijn teneinde het risico te beperken dat bepaalde communicatie van doelwitten door de mazen van het net glipt. Om dit net zo fijnmazig te houden, is dus een actief opsporingsbeleid vereist. Passiviteit is geen optie. Dit impliceert dat de ADIV onoverkomelijk en onophoudelijk het spectrum moet aftasten. De technische parameters worden weliswaar zodanig ingesteld dat het onderscheppingsmiddel actief tracht te zoeken of te filteren naar de opgelijste doelwitten en niet naar andere. Eén van de mogelijke criteria daarbij is de territoriale situering van de communicatie. Maar bijvoorbeeld satellietcommunicatie laat vaak geen lokalisatie toe zodat de ‘collaterale’ interceptie van andere bronnen daarbij niet ondenkbeeldig is. Van zodra blijkt dat de geïntercepteerde communicatie niet afkomstig is van een toegelaten *target*, wordt geen verdere interceptie, laat staan exploitatie verricht en worden alle eventuele gegevens dienaangaand vernietigd.

#### Hoofdstuk IV

Het Vast Comité I herhaalt dan ook zijn opmerking dat het huidige regelgevend kader in die zin zou moeten worden aangepast dat zij de voor de goede uitvoering van de opdracht noodzakelijke voorafgaandelijke verkenning van de radiogolven, regelt.

## HOOFDSTUK V. DE OPSPORINGS- EN GERECHTELIJKE ONDERZOEKEN

### V.1. OPDRACHTEN VAN GERECHTELIJKE OVERHEDEN

Voor de uitvoering van zijn toezichtonderzoeken kan het Vast Comité I een beroep doen op zijn Dienst Enquêtes I. Daarnaast voert die dienst, in opdracht van de gerechtelijke overheden, ook onderzoeken naar leden van de inlichtingendiensten die verdacht worden van een misdaad of wanbedrijf. Deze bevoegdheid staat ook met zoveel woorden in de Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (W.Toezicht): artikel 40, derde lid, bepaalt dat “*de Dienst Enquêtes van het Vast Comité I uit eigen beweging of op vordering van de bevoegde procureur des Konings, krijgsauditeur of onderzoeksrechter, samen met de andere officieren en agenten van gerechtelijke politie en zelfs met recht van voorrang op deze, de onderzoeken instelt naar de misdaden en wanbedrijven die ten laste worden gelegd van de leden van de inlichtingendiensten*”. Met de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging werd deze bevoegdheid uitgebreid tot misdaden of wanbedrijven gepleegd door de leden van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD). Wat betreft de leden van de andere ‘ondersteunende diensten’<sup>71</sup> geldt deze bepaling alleen ten aanzien van de verplichting om relevante inlichtingen aan het OCAD mee te delen (artt. 6 en 14 W.OCAD).

Wanneer zij een opdracht van gerechtelijke politie vervullen, staan het hoofd en de leden van de Dienst Enquêtes I onder het toezicht van de procureur-generaal bij het hof van beroep of van de federale procureur (art. 39 W.Toezicht). Op dat ogenblik verliest het Vast Comité I de zeggenschap over hen. Wel moet de voorzitter van het Vast Comité I er zorg voor dragen dat de uitvoering van de opdrachten van gerechtelijke politie de uitvoering van de toezichtonderzoeken niet hindert. De reden daarvoor ligt voor de hand: het controleorgaan staat in de eerste plaats ter beschikking van het parlement. Die opdracht zou in het gedrang

<sup>71</sup> Dit zijn de leden van de Administratie der Douane en Accijnzen van de FOD Financiën, van de Dienst Vreemdelingenzaken van de FOD Binnenlandse Zaken, van de FOD Mobiliteit en Vervoer en van de FOD Buitenlandse Zaken.

kunnen komen indien een te aanzienlijk deel van de tijd zou besteed worden aan gerechtelijke dossiers. De voorzitter beschikt hiertoe echter over geen enkele dwingende bevoegdheid; hij kan alleen overleg plegen met de gerechtelijke autoriteiten (art. 61bis W.Toezicht).

In de gevallen waarin de Dienst Enquêtes I strafonderzoeken voert, moet hij ook na het afronden van dit onderzoek verslag uitbrengen bij het Vast Comité I. In dat geval *“beperkt het verslag zich evenwel tot de informatie die nuttig is voor de uitoefening door het Vast Comité I van zijn opdrachten”* (art. 43, lid 3, W.Toezicht).

## V.2. DE ONDERZOEKEN

In de loop van 2007 deden de gerechtelijke overheden slechts in geringe mate een beroep op de Dienst Enquêtes I. Er werden 19 processen-verbaal opgesteld in drie onderscheiden dossiers.

Zo vorderde het parket van Marche-en-Famenne eerder de Dienst Enquêtes I naar aanleiding van feiten in verband met mogelijke inbreuken op de wapenwetgeving. In 2007 werden, ingevolge bijkomende vragen van dat parket, nieuwe processen-verbaal opgesteld.

Na de vaststelling in een toezichtonderzoek van inbreuken op de Wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen (W.C&VM), werd eveneens een proces-verbaal opgesteld.

Ten slotte werden verhoren uitgevoerd in het kader van een gerechtelijk onderzoek naar mogelijke schendingen van het beroepsgeheim. Dit onderzoek, dat een aanvang nam in 2006, werd uitgevoerd onder de leiding van een Brusselse onderzoeksrechter en dit naar aanleiding van een klacht van de Veiligheid van de Staat tegen onbekenden.

Geen van deze dossiers gaven aanleiding tot het opstarten van een toezichtonderzoek door het Vast Comité I.

## HOOFDSTUK VI. DE GRIFFIE VAN HET BEROEPSORGAAN INZAKE VEILIGHEIDSMACHTIGINGEN, -ATTESTEN EN -ADVIEZEN

Het beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, -attesten en -adviezen, waarvan de griffiefunctie wordt waargenomen door de administratie van het Vast Comité I, is bevoegd voor geschillen die betrekking kunnen hebben op beslissingen in vier domeinen: de veiligheidsmachtigingen, de veiligheidsattesten die toegang moeten verlenen tot plaatsen waar zich geclassificeerde documenten bevinden, de veiligheidsattesten die toegang moeten verlenen tot welbepaalde plaatsen waar zich een dreiging voordoet en, ten slotte, de veiligheidsadviezen. Daarnaast treedt het beroepsorgaan ook op als ‘annulatierechter’ tegen beslissingen van publieke of administratieve overheden om in een bepaalde sector of voor een bepaalde plaats of *happening* veiligheidsadviezen of -attesten aan te vragen.<sup>72</sup>

In dit hoofdstuk worden de aard van de bestreden beslissingen, de hoedanigheid van de bevoegde overheden en van de verzoekers en de aard van de beslissingen van het beroepsorgaan binnen de verschillende beroepsprocedures cijfermatig weergegeven. Om enige vergelijking mogelijk te maken, werden de cijfers van het afgelopen anderhalf jaar<sup>73</sup> eveneens opgenomen.

<sup>72</sup> Zie hierover uitgebreid het *Activiteitenverslag 2006* van het Vast Comité I (91-119).

<sup>73</sup> De samenstelling en het contentieux van het beroepsorgaan wijzigde midden 2005.

## VI.1.DE CIJFERS

Tabel 1. Betrokken veiligheidsoverheid

	6 juni / 31 december 2005	2006	2007
NVO	9	24	4
Veiligheid van de Staat	0	4	0
ADIV	3	15	14
Crisiscentrum	1	3	0
FANC	0	2	4
Federale politie	0	2	1
Lokale luchthavencommissie <sup>74</sup>	0	0	2
TOTAAL	13	50	25

Tabel 2. Aard van de bestreden beslissing

	6 juni / 31 december 2005	2006	2007
Veiligheidsmachtigingen			
Vertrouwelijk	1	6	5
Geheim	6	21	5
Zeer geheim	1	9	2
Weigering	6	24	8
Intrekking	2	8	3
Machtiging voor beperkte duur	0	1	0
Machtiging voor lager niveau	0	2	1
Geen beslissing binnen termijn	0	1	0
Geen beslissing binnen verlengde termijn	0	0	0
SUBTOTAAL	8	36	12

<sup>74</sup> In iedere luchthaven werd door het Directoraat-generaal Luchtvaart een zgn. lokale luchthavencommissie opgericht. Bij wijze van overgangmaatregel leverde deze commissie de veiligheidsadviezen af voor personen die over een luchthavenidentificatiebadge moeten beschikken. Behoudens tussentijdse Koninklijk besluit dat in uitvoering van de wet van 27 december 2007 betreffende de luchthavenidentificatiebadges mag genomen worden, zullen deze commissies alleen nog bevoegd zijn voor verzoeken inzake identificatiebadges die geformuleerd zijn vóór 31 december 2007. Voor verzoeken die dateren van na die datum zal de NVO de bevoegdheid om veiligheidsverificaties te verrichten en veiligheidsadviezen te formuleren, overnemen.

De griffie van het beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen,  
-attesten en -adviezen

	6 juni / 31 december 2005	2006	2007
Veiligheidsattesten geclassificeerde documenten			
Weigering	0	2	0
Intrekking	0	0	0
Geen beslissing binnen termijn	0	0	0
Veiligheidsattesten plaats of gebeurtenis			
Weigering	1	5	11
Intrekking	0	0	0
Geen beslissing binnen termijn	0	7	0
Veiligheidsadviezen			
Negatief advies	4	0	2
'Herroeping' van een positief advies	0	0	0
Normatieve rechtshandelingen			
Beslissing van publieke overheid om attesten te eisen	0	0	0
Weigering NVO om verificaties voor attesten te verrichten	0	0	0
Beslissing van administratieve overheid om adviezen te eisen	0	0	0
Weigering NVO om verificaties voor adviezen te verrichten	0	0	0
SUBTOTAAL	5	14	13
TOTAAL	13	50	25

**Tabel 3. Aard van de verzoeker**

	6 juni / 31 december 2005	2006	2007
Ambtenaar	2	11	3
Militair	3	14	12
Particulier	3	11	10
Rechtspersoon	0	0	0

**Tabel 4. Taal van de verzoeker**

	6 juni / 31 december 2005	2006	2007
Franstalig	6	32	9
Nederlandstalig	7	18	16
Duitstalig	0	0	0
Anderstalig	0	0	0

**Tabel 5. Aard van de door het beroepsorgaan genomen voorbereidende beslissingen**

	6 juni / 31 december 2005	2006	2007
Volledig dossier opvragen (1)	14	43	23
Aanvullende informatie opvragen (2)	3	5	3
Horen lid overheid (3)	0	1	0
Beslissing voorzitter (4)	0	0	0
Informatie uit dossier halen door beroepsorgaan (5)	6	4	12
Informatie uit dossier halen door inlichtingen- dienst (6)	0	0	4

- (1) Het beroepsorgaan beschikt over de mogelijkheid het gehele onderzoeksdossier bij de veiligheidsoverheden op te vragen. Aangezien dit dossier meer gegevens bevat dan het onderzoeksverslag alleen, wordt dit verzoek systematisch gedaan.
- (2) Het beroepsorgaan heeft de mogelijkheid om tijdens de procedure aanvullende informatie die het nuttig acht, op te vragen.
- (3) Het beroepsorgaan kan beslissen om de leden van de inlichtingen- en politiediensten of van de veiligheidsoverheden die aan het veiligheidsonderzoek of de -verificatie hebben meegewerkt, te horen.
- (4) De voorzitter van het beroepsorgaan kan beslissen dat het lid van de inlichtingendienst bepaalde gegevens geheim houdt tijdens zijn verhoor.
- (5) Indien de betrokken inlichtingendienst hierom verzoekt, kan het beroepsorgaan beslissen dat bepaalde informatie uit het dossier dat aan de verzoeker ter inzage zal worden voorgelegd, wordt gehaald.
- (6) Indien het informatie betreft die afkomstig is van een buitenlandse inlichtingendienst, beslist de Belgische inlichtingendienst zelf of de informatie ter inzage is. Dit is een aspect van de toepassing van de zgn. 'derdenregel'.

**Tabel 6. Wijze waarop de verzoeker zijn rechten van verdediging gebruikt**

	6 juni / 31 december 2005	2006	2007
Dossierinzage door klager / advocaat	11	23	18
Horen van de klager / advocaat	11	25	20

De griffie van het beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen,  
-attesten en -adviezen

**Tabel 7. Aard van de beslissingen van het beroepsorgaan**

	6 juni / 31 december 2005	2006	2007
<b>Veiligheidsmachtigingen</b>			
Onontvankelijk	0	1	0
Zonder voorwerp	0	3	0
Ongegrond	3	13	4
Geground (volledige of gedeeltelijke toekenning)	3	13	5
Bijkomende onderzoeksdaden door overheid	1	3	3
Bijkomende termijn voor overheid	0	0	0
<b>Veiligheidsattesten geclassificeerde documenten</b>			
Onontvankelijk	0	0	0
Zonder voorwerp	0	0	0
Ongegrond	0	0	0
Geground (toekenning)	0	1	0
<b>Veiligheidsattesten plaats of gebeurtenis</b>			
Onontvankelijk	0	1	2
Zonder voorwerp	0	0	0
Ongegrond	0	3	0
Geground (toekenning)	0	2	9
<b>Veiligheidsadviezen</b>			
Onontvankelijk	0	0	0
Zonder voorwerp	0	0	0
Negatief advies	2	0	0
Positief advies	1	0	0
<b>Normatieve rechtshandelingen</b>			0
Onontvankelijk	0	0	0
Zonder voorwerp	0	0	0
Geground	0	0	0
Ongegrond	0	0	0
<b>TOTAAL</b>	<b>10</b>	<b>40</b>	<b>23</b>

## VI.2. VASTSTELLINGEN VAN HET BEROEPSORGAAN

In april 2008 formuleerde het beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, volgende vaststellingen<sup>75</sup>:

*“Anders dan verwacht, werd het beroepsorgaan in 2007 geconfronteerd met heel wat minder dossiers dan het jaar voordien. Aangezien het beroepsorgaan geen zicht heeft op het totale aantal veiligheidsonderzoeken en -verificaties, noch op het aantal weigeringen, intrekkingen of negatieve adviezen uitgaande van de diverse veiligheidsoverheden, kan niet worden uitgemaakt waaraan dit mogelijk is toe te schrijven is.*

*Vanuit de praktijk en naar aanleiding van diverse vragen heeft het beroepsorgaan kunnen vaststellen dat de procedure voor het toekennen van veiligheidsattesten of -adviezen nog steeds als bijzonder complex wordt ervaren. Zo verwarren eisers vaak het beroepsorgaan met de veiligheidsoverheid die aan de oorsprong ligt van de aangevochten beslissing of wordt het beroep op een informele wijze ingediend zonder rekening te houden met de wettelijke voorschriften (bijv. per mail of gewone brief zonder enige indicatie omtrent de gewraakte beslissing). Maar ook sommige administraties en veiligheidsoverheden bleken niet altijd volledig op de hoogte van de te volgen procedure. De griffie van het beroepsorgaan heeft steeds getracht beide partijen waar mogelijk met advies bij te staan.*

*Ten slotte kon het beroepsorgaan vaststellen dat de beslissingen of adviezen van de veiligheidsoverheden meestal zeer rudimentair gemotiveerd zijn. Zo komt het voor dat de verzoeker pas bij inzage van zijn dossier voor het beroepsorgaan zicht krijgt op de feiten die voor de overheid doorslaggevend waren om een negatieve beslissing te nemen. Door beslissingen of adviezen beter te motiveren, kunnen wellicht onnodige procedures worden vermeden. Immers, sommige verzoekers ervaren de onvoldoende gemotiveerde weigering van hun machtiging of attest als beledigend in die zin dat zij niet begrijpen waarom hun integriteit en loyauteit in vraag wordt gesteld. Op dit vlak kan evenwel een positieve evolutie worden vastgesteld omdat de bevoegde veiligheidsoverheden de opdracht gaven om de motivering beter te verzorgen.”*

<sup>75</sup> Art. 13 van de Wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen bepaalt dat het beroepsorgaan een jaarlijks activiteitenrapport moet opstellen.

## HOOFDSTUK VII. DE INTERNE WERKING VAN HET VAST COMITÉ I

### VII.1. DE SAMENSTELLING

De samenstelling van het Vast Comité I onderging in 2007 geen wijziging. Het voorzitterschap werd waargenomen door Guy Rapaille, advocaat-generaal bij het hof van beroep te Luik. De twee raadsheren waren Gérald Vande Walle, ambtenaar, en Peter De Smet, substituut-procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent.

Ook de plaatsvervangers bleven ongewijzigd. Emile Degehansart, raadsheer bij het hof van beroep te Bergen, was plaatsvervangend voorzitter. Etienne Marique, raadsheer bij het hof van beroep te Brussel en huidig voorzitter van de Kansspelcommissie en Piet de Brock, ambtenaar, waren de plaatsvervangers van de twee raadsheren.

Er vielen geen wijzigingen op te tekenen in de samenstelling van de Dienst Enquêtes I. Deze dienst was samengesteld uit vier enquêteurs en een diensthoofd.

De administratieve staf van het Vast Comité I, die onder leiding staat van griffier Wouter De Ridder, bleef in 2007 ongewijzigd.

### VII.2. DE BEGELEIDINGSCOMMISSIE VAN DE SENAAT

De begeleidingscommissie van de Senaat, aan wie het Vast Comité I rapporteert en die de uiteindelijke controle uitoefent op zijn werking, was in de eerste helft van het werkingsjaar 2007 samengesteld uit de toenmalige voorzitter van de Senaat Anne-Marie Lizin (PS), en de senatoren Christine Defraigne (MR), Hugo Vandenberghe (CD&V), Ludwig Vandenhove (sp.a-Spirit) en Paul Wille (Open Vld). In 2007 kwam deze commissie driemaal bijeen.

Na de federale verkiezingen van 10 juni 2007 koos de nieuw samengestelde Senaat een nieuwe begeleidingscommissie. Armand De Decker (MR) is, als voor-

zitter van de Senaat, van rechtswege voorzitter van de Commissie belast met de begeleiding van het Vast Comité I. Overeenkomstig art. 86bis van het Reglement van de Senaat, werden ook vier andere leden in deze senatoriële commissie (her) benoemd, te weten Hugo Vandenberghe (CD&V), Tony Van Parys (CD&V), Christiane Vienne (PS) en Paul Wille (Open Vld).<sup>76</sup> In deze samenstelling kwam de begeleidingscommissie eenmaal bijeen.

### VII.3. DE FINANCIËLE MIDDELEN EN DE BEHEERSACTIVITEITEN

Voor het werkingsjaar 2006 werd aan het Vast Comité I een dotatie van 2.835.000 euro toegekend.<sup>77</sup> Na het afsluiten van de jaarrekening, bleef er een boni van 583.548,34 euro beschikbaar.<sup>78 79</sup> Deze rekening werd goedgekeurd in de plenaire vergadering van de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 20 december 2007.<sup>80</sup>

Voor 2007 werd het Vast Comité I een dotatie toegekend van 3.036.000 euro, of een stijging van 7 %. De verhoging van de dotatie is te wijten aan de natuurlijke stijging van de functioneringskosten (lonen en huur), maar ook aan de integratie van de kosten die inherent zijn aan de nieuwe opdrachten waarmee de wetgever het Vast Comité I heeft belast. In het bijzonder wordt gedacht aan het organisatorisch en administratief luik van het beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, -attesten en -adviezen, of nog, de opdrachten toegekend in het kader van de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging.

Het autonome statuut van het Vast Comité I brengt met zich mee dat er veel aandacht moet uitgaan naar de eigen werking op het vlak van financiering, personeel, logistiek... Deze vaststelling geldt des te meer omwille van de snelle evolutie van o.m. de sociale wetgeving, de informaticatechnologie, de regelgeving omtrent overheidsopdrachten of financieel beheer, de vereisten van de beveiliging... Deze taak wordt anderzijds wel vergemakkelijkt door een constructieve samenwerking met diverse andere dotatiegerechtigde instellingen die van het parlement afhangen en die met gelijkaardige problemen worden geconfronteerd (het Vast Comité P, het Rekenhof, de Federale Ombudsmannen en de Commissie tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer).

<sup>76</sup> Benoeming van de leden van de commissie belast met de begeleiding van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Vast Comité I), *Hand.*, Senaat, 9 oktober 2007, 4, 16-17.

<sup>77</sup> *Gedr.St.*, Kamer, 2005-2006, 2139/1, 34-35.

<sup>78</sup> Dit bedrag werd afgesloten door het Rekenhof op 3 oktober 2007.

<sup>79</sup> *Gedr.St.*, Kamer, 2007-2008, 523/1.

<sup>80</sup> *I.V.*, Kamer, 2007-2008, 20 december 2007, PLEN 012, 47-48.

#### VII.4. CONTACTEN MET BUITENLANDSE TOEZICHTSORGANEN

Het Vast Comité I hecht veel belang aan goede contacten met zijn buitenlandse homologen. Niet alleen om *best practices* uit te wisselen, maar ook in de hoop om op termijn tot een meer intensere samenwerking te komen. De versterkte internationale samenwerking tussen inlichtingendiensten dwingt de controleorganen immers oog te hebben voor deze evolutie die vroeg of laat de onderlinge uitwisseling van informatie of andere vormen van samenwerking zullen noodzaken. Er kan evident geen sprake zijn van de uitwisseling van operationele informatie afkomstig van de nationale inlichtingendiensten. Het comité onderschrijft volledig de aanbeveling die de Assemblée van de West-Europese Unie (WEU) op voorstel van Senator Paul Wille op 5 december 2007 stemde en die de nationale parlementen aanmoedigt om “*explore forms of cooperation with the parliamentary committees of other countries in order to examine common implications as regards the activities of foreign agents on national territory and of national agents operating abroad.*”<sup>81</sup>

Vanuit dit oogpunt had het Vast Comité I in 2007 een aantal bijzonder interessante contacten. Eind april 2007 mocht het Vast Comité I, samen met de militaire inlichtingendienst, een vertegenwoordiging ontvangen van het *Czech Parliamentary Committee*. In datzelfde jaar vonden, als uitloper van de in 2006 in Kaapstad georganiseerde *International Review Agencies Conference*, twee vergaderingen plaats met vertegenwoordigers van de Zuid-Afrikaanse *Office of the Inspector-General of Intelligence*, die onder meer veel interesse betoonden in de werking van het Beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, -attesten en -adviezen. Ook woonde het Vast Comité I het internationale colloquium bij, georganiseerd door het Nederlandse Comité van Toezicht op de Inlichtingen- en Veiligheidsdiensten (CTIVD). Dit colloquium, dat begin juni 2007 plaatsvond onder de noemer ‘*Accountability of intelligence agencies and security agencies and human rights*’, vormde een uitgelezen gelegenheid om de bestaande contacten met buitenlandse controleorganen te hernieuwen en te intensiveren.<sup>82</sup> Ten slotte was het Vast Comité I, samen met zijn begeleidingscommissie, eind oktober 2007 gastheer bij het bezoek van de Zwitserse controle-instantie (de zgn. *Délégation des Commissions de gestion*).

<sup>81</sup> *Resolution 133 on the intelligence services and parliamentary scrutiny – reply to the annual report of the Council*, aangenomen door de Assemblée van de West-Europese Unie op 5 december 2007.

<sup>82</sup> De referaten van dit colloquium werden gebundeld in *REVIEW COMMITTEE ON THE INTELLIGENCE AND SECURITY SERVICES & FACULTY OF LAW RADBOD UNIVERSITY, Accountability of intelligence and security agencies and human rights*, Den Haag, 2007, 176 p.

## VII.5. VORMING

Het Vast Comité I moedigt zijn medewerkers aan tot het volgen van algemene (informatica, talen, management...) of sectoreigen opleidingen. Wat dit laatste betreft, moet zeker gewezen worden op de “*Basic Intelligence Orientation Course*”<sup>83</sup> en de intensieve opleidingscyclus “Hogere Studies Veiligheid en Defensie” van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie en het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen. Verder werden onderstaande studiedagen door een of meerdere (personeels)leden van het comité bijgewoond.

DATUM	TITEL	ORGANISATIE	PLAATS
17 januari 2007	Inlichtingendiensten en strafprocedure	Vast Comité I	Brussel
januari – december 2007	Hogere Studies Veiligheid en Defensie, een multiculturele opportuniteit	Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie en het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen	Brussel
26-27 januari 2007	Intelligence & Ethics 2007	International Intelligence Ethics Association	Springfield (VS)
5-6 februari 2007	Political Risk Revisited: the Global Ressource Challenge	Royal Institute of International Affairs	Londen (VK)
1 maart 2007	L’OTAN – La défense et la sécurité et des valeurs communes	Cercle des grandes conférences catholiques (CGCC)	Brussel
5-9 maart 2007	Basic Intelligence Orientation Course	School voor inlichtingen en veiligheid	Heverlee
17 april 2007	Topical Day on Proliferation – SCK Mol	SCK CEN	Mol
18 april 2007	WEP-seminarie	Senaat	Brussel
29-31 mei 2007	Military Geospatial Intelligence	Military Geospatial Intelligence	Londen (VK)
5 juni 2007	Conference on bomb detection	European Corporate Security Association	Brasschaat
6-7 juni 2007	The Belgian police – A centre of excellence	Federale politie	Brussel
6-7 juni 2007	The first European Conference on Government Security	GovSec	Brussel
7-8 juni 2007	Accountability of intelligence and security agencies and human rights	Commissie van Toezicht betreffende de inlichtingen- en veiligheidsdiensten	Den Haag (NL)

<sup>83</sup> Dit is een Engelstalige cursus georganiseerd door de School voor inlichtingen en veiligheid van de Krijgsmacht.

De interne werking van het Vast Comité I

DATUM	TITEL	ORGANISATIE	PLAATS
13 en 20 juni 2007	Samenwerking en coördinatie binnen de publieke sector	KU Leuven	Leuven
15 juni 2007	Overlegplatform inzake terreurbestrijding	Vlaams-Nederlands Netwerk van Terrorismeonderzoekers	Den Haag (NL)
19 juni 2007	For a more active EU in the Middle East	Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie	Brussel
20 juni 2007	Visit Port of Antwerp	European Corporate Security Association	Antwerpen
26 juni 2007	Europol Terrorism Situation and Trend Report 2007	European Corporate Security Association	Brussel
27 juni 2007	EWI – Counter Terrorism	East West Institute (EWI) & World Customs Organization (WCO)	Brussel
4 juli 2007	Recontre franco-belge sur la sécurité économique	Gendarmerie française	Rijsel (F)
6-8 september 2007	Perspectives on Intelligence Governance	European Consortium for Political Research	Pisa (I)
10-11 september 2007	Cities against terrorism	VUB, Federale politie, EU, Vast Comité P	Brussel
14 september 2007	Visit Port of Antwerp	HESD	Antwerpen
20 september 2007	Animal Rights Activists	European Corporate Security Association	Brasschaat
22 oktober 2007	Info session on the detection of electronic listening devices	European Corporate Security Association	Terhulpen
23 oktober 2007	Geheime diensten. Third Congress on Intelligence & Secret services	IPAVUB	Brussel
29 november 2007	Privatisation de la sécurité	IRSD	Brussel
20 december 2007	Werkgroep Ethiek & Inlichtingen	Ecole militaire	Parijs (F)



## HOOFDSTUK VIII. AANBEVELINGEN

Op basis van de in 2007 afgesloten toezichtonderzoeken en van de eerste bevraging bij het OCAD, wenst het Vast Comité I volgende aanbevelingen te formuleren die betrekking hebben op de bescherming van de rechten die de Grondwet en de wet aan de personen verlenen (VIII.1.), op de coördinatie en de efficiëntie van de inlichtingendiensten, het OCAD en de ondersteunende diensten (VIII.2.) en – ten slotte – op de optimalisatie van de mogelijkheden van het Vast Comité I bij de uitvoering van zijn controletaak (VIII.3.).

### VIII.1. AANBEVELINGEN I.V.M. DE BESCHERMING VAN DE RECHTEN DIE DE GRONDWET EN DE WET AAN PERSONEN WAARBORGEN

#### VIII.1.1. UITVOERING AAN DE VERPLICHTINGEN UIT DE ARTIKELEN 19 EN 20 W.I&V

Artikel 20 W.I&V geeft aan de bevoegde ministers en aan het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid (MCIV) verschillende opdrachten:

- de voorwaarden voor de mededeling van informatie door de inlichtingendiensten aan administratieve en gerechtelijke overheden en politiediensten moeten worden bepaald door het MCIV (art. 19, eerste lid, en 20, § 3, W.I&V)<sup>84</sup>;
- de voorwaarden voor een zo doeltreffend mogelijke wederzijdse samenwerking tussen de inlichtingendiensten, de politiediensten en administratieve en gerechtelijke overheden moeten worden bepaald door het MCIV (art. 20, §§ 1 en 3, W.I&V);
- de voorwaarden voor de samenwerking met buitenlandse inlichtingendiensten moeten worden bepaald door het MCIV (art. 20, §§ 1 en 3, W.I&V);
- de limieten van de medewerking en technische bijstand aan gerechtelijke en bestuurlijke overheden moeten blijken uit een protocol dat goedgekeurd is door de betrokken ministers (art. 20, § 2, W.I&V).

<sup>84</sup> De omgekeerde informatiestroom – m.n. van het gerecht en de openbare diensten naar de inlichtingendiensten – kan “op basis van eventueel afgesloten akkoorden en de door hun verantwoordelijke overheid bepaalde regels” (art. 14 W.I&V).

Vooreerst wenst het Vast Comité I te wijzen op de complexiteit van deze regeling en dit op verschillende vlakken. Zo moet het initiatief om de wet nader uit te werken de ene keer uitgaan van de bevoegde ministers en de andere keer van het MCIV. Daarnaast zijn de gehanteerde begrippen onduidelijk (wat betekent ‘technische bijstand’) en lijken ze elkaar te overlappen (zo is het niet evident het begrip ‘samenwerking’ te onderscheiden van het begrip ‘medewerking’).

O.m. daarom is het Vast Comité I van oordeel dat de wetgever deze passages uit de wet en de daarin gehanteerde begrippen dringend nader zou moeten omschrijven. Hetzelfde geldt voor de samenwerking met de buitenlandse inlichtingendiensten. Wat houdt dit *in concreto* in? Wordt hiermee de uitwisseling van analyses of van persoonsgegevens bedoeld? Kan er ook op operationeel vlak worden samengewerkt? Betekent dit dat men mag toelaten dat buitenlandse diensten activiteiten ontplooiën op Belgisch grondgebied?

De noodzaak voor de wetgever om hier in te grijpen, is ook ingegeven door de vaststelling dat de uitvoerende macht nog steeds niet alle aspecten van deze materie (op een behoorlijke wijze) heeft *gecoverd*. Zo heeft het comité geen weet van een richtlijn die de samenwerking met buitenlandse diensten nader zou regelen. Het comité heeft dan weer wel kennis van het bestaan van een richtlijn van het MCIV met betrekking tot de informatie-uitwisseling met administratieve overheden. Maar deze richtlijn stelt in essentie dat alle relevante gegevens moeten worden overgemaakt. Op dergelijke wijze worden geen ‘voorwaarden’ bepaald. Verder bestaan er wel een aantal protocols over bepaalde aspecten van de samenwerking in de ruime zin van het woord, maar die akkoorden gaan niet steeds uit van het MCIV of van de bevoegde ministers. Zo bijvoorbeeld heeft het comité er geen weet of de minister van Landsverdediging zijn goedkeuring zou hebben gehecht aan de wijze waarop de ADIV zijn medewerking en technische bijstand kan leveren aan het gerecht.

Het wetsontwerp waarbij de bijzondere inlichtingenmethoden zouden worden omschreven, lijkt de uitgelezen kans om tegelijk ook hieraan te remediëren.

## VIII.2. AANBEVELINGEN I.V.M. DE COÖRDINATIE EN DE EFFICIËNTIE VAN DE INLICHTINGDIENSTEN, HET OCAD EN DE ONDERSTEUNENDE DIENSTEN

### VIII.2.1. EEN DEGELIJK PERSONEELSBELEID OP HET VLAK VAN HET INFORMATICABEHEER

De Veiligheid van de Staat moet de deskundigheid die en het kader dat vereist is om de nodige ondersteuning op het vlak van informatica te kunnen bieden, dui-

delijk omschrijven. Het nodige moet vervolgens worden gedaan om te vermijden dat een personeelstekort of een gedeeltelijke onbeschikbaarheid van het personeel bij de informaticacel hetzij de continuïteit in de dienstverlening in gevaar brengt, hetzij tot een te grote technische afhankelijkheid van externe deskundigen leidt.

Voor een inlichtingendienst is een bijzondere en tijdige aandacht voor de personele middelen op dit vlak zeker geen overbodige luxe, temeer daar een mogelijke uitbreiding van de bevoegdheden van de dienst op het vlak van naspeuring in informaticaomgevingen reeds enige tijd op de politieke agenda staat.

### VIII.2.2. DE FUNCTIE VAN INFORMATIEMANAGER

In de schoot van de Veiligheid van de Staat zou moeten worden voorzien in de specifieke functie van informatiemanager tot wiens takenpakket o.m. het uitstippen van een informatiestrategie zou behoren. Het belang van een eigen informatiemanagement voor deze dienst kent volgende redengeving: de permanent aanwezige informatieafhankelijkheid zowel vanwege de organisatie als bij de inrichting ervan; de behoefte aan een valabele gesprekspartner als tegengewicht voor de al of niet uitbestede ICT-afdeling en het optimaliseren van het inzicht in en de organisatie van de eigen informatieprocessen.

### VIII.2.3. INFORMATIEGARING EN STRATEGISCHE ANALYSES INZAKE RADICAAL ISLAMISME

Het Vast Comité I herhaalt de noodzaak om – naast een performante informatie-inwinning – diepgaande langetermijnanalyses te maken van de strategie van islamistische extremisten. Hierbij kunnen sociologische studies over bepaalde fenomenen (zoals bijv. het terugplooiën op de eigen gemeenschap) zeer waardevol zijn. Beide inlichtingendiensten moeten tijd en middelen vrijmaken om – elk binnen het kader van zijn bevoegdheid – dergelijke studies en analyses te produceren. Dat ook het OCAD strategische analyses moet (of zou moeten) maken m.b.t. extremisme en terrorisme, doet geen afbreuk aan deze voor de inlichtingendiensten essentiële opdracht.

Het Vast Comité I is verder van oordeel dat elke vorm van bijdrage tot de verspreiding van islamistische opvattingen en van directe of indirecte steun aan terroristische bewegingen – bijvoorbeeld het door middel van pseudocaritatieve ngo's – de volgehouden aandacht van zowel de Veiligheid van de Staat als van de ADIV verdient, elk opnieuw binnen zijn respectievelijke bevoegdheid.

#### VIII.2.4. DE AANWERVING VAN PERSONEEL MET KENNIS VAN SPECIFIEKE TALEN

Om op een adequate wijze het radicaal islamisme te kunnen opvolgen, moet er bij de inlichtingendiensten voldoende personeel aanwezig zijn met kennis van o.m. Arabische talen. Om dit doel te bereiken, dienen vooreerst inspanningen te worden geleverd die erop gericht zijn dat personen die dergelijke kennis bezitten, zich ook effectief aanmelden voor aanwervingproeven.<sup>85</sup> Verder moeten die proeven voor deze personen dermate worden aangepast dat een eventuele gebrekkige kennis van onze landstalen hen niet *a priori* uitsluit. Ten slotte moet aandacht worden besteed aan de wijze waarop de veiligheidsonderzoeken worden gevoerd in hoofde van personen die in het buitenland hebben verbleven.

#### VIII.2.5. HET AANVRAGEN VAN VEILIGHEIDSADVIEZEN

Het Vast Comité I beveelt aan dat inzake verblijfsvergunningen voor vreemdelingen en inzake de afwijking van de nationaliteitsvoorwaarde voor leerkrachten gebruik zou worden gemaakt van de mogelijkheden geboden door de Wet van 3 mei 2005 tot wijziging van de Wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. Deze wet heeft o.m. het systeem van de veiligheidsadviezen ingevoerd. In de Memorie van Toelichting bij het oorspronkelijke wetsontwerp worden deze twee domeinen overigens expliciet vernoemd. Dit systeem vereist wel een gemotiveerde beslissing van de bevoegde overheid om voor een welbepaalde vergunning of toelating steeds veiligheidsadviezen aan te vragen en veiligheidsverificaties te laten verrichten (art. 22*quinquies* W.C&VM).

#### VIII.2.6. DE AFSCHERMING VAN DE IDENTITEIT VAN AGENTEN VAN DE INLICHTINGENDIENSTEN

In het verleden werden reeds bedreigingen geuit tegen agenten van inlichtingendiensten die actief zijn in de strijd tegen het extremisme en het terrorisme. Het Vast Comité I is van oordeel dat er moet onderzocht worden hoe de anonimiteit van deze personen kan gevrijwaard worden, zeker wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen. Uiteraard dient hierbij een evenwicht te worden

<sup>85</sup> Recent deed de ADIV een poging in die richting door bij de bekendmaking van vacatures voor commissaris-analisten, het volgende te benadrukken: “*Kandidaten met een uitgebreide kennis op het gebied van bepaalde geo-politieke regio’s en een uitgebreide talenkennis van Europese alsook niet-Europese talen, zoals Arabisch en Oosterse talen, en die in het bezit zijn van het vereiste diploma moedigen we in het bijzonder aan om te solliciteren.*”

gevonden met de rechten van de verdediging en dienen de principes van de *fair trial* te worden gerespecteerd.

#### VIII.2.7. SAMENWERKINGSAKKOORD MET DE POLITIEDIENSTEN

Het Vast Comité I heeft in het verleden reeds aangedrongen op de totstandkoming van een samenwerkingsakkoord tussen de inlichtingendiensten en de politiediensten. Het herhaalt deze aanbeveling nu is gebleken dat de effectieve uitvoering van het *Plan Radicalisme* van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid een optimale informatie-uitwisseling tussen de inlichtingendiensten en de federale politie vereist. Maar ook de lokale politie is in deze een belangrijke partner omdat deze mogelijks een betere kijk heeft op het fenomeen van het terugplooiën op de eigen gemeenschap en op de radicalisering in bepaalde gemeenschappen.

#### VIII.2.8. GEPASTE REACTIE OP VEILIGHEIDSINCIDENTEN

De inlichtingendiensten moeten gepast durven reageren op incidenten waarbij hun eigen personeelsleden betrokken zijn. Indien het incident vragen doet rijzen in verband met de garanties die de persoon moet bieden inzake geheimhouding, loyaleit en integriteit, moet de veiligheidsmachtiging onmiddellijk worden ingetrokken. Zoniet wordt de bestaansreden van dergelijke machtigingen uitgehold. Het Vast Comité I is zich bewust van de nefaste gevolgen die dergelijke beslissing kan hebben voor (de carrière van) de betrokkene maar het wenst tegelijkertijd te wijzen op de mogelijkheid voor eenieder om beroep in te stellen bij het onafhankelijke Beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, -attesten en -adviezen.

#### VIII.2.9. PERSONEELSSTATUTEN BIJ HET OCAD

Aangezien de personen die vanuit de verschillende ondersteunende diensten naar het OCAD gedetacheerd worden hun eigen statuut behouden, wordt de directie van dit orgaan geconfronteerd met veertien verschillende statuten. Dit maakt het personeelsbeheer bijzonder complex. Een regelgevend initiatief om hieraan te verhelpen is nuttig en wenselijk.

## VIII.2.10. EEN BEVEILIGD COMMUNICATIENETWERK VOOR HET OCAD

Het Vast Comité I wijst op de noodzaak van een dringende installatie van een performant beveiligd communicatienetwerk tussen het OCAD, zijn toeleveranciers en zijn klanten en dit omwille van de aard en de inhoud van de uitgewisselde informatie. Naast het evidente veiligheidsrisico wanneer dergelijke informatie bekend geraakt, riskeren België en de diensten ook aanzienlijke imagoschade mochten bepaalde gegevens verloren raken of in verkeerde handen terecht komen.

## VIII.3. AANBEVELINGEN I.V.M. DE DOELTREFFENDHEID VAN DE CONTROLE

### VIII.3.1. RICHTLIJNEN VAN HET MINISTERIEEL COMITÉ VOOR INLICHTING EN VEILIGHEID

Het Vast Comité I kan zijn wettelijke opdracht niet ten volle uitoefenen indien het geen kennis heeft van de richtlijnen van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid die betrekking hebben op of relevant zijn voor de werking van de inlichtingendiensten en het OCAD.<sup>86</sup> Ook al is het Vast Comité I van oordeel dat artikel 33 W.Toezicht hem in zijn huidige libellering een voldoende duidelijk recht verleent op kennisname van deze richtlijnen, toch blijkt deze zienswijze niet door iedereen te worden gedeeld. Gelet op de jarenlange patstelling ter zake, beveelt het Vast Comité I aan de kwestie nog duidelijker dan nu reeds het geval is te regelen in de Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse. Het volstaat hiertoe de artikelen 9, tweede lid<sup>87</sup>, en 33, tweede lid, van deze wet te amenderen door na de woorden “*alle documenten die de handelwijze van de leden van die diensten regelen*” de volgende woorden toe te voegen: “, *ook al gaan deze documenten niet uit van die diensten.*”

<sup>86</sup> Ook het Vast Comité P ondervond hier hinder bij zijn controle op het OCAD.

<sup>87</sup> Deze bepaling moet eveneens worden aangepast om het Vast Comité P toe te laten eventuele instructies of richtlijnen m.b.t. het OCAD te verkrijgen.

### VIII.3.2. OVERTREDINGEN BEGAAN DOOR LEDEN VAN INLICHTINGENDIENSTEN

Artikel 38 W.Toezicht voorziet in een drieledige informatiemogelijkheid of -plicht vanuit het gerecht naar het Vast Comité I wanneer leden van de inlichtingendiensten en het OCAD vervolgd of veroordeeld worden voor ‘wanbedrijven’ of ‘ misdaden’. ‘Overtredingen’ vallen hierbuiten. Bijvoorbeeld verkeersinbreuken kunnen hierdoor aan het zicht van het Vast Comité I onttrokken worden aangezien deze soms als overtredingen dan weer als wanbedrijven te kwalificeren zijn. Maar ook overtredingen kunnen wijzen op een disfunctie. Door het toepassingsgebied van artikel 38 W.Toezicht uit te breiden tot overtredingen wordt elke onzekerheid weggenomen en wordt een duidelijke wettelijke basis voor de kennisgeving en kennisname gecreëerd.<sup>88</sup> Tegelijkertijd dient artikel 50 W.Toezicht – dat voorziet in de verplichting voor de politie om bij elke vastgestelde misdaad of wanbedrijf gepleegd door een lid van een inlichtingendienst, een informatief verslag aan de Dienst Enquêtes I over te maken – in dezelfde zin te worden aangevuld.

<sup>88</sup> Reeds in zijn *Activiteitenverslag 2005* (p. xv) heeft het comité gepleit voor een uitbreiding van het toepassingsgebied van art. 38 W.Toezicht maar dan m.b.t. “*relevante informatie (...) die betrekking heeft op de onderwerpen die de inlichtingendiensten behandelen en die vervat is in gerechtelijke dossiers wanneer de leden van deze diensten worden gedagvaard als getuigen, experts of zelfs als slachtoffer van inbreuken in de uitoefening van hun functie.*”



## BIJLAGEN

### BIJLAGE A. OVERZICHT VAN DE BELANGRIJKSTE REGELGEVING M.B.T. DE WERKING, DE BEVOEGDHEDEN EN HET TOEZICHT OP DE INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDS- DIENSTEN EN HET OCAD (1 JANUARI 2007 TOT 31 DECEMBER 2007)

Wet 28 december 2006 houdende algemene uitgavenbegroting voor 2007 (*B.S.* 9 maart 2007)

Wet van 5 februari 2007 betreffende de maritieme beveiliging (*B.S.* 27 april 2007)

Wet van 1 april 2007 betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme (*B.S.* 15 mei 2007)

Financiewet van 12 december 2007 voor het begrotingsjaar 2008 (*B.S.* 12 december 2007)

Wet van 27 december 2007 betreffende de luchthavenidentificatiebadges (*B.S.* 31 december 2007)

K.B. van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat (*B.S.* 19 december 2006; *err.* 31 januari 2007; *err.* 27 september 2007 )

K.B. van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme (*B.S.* 17 januari 2007)

K.B. van 29 december 2006 tot uitvoering van sommige bepalingen van de Wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en van de Wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (*B.S.* 9 januari 2007)

K.B. van 9 januari 2007 tot wijziging van het Koninklijk besluit van 3 juni 2005 tot wijziging van het Koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de Wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (*B.S.* 18 januari 2007)

- K.B. van 23 januari 2007 betreffende het personeel van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (B.S. 31 januari 2007)
- Koninklijk besluit van 26 januari 2007 tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging (B.S. 19 februari 2007)
- K.B. van 25 februari 2007 tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het Koninklijk besluit van 4 december 2006 betreffende de toekenning van een bijzondere en bijkomende vergoeding in geval van fysieke schade geleden door leden van politie- en hulpdiensten, door sommige leden van de Veiligheid van de Staat, door sommige leden van het Bestuur der Strafinrichtingen en door het personeel van Landsverdediging, bij de redding van personen van wie het leven in gevaar was (B.S. 9 maart 2007)
- K.B. van 20 maart 2007 tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het Koninklijk besluit van 28 november 2006 tot uitvoering van de Wet van 10 juli 2006 betreffende de analyse van de dreiging (B.S. 6 april 2007)
- K.B. van 23 maart 2007 tot aanwijzing van de directeur van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (B.S. 23 maart 2007)
- K.B. van 27 maart 2007 tot wijziging van het Koninklijk besluit 17 januari 1994 houdende bezoldigingsregeling van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat (B.S. 30 maart 2007)
- K.B. van 21 april 2007 betreffende de maritieme beveiliging (B.S. 27 april 2007)
- K.B. van 10 mei 2007 tot instelling bij de minister van Justitie van een Technisch en Administratief Secretariaat (B.S. 1 juni 2007)
- K.B. van 3 juni 2007 betreffende de bewapening van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, alsook de bewapening van de leden van de Diensten Enquêtes bij de Vaste Comités P en I en van het personeel van de Algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie (B.S. 22 juni 2007)
- K.B. van 20 juni 2007 tot wijziging van het Koninklijk besluit van 7 juli 2003 houdende het statuut van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het Stafdepartement inlichtingen en veiligheid (B.S. 6 juli 2007).
- K.B. van 24 augustus 2007 houdende toekenning van een functietoelage aan bepaalde personeelsleden van het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (B.S. 7 september 2007)
- M.B. van 26 april 2007 houdende aanwijzing van de leden van de Ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat (B.S. 27 april 2007)
- M.B. van 4 mei 2007 betreffende de stage en de vorming van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat (B.S. 9 mei 2007; *err.* 27 september 2007)

Circulaire van 25 mei 2007 met betrekking tot de wijzigingen aan het Wetboek van de Belgische nationaliteit die werden ingevoerd door de Wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen I (B.S. 4 juni 2007)

Bericht over de representativiteit van vakorganisaties in sommige comités — Lijst van de vakorganisaties die representatief zijn om zitting te hebben in het onderhandelingscomité van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat alsmede in het daarmee overeenstemmende overlegcomité (lijst opgenomen in de beslissing bedoeld in artikel 10, derde lid, van het Koninklijk besluit van 2 oktober 2006 tot uitvoering van de Wet van 17 maart 2004 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat) (B.S. 24 augustus 2007)

COL 2/2007 van 18 januari 2007 betreffende het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse– Addendum COL 9/2005

**BIJLAGE B.**  
**OVERZICHT VAN DE BELANGRIJKSTE WETSVOORSTELLEN, WETSONTWERPEN EN RESOLUTIES M.B.T. DE WERKING, DE BEVOEGDHEDEN EN HET TOEZICHT OP DE INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDSDIENSTEN EN HET OCAD (1 JANUARI 2007 TOT 31 DECEMBER 2007)**

**Senaat**

Wetsvoorstel tot wijziging een aantal wetten betreffende de dotaties aan het Rekenhof, de Vaste Comités van toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, de Federale ombudsmannen en de Benoemingscommissie voor het notariaat, *Gedr. St.*, Senaat, 2006-2007, 319/3 en *Hand.*, Senaat, 29 maart 2007, 5

Wetsontwerp tot wijziging van de Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten [en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse], *Gedr. St.*, Senaat, 2006-2007, 1061/5 tot 1061/8 en *Hand.*, Senaat, 29 maart 2007, 5

Wetsontwerp betreffende de maritieme beveiliging, *Gedr. St.*, Senaat, 2006-2007, 1981/1

Wetsontwerp betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme, *Gedr. St.*, Senaat, 2006-2007, 2069/1

Voorontwerp van Wet betreffende de methoden voor het verzamelen van gegevens door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, *Gedr. St.*, Senaat, 2006-2007, 2138/1 en 2138/2

- Wetsontwerp tot wijziging van de Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, *Gedr. St.*, Senaat, 2006-2007, 2433/1 tot 2433/2
- Voorstel tot wijziging van artikel 86bis-1 van het reglement van de Senaat, ten einde de samenstelling van de commissie belast met de begeleiding van het Vast Comité I te laten geschieden volgens de evenredige vertegenwoordiging van de fracties, *Gedr. St.*, Senaat, 2007-2008, 268/1
- Wetsvoorstel tot wijziging van de Wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, *Gedr. St.*, Senaat, 2007-2008, 401/1
- Wetsontwerp betreffende de luchthavenidentificatiebadges, *Gedr. St.*, Senaat, 2007-2008, 487/1 tot 487/3 en *Hand.*, Senaat, 20 december 2007, 73

#### **Kamer van Volksvertegenwoordigers**

- Wetsontwerp tot wijziging van de Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op de politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, *Gedr. St.*, Kamer, 2006-2007, 1628/2
- Wetsontwerp betreffende de verzekering tegen schade veroorzaakt door terrorisme, *Gedr. St.*, Kamer, 2006-2007, 2848/1 tot 2848/5 en *Hand.*, Kamer, 15 februari 2007, 40 en 69
- Wetsvoorstel tot wijziging van de Wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, *Gedr. St.*, Kamer, 2006-2007, 2864/1
- Wetsvoorstel tot wijziging van de Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse, *Gedr. St.*, Kamer, 2006-2007, 2947/1 tot 2947/7 en 3098/1 en *Hand.*, Kamer, 24 april 2007, 17 en 25 april 2007, 5
- Wetsvoorstel tot wijziging van de Wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 25/1
- Wetsvoorstel tot wijziging van de Wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 30/1
- Voorstel van resolutie betreffende de verspreiding van nucleaire technologieën en nucleair materiaal, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 65/1
- Wetsvoorstel tot instelling van een uitzondering op de vrijheid om verbintenissen aan te gaan bij niet-Europese investeringen in de bedrijven die van belang zijn voor de strategische militaire onafhankelijkheid van de Europese Unie, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 185/1
- Wetsvoorstel tot oprichting van een Vast Comité M, belast met de controle op de niet-rechtsprekende instellingen en instanties, bevoegd inzake asiel, subsi-

- diare bescherming en vreemdelingenrechten, alsmede tot wijziging van de organieke Wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 304/1
- Ontwerp van Financiewet voor het begrotingsjaar 2008, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 326/1 tot 326/4 en *Hand.*, Kamer, 29 november 2007, 2
- Wetsvoorstel tot wijziging van de Wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 474/1
- Wetsvoorstel tot wijziging van de Wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 519/1
- Grondwettelijk Hof, Hoge Raad voor Justitie, Benoemingscommissies voor het notariaat, Rekenhof, Vaste Comit es van toezicht op de politie- en inlichtingendiensten, Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de federale Ombudsmannen: de rekeningen van het begrotingsjaar 2006; aanpassingen van de begrotingen van het begrotingsjaar 2007; de begrotingsvoorstellen voor het begrotingsjaar 2008, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 523/1 en *Hand.*, 20 december 2007, 29-30.
- Wetsvoorstel betreffende de luchthavenidentificatiebadges, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 595/1 tot 595/3 en *Hand.*, 19 december 2007, 16
- Wetsvoorstel tot invoering van het Staatsburgerschapswetboek, *Gedr. St.*, Kamer, 2007-2008, 598/1

#### BIJLAGE C.

OVERZICHT VAN INTERPELLATIES, VRAGEN OM UITLEG EN MONDELINGE EN SCHRIFTELIJKE VRAGEN M.B.T. DE WERKING, DE BEVOEGDHEDEN EN HET TOEZICHT OP DE INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDSDIENSTEN EN HET OCAD (1 JANUARI 2007 TOT 31 DECEMBER 2007<sup>89</sup>)

#### Senaat

- Vraag van J. Steverlynck aan de minister van Justitie over “Federale politie – Internetcriminaliteit – Tapsysteem – Resultaten van testen” (*Vr. en Antw.*, Senaat, 2006-2007, 17 oktober 2006, nr. 77, 8221, Vr. nr. 2336)
- Vraag van N. Jansegers aan de minister van Justitie over “Openbaar ambt – Tewerkstelling van vreemdelingen” (*Vr. en Antw.*, Senaat, 2006-2007, 17 oktober 2006, nr. 77, 8223, Vr. nr. 3825)

<sup>89</sup> Sommige interpellaties of vragen dateren van 2006 maar werden toch opgenomen omdat hun officiële publicatie pas plaatsvond in 2007.

- Vragen van S. Anseeuw aan de minister van Binnenlandse Zaken over “Extreemrechtse jongeren – Radicaliteit – Programma’s” (*Vr. en Antw.*, Senaat, 2006-2007, 28 december 2006, nr. 90, 10361 en 10539, Vr. nrs. 6490 en 6491)
- Vraag van M. Hermans aan de minister van Binnenlandse Zaken over “Dreigingniveau terrorisme – Salafistische predikers – Marokkaans netwerk” (*Vr. en Antw.*, Senaat, 2006-2007, 30 januari 2007, nr. 90, 10543, Vr. nr. 6807)
- Vragen van M. Hermans aan de minister van Justitie over “Het terrorisme – Risicogebieden” (*Vr. en Antw.*, Senaat, 2006-2007, 20 maart 2007, nr. 88, 9870 en 9906, Vr. nrs. 6804 en 6805)
- Vraag van W. Verreycken aan de minister van Justitie over “Gevangenis – Bedienaren van erediensten” (*Vr. en Antw.*, Senaat, 2006-2007, 3 april 2007, nr. 89, 10099, Vr. nr. 4744)
- Vraag van M. De Schamphelare aan de minister van Justitie over “Islamitische eredienst – Erkenningsdossiers – Moskeeën” (*Vr. en Antw.*, Senaat, 2006-2007, 24 april 2007, nr. 90, 10435, Vr. nr. 7914)

#### **Kamer van Volksvertegenwoordigers**

- Vraag van B. Laeremans aan de minister van Justitie over “Noodhulp die door terroristische organisaties zou aan gewend worden” (*Vr. en Antw.*, Kamer, 2006-2007, 30 oktober 2006, nr. 141, 27582, Vr. nr. 1106)
- Samengevoegde vragen van J.C. Maene en S. Bex aan de minister van Binnenlandse Zaken over “het toezicht op het gebruik van de gegevensbanken door de politie” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 17 januari 2007, COM 1166. 7, Vr. nrs. 13666 en 13671)
- Samengevoegde vragen van G. De Padt en V. Déom aan de minister van Mobiliteit over “CIA-vluchten over België” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 25 januari 2007, COM 261.152, Vr. nrs. 1738 en 1739)
- Vraag van P. De Grootte aan de minister van Binnenlandse Zaken over “Het aantal experts ‘Islamterrorisme’ bij de gerechtelijke politie” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 7 februari 2007, COM 1195, 32, Vr. nr. 13982)
- Samengevoegde vragen van P. De Grootte en W. Muls aan de minister van Justitie over “De Batasuna af luisterzaak” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 8 februari 2007, PLEN 263, 28, Vr. nrs. 1770 en 1771)
- Vraag van I. Meeus aan de minister van Landsverdediging over “Bewaring van vertrouwelijke informatie op digitale opslagmedia” (*Vr. en Antw.*, Kamer, 2006-2007, 26 februari 2007, nr. 155, 29999, Vr. nr. 458)
- Vraag van T. Van Parys aan de minister van Justitie over “De directeur van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 27 februari 2007, COM 1215, 6, Vr. nr. 14244)

- Samengevoegde vragen van W. Muls en P. De Grootte aan de minister van Justitie over “De Batasuna. af luisterzaak” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 27 februari 2007, COM 1216, 3, Vr. nrs. 14242 en 14348)
- Vraag van P. De Grootte aan de minister van Justitie over “Het nagaan van telefoongegevens en/of mailgegevens als opsporingsmethode” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 27 februari 2007, COM 1215, 4, Vr. nr. 14120)
- Vraag van M. Wathelet aan de minister van Justitie over “De arrestatie van Bahar Kimyongür in Nederland” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 29 maart 2007, PLEN 275, 4, Vr. nr. 1867)
- Samengevoegde vragen van T. Van Parys en C. Marinower aan de minister van Justitie over “Het dossier DHKP-C” (*I.V.*, Kamer, 2006-2007, 25 april 2007, COM 1290, 25, Vr. nr. 15168 en 15173)
- Vraag van J. Van den Bergh aan de minister van Mobiliteit over “Prioritaire voertuigen” (*Vr. en Antw.*, Kamer, 2006-2007, 30 april 2007, nr. 164, 32436, Vr. nr. 450)
- Vraag van B. De Wever aan de minister van Justitie over “De evaluatie Actieplan Radicalisme” (*Vr. en Antw.*, Kamer, 2007-2008, 25 september 2007, nr. 5, 224, Vr. nr. 9)
- Vraag van G. De Padt aan de minister van Mobiliteit over “Het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse” (*I.V.*, Kamer, 2007-2008, 12 november 2007, COM 020, 10, Vr. nr. 213)
- Samengevoegde vragen van B. Laeremans, S. Verherstraeten en E. De Ramaelaere aan de minister van Justitie over “De aanwerving van cipiers en agenten bij de Staatsveiligheid die niet over de Belgische nationaliteit beschikken” (*Vr. en Antw.*, Kamer, 2007-2008, 13 november 2007, COM 021, 1, Vr. nrs. 240, 245 en 265)

